



**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

-----  
**Un peuple - Un But - Une Foi**

-----  
**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

-----  
**DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE**

**PROGRAMME TRIENNAL  
D'INVESTISSEMENTS PUBLICS  
2011 - 2013**

*OCTOBRE 2010*

# SOMMAIRE

<b>SYSTEME DE CODIFICATION</b> .....	4
<b>LISTE DES SECTEURS ET SOUS-SECTEURS D'ACTIVITES</b> .....	4
<b>CODIFICATION DES FINANCEMENTS</b> .....	5
<b>CARACTERISTIQUES GENERALES DU PROGRAMME 2011/2013</b> .....	6
REPARTITION ANNUELLE .....	9
REPARTITION SECTORIELLE .....	9
ETAT DE DISPONIBILITE DU FINANCEMENT .....	9
SOURCE DE FINANCEMENT .....	10
COMPARAISON DU PTIP 2011/2013 PAR RAPPORT AU PTIP 2010/2012 .....	11
EVOLUTION SECTORIELLE DU PTIP DURANT LES TROIS (3) DERNIERES ANNEES .....	11
<b>ANALYSE SECTORIELLE DU PROGRAMME</b> .....	12
<b>I. LE SECTEUR PRIMAIRE</b> .....	12
1.1 SOUS SECTEUR AGRICULTURE .....	14
1.2 SOUS-SECTEUR ELEVAGE .....	17
1.3 SOUS-SECTEUR EAUX ET FORETS .....	18
1.4 SOUS SECTEUR DE LA PECHE .....	20
1.5 SOUS SECTEUR HYDRAULIQUE AGRICOLE ET RURALE .....	22
1.6 ETUDES ET RECHERCHE/APPUI INSTITUTIONNEL ET ASSISTANCE TECHNIQUE / PRIMAIRE .....	23
<b>II. LE SECTEUR SECONDAIRE</b> .....	25
2.1 SOUS SECTEUR MINES .....	27
2.2 SOUS SECTEUR INDUSTRIE .....	28
2.3 SOUS SECTEUR ARTISANAT .....	29
2.4 SOUS SECTEUR ENERGIE .....	30
2.5 SOUS SECTEUR ETUDES ET RECHERCHES/APPUI INSTITUTIONNEL/ SECONDAIRE .....	32
<b>III. LE SECTEUR TERTIAIRE</b> .....	35
3.1 SOUS SECTEUR DU COMMERCE .....	38
3.2 SOUS SECTEUR TOURISME .....	39
3.3 SOUS SECTEUR TRANSPORTS ROUTIERS .....	40
3.4 SOUS SECTEUR TRANSPORTS FERROVIAIRES .....	41
3.5 SOUS SECTEUR TRANSPORTS MARITIMES .....	42
3.6 SOUS SECTEUR TRANSPORTS AERIENS .....	43
3.7 SOUS SECTEUR POSTE/ TELECOMMUNICATION/ INFORMATION .....	44
3.8 SOUS SECTEUR ETUDES ET RECHERCHES /TERTIAIRE .....	45
3.9 SOUS SECTEUR APPUI INSTITUTIONNEL, RENFORCEMENT ET ASSISTANCE TECHNIQUE / TERTIAIRE .....	46

<b>IV. LE SECTEUR QUATERNAIRE</b> .....	<b>47</b>
4.1 SOUS SECTEUR HYDRAULIQUE URBAINE ET ASSAINISSEMENT .....	50
4.2 SOUS SECTEUR CULTURE – JEUNESSE – SPORTS.....	51
4.3 SOUS SECTEUR URBANISME – HABITAT – CADRE DE VIE ET DECENTRALISATION .....	52
4.4 SOUS SECTEUR SANTE ET NUTRITION .....	54
4.5 SOUS SECTEUR EDUCATION – FORMATION .....	56
4.6 SOUS SECTEUR DEVELOPPEMENT SOCIAL.....	58
4.7 SOUS SECTEUR DES EQUIPEMENTS ADMINISTRATIFS.....	60
4.8 SOUS SECTEUR ETUDES/RECHERCHE/QUATERNAIRE.....	61
4.9 SOUS SECTEUR APPUI INSTITUTIONNEL, RENFORCEMENT ET ASSISTANCE TECHNIQUE /QUATERNAIRE.....	61

# **SYSTEME DE CODIFICATION**

## **LISTE DES SECTEURS ET SOUS-SECTEURS D'ACTIVITES**

### ***SECTEUR 1 : PRIMAIRE***

- 11 : Agriculture
- 12 : Elevage
- 13 : Eaux et Forêts
- 14 : Pêche
- 15 : Hydraulique rurale et agricole
- 18 : Etudes et Recherches/primaire
- 19 : Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/primaire.

### ***SECTEUR 2 : SECONDAIRE***

- 21 : Mines
- 22 : Industrie
- 23 : Artisanat
- 24 : Energie
- 28 : Etudes et Recherches/secondaire
- 29 : Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/secondaire.

### ***SECTEUR 3 : TERTIAIRE***

- 31 : Commerce
- 32 : Tourisme
- 33 : Transports routiers
- 34 : Transports ferroviaires
- 35 : Transports maritimes
- 36 : Transports aériens
- 37 : Poste, Télécommunication et Information
- 38 : Etudes et Recherches/tertiaire
- 39 : Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/tertiaire.

### ***SECTEUR 4 : QUATERNAIRE***

- 41 : Hydraulique Urbaine et Assainissement
- 42 : Culture, Jeunesse et Sports
- 43 : Habitat et Urbanisme
- 44 : Santé et Nutrition
- 45 : Education et Formation
- 46 : Développement social
- 47 : Equipements Administratifs
- 48 : Etudes et Recherches/quaternaire
- 49 : Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/quaternaire.

# **CODIFICATION DES FINANCEMENTS**

## **ETAT DU FINANCEMENT (E.F.)**

1. Financement en négociation
2. Financement acquis
3. Financement à rechercher.

## **NATURE DU FINANCEMENT (N.F.)**

0. Subvention
1. Prêt privilégié
2. Prêt favorable
3. Prêt à conditions moyennes
4. Prêt à conditions commerciales
5. Prêt à conditions lourdes et fluctuantes
6. Financement extérieur privé
7. Financement intérieur public (Etat)
8. Financement intérieur parapublic
9. Financement intérieur privé.

## **NATURE DE L'ENGAGEMENT (N.E.)**

0. Financement extérieur
1. Inscription budgétaire non contractuelle (Etat finance seul)
2. Contrepartie à un financement extérieur
3. Autre dépense contractuelle (ex. Lettre de mission).

## **SECTEUR INSTITUTIONNEL**

1. Etat
2. Parapublic
3. Privé
9. Inter - Etat.

## CARACTERISTIQUES GENERALES DU PROGRAMME 2011/2013

Le Programme Triennal d'Investissements Publics (PTIP) 2011-2013 matérialise l'ambition du Gouvernement qui est de faire du Sénégal un pays émergent à l'horizon 2015 et d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) conformément aux orientations stratégiques majeures du Document de Politique Economique et Sociale que sont :

- la modernisation du secteur agricole et le développement du monde rural ;
- la culture de la gestion axée sur les résultats de développement ;
- les infrastructures d'accompagnement (routes, ports et énergie) et l'aménagement du territoire ;
- l'amélioration des services sociaux de base pour un développement social ;
- les politiques transversales et d'accompagnement.

Le montant total des ressources programmées dans le présent PTIP s'élève à 3 011 milliards 628 millions de FCFA dont 2 715 milliards 736 millions de FCFA, soit 90,2%, contribuent à la réalisation des Orientations Stratégiques du Document de Politique Economique et Sociale. Le reste des investissements prévus, d'un montant de 295 milliards 892 millions de FCFA, soit 9,8%, est constitué :

- d'une part, de la réserve de gestion d'un montant de 68 milliards 640 millions de FCFA pour faire face au courant de la période triennale 2011-2013 à des dépenses imprévues ;
- et d'autre part, pour un montant de 227 milliards 252 millions de FCFA, de dépenses de souveraineté nationale (défense nationale, sécurité publique, affaires étrangères, etc), d'impôts et taxes sur les marchés publics financés sur ressources extérieures, de participations financières de l'Etat aux organisations sous-régionales, régionales et internationales, d'indemnités d'expropriation et de préemption, d'acquisition d'immeubles et de terrains et d'équipements administratifs pour l'amélioration des conditions de travail des services de l'administration.

Ainsi, la programmation des investissements publics 2011-2013 s'est totalement inscrite dans la perspective de la réalisation des Orientations Stratégiques du Document de Politique Economique et Sociale suivant la répartition ci-après :

ORIENTATIONS STRATEGIQUES	Montant en milliards FCFA	%
AXE 1 : modernisation du secteur agricole et développement du monde rural	594,111	21,9
AXE 2 : culture de la gestion axée sur les résultats de développement	47,054	1,7
AXE 3 : infrastructures d'accompagnement (routes, ports et énergie) et aménagement du territoire	1 329,461	49,0
AXE 4 : amélioration des services sociaux de base pour un développement social	655,65	24,1
AXE 5 : politiques transversales et d'accompagnement	89,46	3,3
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 715,736</b>	<b>100,0%</b>

La répartition par orientation stratégique du Document de Politique Economique et Sociale permet de constater que :

- **la modernisation du secteur agricole et le développement du monde rural** concentrent **21,9%** des investissements prévus sur la période triennale 2011-2013 ; ce qui traduit la priorité que le Gouvernement continue d'accorder : (i) au développement des activités agro-sylvo-pastorales et à l'hydraulique agricole (ii) à la relance de la pêche et (iii) à l'amélioration des conditions de vie des populations en milieu rural.

Les principaux projets programmés sont :

- ✓ Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'abondance (GOANA IV) avec les Programmes agricoles dans ses volets (i) subvention des semences d'arachide et de céréales, des engrais et produits phytosanitaires, (ii) protection des cultures, et (iii) création et réhabilitation des aménagements hydro-agricoles ;
  - ✓ Programme National d'Insémination Artificielle et Projet Développement Elevage Sénégal Oriental et Casamance ;
  - ✓ Programme de Réalisation des Bassins de Rétention et de gestion des ressources naturelles ;
  - ✓ Programme Régional d'Appui à la Pêche Artisanale en Afrique Occidentale et Programme de Développement de l'Aquaculture.
- **la culture de la gestion axée sur les résultats de développement** reçoit une allocation de **1,7%** des investissements prévus sur la période triennale 2011-2013.

L'opérationnalisation de cette orientation stratégique se traduit par la mise en œuvre des principaux projets suivants :

- ✓ Projets de suivi-évaluation des Cadres de Dépenses Sectoriels à Moyen Terme (CDSMT) des départements ministériels ;
  - ✓ Renforcement des capacités des ministères techniques et de l'exécution des projets ;
  - ✓ Informatisation : Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFIP), Système Intégré de Gestion des Taxes (SIGTAS), Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor (DGCPT), Direction Générale des Douanes (DGD) ;
  - ✓ Projet de Coordination des Réformes Budgétaires et Financières et de Responsabilité financière ;
  - ✓ Etude prospective, Document de politique Economique et Social, Plan d'Orientation pour le Développement Economique et Social, Programmation des Investissements.
- **les infrastructures d'accompagnement (transports, routes et énergie) et l'aménagement du territoire** qui bénéficient de **49%** des dépenses en capital qui seront consacrées essentiellement à la poursuite de l'amélioration de la mobilité urbaine et rurale, à l'augmentation du taux d'accès à l'électricité en milieu rural et au renforcement du développement local et régional.

Les principaux projets programmés sur la période triennale 2011-2013 sont :

- ✓ Projet de construction de l'autoroute à péage Dakar-Diamniadio ;
  - ✓ Projet de prolongement de l'autoroute à péage à Aéroport International Blaise Diagne (AIBD)-Mbour-Thiès ;
  - ✓ Programme Spécial Touba et Programme Spécial de Tivaouane ;
  - ✓ Programme de réalisation de l'Ouvrage d'Accostage et de la Gare Maritime Karabane ;
  - ✓ Fonds d'Equipeement des Collectivités Locales ; Programme National de Développement Local (PNDL) et Programme Renforcement des Collectivités Locales (PRECOL) ;
  - ✓ Projet centrale hydroélectrique de Félou ;
  - ✓ Programme d'Urgence d'Electrification Rurale.
- **l'amélioration des services sociaux de base pour un développement social** occupe une place prépondérante dans l'allocation des crédits d'investissements avec un poids de **24,1%**. Ce secteur englobe tous les investissements relatifs (i) au développement des ressources humaines (éducation, enseignement technique et formation professionnelle, santé, nutrition, etc), et (ii) à l'amélioration de l'accès aux infrastructures sociales et du cadre de vie (approvisionnement en eau potable et assainissement en milieu urbain et rural, urbanisme et habitat).

Les principaux projets programmés sur la ; période triennale 2011-2013 sont :

- ✓ Achèvement des programmes de constructions scolaires et universitaires ;
  - ✓ Achèvement des constructions de Postes de Santé, de Centres de Santé, de l'Hôpital Dalal Jamm et des Hôpitaux de Kaolack et Fatick ;
  - ✓ Plan Stratégique de lutte contre le SIDA et Programme Santé Maternelle et Infantile ;
  - ✓ Programme Eau Potable et Assainissement du Millénaire (PEPAM) et Projet de Dépollution de la Baie de Hann ;
  - ✓ Plan Jaxaay (constructions de logements sociaux, Equipement des zones inondées, etc.).
- **les politiques transversales et d'accompagnement** qui reçoivent une allocation budgétaire de **3,3%** destinée à promouvoir l'emploi, le genre, la gouvernance et la participation citoyenne. En outre, il est prévu des actions spécifiques qui concourent à la promotion socio-économique des femmes, des jeunes et des populations déshéritées, au développement du secteur privé et au renforcement de la compétitivité des entreprises nationales.

Ces politiques transversales sont prises en compte à travers l'exécution des principaux projets ci-après :

- ✓ Programmes d'Appui à l'Emploi des jeunes (Office pour l'Emploi des Jeunes, Fonds National d'Actions pour l'Emploi, Fonds de promotion des jeunes et des ASC et Volontaires du service civique national, etc) ;
- ✓ Programme National de Bonne Gouvernance ;
- ✓ Renforcement des Capacités des Attachés Parlementaires ;
- ✓ Appui à la promotion des aînés, Projet de réadaptation base communautaire handicapés et Programme de Santé de la Reproduction des Jeunes, phase 2 ;
- ✓ Bureau et Fonds d'Appui à la mise à niveau des Entreprises ;
- ✓ Plateforme d'Appui au Secteur Privé (PLASEPRI), Fonds National de l'Entreprenariat Féminin, Fonds National de Crédit pour les Femmes, etc.



## **REPARTITION ANNUELLE**

Les investissements programmés sur la période triennale 2011-2013 se répartissent annuellement comme suit :

- 2011 : 818 milliards 727 millions de FCFA (27,2%) ;
- 2012 : 1 259 milliards 673 millions de FCFA (41,8%) ;
- 2013 : 933 milliards 225 millions de FCFA (31,0%).

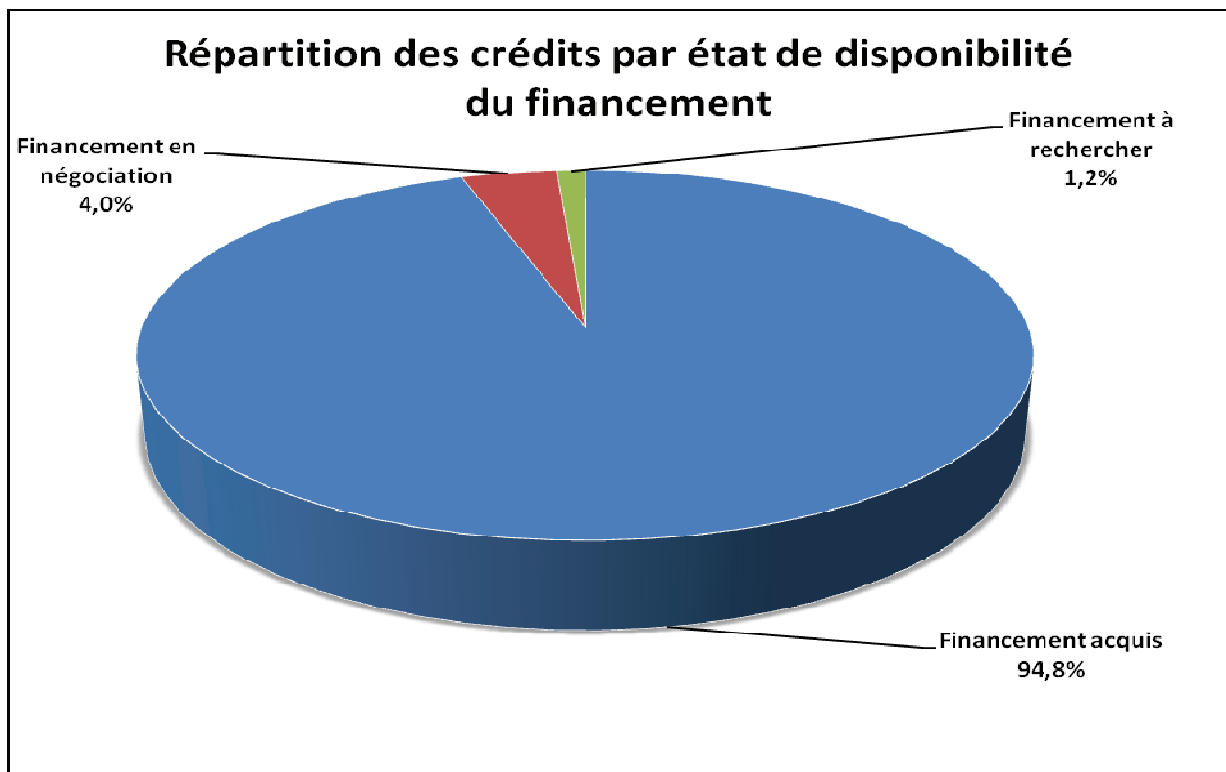
## **REPARTITION SECTORIELLE**

La répartition sectorielle des investissements programmés sur la période triennale 2011-2013 est la suivante (en milliards de FCFA):

<b>SECTEURS</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>TOTAL</b>	<b>%</b>
<b>PRIMAIRE</b>	160,421	214,607	209,208	584,236	<b>19,4%</b>
<b>SECONDAIRE</b>	70,195	123,824	106,770	300,789	<b>10,0%</b>
<b>TERTIAIRE</b>	268,032	561,676	282,352	1 112,060	<b>36,9%</b>
<b>QUATERNAIRE</b>	298,739	336,966	310,195	945,900	<b>31,4%</b>
<b>HORS SECTEUR</b>	21,340	22,600	24,700	68,640	<b>2,3%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>818,727</b>	<b>1 259,673</b>	<b>933,225</b>	<b>3 011,625</b>	<b>100%</b>

## **ETAT DE DISPONIBILITE DU FINANCEMENT**

La structure du financement montre qu'il est acquis pour un montant de 2 856 milliards 466 millions de FCFA (94,8%) tandis que 119 milliards 700 millions de FCFA (4,0%) sont en négociation avancée et les accords de financement y relatifs pourront être conclus au courant de la gestion 2011. Un montant de 35 milliards 462 millions de FCFA (1,2%) est à rechercher. Le financement à rechercher est programmé sur les deux dernières années (2012 et 2013) du PTIP.

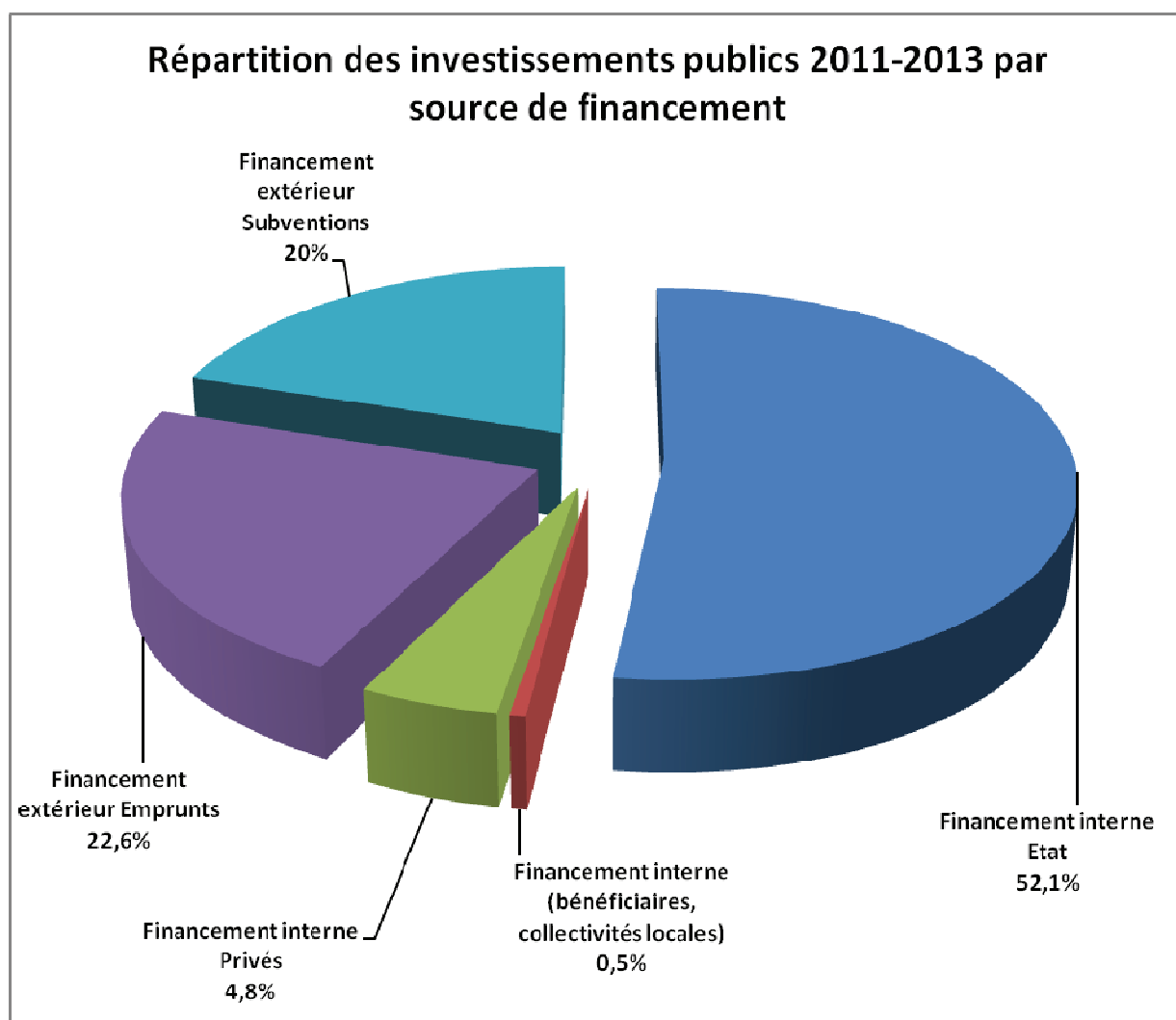


## SOURCE DE FINANCEMENT

L'analyse de la nature du financement acquis et en négociation, d'un montant de 2 976 milliards 166 millions de FCFA, met en évidence l'importance du financement intérieur pour un montant de 1 708 milliards 075 millions de FCFA, soit 57,4%. Le financement extérieur porte sur un montant de 1 268 milliards 091 millions de FCFA, soit 42,6%.

Le financement intérieur provient du financement interne de l'Etat pour un montant de 1 549 milliards 363 millions de FCFA (90,7%) et de la contribution à hauteur de 142 milliards 818 millions de FCFA (8,4%) du secteur privé dans le cadre de la concession de l'autoroute à péage Dakar-Diamniadio et du prolongement de l'autoroute à AIBD – Mbour et Thiès. Les populations bénéficiaires et les collectivités locales participent à un degré moindre pour un montant de 15 milliards 894 millions de FCFA, soit 0,9%.

Le financement extérieur est constitué de (i) prêts à des conditions concessionnelles pour un montant de 672 milliards 577 millions de FCFA (53,0%) et (ii) subventions pour un montant de 595 milliards 514 millions de FCFA (47,0%).



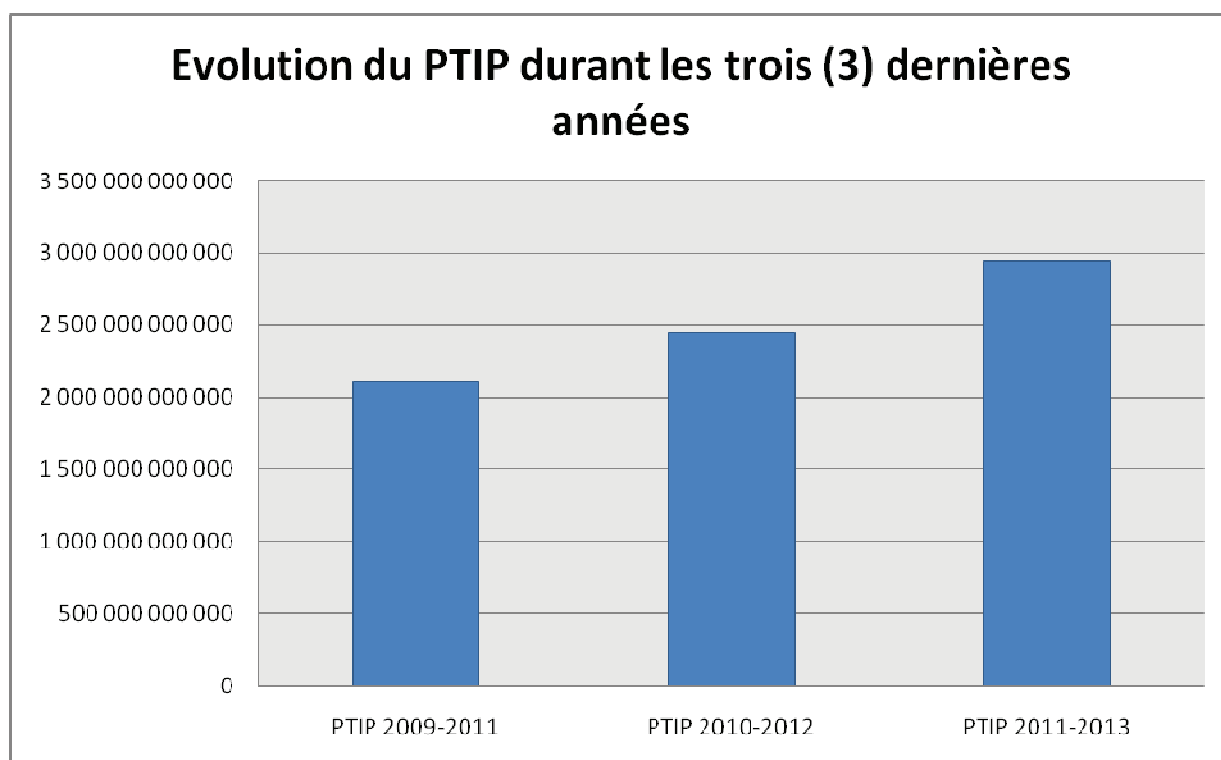
## **COMPARAISON DU PTIP 2011/2013 PAR RAPPORT AU PTIP 2010/2012**

Par rapport au PTIP précédent, les investissements publics prévus au titre du présent PTIP ont connu une hausse substantielle de 567 milliards 743 millions de FCFA en valeur absolue et de 23,2% en valeur relative.

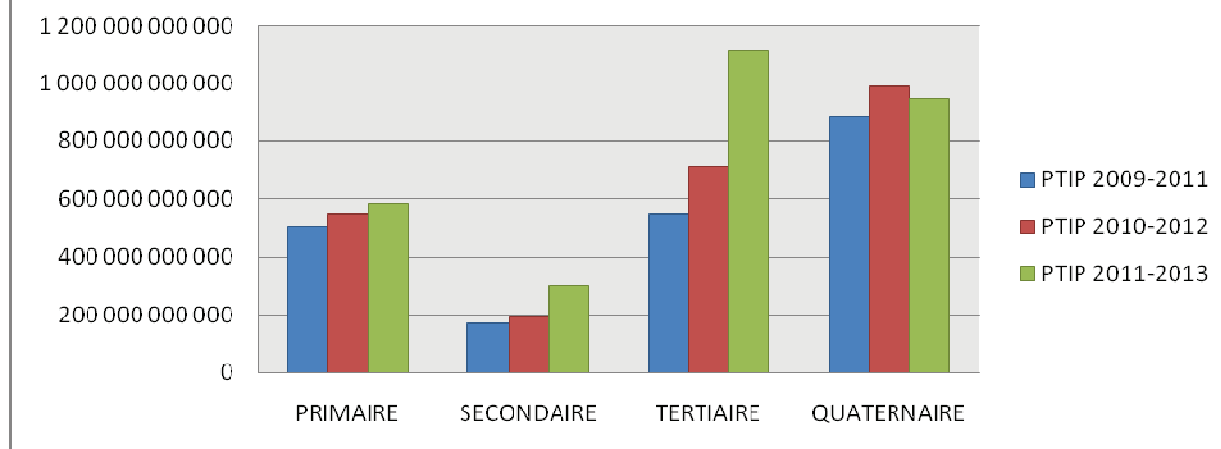
Cet accroissement important résulte de la conjugaison de deux facteurs majeurs, à savoir :

- l'augmentation du financement interne de l'Etat affecté aux investissements pour assurer la mise en œuvre du projet de prolongement de l'autoroute à péage à AIBD-Mbour-Thiès dont le financement fait l'objet d'un emprunt sur le marché financier en raison de la forte rentabilité économique dudit projet (24%) et ;
- le financement accordé par les Etats-Unis à notre pays au titre de l'assistance du Millenium Challenge Account et qui est destiné essentiellement à l'exécution de projets d'irrigation et de gestion des ressources en eau et de réhabilitation des routes.

## **EVOLUTION SECTORIELLE DU PTIP DURANT LES TROIS (3) DERNIERES ANNEES**



## Evolution du PTIP durant les trois (3) dernières années par secteur



L'analyse de l'évolution du volume des investissements du PTIP montre une progression régulière due essentiellement à l'augmentation de la part des investissements couverte par les ressources propres de l'Etat. Il convient de noter que cette tendance s'est renforcée dans le PTIP 2011-2013 avec une augmentation des investissements de 18,9% principalement concentrée sur le secteur tertiaire et plus particulièrement sur les transports routiers.

## ANALYSE SECTORIELLE DU PROGRAMME

### I. LE SECTEUR PRIMAIRE

Le secteur primaire constitue un pilier essentiel de l'économie sénégalaise en raison de sa contribution à la création de richesse nationale et de la part importante de la population qu'il mobilise. En effet, ce secteur qui contribue pour 14,7% à la richesse nationale en 2009 et touche environ 56% de la population active demeure un levier important sur lequel le Gouvernement s'appuie pour : (i) l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) 1 et 7 que sont : Réduire l'extrême pauvreté et la faim et Assurer un environnement humain durable et (ii) la réalisation de l'axe 1 du Document de Politique Economique et Sociale (DPES), à savoir la modernisation du secteur agricole et le développement du monde rural .

Ainsi, le secteur primaire restera la principale source d'une croissance pro pauvre au cours des 10 à 15 prochaines années selon les conclusions du modèle de simulation réalisée dans le cadre des travaux du Programme National d'Investissements Agricoles (PNIA).

C'est dans un tel contexte que s'inscrivent les principaux objectifs nationaux suivants poursuivis dans le secteur :

- garantir la souveraineté alimentaire du pays ;
- réduire la facture d'importation des produits laitiers ;

- assurer une couverture sanitaire adéquate du cheptel ;
- satisfaire la demande nationale en produits halieutiques ;
- assurer aux populations et au cheptel un accès adéquat à l'eau potable;
- préserver et gérer durablement les ressources naturelles ;
- améliorer l'accès aux marchés des produits agricoles, animaux et halieutiques.

Ces objectifs sont conformes à ceux définis dans les documents de politiques régionales de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et de l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

En vue d'atteindre ces objectifs, les investissements réalisés dans le secteur primaire ont contribué à l'augmentation du taux de croissance de 3,6% tiré essentiellement par les performances des sous secteur agricole, de l'élevage et de la pêche. Le maintien de cette tendance aurait des effets positifs sur l'évolution de l'incidence de la pauvreté.

Pour ce faire, les stratégies développées dans les différents sous-secteurs sont :

- dans le sous-secteur de l'agriculture, l'accent est mis sur (i) la maîtrise de l'eau et le développement de l'agriculture irriguée ; (ii) la diversification des productions agricoles ; (iii) la facilitation de l'accès au matériel et équipement agricoles ainsi qu'aux facteurs de production (engrais, semences, etc) ; (iv) l'organisation des circuits de commercialisation et de transformation des produits agricoles ;
- au niveau du sous-secteur de l'élevage, il s'agit (i) d'accroître la production et la productivité animales ; (ii) d'améliorer les conditions de mise en marché des produits et sous-produits animaux (iii) d'assurer la couverture sanitaire du cheptel et ; (iv) de renforcer la professionnalisation des acteurs du sous-secteur ;
- pour le sous-secteur de l'environnement, les stratégies retenues portent sur (ii) la promotion de la sylviculture et les aménagements forestiers ; (ii) l'aménagement et la protection des parcs et réserves ; (iii) la création d'Aires Marines Protégées et Réserves Naturelles Communautaires et (iv) le renforcement des capacités en gestion des ressources naturelles et de l'environnement ;
- pour ce qui concerne le sous secteur de la pêche, il est privilégié (i) la restauration des ressources halieutiques et l'ajustement de l'effort de pêche avec le potentiel; (ii) l'amélioration de la production des produits de la pêche continentale et de l'aquaculture ; (iii) l'amélioration du système de conservation, de distribution, de commercialisation et de transformation des produits de pêche ; et (iv) la professionnalisation des acteurs du sous-secteur ;
- dans le sous secteur de l'hydraulique rurale et agricole, les stratégies mises en œuvre sont : (i) la construction et la réhabilitation de forages ainsi que la réhabilitation et le fonçage de puits modernes en milieu rural ; (ii) la réalisation d'ouvrages d'irrigation et de stockage des eaux ; (iii) le renforcement de la politique de généralisation de branchements sociaux et (iv) le renforcement des capacités en gestion, entretien et maintenance des ouvrages hydrauliques.

Les investissements programmés dans le secteur primaire au titre du PTIP 2011-2013 s'élèvent à 584 milliards 236 millions de FCFA soit 19,4% du coût global de l'ensemble du programme.

Ces investissements se répartissent annuellement comme suit :

- 2011 : 160 milliards 421 millions de FCFA (27,5%)
- 2012 : 214 milliards 607 millions de FCFA (36,7%)
- 2013 : 209 milliards 208 millions de FCFA (35,8%).

L'état du financement de ces investissements se présente comme suit:

- financement acquis : 541 milliards 311 millions de FCFA (92,6%)
- financement en négociation : 12 milliards 725 millions de FCFA (2,2%)
- financement à rechercher : 30 milliards 200 millions de FCFA (5,2%)

L'analyse de la nature du financement montre que le financement intérieur qui se situe à 35,1% est presque entièrement assuré par l'Etat (95,9%) tandis que le financement extérieur qui couvre 64,9% des investissements provient d'emprunts à des conditions concessionnelles pour 51,8% et de subventions pour 48,2%.

Comparé au PTIP précédent, le volume d'investissement du secteur dans le présent PTIP enregistre une augmentation de 34 milliards 162 millions de FCFA en valeur absolue et de 6,2 % en valeur relative. Cette hausse s'explique essentiellement par l'accroissement des investissements dans le sous-secteur de l'agriculture lié :

- au démarrage du nouveau projet d'appui à l'irrigation et à la gestion des ressources naturelles financé sur les ressources du Millénium Challenge Account (MCA) ;
- à la vitesse de croisière atteinte par le programme de croissance économique financé par l'USAID pour améliorer l'environnement de la production et de la productivité agricoles et ;
- à la programmation du programme d'appui au financement des filières agro-industrielles en cours de formulation avec l'appui de la Banque Mondiale.

La répartition sous-sectorielle des investissements programmés est la suivante:

Sous Secteur	Milliards de FCFA	%
Agriculture	252,318	43.2
Elevage	25,686	4.4
Eaux et Forêts	72,742	12,5
Pêche	44,775	7.7
Hydraulique Rurale et agricole	109,296	18,7
Etude/Recherche	0,078	0.1
Institutionnel et Assistance Tech	78,637	13.5
<b>TOTAL</b>	<b>584,236</b>	<b>100</b>

## 1.1 SOUS SECTEUR AGRICULTURE

La contribution de l'agriculture à la formation du PIB croît régulièrement passant de 5,2% en 2007 à 7,3% en 2008 pour se situer à 8% en 2009. Sa croissance annuelle connaît également une hausse de 15,4% en 2008, 36,8% en 2009 et 3,7% en 2010 et est projetée à 4,9% en 2011.

Cette progression continue est le résultat d'une politique hardie du Gouvernement qui fait de l'agriculture un maillon fondamental (i) de l'ODM n° 1 relatif à la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim ; (ii) de la Stratégie de Croissance Accélérée (SCA) à travers la grappe agriculture et Agro - Industries et textiles ; et (iii) du Document de Politique Economique et Sociale (DPES) au niveau de l'orientation stratégique portant sur la modernisation du secteur agricole et le développement du monde rural.

L'aspect intégré de l'agriculture aux autres branches d'activités de l'économie nationale grâce à la fourniture de matières premières à l'agro - industrie et à l'agro – alimentaire (arachide, maïs, tomate et coton), à la consommation d'intrants (engrais, pesticides, biofertilisants et semences) et de services de l'industrie et de l'artisanat (fabrication artisanale et semi industrielle du matériel agricole, prestation de services, etc), confère à ce sous secteur un rôle prépondérant dans la politique économique et sociale du Gouvernement.

Toutefois, cette place stratégique de l'agriculture dans l'activité économique nationale reste fragilisée par les contraintes ci-après auxquelles le sous-secteur fait face :

- la salinisation des terres, la saturation et la dégradation des sols traduites par un appauvrissement des sols entraînant une faible productivité ;
- la non maîtrise de l'eau et la dépendance de l'agriculture à une pluviométrie erratique introduisent un risque systémique qui n'encourage pas les investissements, voire l'intensification agricole ;
- le déficit d'infrastructures de base pour la mise en marché des produits et le manque d'infrastructures de stockage et de conservation des produits agricoles ;

Pour lever ces contraintes, les objectifs définis pour le sous-secteur sont:

- améliorer et sécuriser la base productive ;
- relever la production et la productivité ; et
- améliorer l'efficacité du secteur.

Les stratégies retenues pour atteindre les objectifs précités se déclinent comme suit :

- la maîtrise de l'eau en développant les aménagements hydro-agricoles ;
- la réalisation d'un programme de restauration de la fertilité des sols dans les zones dégradées ;
- la reconstitution du capital semencier des cultures céréalières et d'arachide ;
- le financement approprié de l'approvisionnement en intrants agricoles, matériel et équipement agricole (matériel de travail du sol, de récolte et de battage, matériel post-récolte, etc) ;
- la diversification de la production agricole (maïs, sésame, manioc, cultures maraîchères, etc) ;
- le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des producteurs et des interprofessions ;
- la construction et/ou la réhabilitation de pistes de desserte pour désenclaver les zones de productions agricoles ;
- la mise en place d'infrastructures de stockage, de conservation et de transformation des produits agricoles.

Ces stratégies sont en train d'être mises en œuvre dans le cadre de la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA) dont l'avènement en



2008 couplé à une pluviométrie favorable ont permis d'enregistrer des résultats satisfaisants dans le sous secteur de l'agriculture.

Durant cette période triennale 2011-2013, les priorités du Gouvernement seront axées sur (i) la poursuite et la mise en œuvre des mesures et réformes tendant à amoindrir la vulnérabilité des productions agricoles, (ii) l'amplification des activités du syndicat des organisations de producteurs, (iii), la consolidation du système d'assurance agricole et de protection sociale des travailleurs agricoles, (iv) la poursuite des politiques de subvention des intrants et du matériel agricole, (v) ainsi que l'extension des superficies aménagées et (vi) l'accroissement de la productivité des sols.

Ces investissements permettront de distribuer plus de revenus en zones rurales et d'augmenter l'offre de produits agricoles, ce qui devrait entraîner une baisse des prix à la consommation.

L'impact conjugué de ces effets sur la consommation réelle privée conduira à une réduction de l'incidence de la pauvreté nationale.

Le coût du programme d'investissements du sous secteur pour la période triennale 2011-2013 s'élève à 252 milliards 318 millions de FCFA, soit 43,2% du montant total des investissements du secteur primaire.

Un montant de 70 milliards 856 millions de FCFA représentant 28,1% devrait s'exécuter en première année contre 91 milliards 574 millions de FCFA (36,3%) en deuxième année et 89 milliards 888 millions de FCFA (35,6%) en troisième année du PTIP.

La totalité du financement est acquise et provient pour l'essentiel des subventions extérieures pour un montant de 111 milliards 869 millions de FCFA, soit 65,4% des ressources extérieures. Le montant des projets financés sous forme d'emprunts à des conditions concessionnelles s'élève à 59 milliards 107 millions de FCFA représentant 34,6% du financement extérieur.

Le financement interne, d'un montant de 81 milliards 342 millions de FCFA, soit 32,2 %, est constitué essentiellement de ressources propres de l'Etat pour 96,4% et dans une moindre mesure de la contribution de 3,6% des populations bénéficiaires.

Par rapport au PTIP précédent, les investissements programmés dans le présent PTIP ont augmenté de 34 milliards 100 millions de FCFA en valeur absolue et de 15,5 % en valeur relative. Cette hausse s'explique par l'augmentation des appuis des partenaires techniques et financiers pour la mise en œuvre de nouveaux projets et programmes d'envergure tels que le Programme de Croissance Economique, le Projet de Gestion Durable des Terres et le Programme d'appui à l'Irrigation et à la Gestion des Ressources Naturelles.

En plus de ces nouveaux projets, les principaux projets du sous-secteur programmés sur la période triennale 2011-2013 sont:

- Projet de développement Rural en Casamance (PADERCA)
- Projet de Développement Agricole de Matam, phase II (PRODAM II) ;
- Programmes agricoles dans ses volets (i) subvention des semences d'arachide et de céréales des engrais et produits phytosanitaires et (ii) création et réhabilitation des aménagements hydro-agricoles.



## 1.2 SOUS-SECTEUR ELEVAGE

La contribution de l'élevage dans la formation du Produit Intérieur Brut (PIB) (4%) et du PIB du secteur primaire (29%), son rôle dans la satisfaction des besoins alimentaires en produits carnés et laitiers ainsi que sa contribution significative à la réduction de la pauvreté justifient l'importance que les pouvoirs publics accordent au développement de ce sous secteur.

Les conclusions récentes issues des travaux de modélisation des options stratégiques, sources de croissance et choix d'investissements pour la réduction de la pauvreté et l'atteinte de l'objectif n°1 des OMD dans le cadre des travaux du PNIA, ont mis en évidence l'aspect intégrateur de ce sous-secteur avec les autres secteurs et révèlent que l'élevage a la contribution la plus significative à l'accroissement des revenus et à la baisse de la pauvreté (3,2% de baisse de pauvreté nationale).

Cependant, l'atteinte de ces indicateurs pourrait être ralentie par la persistance de certaines contraintes dont les principales sont :

- l'accès encore difficile au financement des professionnels de l'élevage ;
- l'insuffisance d'infrastructures d'appui à la production et à la transformation des produits d'élevage ;
- la recrudescence et la persistance de certaines maladies animales.

Pour lever ces contraintes, les orientations stratégiques majeures définies par le Gouvernement sont :

- la sécurité alimentaire ;
- l'accroissement de la productivité du sous-secteur ;
- l'intensification et la modernisation de l'élevage ;
- la sécurisation de la production animale.

Les investissements programmés dans le sous-secteur pour la période 2011-2013 s'élèvent à 25 milliards 686 millions de FCFA, soit 4,4% des investissements prévus dans le secteur primaire.

La répartition annuelle de ces investissements est la suivante :

- 2011 : 6 milliards 553 millions de FCFA (25,5%)
- 2012 : 9 milliards 060 millions de FCFA (35,3%)
- 2013 : 10 milliards 073 millions de FCFA (39,2%)

Le financement global est entièrement acquis et assuré sur ressources extérieures pour un montant de 8 milliards 745 millions de FCFA (34%) et sur ressources internes à hauteur de 16 milliards 941 millions de FCFA (66%).

Le financement extérieur provient principalement de prêts contractés à des conditions concessionnelles auprès des partenaires au développement pour un montant de 7 milliards 474 millions de FCFA (85,5% du financement extérieur) et de subventions pour un montant de 1 milliard 271 millions de FCFA représentant 14,5% du financement extérieur.

L'Etat assure à partir de ses ressources propres, le financement du programme d'investissements du sous secteur pour un montant de 16 milliards 941 millions de FCFA, soit 66% du financement global du sous secteur.

Par rapport au PTIP précédent, les investissements dans le sous-secteur ont connu une baisse de 9 milliards 365 millions de FCFA, soit 26,7% en valeur relative. Cette baisse s'explique par l'arrivée à terme de certains programmes (Appui à la Lutte contre la Grippe Aviaire, projet d'amélioration des cuirs et peaux et projet aménagements pastoraux).

Par ailleurs, il convient également de souligner la complémentarité avec les autres secteurs (agriculture, hydraulique pastorale, environnement et pistes rurales) et du secteur privé à travers la création de fermes privées modernes qui constituent des maillons importants à l'atteinte des objectifs du sous-secteur.

Les principaux domaines d'intervention des projets et programmes du sous secteur sont :

- la promotion des Centres d'Impulsion et de Modernisation de l'Elevage (CIMEL) ;
- la dotation du « Programme agricole/Volet Elevage » pour prendre en charge les besoins conjoncturels du sous-secteur (acquisition de stocks d'urgence en aliments de bétail) ;
- l'amplification des actions de renforcement de la production laitière dans le cadre du Programme Spécial d'insémination artificielle en vue de réduire la facture laitière et d'accroître la production de viande dans l'optique d'atteindre les objectifs de la GOANA Volet Elevage ;
- la poursuite des activités du Fonds d'Appui à la Stabulation;
- la consolidation des actions de Renforcement de la Protection Zoo sanitaire en vue de lutter efficacement contre les maladies animales ;
- l'appui institutionnel aux services déconcentrés de l'Elevage ;
- la mise en place d'infrastructures d'appui à la production.

### **1.3 SOUS-SECTEUR EAUX ET FORETS**

Le Sénégal recèle d'importantes potentialités végétales, avec environ treize (13) millions d'hectares de forêts, soit 65% du territoire national. A cet égard, il convient de protéger ce massif forestier afin d'atteindre le développement durable correspondant à l'objectif n°7 des OMD.

Ce couvert végétal réceptacle d'une diversité biologique est-il aujourd'hui menacé par :

- l'avancée galopante du front agricole et charbonnier ;
- la langue salée consécutive à la persistance des phénomènes cycliques de sécheresse observée au Sahel ;
- les problèmes de pollution dans la presqu'île du Cap-Vert liés au développement des activités industrielles et agro-industrielles;
- le dépotoir de déchets solides qui souillent les eaux de surface et souterraines ;
- l'érosion côtière.

Pour lever ces contraintes, les orientations définies par le Gouvernement sont axées sur : (i) la valorisation des ressources forestières ; (ii) la sauvegarde de l'environnement et la lutte contre la désertification ; (iii) la préservation de la faune et de la flore ainsi que l'environnement marin et côtier ; (iv) l'amélioration du cadre de vie en milieu urbain et rural ; (v) le renforcement des capacités en gestion des ressources naturelles et de l'environnement par la formation, l'éducation, la sensibilisation, l'alphabétisation, etc. ; (vi) l'accroissement de l'accès des populations démunies aux énergies de biomasse (de substitution) et (vii) la gestion communautaire des aires protégées.

En outre, une attention particulière est accordée à la question de l'adaptation au changement climatique.

Au cours de la période triennale, le financement acquis est de 63 milliards 242 millions de FCFA, soit 86,9% du financement global du sous secteur, celui à rechercher est estimé à 9 milliards 500 millions de FCFA, soit 13,1%.

La répartition annuelle des investissements programmés dans le sous secteur se présente comme suit :

- 2011 : 22 milliards 536 millions de FCFA (31%) ;
- 2012 : 24 milliards 493 millions de FCFA (33,7%) ;
- 2013 : 25 milliards 713 millions de FCFA (35,3%).

L'analyse du financement des investissements sur la période triennale 2011-2013 met en exergue l'importance du financement extérieur qui se chiffre à 45 milliards 548 millions de FCFA (72%) par rapport au financement intérieur d'un montant de 17 milliards 694 millions de FCFA (28%) constitué exclusivement de ressources propres de l'Etat.

Le financement extérieur provient d'emprunts à des conditions concessionnelles pour un montant de 15 milliards 500 millions de FCFA, soit 34% et de subventions pour un montant de 30 milliards 048 millions de FCFA, soit 66%.

Comparativement au PTIP 2010-2012, les investissements prévus dans le sous secteur des eaux et forêts au titre du présent PTIP ont connu une augmentation de 1 milliard 397 millions de FCFA en valeur absolue et de 2% en valeur relative.

Cette hausse s'explique par : (i) la montée en puissance du projet Massif du Fouta Djallon et du Programme Grande Muraille Verte qui va bénéficier d'un appui significatif des partenaires techniques et financiers pour soutenir l'effort interne des pays bénéficiaires du Programme Sous-Régional de Construction de la Grande Muraille Verte et (ii) le démarrage de nouveaux projets et programmes notamment dans le domaine de l'adaptation au changement climatique.

Les principaux projets programmés dans le sous secteur sont les suivants:

- programme apiculture / gestion des ressources naturelles
- programme Grande Muraille Verte ;
- programme de consolidation des zones côtières fragiles ;
- programme d'aménagement du massif du Fouta Djallon ;

- projet d'amélioration et de valorisation des services Ecosystèmes forestiers (PASEF) ;
- projet de gestion durable et participative des énergies traditionnelles et de substitution, phase II;
- programme de gestion intégrée des ressources marine et côtières ;
- programme éco-village ;
- programme d'Appui au Développement de la Casamance ;
- Adaptation aux changements climatiques (ACCC) ;

#### **1.4 SOUS SECTEUR DE LA PECHE**

La pêche est considérée comme un maillon important de l'économie nationale par sa contribution à la création de la richesse nationale (9,4 % au PIB du secteur primaire et 1,4 % du PIB total en 2009), à l'amélioration de la balance commerciale, à la création d'emplois directs ou indirects en ce sens qu'elle assure une activité rémunératrice à plus de 17 % de la population active et à la sécurité alimentaire.

Cependant, le secteur reste confronté à des difficultés majeures se rapportant à : (i) l'insuffisance des conditions d'hygiène observables sur les plages et plates-formes de débarquement aménagées; (ii) la diminution progressive de la production halieutique ; (iii) l'insécurité des pêcheurs en pirogue et le défaut de surveillance adéquate des pêcheries ; (iv) l'insuffisance des infrastructures de base ; (v) la surexploitation de certaines espèces de ressources halieutiques et l'importance des pertes post-capture.

Le Gouvernement a déjà posé des actes décisifs dans la mise en œuvre de réformes pour lever ces contraintes ; Il s'agit notamment de quelques actions phares telles que :

- la définition de nouvelles conditions d'accès avec l'introduction du permis de pêche artisanale ;
- l'ouverture de chantiers d'envergure dans le domaine de la maîtrise des capacités de capture (élaboration du Programme d'ajustement des capacités de pêche maritime, Programme national d'immatriculation des pirogues, audit de la flotte démersale côtière);
- l'amélioration de la gouvernance du secteur par l'introduction de la cogestion et la mise en place des Conseils Locaux de pêche ;
- le renforcement notable des moyens opérationnels de la surveillance des pêches ;
- la mise en œuvre de politiques de conservation de la ressource et de l'environnement marin (instauration du repos biologique, création de récifs artificiels, gestion intégrée des ressources marines et côtières, création d'aires marines protégées) ;
- la création d'une cellule de restructuration industrielle et l'élaboration d'un plan de restructuration industrielle ;
- la mise aux normes en amont de la filière ;
- la création d'une Agence pour la Promotion de l'Aquaculture (APA) ;
- l'élaboration d'un programme prioritaire de développement de la pêche continentale et de l'aquaculture au Sénégal.

Afin de consolider ces actions et permettre également au secteur de jouer pleinement son rôle dans l'économie nationale, le Gouvernement a mis en place un plan d'actions basé sur la Stratégie de croissance du secteur de la pêche.

Les principaux axes de cette stratégie sont les suivants :

- la gestion durable et la restauration des ressources halieutiques;
- l'impulsion et la vulgarisation de l'aquaculture ;
- la satisfaction de la demande nationale en produits halieutiques ;
- la mise à la disposition des professionnels du secteur d'instruments financiers susceptibles de satisfaire les besoins d'investissement et d'exploitation dans des conditions compatibles avec la viabilité financière des activités de pêche ;
- la mise en place d'une meilleure protection et d'un environnement institutionnel (juridique et financier) plus adapté aux exigences de développement du secteur et une coopération internationale plus équilibrée ;
- le renforcement des capacités des acteurs tant publics que privés du secteur ;
- le développement des infrastructures de base.

Les investissements publics programmés durant la période triennale 2011-2013 s'élèvent à 44 milliards 775 millions de FCFA, soit 7,7 % des investissements prévus dans le secteur primaire.

Ces investissements sont programmés pour un montant de 8 milliards 786 millions de FCFA en 2011 (19,6%), 16 milliards 669 millions de FCFA en 2012 (37,2%) et 19 milliards 320 millions de FCFA en 2013 (43,2%).

Comparé au PTIP 2010-2012, le programme du sous-secteur a enregistré une hausse de 10,7 %. Cette hausse s'explique par l'accélération du programme de construction du complexe portuaire à Karabane en vue de la finalisation des travaux en 2011.

Par nature, le financement des investissements se présente comme suit:

- financement acquis : 37 milliards 350 millions de FCFA (83,4%)
- financement en négociation : 6 milliards 225 millions de FCFA (13,9%)
- financement à rechercher : 1 milliard 200 millions de FCFA (02,7%)

L'analyse de la nature du financement acquis et en négociation montre que les ressources extérieures (emprunts et dons) représentent 34 milliards 291 millions de FCFA, soit 78,8% alors que 9 milliards 284 millions de FCFA (21,2%) proviennent des ressources de l'Etat.

Le financement extérieur est constitué d'emprunts pour un montant de 28 milliards 866 millions de FCFA, soit 84,2% et de subventions pour un montant de 5 milliards 425 millions de FCFA, soit 15,8%.

Les principaux projets programmés dans le sous-secteur sont :

- le programme d'appui à la pêche en Afrique de l'Ouest (PRAO) ;
- la seconde phase du programme de 26 chaînes de froid ;
- le programme de développement de l'aquaculture;
- le programme de développement de la pêche continentale ;
- le programme de développement des aires marines protégées ;
- les travaux du complexe portuaire de Karabane ;
- le programme d'appui institutionnel du ministère chargé de la pêche;
- le programme de gestion durable des ressources halieutiques.

## 1.5 SOUS SECTEUR HYDRAULIQUE AGRICOLE ET RURALE

L'accès du monde rural à des conditions adéquates d'approvisionnement en eau pour les populations et le cheptel constitue un des objectifs majeurs de la stratégie de réduction de la pauvreté du Gouvernement du Sénégal. Cette option marque la volonté de l'Etat d'améliorer de manière significative les conditions de vie des ménages et d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

La politique sectorielle pour l'eau potable et agricole définie à cet effet s'inscrit dans les cadres stratégiques majeurs suivants: (i) le programme du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et notamment ses volets consacrés au développement des infrastructures, des ressources humaines et à la participation du secteur privé; (ii) le Programme Régional d'Investissement Agricole de la CEDEAO dont le premier sous-programme porte sur l'amélioration de la gestion des ressources en eau en vue notamment de la promotion de l'irrigation; (iii) la Vision Africaine de l'Eau à l'horizon 2025 et (iv) le Plan national d'Actions pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau dont le Programme d'Eau Potable et d'Assainissement du Millénaire (PEPAM) 2005-2015 constitue la composante approvisionnement en eau potable et en assainissement et qui vient en complémentarité des composantes traitant des autres usages de l'eau.

Les objectifs globaux poursuivis pour le sous secteur de l'hydraulique rurale et agricole visent à assurer une gestion intégrée et efficace des ressources en eau en vue de la satisfaction durable des besoins liés à tous les usages, de l'accroissement du taux d'accès à l'eau potable des populations en milieu rural à travers la mise en place d'infrastructures hydrauliques et la promotion d'une gestion durable des ouvrages garantissant la continuité du service public de l'eau.

Toutefois, le sous secteur demeure confronté à des contraintes majeures qui sont :

- la répartition inégale des ressources en eau ;
- la mauvaise qualité des eaux souterraines du bassin arachidier qui pose un problème de santé publique ;
- les usages multiples (industrie, agriculture, eau potable pour Dakar) entraînant des tensions persistantes sur l'utilisation des eaux du lac de Guiers ;
- la surexploitation des ressources en eau de la zone des Niayes qui augmente les risques d'intrusion marine et limite en même temps les possibilités de développement du maraîchage ;
- la gestion des forages ruraux qui reste fragile du fait de la non généralisation des principes de la réforme de la gestion des forages ruraux motorisés (REGFOR) et des risques de rupture de la continuité du service;
- l'âge avancé des ouvrages de captage dont une bonne partie a plus de 30 ans ;
- les disparités en terme d'accès tant au niveau régional que local.

En vue de lever ces contraintes, l'Etat entend poursuivre et diversifier les actions prévues dans le cadre du Programme d'Eau Potable et d'Assainissement du Millénaire (PEPAM) démarré en 2006 et qui comporte un plan d'investissement pour le renforcement des infrastructures hydrauliques afin de permettre l'atteinte des OMD en 2015.



Dans cette perspective, le présent programme d'investissement défini par le Gouvernement sur la période triennale 2011-2013 porte sur un montant de 109 milliards 296 millions de FCFA soit 18,7% des investissements du secteur primaire.

La programmation annuelle de ces investissements s'établit comme suit :

- 2011 : 25 milliards 584 millions de FCFA, soit 23,4 % ;
- 2012 : 42 milliards 189 millions de FCFA, soit 38,6% ;
- 2013 : 41 milliards 523 millions de FCFA, soit 38%.

Sur ce financement, 89 milliards 796 millions de FCFA sont acquis, soit 82,2% et 19 milliards FCFA 500 millions FCFA, soit 17,8% sont à rechercher auprès des partenaires techniques et financiers du Sénégal intervenant dans le sous secteur de l'hydraulique rurale et agricole.

Le financement acquis est constitué de ressources intérieures pour un montant de 23 milliards 936 millions de FCFA, soit 26,7% et de ressources extérieures pour 65 milliards 860 millions de FCFA représentant 73,3%.

L'Etat du Sénégal contribue pour un montant de 23 milliards 658 millions de FCFA, soit 98,8 % des ressources intérieures et les populations locales pour 778 millions de FCFA soit 1,2 %. Les ressources extérieures sont composées d'emprunts pour un montant de 55 milliards 204 millions de FCFA représentant 83,8 % et de subventions à hauteur de 10 milliards 656 millions de FCFA, soit 16, 2 %.

Comparativement aux investissements programmés sur la période triennale 2010-2012, il est noté une augmentation en valeur absolue de 3 milliards 041 millions de FCFA et de 2,9% en valeur relative du programme d'investissement 2011-2013 du sous secteur de l'hydraulique rurale et agricole. Cette hausse s'explique par le démarrage programmé en fin 2010 du deuxième sous-programme d'alimentation en eau potable financé par la Banque Africaine de Développement d'un financement global de 24 milliards 500 millions de FCFA.

Les principaux projets et programmes planifiés durant la période triennale sont :

- le Sous-programme BAD Phase II ;
- le Fonds National de l'Hydraulique ;
- le projet Adduction d'Eau Potable Notto-Ndiosmone-Palmarin ;
- le projet PEPAM-Sous programme Luxembourg dans les régions de Thiès et Louga ;
- le projet PEPAM- Sous programme Bassin Arachidier ;
- le projet d'Acquisition de Matériel d'exhaure, d'Ateliers de Forages et de camions grue (PAMAF).

## **1.6 ETUDES ET RECHERCHE/APPUI INSTITUTIONNEL ET ASSISTANCE TECHNIQUE / PRIMAIRE**

Le sous secteur « Appui Institutionnel/Assistance Technique et études et recherche » du secteur primaire présente un intérêt stratégique pour les pouvoirs publics du fait de son rôle de soutien aux actions de développement et de recherche initiées dans le secteur primaire.

Les objectifs assignés au secteur sont principalement axés sur :

- la poursuite du renforcement des capacités des organisations de producteurs à travers la syndicalisation, la consolidation des activités d'appui conseil agricole et rural et de recherches agro-sylvo-pastorales;
- la sécurisation du crédit rural ;
- l'organisation de la mise en marché des produits agricoles, animaux et halieutiques;
- le renforcement et l'appui aux structures de l'Etat dans leurs missions régaliennes de conception, de suivi-évaluation de la politique nationale de développement agricole et rural, de recherche, d'appui conseil, de contrôle et de réglementation.

Pour atteindre ces objectifs, les investissements programmés sur la période triennale 2011-2013 dans le sous secteur s'élèvent à 79 milliards 423 millions de FCFA, ce qui représente 13,6 % du programme d'investissement du secteur primaire.

Ce financement devrait s'exécuter pour un montant de 26 milliards 106 millions de FCFA en 2011, soit 32,9% tandis que 38,5% et 28,6% de ce financement sont prévus en 2012 et 2013.

Le financement acquis s'élève à 72 milliards 919 millions de FCFA, soit 91,8% du coût du programme et celui en négociation est évalué à 6 milliards 500 millions de FCFA, soit 8,2%.

Ce financement acquis est assuré par des ressources extérieures pour un montant de 34 milliards 212 millions de FCFA, soit 43,1% et des ressources intérieures pour un montant de 45 milliards 207 millions de FCFA, soit 56,9%.

Les ressources externes sont essentiellement constituées d'emprunts à des conditions concessionnelles pour 19 milliards 965 millions de FCFA (58,4%) et de subventions pour un montant de 14 milliards 247 millions de FCFA (41,6%).

Quant au financement interne, il provient principalement de ressources de l'Etat pour un montant 45 milliards 207 millions de FCFA, soit 82,9% et d'une participation des bénéficiaires, pour un montant 7 milliards 596 millions de FCFA (17,1%).

Les principaux projets programmés dans le sous secteur sont :

- programme appui aux acteurs cotonniers ;
- dotation aux Fonds de Bonification et Garantie mis en place par l'Etat pour sécuriser le crédit rural ;
- appui à l'assurance Agricole et à la Protection Sociale ;
- appui au processus de syndicalisation ;
- programme de développement des marchés agricoles ;
- programme de développement socio-économique paix en Casamance ;
- programme d'appui au financement des filières agro-industrielles;
- projet d'entreprenariat rural, phase II (PROMER II).



## **II. LE SECTEUR SECONDAIRE**

Le secteur secondaire, du fait de sa contribution importante à la formation du PIB estimée en 2009 à environ 20,4%, constitue un pilier fondamental pour le développement économique et social du pays. Le secteur a enregistré une croissance de 4,8% en 2009 contre une baisse de 1,7 % en 2008. Cette performance résulte principalement de la bonne tenue des activités extractives, de transformation des produits agroalimentaires et de pêche, de fabrication de produits chimiques et de celles de l'artisanat.

Aussi, le Gouvernement entend-il poursuivre et renforcer la stratégie de développement du secteur pour relancer la production industrielle par une amélioration de la productivité et de la compétitivité des entreprises. Les axes stratégiques définis pour le secteur secondaire reposent sur :

- la densification du tissu industriel ;
- l'accélération de l'accès à l'électricité, en particulier avec la promotion de l'électrification rurale et le développement des services énergétiques ;
- la promotion du secteur minier et de l'artisanat ;
- la promotion des PME/PMI ;
- le renforcement des capacités du secteur privé.

S'agissant du sous-secteur des mines, la stratégie de développement s'articule autour des axes suivants : (i) l'allégement et la simplification des procédures administratives ; (ii) l'amélioration du dispositif d'incitation à l'investissement minier ; (iii) la valorisation et la transformation sur place des produits miniers ; (iv) la protection de l'environnement et, (v) le renforcement des capacités des institutions du secteur.

Dans le sous secteur industrie, la Politique de Redéploiement Industriel a pour ambition de promouvoir le développement industriel endogène et la mise à niveau des entreprises. Ces options devront permettre la réalisation de pôles industriels et l'atteinte pour les entreprises des standards et exigences requis en matière de compétitivité, tant au niveau des marchés intérieurs qu'extérieurs.

Pour le sous secteur de l'artisanat, les options stratégiques définies par les pouvoirs publics se fondent sur sa capacité à faciliter l'insertion professionnelle surtout des femmes et des jeunes et à contribuer au développement national. Aussi, conformément à la lettre de politique sectorielle, convient-il de (i) moderniser les circuits de production et de commercialisation ; (ii) améliorer le système de financement du secteur ; (iii) améliorer le système de formation, d'apprentissage et de perfectionnement ; (iv) mettre en place un cadre institutionnel, législatif et réglementaire adéquat et, (v) renforcer les capacités des différents acteurs.

En ce qui concerne, le sous secteur de l'énergie, il s'agira d'assurer l'approvisionnement en énergie du pays, d'élargir l'accès des populations aux services modernes de l'énergie et de réduire la vulnérabilité du pays aux aléas exogènes notamment ceux du marché mondial du pétrole.

Le coût global du programme d'investissement du secteur sur la période triennale 2011-2013 s'élève à 300 milliards 789 millions de FCFA, soit 10% du coût total de l'ensemble du programme.

La répartition annuelle des investissements programmés dans le secteur permet de constater que 70 milliards 195 millions de FCFA (23,3%) sont prévus en 2011, 123 milliards 824 millions F CFA (41,2%) en 2012 et 106 milliards 770 millions de FCFA (35,5%) en 2013.

Le financement déjà acquis est de 194 milliards 664 millions de FCFA (64,7%) tandis que 106 milliards 125 millions de FCFA (35,3%) sont en négociation.

Par source, le financement intérieur se chiffre à 75 milliards 773 millions de FCFA et représente 25,2% du financement total alors que le financement extérieur se situe à 225 milliards 016 millions de FCFA, soit 74,8%.

Le financement intérieur est essentiellement composé de ressources de l'Etat pour un montant de 72 milliards 596 millions de FCFA (95,8%) et, à un degré moindre (4,2%), de la contribution d'autres acteurs (populations bénéficiaires) qui sont actifs dans la mise en œuvre de certains projets et programmes de développement du secteur secondaire.

Les ressources extérieures sont constituées essentiellement de prêts à des conditions concessionnelles pour un montant de 181 milliards 842 millions de FCFA (80,8%) et de subventions chiffrées à 43 milliards 174 millions de FCFA (19,2%).

Comparativement au PTIP précédent, les investissements du secteur ont connu une hausse substantielle de 106 milliards 737 millions de FCFA en valeur absolue et de 7,61% en valeur relative.

Cette progression résulte du démarrage de nouveaux projets d'envergure dans la plupart des sous secteurs comme celui de l'énergie, qui occupe, à lui seule, 80,1% de l'enveloppe globale du secteur. Cette situation s'explique par le souci des pouvoirs publics, d'une part, d'accroître la pénétration de l'électricité en milieu rural, et, d'autre part, d'améliorer la qualité de l'offre d'énergie en milieu urbain. A cela, s'ajoute la volonté du Gouvernement d'impulser les Petites et Moyennes Entreprises et le sous secteur de la transformation alimentaire des produits agricoles à travers la conception de nouveaux projets.

La répartition sous sectorielle des investissements se présente comme suit :

<b>Sous Secteur</b>	<b>Montant (milliards de FCFA)</b>	<b>Pourcentage %</b>
Mines	3,467	1,2
Industrie	5,488	1,8
Artisanat	3,385	1,1
Energie	240,833	80,1
Etude et Recherche	0,466	0,2
Appui institutionnel et assistance technique	47,150	15,7
<b>Total</b>	<b>300,789</b>	<b>100</b>

## 2.1 SOUS SECTEUR MINES

Le Sénégal recèle un potentiel minier non négligeable avec des ressources minérales variées mais sous explorées et jusqu'ici peu exploitées. Jusqu'en 2008, l'exploitation minière était centrée sur les phosphates transformés sur place en acide phosphorique et produits dérivés. Depuis 2009, s'est ouverte une ère de diversification du secteur minier avec : (i) l'entrée du pays dans le cercle restreint des pays producteurs d'or, (ii) la mise en exploitation des gisements de zircon de la Grande Côte et (iii) les efforts de recherche réalisés dans les zones jusqu'ici sous explorées.

Toutefois, le secteur minier sénégalais doit faire face à certaines contraintes dont les principales sont :

- la faible valeur ajoutée locale ;
- le déficit en infrastructures ferroviaires et portuaires de desserte des zones minières;
- les incertitudes relatives à la fluctuation des cours mondiaux des substances minérales ;
- le difficile accès au financement des projets miniers ;
- l'insuffisante connaissance des potentialités minières ;
- la non prise en compte de la dimension environnementale dans l'exploitation minière.

Pour lever ces contraintes, le Sénégal a adopté une Déclaration de Politique Minière (DMP) renforcée par la loi sur le code minier et dont les principes directeurs sont :

- le désengagement de l'Etat et le renforcement de son rôle de régulateur ;
- l'allègement et la simplification des procédures administratives ;
- l'amélioration du dispositif d'incitation à l'investissement minier ;
- le développement de l'exploitation artisanale et la petite mine ;
- la valorisation et la transformation sur place des produits miniers ;
- la protection de l'environnement ;
- la formation des agents et le renforcement des capacités des institutions en charge de la gestion du secteur minier ;
- le renforcement de la recherche géologique et minière.

D'un montant de 3 milliards 467 millions de FCFA, les investissements programmés pour ce sous secteur sur la période 2011-2013 représentent 1,2% du programme du secteur secondaire.

La répartition annuelle de ces investissements se présente comme suit :

- 2011 : 1 milliard 023 millions de FCFA (29,6%) ;
- 2012 : 1 milliard 222 millions de FCFA (35,2%) ;
- 2013 : 1 milliard 222 millions de FCFA (35,2%).

La totalité du financement est acquise et est constituée uniquement de ressources propres de l'Etat.

Par rapport au PTIP précédent, il faut noter que les prévisions d'investissement accusent une baisse de 5 milliards 392 millions de FCFA, soit 60,9% en valeur relative.

Cette baisse est essentiellement liée à l'achèvement du Programme d'Appui au Secteur Minier (PASMI) sur financement de l'Union Européenne et la non reconduction du projet de recherche de substances de carrières dans les régions de Thiès et de Louga.

Sur la période triennale, l'accent a été mis sur la poursuite des projets en cours d'exécution. Il s'agit notamment :

- du projet d'implantation d'un système de contrôle automatique des productions de carrières de granulats et de roches dures ;
- de la prospection et de la promotion géologique et minière.

## **2.2 SOUS SECTEUR INDUSTRIE**

Malgré une légère baisse (60,3% en 2006 et 59,9% en 2009), la part de l'industrie dans le PIB du secteur secondaire demeure importante. Ces résultats découlent d'une faible performance globale de l'appareil industriel. En effet, le secteur industriel sénégalais fait face à des contraintes structurelles et à un environnement peu favorable lié, entre autres à :

- des coûts de facteurs de production élevés ;
- la vétusté des équipements ;
- l'accès difficile aux marchés.

Par conséquent, l'industrie sénégalaise n'a pu répondre à sa vocation de secteur structurant pour toute l'économie sénégalaise. C'est dans ce contexte que l'Etat a défini et adopté la Politique de Redéploiement industriel (PRI) en 2005 qui constitue une avancée importante dans la mise en œuvre d'une vision partagée de bâtir un secteur industriel fort, base d'une économie émergente.

La PRI promeut le développement industriel endogène et la mise à niveau des entreprises dans le cadre du développement d'une capacité interne de valorisation des ressources locales et l'opportunité pour les entreprises d'atteindre les standards et exigences requis en matière de compétitivité. En effet, cette politique s'inscrit dans une optique de durabilité en ce qu'elle s'appuie d'un côté, sur les ressources et les potentialités locales pour construire une capacité de valorisation qui puisse porter un développement pérenne et d'un autre côté, sur la mise à niveau qui est un gage de compétitivité pour les entreprises.

Par ailleurs, la valorisation des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques à des fins alimentaires est un objectif important décliné dans la lettre de politique sectorielle. L'industrie agroalimentaire trouve toute son importance dans le fait des grandes potentialités agricoles du pays et des capacités réelles de diversification des variantes de consommables à base de produits aussi bien agricoles qu'halieutiques et animaliers.

Pour mettre en œuvre ces stratégies, les investissements publics prévus sur la période triennale 2011-2013 dans le sous-secteur s'élèvent à 5 milliards 488 millions de FCFA, soit 1,8% du programme du secteur secondaire.

Une part représentant 1 milliard 953 millions de FCFA (35,6%) devrait s'exécuter en 2011 contre 2 milliards 371 millions de FCFA (43,2%) en 2012 et 1 milliard 164 millions de FCFA (21,2%) en 2013.

Ce financement totalement acquis, est assuré par des ressources extérieures pour un montant de 1 milliard 575 millions de FCFA (28,7%) et intérieures pour un montant de 3 milliards 913 millions de FCFA (71,3%).

Le financement extérieur est entièrement constitué de subventions.

Quant au financement interne, il provient de ressources de l'Etat pour un montant de 3 milliards 736 millions de FCFA (95,5%) et pour une faible part estimée à 177 millions de FCFA (4,5%) de la contribution des bénéficiaires.

Comparés au PTIP précédent, les investissements dans le sous secteur ont augmenté d'un montant de 592 millions de FCFA en valeur absolue et de 12,1% en valeur relative.

Cette progression s'explique principalement par l'introduction de nouveaux projets tels que : le projet d'appui à l'industrie de transformation agro alimentaire et le projet de promotion des filières agro alimentaires traditionnelles et émergentes. Cela traduit la volonté des pouvoirs publics de booster la mise en œuvre de la nouvelle politique de transformation alimentaire des produits agricoles pour une montée en puissance dans les circuits de production et de commercialisation de produits de qualité.

D'autres projets sont programmés dans le secteur sur cette période triennale. Il s'agit des projets suivants :

- Projet de recensement des Petites et Moyennes Entreprises ;
- Projet d'appui à la valorisation industrielle des produits agricoles ;
- Plateformes multifonctionnelles ;
- Programme d'acquisition et de diffusion technologique ;
- Plan stratégique pour la fortification des aliments en micro nutriments au Sénégal.

### **2.3 SOUS SECTEUR ARTISANAT**

Le sous secteur de l'artisanat participe à hauteur de 12% à la formation du PIB et constitue une alternative non négligeable pour la promotion de l'esprit d'entreprise des jeunes et femmes en apprentissage artisanal dans des filières porteuses à haute intensité de main d'œuvre. Il contribue dès lors de manière significative à la lutte contre la pauvreté et le sous emploi.

Toutefois, le sous secteur éprouve des difficultés liées à la formation, à l'accès aux crédits, à l'écoulement des produits et à l'organisation des artisans.

Pour lever ces contraintes, le Gouvernement a développé une stratégie traduite par des actions visant essentiellement :

- la modernisation des circuits de production et de commercialisation ;
- l'amélioration du système de financement du sous secteur ;
- l'amélioration du système de formation, d'apprentissage et de perfectionnement ;
- la mise en place d'un cadre institutionnel, législatif et réglementaire adéquat ;
- le renforcement des capacités en matière d'organisation des acteurs de l'artisanat, de mobilisation, d'information et de sensibilisation.

Ainsi, sur la période triennale 2011-2013, le coût global des investissements publics du sous-secteur de l'artisanat s'élève à 3 milliards 385 millions de FCFA, soit 1,1% du programme d'investissement du secteur secondaire.

Les prévisions d'investissements sont annuellement réparties comme suit :

- 2011 : 895 millions de FCFA, soit 26,4% ;
- 2012 : 1 milliard 245 millions de FCFA, soit 36,8% ;
- 2013 : 1 milliard 245 millions de FCFA, soit 36,8%.

Le financement prévu sur la période 2011-2013 est acquis à hauteur de 2 milliards 260 millions de FCFA (66,8%) et 1 milliard 125 millions de FCFA (33,2) sont en négociation.

Par source, il se présente comme suit :

- ressources intérieures : 2 milliards 260 millions de FCFA, soit 66,8% du financement global du sous secteur ;
- financement extérieur : 1 milliard 125 millions de FCFA, soit 33,2% du financement global du sous secteur. Il est essentiellement composé de subventions.

Par rapport au PTIP précédent, le montant global des investissements dans le présent PTIP a cru de 1 milliard 800 millions de FCFA en valeur absolue, soit une croissance de 113,6% en valeur relative. Cette hausse s'explique par l'introduction de deux nouveaux projets que sont : le programme « un village, un produit » qui sera financé par la coopération japonaise et le projet d'appui à l'artisanat sénégalais axé sur la labellisation des produits artisanaux financé entièrement par l'Etat.

Les autres projets programmés dans le sous-secteur sont :

- ✓ le projet d'appui à la valorisation du tissage artisanal ;
- ✓ le fonds d'appui à l'artisanat ;
- ✓ le projet d'amélioration qualification des artisans ;
- ✓ le projet de formation artisan par alternance ;
- ✓ le projet de promotion des produits artisanaux.

## **2.4 SOUS SECTEUR ENERGIE**

De par son caractère transversal, l'énergie constitue un instrument important de lutte contre la pauvreté dans tous les domaines de la vie socioéconomique. Elle demeure un secteur stratégique pour la création de richesses.

La lettre de politique de développement de ce secteur vise trois objectifs majeurs, à savoir : (i) assurer l'approvisionnement en énergie du pays en quantité suffisante, dans les meilleures conditions de qualité et de durabilité et au moindre coût, (ii) élargir l'accès des populations aux services modernes de l'énergie et (iii) réduire la vulnérabilité du pays aux aléas exogènes notamment ceux du marché mondial du pétrole.

Des efforts importants ont été consentis par l'Etat. Toutefois, il n'en demeure pas moins que le secteur de l'énergie reste confronté à certaines contraintes dont les plus importantes sont :



- la vulnérabilité du secteur due à sa dépendance à l'importation de produits pétroliers ;
- un système d'approvisionnement en produits pétroliers qui recèle des surcoûts importants liés à des facteurs structurels et conjoncturels (tirant d'eau au Port de Dakar, vétusté de la logistique de réception et de déchargement) ;
- le coût élevé de la recherche pétrolière ;
- la vétusté des infrastructures de production ;
- le coût élevé de l'électricité ;
- l'absence d'un cadre législatif et réglementaire sur les énergies renouvelables, les biocarburants et l'efficacité énergétique ;
- le manque d'information et de sensibilisation sur l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Conscient de ces multiples contraintes, et dans une dynamique d'assurer aux populations et aux différents usagers des services énergétiques à moindre coût, le Gouvernement du Sénégal a défini une nouvelle stratégie qui tourne entre autres, autour des axes suivants :

- le développement et l'exploitation des potentialités énergétiques nationales notamment dans le domaine des biocarburants et des énergies renouvelables ;
- la diversification énergétique à travers la filière charbon minéral, le biocarburant, la biomasse, le solaire, l'éolienne, pour la production d'électricité ;
- le recours accru à l'hydroélectricité dans le cadre de la coopération régionale notamment au sein des organismes de bassins fluviaux (OMVS et OMVG) et du West African Power Pool (WAPP) ;
- la sécurisation de l'approvisionnement en hydrocarbures du pays par le renforcement du raffinage local et des capacités de stockage ;
- l'accélération de l'accès à l'électricité, en particulier avec la promotion de l'électrification rurale et le développement des services énergétiques pour la satisfaction des activités productives et sociales ;
- la maîtrise de la demande d'énergie et l'amélioration de l'efficacité énergétique.

Les investissements prévus sur la période triennale s'élèvent à 240 milliards 833 millions de FCFA, soit près de 80,1 % des investissements du secteur secondaire. Sur la période triennale, la programmation annuelle des investissements publics est la suivante :

- 2011 : 49 milliards 458 millions de FCFA (20,5%) ;
- 2012 : 99 milliards 777 millions de FCFA (41,4%) ;
- 2013 : 91 milliards 598 millions de FCFA (38,1%).

Les financements déjà acquis représentent 135 milliards 833 millions de FCFA, soit 56,4% alors que ceux en négociation sont de l'ordre de 105 milliards de FCFA (43,6%).

Le financement de ces investissements est assuré sur ressources extérieures pour un montant de 188 milliards 956 millions de FCFA, soit 78,5 %, et sur ressources internes pour un montant de 51 milliards 817 millions de FCFA, soit 21,5 %.

Le financement intérieur est principalement constitué de ressources de l'Etat estimées à 48 milliards 877 millions de FCFA (94,2%) et à un degré moindre (5,8%) de la contribution des acteurs (populations bénéficiaires), soit un montant de 3 milliards de FCFA.

Les ressources extérieures sont constituées d'emprunts pour un montant de 172 milliards 550 millions de FCFA (91,3%) et de subventions chiffrées à 16 milliards 396 millions de FCFA (8,7%).

Comparé au PTIP précédent, le montant des investissements du sous secteur a augmenté de 116 milliards 705 millions de FCFA en valeur absolue, soit 94% en valeur relative. Cette situation s'explique par la mise en œuvre imminente de nouveaux projets dans le domaine de l'électrification rurale et des combustibles domestiques. Cela traduit la volonté du Gouvernement de résoudre de façon définitive la crise énergétique en général, et de réduire en particulier, les disparités en matière d'électrification rurale grâce à l'appui de nos partenaires au développement.

Pour ce faire, les principaux projets programmés sur la période triennale sont :

- le projet de diffusion de services électriques en milieu rural ;
- le programme d'amélioration du secteur de l'électricité ;
- le fonds d'impulsion des énergies renouvelables ;
- le programme d'aide à l'économie et à la maîtrise de l'énergie ;
- le projet de construction de la centrale hydroélectrique de Félou ;
- le programme national biogaz ;
- le différentiel transports produits pétroliers ;
- le projet d'extension de la boucle de Dakar ;
- le Fonds d'impulsion des Biocarburants ;
- le programme d'urgence d'électrification rurale ;
- le programme d'électrification rurale /Convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée ;
- le projet Energie de l'OMVG.

## **2.5 SOUS SECTEUR ETUDES ET RECHERCHES/APPUI INSTITUTIONNEL/ SECONDAIRE**

Ces deux sous secteurs concernent principalement la promotion de l'emploi, la promotion des Petites et Moyennes Entreprises et du Secteur Privé, la microfinance et l'entrepreneuriat féminin.

### **2.5.1 Emploi**

En ce qui concerne le sous secteur de l'emploi, il se caractérise par un marché qui demeure encore très restreint. La situation de l'emploi se caractérise par la part importante de l'économie informelle (70% des emplois), le chômage des jeunes et des femmes (plus de 8%).

C'est pourquoi, les questions d'emploi ont toujours été au centre des préoccupations des pouvoirs publics. La création d'emploi et la génération de revenus se présentent comme des voies à explorer en priorité pour lutter contre la pauvreté.

Cependant, les contraintes du sous-secteur restent liées à la faible adéquation entre la formation professionnelle et le marché de l'emploi, les insuffisances de la politique de formation professionnelle et technique et le faible niveau de qualification des travailleurs, les insuffisances du Système d'Information sur le Marché du Travail



(SIMIT), l'insuffisance de la coordination des différentes interventions de l'Etat, la faible expansion des PME/PMI et l'expansion de l'économie informelle.

C'est ainsi que la Politique Nationale d'Emploi s'est fixée comme objectif, à court terme, la réduction du chômage, du sous emploi, de la pauvreté et de l'exclusion. Les objectifs poursuivis dans ce domaine sont : (i) une meilleure gestion et l'employabilité de la main d'œuvre, (ii) le renforcement de l'efficacité et de la transparence du marché de l'emploi, (iii) la promotion de l'emploi indépendant en milieu urbain et rural, (iv) la promotion des activités à haute intensité de main d'œuvre ; (v) l'amélioration de la situation économique et sociale des personnes en situation difficile sur le marché de l'emploi et (vi) l'amélioration des conditions de vie des travailleurs.

### **2.5.2 Petites et moyennes entreprises / petites et moyennes industries**

S'agissant des Petites et Moyennes entreprises, elles apparaissent aujourd'hui comme des acteurs importants de la croissance économique. Elles constituent un levier essentiel de lutte contre la précarité, le chômage et le sous emploi. Cependant leur vulnérabilité face aux chocs exogènes internes et externes affecte considérablement leur croissance et limite leur contribution à la formation du PIB.

Fort de ce constat, dans le souci de s'inscrire dans une dynamique de croissance à Long Terme, l'Etat vient d'adopter la Lettre de Politique Sectorielle des PME (LPS/PME) avec un plan d'actions intitulé « Programme Croissance PME » dont l'objectif vise à améliorer la performance, la compétitivité et la promotion des PME en vue d'une croissance économique soutenue.

### **2.5.3 Microfinance**

En ce qui concerne le sous secteur de la Microfinance, depuis son émergence à la fin des années 80, ce secteur est en pleine croissance. Aujourd'hui, on compte plus de 800 structures financières décentralisées reconnues (mutuelles de base, groupements d'épargne et de crédit et structures signataires de convention). Ces structures offrent des services et produits financiers à des populations actives à divers niveaux et secteurs de l'économie nationale contribuant ainsi à la croissance économique et à la lutte contre la pauvreté.

Par ailleurs, depuis 2003, l'Etat du Sénégal a pris des mesures importantes qui traduisent sa volonté de promouvoir ce secteur. L'élaboration de la Lettre de Politique Sectorielle de la Microfinance témoigne de l'engagement de l'Etat pour ce secteur dont le développement permettrait de mettre en place un cadre concret d'appui à la stratégie de promotion des micro-petites entreprises, de réduction de la pauvreté et de promotion du développement économique et social.

Cependant, malgré sa remarquable croissance au cours des dernières années, le secteur de la Microfinance est confronté à un certain nombre de contraintes et souffre de faiblesses susceptibles de freiner son développement. Il s'agit notamment de :

- du non respect de certaines dispositions réglementaires ;
- de l'absence d'une centrale des risques pour le secteur ;
- du faible niveau de professionnalisation des acteurs de la Microfinance ;
- de l'inadaptation des produits à la demande, notamment rurale ;

- des capacités limitées des services financiers décentralisés (SFD) à mobiliser l'épargne.

Afin de lever ces contraintes, le Gouvernement du Sénégal, en partenariat avec les bailleurs de fonds, a mis en place un certain nombre de projets et programmes notamment :

- le Programme d'Appui de la Lettre de Politique Sectorielle de la Microfinance ;
- le Centre de Ressources et de Documentation de la Microfinance ;
- la Plateforme d'Appui au Secteur Privé ;
- le Programme d'Appui à la mise en œuvre de la Microfinance.

#### **2.5.4 Entreprenariat féminin**

Pour ce qui de l'entreprenariat féminin, le défi du Gouvernement du Sénégal est de faire émerger un leadership féminin fort en faisant de la femme sénégalaise, la locomotive du développement économique et social. Cette volonté politique s'est traduite par un renforcement du statut de la femme dans la Constitution de 2001 et de façon plus concrète, par la création de la Direction de l'Entreprenariat Féminin, du Fonds National de Promotion de l'Entreprenariat Féminin et du Fonds National de Crédit pour les Femmes.

Cependant, les contraintes des femmes entrepreneures sont nombreuses. Elles sont relatives à :

- l'accès à l'information économique et aux marchés porteurs et solvables ;
- la formation et l'éducation en entreprenariat ;
- l'accès à des financements adaptés à leurs besoins de création ou de développement.

Pour aboutir au desserrement des contraintes auxquelles les femmes sont confrontées dans leurs initiatives entrepreneuriales, des projets et programmes sont mis en œuvre s'articulant autour des axes que sont :

- la mise en place d'un système d'information sur la femme entrepreneure par la confection d'une base de données ;
- le renforcement des capacités des femmes entrepreneures à la gestion et aux TIC;
- l'élargissement de l'accès des femmes aux marchés avec l'organisation de voyages d'études au profit de femmes chefs d'entreprises;
- la mise en place de fonds spécifiquement destinés aux femmes.

Le volume d'investissement prévu au profit des sous secteur emploi, PME/PMI, Microfinance et entreprenariat féminin pour la période 2011–2013 s'élève à 47 milliards 616 millions de FCFA représentant 15,83% du secteur secondaire.

Le financement de ces sous-secteurs est totalement acquis et se répartit en ressources internes à hauteur de 14 milliards 265 millions de FCFA soit 29,9% du volume total des financements. Les financements extérieurs répartis en emprunts (9 milliards 282 millions de FCFA) et subventions (24 milliards 078 millions de FCFA) s'élèvent à 33 milliards 360 millions de FCFA soit 70,1% du financement total.

La répartition annuelle des ressources programmées se présente ainsi :

- 2011 : 16 milliards 866 millions de FCFA, soit 35,42% ;
- 2012 : 19 milliards 209 millions de FCFA, soit 40,34% ;
- 2013 : 11 milliards 541 millions de FCFA, soit 24,24%.

Par rapport au PTIP précédent, les ressources programmées ont connu une baisse de 6 milliards 968 millions de FCFA en valeur absolue soit 14,63% en valeur relative. Cette baisse s'explique, entre autres, par l'achèvement attendus de plusieurs projets et programmes entre 2011 et 2013 tels que le programme de renforcement des capacités des acteurs de la Microfinance, le projet de recasement des marchands ambulants, le programme d'appui au plan d'action de la Microfinance, le Projet d'Appui à la Lettre de Politique Sectorielle de la Microfinance, la Plateforme d'Appui au Secteur Privé, le Programme d'Electrification rurale pour l'approvisionnement en combustibles domestiques etc.

Les principaux projets programmés pour la période triennale sont :

- le Programme Croissance Economique;
- la Plateforme d'Appui au Secteur Privé ;
- le Fonds National de Promotion de l'Entreprenariat Féminin ;
- le Programme d'Appui au Plan d'action de la Microfinance ;
- le Fonds National d'Action pour l'Emploi ;
- le Fonds d'Appui à la mise à niveau des entreprises ;
- le Programme d'Appui à la Compétitivité et la Croissance des PME et à la performance du secteur de la Microfinance.

### **III. LE SECTEUR TERTIAIRE**

L'économie sénégalaise est caractérisée par la prééminence du secteur tertiaire qui, à lui seul, occupe plus de 40% du PIB. Il est composé essentiellement du commerce, des transports, des télécommunications et du tourisme.

Le secteur des infrastructures de transports assume un rôle central de soutien à la croissance en offrant un socle d'externalités positives permettant d'appuyer fortement une création soutenue de richesses, à même de favoriser l'émergence économique.

En matière d'infrastructures routières modernes, d'importants travaux ont été réalisés, permettant de lever considérablement les contraintes de mobilité urbaine notamment à Dakar.

En ce qui concerne les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), elles figurent parmi les priorités dans le cadre de la promotion des services dans la perspective de positionner le Sénégal comme un des leaders en Afrique.

Le développement des sous-secteurs du commerce et du tourisme ne sont également pas en reste tenant compte de leur rôle de pourvoyeurs d'emplois et de devises.

Sur la base de ces considérations, les objectifs assignés au secteur sont :

- assurer le désenclavement interne et externe du pays ;
- améliorer la performance des services de transport de nature à contribuer de façon déterminante à la compétitivité de l'économie nationale, voire africaine ;
- développer les infrastructures de mise en vente ;
- accélérer l'augmentation du volume et l'amélioration de la qualité de biens et services offerts ;
- améliorer l'offre et assurer une promotion de la destination Sénégal en direction des marchés ciblés ;
- renforcer le développement des télé-services.

L'atteinte de ces objectifs passe par la mise en œuvre de stratégies adéquates dans les différents sous secteurs qui composent le secteur tertiaire.

C'est ainsi qu'au niveau du commerce, les stratégies du sous-secteur reposent sur (i) la mise en place de magasins de référence ; (ii) la professionnalisation des acteurs et entreprises de commercialisation ; (iii) la construction de magasins de stockage des produits ; et (iv) une meilleure organisation des circuits de commercialisation.

Dans le sous secteur du tourisme, trois principaux axes stratégiques sont définis : (i) la promotion d'investissements touristiques ; (ii) la restructuration et la diversification de l'offre touristique ; et (iii) le renforcement du cadre institutionnel et de la dynamique entre le tourisme et les autres secteurs.

Concernant les transports routiers, les axes prioritaires d'intervention sont (i) la construction de l'autoroute à péage Dakar Diamniadio et son prolongement AIBD-Mbour et Thiès ; (ii) la mise en œuvre du programme prioritaire de construction, de réhabilitation et d'entretien des routes ; et (iii) la mise en place d'un système de financement approprié au développement des infrastructures routières.

Quant aux transports ferroviaires, les deux principales orientations stratégiques portent sur (i) l'amélioration de l'efficacité du fonctionnement du Petit train de Banlieue ; et (ii) le développement et la modernisation des infrastructures ferroviaires.

Pour les transports maritimes, il s'agit prioritairement (i) du désenclavement de la zone Sud ; (ii) de la construction de quais d'embarquement et de gares maritimes et ; (iii) de la mise en place d'une desserte maritime des villes côtières.

Dans le domaine des transports aériens, la priorité est accordée à (i) la construction de l'Aéroport International Blaise Diagne (AIBD) ; (ii) la mise en place d'une nouvelle compagnie aérienne nationale dénommée « Sénégal Airlines » et ; (iii) le renforcement de la sécurité et de la sûreté du transport aérien.

S'agissant des télécommunications, les stratégies retenues s'articulent autour (i) du renforcement de la position du Sénégal en tant que hub de développement des technologies de l'information et de la communication ; (ii) de l'accroissement de l'offre de services, particulièrement en milieu rural ; et (iii) de la promotion des télécommunications dans un cadre réglementaire efficace, transparent et attractif.

Le montant global des investissements prévus dans le secteur tertiaire sur la période triennale 2011-2013 s'élève à 1 112 milliards 060 millions de FCFA, soit 36,9% des investissements de l'ensemble du programme.

La répartition annuelle de ces investissements se présente ainsi :

- 2011 : 268 milliards 032 millions de FCFA (24,1%);
- 2012 : 561 milliards 676 millions de FCFA (50,5%) ;
- 2013 : 282 milliards 352 millions de FCFA (25,4%).

Le financement déjà acquis représente 1 111 milliards 660 millions de FCFA, alors que le financement en négociation ne représente que 400 millions de FCFA. Le financement acquis et en négociation est essentiellement composé de ressources intérieures pour 772 milliards 475 millions de FCFA (69,5%) et de ressources extérieures pour 339 milliards 585 millions de FCFA (30,5%).

Le financement intérieur se décompose en ressources propres de l'Etat à un niveau relativement important, soit 629 milliards 657 millions de FCFA (81,5%) et en participation du secteur privé pour un montant de 142 milliards 818 millions de FCFA (18,5%).

Les ressources extérieures sont principalement constituées de subventions à hauteur de 155 milliards 354 millions de FCFA (45,7%) et d'emprunts pour un montant de 184 milliards 231 millions de FCFA (54,3%).

Par rapport au PTIP 2010-2012, le volume des investissements prévus durant la période triennale a connu une hausse substantielle de 400 milliards 768 millions de FCFA, se justifiant par la hausse des investissements dans le sous secteur des transports routiers consécutive à la poursuite des grands travaux d'infrastructures routières et au démarrage du nouveau projet de prolongement de l'autoroute à AIBD-Mbour-Thiès.

La répartition sous sectorielle des investissements programmés est la suivante :

<b>Sous Secteur</b>	<b>Montant des investissements (en milliards de FCFA)</b>	<b>Pourcentage %</b>
Commerce	7,800	0,7
Tourisme	1,229	0,1
Transports routiers	1 068,816	96,1
Transports ferroviaires	2,050	0,2
Transports maritimes	11,251	1,0
Transports aériens	3,538	0,3
Postes, Télécommunications et information	14,770	1,3
Etudes et recherche/tertiaire	1,181	0,1
Appui institutionnel, renforcement et assistance technique	1,425	0,1
<b>Total</b>	<b>1 112,060</b>	<b>100</b>

### 3.1 SOUS SECTEUR DU COMMERCE

Le commerce constitue le principal domaine d'intervention du secteur informel et le plus important pourvoyeur d'emplois en milieu urbain, en particulier pour les femmes et les jeunes. Les objectifs poursuivis visent l'augmentation de l'offre de biens et services exportables et l'amélioration de l'accès aux marchés.

Sur la période de 2005 à 2009, le sous secteur du commerce a contribué à la formation du PIB à hauteur de 16%.

Cependant, malgré ces résultats positifs, le secteur reste confronté à un certain nombre de problèmes notamment:

- l'insuffisance de l'approvisionnement du marché intérieur et le niveau élevé des prix dû essentiellement à (i) une carence en infrastructures de stockage, (ii) une insuffisance en qualité et en quantité de l'offre et (iii) une défaillance des circuits de distribution ;
- la faiblesse des exportations due à (i) une offre de biens et services exportables faible et peu diversifiée et (ii) un faible accès aux marchés extérieurs.

Pour pallier ces difficultés du sous secteur, les orientations stratégiques ci-après sont dégagées :

- le développement des infrastructures de mise en vente ;
- l'accélération de l'augmentation du volume et de l'amélioration de la qualité de biens et services offerts ;
- la promotion des outils d'accès aux marchés pour des circuits de commercialisation assainis ;
- le renforcement du cadre institutionnel de mise en œuvre de la politique sectorielle.

Sur la période triennale 2011-2013, le coût global des investissements du sous secteur du commerce s'élève à 7 milliards 800 millions de FCFA (0,7%) des investissements du secteur tertiaire.

La répartition annuelle des prévisions d'investissement s'établit comme suit :

- 2011 : 2 milliards 185 millions de FCA soit 28,0%
- 2012 : 3 milliards 265 millions de FCFA soit 41,9%
- 2013 : 2 milliards 350 millions de FCFA soit 30,1%

Le financement prévu sur la période 2011-2013 est entièrement acquis et provient :

- de ressources intérieures : 5 milliards 670 millions de FCFA, soit 72,7% du financement global du sous secteur ;
- de ressources extérieures : 2 milliards 130 millions de FCFA, soit 27,3% du financement global du sous secteur exclusivement constitués de subvention.

Par rapport au PTIP précédent, le montant global des investissements prévus dans le présent PTIP a connu une baisse de 3 milliards 480 millions de FCFA en valeur absolue soit 30,9% en valeur relative. Ce recul résulte du fait que plusieurs projets comme le



Projet de Renforcement des Capacités Commerciales (PRDCCII) et la création d'une radio des affaires vont arriver à terme respectivement en 2012 et 2011.

Les principaux projets programmés dans le sous secteur sont :

- Projet d'édification d'infrastructures de stockage ;
- Fonds de promotion des exportations ;
- Projet de renforcement des capacités commerciales II ;
- Projet implantation de magasins de référence ;
- Projet de création d'une radio des affaires ;
- Projet d'appui au développement de la filière pomme de terre en Afrique de l'Ouest.

### **3.2 SOUS SECTEUR TOURISME**

En raison de la capacité du tourisme à générer des richesses nationales, la politique du Gouvernement s'est orientée vers une vision axée sur un tourisme à forte valeur ajoutée, profitable à l'économie nationale. Les activités touristiques contribuent de manière importante au PIB. Cependant, ce secteur enregistre depuis quelques années un recul en terme de nombres d'entrées lié:

- à la faible présence du Sénégal sur les marchés émetteurs ;
- à la faible maîtrise des retombées du tourisme au niveau local ;
- aux difficultés de restructuration de l'offre touristique ;
- à la faiblesse de la promotion touristique.

La stratégie retenue dans la lettre de politique sectorielle du tourisme repose sur:

- la mise en place d'un environnement des affaires de classe internationale ;
- la promotion des filières d'activités porteuses sur le plan national et international ;
- l'amélioration de l'offre et promotion de la « destination Sénégal » en direction des marchés ciblés ;
- la lutte contre l'insécurité et la garantie d'un environnement plus sain et plus sûr aux touristes et aux populations ;
- l'amélioration de l'information marketing.

Pour période triennale 2011-2013, un montant de 1 milliard 229 millions de FCFA est programmé représentant 0,1% du secteur ; soit une baisse de 217 millions de FCFA en valeur absolue et 15,0% en valeur relative par rapport au PTIP précédent. Cette légère baisse s'explique par la clôture du financement de l'Union européenne destiné au projet de développement du tourisme communautaire dans les régions de Saint-louis, Kolda et Tambacounda,.

Annuellement, le financement, entièrement acquis sur ressources internes de l'Etat se répartit comme suit :

- 2011 : 480 millions de FCFA, soit 39,1% ;
- 2012 : 384 millions de FCFA, soit 31,2%
- 2013 : 365 millions de FCFA, soit 29,7%.

Les principaux investissements programmés concernent les projets suivants :

- Système de suivi d'information marketing tourisme,
- Projet de promotion touristique,
- Développement du tourisme communautaire dans les régions de Saint Louis, Kolda et Tambacounda.

### **3.3 SOUS SECTEUR TRANSPORTS ROUTIERS**

Le développement des infrastructures routières constitue un facteur déterminant pour stimuler les investissements privés, le désenclavement et l'intégration à l'économie régionale et internationale. C'est aussi un levier non négligeable pour améliorer la compétitivité car la route assure environ 99% des déplacements intérieurs de personnes et plus de 95% pour les marchandises.

C'est dans ce contexte que les objectifs suivants sont assignés au sous secteur :

- poursuivre le désenclavement interne et externe du pays à travers la réalisation de corridors routiers et autoroutiers et de pistes rurales;
- améliorer la performance des services de transport public;
- assurer la mobilisation des ressources pour le financement des infrastructures et de l'entretien routier à travers des mécanismes de financements innovants.

Parmi les actions en cours de mise en œuvre, on peut citer principalement (i) la construction de l'autoroute Dakar-Diamniadio, (ii) la poursuite de l'amélioration du corridor Dakar-Bamako et l'ouverture de nouveaux corridors routiers (Mauritanie, Guinée), (iii) la construction de routes urbaines et rurales, (iv) l'entretien et l'aménagement des routes à l'échelle nationale.

Le sous secteur reste cependant confronté à des contraintes fortes parmi lesquelles :

- l'inexistence d'un schéma directeur routier ;
- la saturation quasi permanente du réseau routier dans l'axe Dakar-Rufisque ;
- le déficit de pistes rurales ;
- le défaut d'entretien courant de routes ;
- l'insuffisance des financements pour les investissements routiers et les besoins d'entretien routier ;
- les insuffisances du transport public urbain en terme de couverture des flux de passagers, de qualité du service et d'organisation du secteur.

En vue de lever ces contraintes, les stratégies suivantes sont identifiées : (i) améliorer la mobilité urbaine et l'accessibilité en milieu rural à travers la mise en place d'infrastructures adéquates, (ii) assurer aux acteurs du secteur du transport une meilleure organisation, un meilleur cadre institutionnel et réglementaire et une formation adéquate et (iii) mettre en place un financement approprié.

Le volume des investissements prévus sur la période 2011-2013 s'élève à 1 068 milliards 816 millions de FCFA, soit 96,1% du programme d'investissement du secteur.



La répartition annuelle des ces investissements s'établit comme suit :

- 2011 : 251 milliards 873 millions de FCFA, soit 23,6% ;
- 2012 : 544 milliards 416 millions de FCFA, soit 50,9% ;
- 2013 : 272 milliards 527 millions de FCFA, soit 25,5%.

Ces investissements sont financés sur :

- ressources intérieures pour un montant de 733 milliards 419 millions de FCFA, soit 68,6% se répartissant entre l'Etat pour 590 milliards 601 millions de FCFA, (80,5%) et le secteur privé pour un montant de 142 milliards 818 millions de FCFA, (19,5%).
- ressources extérieures pour un montant de 335 milliards 397 millions de FCFA, soit 31,4% réparti en emprunts pour 182 milliards 173 millions de FCFA (54,3%) et en subventions pour 153 milliards 224 millions de FCFA (45,7%).

Comparativement au PTIP précédent, le PTIP 2011-2013 enregistre une hausse de 446 milliards 317 millions de FCFA en valeur absolue, soit 71,7% en valeur relative. Cette hausse substantielle s'explique par le démarrage prochain du projet de prolongement de l'autoroute à AIBD- Thiès – Mbour, du projet de réhabilitation des routes (Richard toll – Ndoum, et Ziguinchor-Vélingara) et du projet de connectivité de l'autoroute à péage (liaison RN1-Autoroute) pour le contournement de Rufisque.

Les investissements programmés concernent entre autres les projets suivants :

- Prolongement autoroute à péage AIBD-Mbour-Thiès ;
- Autoroute à péage Dakar-Diamniadio ;
- Entretien routier ;
- Connectivité de l'autoroute à péage liaison RN1-Autoroute ;
- Réhabilitation de routes (Richard Toll-NDioum /Ziguinchor-Vélingara) ;
- Réhabilitation de la route Saint Louis-Rosso-Richard Toll ;
- Construction de la route Médina Gounass - frontière Guinée;
- Projet d'appui au transport et à la mobilité urbaine (PATMUR) ;
- Projet de construction de la route Linguère-Matam ;
- Programme spécial Touba et programme spécial Tivaouane.

### **3.4 SOUS SECTEUR TRANSPORTS FERROVIAIRES**

Dans le sous secteur des transports ferroviaires, l'objectif du Gouvernement est d'améliorer l'efficacité opérationnelle du fonctionnement des chemins de fer et de lui faire jouer son rôle de transport de masse, de longue distance et de valoriser son potentiel industriel mais également de consolider les chemins de fer déjà existants.

Cependant, ce sous secteur fait face à des contraintes multiples parmi lesquelles :

- la faiblesse du réseau ferroviaire rendant peu rentable le secteur ;
- des investissements insuffisants à l'origine de la dégradation des infrastructures et la vétusté du matériel roulant ;
- un cadre institutionnel inapproprié.

Face à ces contraintes, l'Etat s'est engagé à mettre en place un nouveau cadre institutionnel orienté vers une société d'exploitation privée et une société de patrimoine pour la gestion du réseau ferroviaire et à favoriser la connectivité et la complémentarité entre les réseaux ferroviaires et les réseaux routiers.

Le montant des investissements programmés pour 2011-2013 est de 2 milliards 050 millions de FCFA représentant 0,2% des prévisions d'investissement du secteur.

Ce financement entièrement acquis sur ressources internes de l'Etat est ainsi réparti annuellement :

- 2011 : 1 milliard 050 millions de FCFA, soit 51,2% ;
- 2012 : 650 millions de FCFA, soit 31,7% ;
- 2013 : 350 millions de FCFA, soit 17,1%.

Comparativement au PTIP précédent, les investissements programmés dans le sous secteur ont connu une baisse de 16 milliards 666 millions de FCFA qui s'explique par l'achèvement du projet Acquisition de rames réversibles. De même, le projet Réhabilitation infrastructures ferroviaires entre Dakar et Thiès devant être financé par l'Etat du Sénégal et l'Agence chinoise de Coopération internationale n'a pas démarré comme prévu.

Les investissements programmés sur la période triennale 2011-2013 concernent les projets suivants :

- Infrastructures ferroviaires du programme d'amélioration de la mobilité urbaine (PAMU);
- Gestion du corridor ferroviaire Dakar Bamako : Etude institutionnelle.

### **3.5 SOUS SECTEUR TRANSPORTS MARITIMES**

Ce sous secteur exerce un effet d'entraînement important sur le reste de l'économie nationale du fait que 95% de nos échanges extérieurs sont assurés par voie maritime.

Outre le trafic national, d'importants volumes de marchandises transitent annuellement par le Port autonome de Dakar (PAD) à destination d'autres pays de la sous région.

Nonobstant cet apport, le sous secteur est soumis à de fortes contraintes comme :

- le faible niveau d'activités des ports secondaires les plus opérationnels (Ziguinchor et Kaolack);
- la concurrence portuaire au niveau sous régional ;
- la faible rentabilité de la desserte côtière ;
- la part marginale du transport fluvial malgré l'existence de voies navigables sur des distances appréciables et de ports ou d'escales portuaires le long des différents fleuves ;
- l'absence d'escales maritimes sur la frange côtière avec les équipements appropriés.

La stratégie retenue dans le secteur consiste à développer les ports secondaires, favoriser le transport fluvial notamment dans le cadre des programmes de navigation de l'OMVS, augmenter la compétitivité du port et développer la desserte maritime.

Sur la période 2011-2013, le montant des investissements programmés est de 11 milliards 251 millions de FCFA représentant 1,0% des prévisions d'investissement du secteur.

Ce financement entièrement acquis sur ressources internes de l'Etat est ainsi réparti annuellement :

- 2011 : 3 milliards 951 millions de FCFA, soit 35,1% ;
- 2012 : 4 milliards de FCFA, soit 35,6%.
- 2013 : 3 milliards 300 millions de FCFA, soit 29,3%.

Par rapport au PTIP précédent, le PTIP 2011-2013 a connu une hausse de 4 milliards 621 millions de FCFA en valeur absolue et de 69,7% en valeur relative. Cette progression s'explique par la programmation de la réhabilitation du port de Ziguinchor et le bouclage du financement des travaux de l'ouvrage d'accostage et de la gare maritime de Karabane qui sont les deux principaux projets programmés dans le sous secteur.

### **3.6 SOUS SECTEUR TRANSPORTS AERIENS**

La politique du Gouvernement dans le sous secteur des transports aériens est particulièrement axée sur (i) la construction de l'Aéroport International de Blaise Diagne (AIBD), (ii) la mise en place de la compagnie aérienne nationale « Sénégal Airlines », (iii) la modernisation des infrastructures aéroportuaires secondaires, (iv) la desserte aérienne de la Casamance et (v) le renforcement de la supervision en matière de sécurité et de sûreté du transport aérien.

Cette politique permet de surmonter les contraintes ci-après auxquelles le sous secteur fait face :

- des infrastructures aéroportuaires qui souffrent d'un manque d'installations conformes aux standards internationaux ;
- des outils de travail de navigation et de sécurité aérienne confrontés à un besoin urgent d'investissements conséquents en vue de leur renouvellement par des équipements de dernière génération ;
- un système de transport aérien qui peine à s'adapter aux mutations aéronautiques mondiales ;
- une insuffisante détermination de la portée des avantages économiques et sociaux des produits et services météorologiques.

L'opérationnalisation de la politique du Gouvernement en matière de transport aérien se traduit par une dynamique de réforme entraînant la création : (i) d'une Agence des Aéroports du Sénégal (ADS) chargée de la gestion technique et commerciale des aéroports, (ii) de l'Agence nationale de l'Aviation civile du Sénégal (ANACS) dont la mission est d'assurer la supervision de la sécurité par l'élaboration d'une réglementation technique de l'aviation civile conformément aux normes de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI), (iii) de la Haute Autorité de l'Aéroport Léopold Sédar Senghor (HAALSS) chargée de la coordination de la mise en œuvre des mesures de sûreté au niveau de l'aéroport de Dakar.

Sur la période 2011-2013, le montant des investissements programmés est de 3 milliards 538 millions de FCFA, représentant 0,3% du programme d'investissements du secteur, soit une importante baisse de 25 milliards 355 millions de FCFA qui s'explique essentiellement par la révision à la baisse des ressources programmées au titre des investissements publics à la charge de l'Etat.

Ce financement entièrement acquis est à la fois sur ressources internes pour 1 milliard 480 millions de FCFA, soit 41,8% et ressources externes sous forme d'emprunt pour 2 milliards 058 millions de FCFA, soit 58,2%. Il est ainsi réparti annuellement :

- 2011 : 2 milliards 050 millions de FCFA, soit 57,9% ;
- 2012 : 1 milliard 308 millions de FCFA, soit 37%.
- 2013 : 180 millions de FCFA, soit 5,1%.

Les deux principaux investissements programmés concernent sont :

- AIBD Investissement aéroportuaire,
- Projet régional de sécurité et de sûreté du transport aérien en Afrique de l'ouest et du centre.

### **3.7 SOUS SECTEUR POSTE/ TELECOMMUNICATION/ INFORMATION**

Les télécommunications constituent au Sénégal un secteur dynamique qui contribue de manière significative à l'amélioration de la productivité de l'économie, à la simplification de la communication des citoyens et à la création de richesses nationales. Pendant dix ans, le secteur a connu une croissance exceptionnelle avec un taux annuel moyen de 18,8%. En 2009, malgré la crise financière internationale, le taux de croissance y était de plus de 3,8% et il a contribué directement pour une valeur de 408,4 milliards de FCFA à la formation du Produit Intérieur Brut (PIB) représentant ainsi 6,8% de la richesse nationale. La téléphonie mobile est la locomotive du secteur, avec des services d'interconnexion et la balance des communications internationales.

Le Sénégal se positionne comme un des leaders en Afrique.

Le développement des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) figure au rang des priorités retenues en matière de promotion des services. L'objectif principal est d'accélérer le développement des télé-services.

Au cours de la période 2006-2010, le pays a pu réduire progressivement la fracture numérique, grâce à un réseau téléphonique numérisé à 100%, une bonne pénétration de la téléphonie mobile (56,7% en 2009 et 59,5% en 2010) et une forte croissance du trafic Internet soutenue par un réseau IP (Internet Protocole) couvrant la majeure partie du territoire, avec l'arrivée d'un troisième opérateur.

L'extension de l'intranet gouvernemental vers l'intranet administratif est un projet majeur qui a nécessité plus de vingt (20) milliards de FCFA d'investissement. Il accroîtra la sécurité et la fluidité des échanges et permettra des communications à moindre coût pour l'Etat. L'hébergement du hub du projet du réseau panafricain de services permet de développer la télémédecine et le télé-enseignement.

Par ailleurs, les centres multimédia communautaires ont été progressivement étendus, avec le développement de contenus numériques à vocation culturelle et éducative.

Les principales contraintes du secteur tournent autour de (i) l'insuffisante coordination des structures qui s'occupent des TIC, (ii) l'insuffisance des formations dédiées aux métiers émergents dans les domaines de la production, la réalisation et l'utilisation des TIC et des multimédia.

Les orientations stratégiques définies pour lever ces contraintes sont : (i) l'accroissement de l'offre de services et la facilitation de son accès pour les populations les plus défavorisées et en particulier en milieu rural, (ii) l'amélioration du taux de couverture des réseaux de télécommunication fixe ou mobile et (iii) la vulgarisation de l'internet en vue notamment de réduire la fracture numérique.

Le montant des investissements prévus durant la période triennale s'élève à 14 milliards 770 millions de FCFA représentant 1,33 % du programme global du secteur tertiaire. La totalité de ces ressources est financée sur les ressources propres de l'Etat.

Annuellement, ce financement se répartit comme suit :

- 2011 : 5 milliards 610 millions de FCFA, soit 38% ;
- 2012 : 6 milliards 680 millions de FCFA, soit 45,2% ;
- 2013 : 2 milliards 480 millions de FCFA, soit 16,8%.

Par rapport au PTIP précédent, les ressources octroyées à ce sous secteur ont connu une baisse en valeur absolue de 3 milliards 839 millions de FCFA, soit 20,6% en valeur relative.

Cette baisse s'explique, entre autres, par l'achèvement du projet COMSAT phase 2 en 2010 et l'arrivée à terme en 2012 du projet de modernisation des archives du Ministère des Télécommunications et de la Communication.

Les principaux projets programmés dans ce sous secteur sont :

- la construction de la Maison de la Presse ;
- l'Appui à la RTS ;
- l'Appui au quotidien « Le Soleil » ;
- le projet de généralisation des centres multimédia communautaires ;
- le programme de formation des jeunes dans les métiers des TIC.

### **3.8 SOUS SECTEUR ETUDES ET RECHERCHES /TERTIAIRE**

Les investissements dans ce sous secteur sont essentiellement concernés par la recherche scientifique.

La politique définie par le Sénégal en matière de recherche scientifique est de favoriser le rapprochement de la recherche et de l'entreprise et promouvoir l'innovation technologique.

Pour atteindre les objectifs devant permettre de jeter les bases d'un développement reposant sur des connaissances scientifiques appropriées et des technologies

adaptées, les axes stratégiques d'intervention identifiés par le Gouvernement du Sénégal sont :

- le renforcement des capacités de recherche ;
- la promotion de l'innovation et du transfert de technologie ;
- la sensibilisation et la vulgarisation des sciences et technologies ;
- la promotion de la coopération internationale ;
- le renforcement des mécanismes de coordination de la recherche.

Malgré la volonté du Gouvernement de faire de la recherche scientifique un moteur de développement, celle-ci est confrontée à des problèmes récurrents liés à la faiblesse des équipements, au manque d'investissement, au faible engagement du secteur privé et des entreprises dans la recherche-développement, à l'inexistence d'un marché de l'innovation et des titres de propriété industrielle, et l'absence de mesures incitatives pour la créativité et l'innovation.

Les investissements prévus durant la période triennale s'élève à 1 milliard 181 millions de FCFA, soit 0,1% de l'enveloppe globale prévue pour le secteur tertiaire durant la période triennale 2011-2013.

Ces financements entièrement acquis, sont assurés sur ressources propres de l'Etat.

Annuellement, les investissements prévus se répartissent comme suit:

- 2011 : 351 millions de FCFA, soit 29,7% ;
- 2012 : 405 millions de FCFA, soit 34,3% ;
- 2013 : 425 millions de FCFA, soit 36%.

Par rapport au PTIP 2010-2012, la programmation triennale a baissé de 747 millions de FCFA en valeur absolue et 38,7% en valeur relative. Cette baisse est consécutive à la diminution des ressources programmées en faveur du sous secteur.

Les principaux projets programmés durant la période triennale 2011-2013 sont :

- le projet de création de Centres de Recherche et d'Essai ;
- la mise en place du Centre Africain de Recherche et d'Application ;
- le projet de recherche et de développement du palmier à huile ;
- le projet de parc technologique.

### **3.9 SOUS SECTEUR APPUI INSTITUTIONNEL, RENFORCEMENT ET ASSISTANCE TECHNIQUE / TERTIAIRE**

Le secteur tertiaire, dans la perspective d'améliorer les services de l'administration et compte tenu de son importance stratégique dans l'atteinte des objectifs globaux fixés par le Gouvernement, bénéficie d'un appui institutionnel pour la réalisation d'activités parmi lesquelles :

- l'appui à la coordination des projets et programmes du Ministère du Commerce ;
- la poursuite des réformes au niveau du secteur des transports terrestres, la planification stratégique et opérationnelle, l'appui au Comité national de facilitation des transports et le suivi de la mise en œuvre du Cadre de Dépenses



Sectoriel à Moyen Terme du Ministère en charge des Transports terrestres et ferroviaires;

- la modernisation, le renforcement des capacités et la mise à disposition d'informations météorologiques pour une bonne planification des activités des différents modes de transport.

Sur la période 2011-2013, le financement programmé, totalement acquis, se chiffre à 1 milliard 425 millions de FCFA, soit 0,1% du financement total du secteur.

Par rapport à la période précédente, on remarque une hausse de 135 millions en valeur absolue, soit 10,5% en valeur relative.

Annuellement, le financement programmé se répartit ainsi:

- 2011 : 482 millions de FCFA, soit 33,8% ;
- 2012 : 568 millions de FCFA, soit 39,9% ;
- 2013 : 375 millions de FCFA, soit 26,3%.

Les principaux projets programmés dans le sous secteur sont les suivants :

- Suivi Evaluation CDSMT;
- Informatisation Direction des Transports des Transports (DTT) ;
- Programme pluies provoquées « BAAWAN ».
- Appui à la DTT : Campagne de sensibilisation contre le VIH/SIDA ;
- Appui au Comité national de facilitation des transports;
- Modernisation et renforcement des capacités du ministère chargé des infrastructures;
- Appui à l'unité de coordination des projets et programmes du Ministère du Commerce.

#### **IV. LE SECTEUR QUATERNAIRE**

Dans un contexte international marqué par un ralentissement de l'économie mondiale, le secteur quaternaire constitue le principal pilier pour relever les grands défis liés à la réduction de la pauvreté, à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et à la réalisation des stratégies retenues dans le nouveau Document de Politique Economique et Sociale (DPES), notamment dans ses orientations n°2 et n°4 que sont : « développement de la culture de la gestion axée sur les résultats » et « amélioration des services sociaux de base pour un développement social ».

Aussi, le secteur quaternaire devra servir de levier à l'atteinte des objectifs définis par le Gouvernement dans les domaines suivants :

- l'accès à la santé et l'éducation ;
- la conservation du patrimoine culturel ;
- la réforme du système de protection sociale ;
- l'accès universel à l'eau potable en milieu urbain et l'amélioration de l'accès à l'assainissement aussi bien en milieu urbain que rural;
- l'accès aux parcelles viabilisées et appropriées et à un cadre de vie décent ;
- la protection et la réinsertion des enfants en situation de vulnérabilité ;
- la lutte contre les inégalités de genre;



- l'accès aux ressources financières et la promotion du statut socio économique de la femme et des handicapés.

L'atteinte de ces objectifs passe principalement par les différents programmes élaborés au niveau sectoriel en vue d'améliorer le bien être des populations.

Dans le domaine de la santé, il s'agira d'améliorer l'offre de soins, réduire la mortalité maternelle, infantile et néonatale et renforcer la prévention des maladies, conformément aux objectifs définis par le Programme National de Développement Sanitaire (2009-2018).

Sur le plan de la culture, les efforts dans la mise en place de pôles culturels régionaux seront accentués en mettant un accent particulier sur la promotion de la créativité des acteurs et l'expression de la diversité culturelle.

Pour ce qui est du sport, la politique du Gouvernement est fondée sur le renforcement de son impact socio économique à travers la politique sectorielle qui vise la création d'infrastructures sportives de qualité et une bonne gestion des structures d'encadrement.

En matière d'hydraulique urbaine et d'assainissement, le Programme Eau Potable et Assainissement du Millénaire (PEPAM) devra aider à garantir l'accès à l'eau potable et à un meilleur système d'évacuation des excréta et des eaux usées domestiques, aussi bien en milieu urbain que rural.

La politique de l'éducation est désormais centrée sur le renforcement de l'éducation de base, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, conformément aux objectifs du Programme de Développement de l'Education et de la Formation (PDEF), tout en mettant l'accent sur la qualité de l'enseignement et l'amélioration de l'environnement scolaire.

En matière de protection sociale, la Stratégie Nationale de Protection Sociale vise principalement à renforcer l'accès aux services de base, la protection des droits de la femme et de la famille, le développement des initiatives de gratuité, la lutte contre la traite et le travail abusif des enfants, la mendicité et les violences faites aux femmes. Il s'agira également de développer les mutuelles de santé et un système de transfert monétaire (Cash Transfert) pour agir sur les privations dont sont victimes la majorité des populations tout en améliorant leur condition de bien être social. Dans ce cadre, seront pris en charge les femmes, les enfants, les personnes du troisième âge et les personnes handicapées.

Les efforts du gouvernement seront également poursuivis pour garantir un meilleur accès des personnes défavorisées au logement et à lutter contre les inondations, l'encombrement et l'installation des habitats précaires.

Sur le plan institutionnel, des efforts seront consentis sur les investissements concourant au renforcement des capacités institutionnelles de l'administration.

L'ensemble des programmes et projets qui sont ciblés dans ce présent programme d'investissement, s'appuient sur les principes de décentralisation et de lutte contre les inégalités de genre, en vue de lever les discriminations à l'égard de certaines couches vulnérables. Il s'agira de mettre l'accent sur la lutte contre la traite et l'exploitation des

enfants vulnérables, la mobilité des personnes handicapées et leur accessibilité aux infrastructures et aux ressources en vue de leur insertion dans le tissu social.

Les investissements prévus pour la période triennale 2011–2013 s'élève à 945 milliards 901 millions de FCFA, soit 31,4% des investissements de l'ensemble du programme.

Ce financement est programmé annuellement ainsi qu'il suit :

- 2011 : 298 milliards 740 millions de FCFA (31,6%);
- 2012 : 336 milliards 966 millions de FCFA (35,6%);
- 2013 : 310 milliards 195 millions de FCFA (32,8%).

La répartition des ressources par nature de financement est la suivante :

- Financement acquis : 940 milliards 189 millions de FCFA (99,4%) ;
- Financement en négociation : 450 millions de FCFA (0,05%) ;
- Financement à rechercher : 5 milliards 262 millions de FCFA (0,56%).

Le financement acquis et en négociation (940 milliards 639 millions de FCFA) est constitué de ressources intérieures pour 596 milliards 781 millions de FCFA (63,4%) et de ressources extérieures pour 343 milliards 858 millions de FCFA (36,6%).

Le financement intérieur (596 milliards 781 millions de FCFA) se décompose en ressources propres de l'Etat à un niveau relativement important, soit 594 milliards 863 millions de FCFA (99,7%) et en participation des bénéficiaires pour un montant de 1 milliard 918 millions de FCFA (0,3%).

Les ressources externes (343 milliards 858 millions de FCFA) sont principalement constituées de subventions à hauteur de 223 milliards 470 millions de FCFA (65%) et d'emprunts pour 120 milliards 338 millions de FCFA (35%).

Par rapport au PTIP 2010–2012, le volume des investissements prévus durant la période triennale a connu une baisse de 42 milliards 566 millions de FCFA (4,3%), se justifiant par la baisse de la programmation dans le secteur des bâtiments et équipements administratifs.

La répartition sous sectorielle des investissements programmés est la suivante :

<b>SOUS SECTEUR</b>	<b>MONTANT (milliards de FCFA)</b>	<b>%</b>
Hydraulique urbaine –Assainissement	97,132	10,3
Culture –Jeunesse – Sports	24,231	2,6
Urbanisme – habitat- Décentralisation	116,746	12,3
Santé - Nutrition	160,260	16,9
Education – Formation	193,403	20,4
Développement Social	31,485	3,3
Équipements administratifs	233,892	24,7
Études – Recherche	18,399	1,9
Appui institutionnel – Assistance technique	70,353	7,4
<b>TOTAL</b>	<b>945,901</b>	<b>100</b>

## 4.1 SOUS SECTEUR HYDRAULIQUE URBAINE ET ASSAINISSEMENT

Les réformes entreprises depuis 1996 conjuguées à la mise en œuvre des Projets “Sectoriel Eau” et “Eau à Long Terme” ont permis d’améliorer de manière continue la qualité des services d’eau potable et d’assainissement en milieu urbain. Le déficit de production a pu être résorbé et les investissements nécessaires ont été réalisés pour satisfaire la demande en eau jusqu’en 2012 et restaurer l’équilibre financier du sous-secteur de l’eau potable.

Toutefois, le sous-secteur de l’hydraulique urbaine reste confronté à des disparités d’accès marquées entre les usagers de Dakar et ceux des autres centres urbains. En outre, 20% des ménages urbains et périurbains les plus modestes qui ont accès à l’eau à partir des bornes fontaines, continuent toujours de payer ce service 3 à 5 fois plus cher que ceux qui bénéficient du tarif de la tranche sociale. De plus, l’équilibre financier du sous secteur est menacé en raison de la situation financière fragile des sociétés concessionnaires, conséquence des ajustements tarifaires entièrement supportés par l’administration depuis 2006.

S’agissant du sous-secteur de l’assainissement urbain et rural, les difficultés concernent le faible accès des ménages au service d’assainissement, la viabilité financière du secteur, l’insuffisance des ressources financières mobilisées pour la réalisation d’infrastructures d’assainissement et le coût élevé de ces infrastructures par rapport aux revenus des populations surtout rurales.

Pour faire face à ces difficultés, les orientations stratégiques définies reposent principalement sur les axes suivants :

- l’évolution du cadre organisationnel et institutionnel de l’hydraulique urbaine et de l’assainissement ;
- le renforcement et la consolidation des infrastructures techniques en vue de faire face à l’augmentation de la demande, améliorer la qualité de service et étendre la desserte ;
- la préservation de l’équilibre financier du secteur par le biais d’une politique tarifaire plus équitable entre les usagers;
- la mise en œuvre d’actions ciblées de lutte contre la pauvreté pour permettre au plus grand nombre de bénéficier du service public d’eau potable et d’assainissement.

Le Gouvernement a défini sur la période triennale 2011-2013 un programme d’investissement d’un montant de 97 milliards 132 millions de FCFA.

La répartition annuelle de la programmation du financement sur la période triennale s’établit comme suit :

- 2011 : 19 milliards 696 millions de FCFA, soit 20,3% ;
- 2012 : 37 milliards 088 millions de FCFA, soit 38,2% ;
- 2013 : 40 milliards 348 millions de FCFA, soit 41,5%.

Sur ce financement, 91 milliards 870 millions de FCFA sont acquis, soit 94,6% en valeur relative et 5 milliards 262 millions de FCFA, soit 5,4 %, sont à rechercher au niveau des Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

Le financement acquis est constitué de ressources intérieures pour un montant de 29 milliards 496 millions de FCFA, soit 32,1% du financement et de ressources extérieures pour 62 milliards 401 millions de FCFA représentant 67,9% des investissements prévus sur la période.

L'Etat du Sénégal assure la totalité du financement intérieur. Les ressources extérieures sont composées d'emprunts pour un montant de 48 milliards 901 millions de FCFA, soit 78,4% de la contribution des Partenaires Techniques et Financiers du Sénégal et de subventions pour 13 milliards 500 millions de FCFA, soit 21,6%.

Relativement aux investissements programmés sur la période triennale 2010-2012, il est enregistré pour le présent PTIP 2011-2013, une diminution en valeur absolue de 24 milliards 497 millions de FCFA et de 20,1% en valeur relative. Cette baisse s'explique principalement par la non prise en compte dans ce présent PTIP le projet PEPAM-Hydraulique Urbaine (Phase I) qui bénéficie de financements directs de la Société Nationale des Eaux du Sénégal (SONES).

Les principaux projets et programmes planifiés dans le sous-secteur sont :

- Projet de Dépollution de la Baie de Hann ;
- Projet d'Assainissement de Mbour, Tivaouane, Diourbel, Richard-Toll (volet eaux usées);
- Projet Assainissement de Diourbel ;
- Projet connectivité assainissement Aéroport International Blaise Diagne (AIBD) et Zone Economique Spéciale Intégrée (DISEZ) ;
- Projet connectivité eau potable AIBD et DISEZ.

#### **4.2 SOUS SECTEUR CULTURE – JEUNESSE – SPORTS**

Le sous secteur Culture – Jeunesse – Sports est d'une grande importance dans la politique économique et sociale du Gouvernement en raison notamment, de sa contribution dans la cohésion sociale, le renforcement des valeurs identitaires de la nation et l'ouverture du pays au monde extérieur à travers la conservation et la valorisation du patrimoine culturel national, l'intégration de la jeunesse dans le tissu économique et social ainsi que le développement du sport.

Ce rôle central du sous secteur se justifie par le très grand nombre d'acteurs qu'il implique mais également le dynamisme de la jeunesse dans toutes les sphères de la vie économique et sociale.

Les principaux problèmes et contraintes rencontrés dans le sous secteur concernent l'insuffisance des infrastructures sportives et culturelles, la dégradation de sites culturels et du patrimoine historique classé, le faible financement de l'industrie cinématographique, le chômage des jeunes et le poids des maladies sexuellement transmissibles au niveau de la population jeune.

Face à ces difficultés, les stratégies sectorielles développées portent sur : i) la promotion de la diversité culturelle, ii) le renforcement des programmes d'insertion

sociale et économique des jeunes, iii) la conscientisation et la sensibilisation des adolescents par rapport aux maladies sexuellement transmissibles et iv) la promotion de l'emploi par le sport.

Sur la période triennale 2011–2013, le coût global des investissements du sous secteur Culture – Jeunesse – Sports s'élève à 24 milliards 231 millions de FCFA, soit 2,6% des investissements programmés dans le secteur quaternaire.

La répartition de ces investissements se présente comme suit :

- 2011 : 9 milliards 413 millions de FCFA, soit 38,8% ;
- 2012 : 7 milliards 506 millions de FCFA, soit 31,0% ;
- 2013 : 7 milliards 312 millions de FCFA, soit 30,2%

Le financement inscrit sur la période 2011–2013 à hauteur de 24 milliards 231 millions de FCFA est entièrement acquis. La nature du financement est ainsi structurée :

- Ressources propres de l'Etat : 20 milliards 753 millions de FCFA ; soit 85,6% ;
- Financement extérieur : 3 milliards 478 millions de FCFA, soit 14,4%. Ce financement est à 100% constitué de subvention.

Par rapport au PTIP précédent, le montant global des investissements prévus dans le présent PTIP a connu une baisse de 19 milliards 510 millions de FCFA en valeur absolue et de 44,6% en valeur relative. Cette baisse résulte principalement de l'arrivée à terme en 2010 de la 1<sup>ère</sup> phase du financement espagnol de l'Agence Nationale pour l'Emploi des Jeunes (ANEJ) et du financement du Festival Mondial des Arts Nègres dont la tenue est prévue en décembre 2010.

Les principaux projets programmés dans le sous secteur rentrent dans le cadre de l'axe 4 « Amélioration des services sociaux de base pour un développement social » dans la perspective de la réalisation des Orientations Stratégiques du Document de Politique Economique et sociale. Ces projets sont :

- Construction de Complexes culturels régionaux ;
- Etudes et construction de musées ;
- Appui à l'industrie cinématographique ;
- Equipement en matériels techniques et logistiques pour l'action culturelle décentralisée ;
- Inventaire, aménagement et restauration du patrimoine historique classé ;
- Fonds National de Promotion de la Jeunesse (FNPJ) ;
- Renforcement des capacités de suivi évaluation en matière d'emploi des jeunes ;
- Santé reproduction des jeunes ;
- Construction Arène Nationale ;
- Construction et réhabilitation Infrastructures sportives.

#### **4.3 SOUS SECTEUR URBANISME – HABITAT – CADRE DE VIE ET DECENTRALISATION**

Le sous secteur Urbanisme–Habitat–Cadre de vie et Décentralisation occupe une part importante dans les priorités du Gouvernement du fait des enjeux socio économiques liés à la place de l'habitat social dans le vécu des populations et à l'organisation de l'occupation rationnelle du sol pour un cadre de vie adéquat.

L'importance du sous secteur réside également dans le rôle de la décentralisation dans l'amélioration de la gestion des affaires locales et de la promotion du développement local.

Les principaux problèmes et contraintes du sous secteur concernent la gestion récurrente des inondations résultant de l'installation des populations dans des zones inondables, le déséquilibre entre l'offre et la demande de logements des populations notamment en milieu urbain et particulièrement dans la capitale où l'espace habitable devient de plus en plus réduit. Le non respect des normes de construction de la part des populations, l'insuffisance des infrastructures sociales et des espaces publics constituent également des contraintes du sous secteur.

Pour ce qui est de la décentralisation, les principales contraintes rencontrées par des collectivités locales demeurent la faiblesse de leur capacité financière pour faire face aux besoins des populations, relativement aux compétences qui leur sont transférées.

Face à ces difficultés, les stratégies sectorielles développées portent sur un meilleur accès à des parcelles viabilisées et appropriées, l'éradication des bidonvilles, des habitats précaires notamment dans les zones inondables, l'amélioration du cadre de vie en milieux urbain et rural, la poursuite des travaux de construction d'infrastructures sociales déjà entamées, l'amélioration de la gestion financière des collectivités locales et l'accroissement de leurs ressources financières.

Ainsi, le Gouvernement met en œuvre une politique de l'habitat social à travers les coopératives d'habitat attributaires de parcelles viabilisées dans les zones d'aménagement concerté (ZAC) pour satisfaire la forte demande de logements, la restructuration et la régularisation foncière, la construction de logements décents « Plan Jaxaay » pour reloger les populations déplacées des quartiers inondés dans la banlieue dakaroise, la poursuite de l'habitat planifié à travers la SNHLM et la SICAP et les promoteurs privés de l'habitat.

En ce qui concerne la décentralisation, les stratégies retenues sont : (i) la mise en place d'un cadre institutionnel et organisationnel en vue de renforcer le développement local et d'améliorer la gestion financière et administrative des collectivités locales, (ii) le renforcement des capacités d'intervention des collectivités locales par l'accroissement de leurs ressources budgétaires.

Les investissements programmés pour ce sous secteur sur la période triennale s'élèvent à 116 milliards 746 millions de FCFA (12,3%) du programme d'investissement global 2011-2013 du secteur quaternaire.

La répartition annuelle de ces investissements est la suivante :

- 2011 : 41 milliards 334 millions de FCFA, soit 35,4% ;
- 2012 : 38 milliards 268 millions de FCFA, soit 32,8 % ;
- 2013 : 37 milliards 144 millions de FCFA, soit 31,8%.

Le financement programmé sur la période 2011-2013 à hauteur de 116 milliards 746 millions de FCFA est entièrement acquis et se répartit comme suit par source de financement :

- ressources intérieures : 79 milliards 116 millions de FCFA ; soit 67,8%. Ce financement se décompose en ressources propres de l'Etat pour 77 milliards 198



millions de FCFA et pour 1 milliard 918 millions de FCFA de ressources des bénéficiaires que sont les Collectivités locales.

- financement extérieur : 37 milliards 630 millions de FCFA, soit 32,2%. Ce financement est réparti en subvention pour 13 milliards 065 millions de FCFA soit 34,7% et en emprunt pour 24 milliards 565 millions de FCFA soit 65,3%.

Par rapport au PTIP précédent, le montant global des investissements prévus dans le présent PTIP a connu une baisse de 33 milliards 488 millions de FCFA en valeur absolue et de 22,3% en valeur relative. Cette baisse résulte principalement de l'arrivée à terme du PNDL et du PRECOL durant la période triennale 2011-2013.

Les principaux projets programmés dans le sous secteur rentrent dans le cadre de l'axe 4 « Amélioration des services sociaux de base pour un développement social » dans la perspective de la réalisation des Orientations Stratégiques du Document de Politique Economique et sociale. Ces projets sont :

- Plan « Jaxaay » (construction logements sociaux, équipement, etc) ;
- Achèvement Assainissement Rufisque ;
- Travaux prévention des inondations ;
- Acquisition immeubles et appartements de la SICAP par l'Etat ;
- Projet « une Famille - un Toit » ;
- Projet de Promotion des ZAC ;
- Programme national d'aménagement des espaces publics ;
- Programme de Renforcement et d'Equipement des Collectivités Locales (PRECOL) ;
- Programme National de Développement Local (PNDL).

#### **4.4 SOUS SECTEUR SANTE ET NUTRITION**

Les enjeux liés à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement ont propulsé le secteur de la santé au premier rang des priorités. Cette nouvelle dynamique, combiné à la forte contribution des ménages au financement du secteur, (22% selon la revue des dépenses publiques (RDP) santé 2003 - 2008), en a fait une composante majeure des stratégies de réduction de la pauvreté.

Malgré les efforts importants qui ont permis de réduire la mortalité maternelle de 21%, la tendance actuelle ne permettra pas d'atteindre l'OMD 5. La mortalité néonatale (35 pour 1000) reste stationnaire alors qu'elle représente 50% de la mortalité infantile et 30% de la mortalité infanto-juvénile (OMD 4) qui connaît une évolution favorable mais insuffisante.

Les contraintes sont surtout liées à la faiblesse des consultations pré et post natales, la vétusté de la logistique et du plateau technique, un déficit chronique en ressources humaines et une disparité énorme en matière d'accessibilité aux soins entre le milieu urbain et les régions périphériques.

Les stratégies définies dans ce secteur à travers le Plan National Développement Sanitaire (PNDS 2009-2018) qui a démarré en 2009 vont se poursuivre dans la logique de réduction des inégalités en matière d'accès aux soins, en mettant l'emphase sur quatre (4) objectifs principaux :



- réduire le fardeau de la morbidité et de la mortalité maternelles et infanto juvéniles ;
- accroître les performances du secteur en matière de prévention et de lutte contre la maladie;
- renforcer durablement le système de santé et
- améliorer la gouvernance du secteur.

Ces objectifs visent à corriger les disparités entre le milieu urbain et les régions périphériques, tout en essayant de relever le défi de disposer d'un système de santé performant qui fournit à la majorité de la population un accès facile à des services et soins de santé satisfaisants, de bonne qualité et centrés sur les besoins.

La mise en œuvre de ce programme est régie par les principes directeurs que sont la participation, la transparence et une démarche multisectorielle qui prend en compte les autres déterminants qui influent sur la santé des populations. Elle s'inscrit dans une logique de gestion axée sur les résultats à travers un Cadre Sectoriel de Dépenses à Moyen Terme (CDSMT) dont l'objectif est de mieux mesurer l'efficacité des ressources investies.

Aussi, le programme d'investissement de la période triennale sera surtout consacré:

- au renforcement du système de santé par le renouvellement de la logistique, la résorption du déficit en personnel et le relèvement du plateau technique en vue de renforcer la capacité des services et relancer le Programme Elargi de Vaccination qui connaît actuellement une baisse des performances entraînant la réémergence de pathologies qui jusqu'ici semblaient être contrôlées ;
- au développement des activités de prévention de la transmission des maladies transmissibles et non transmissibles dont l'impact sur la réduction du PIB des pays de l'Afrique subsaharienne est estimé à environ 20% (Rapport santé pauvreté Banque Mondiale 2006).
- à la lutte contre la mortalité maternelle, infanto juvénile et néonatale qui va se poursuivre avec la mise en œuvre de la feuille de route multisectorielle 2006-2015. Ces objectifs seront atteints à travers la planification familiale, la gratuité des césariennes et le développement de l'initiative « Bajenu Gokh »;
- à l'extension de la protection sociale des groupes vulnérables à travers le développement d'une politique de micro assurance santé et de transfert monétaire direct aux familles et enfants vulnérables.

Les investissements prévus pour la période triennale s'élèvent à 160 milliards 260 millions de FCFA, soit 16,9 % des investissements du secteur quaternaire.

La répartition annuelle des investissements sur la période triennale est la suivante :

- 2011 : 44 milliards 371 millions de FCFA (27,7%) ;
- 2012 : 58 milliards 985 millions de FCFA (36,8%) ;
- 2013 : 56 milliards 904 millions de FCFA (35,5%).

Le financement de ces investissements est intégralement acquis et est assuré grâce aux ressources internes de l'Etat pour 37 milliards 168 millions de FCFA, soit 23,2% et aux ressources extérieures pour 123 milliards 092 millions de FCFA, soit 76,8%. Le financement extérieur (123 milliards 092 millions de FCFA) se décompose en emprunts

pour un montant de 26 milliards 045 millions de FCFA, soit 21,2% et en subventions pour un montant de 97 milliards 047 millions de FCFA, soit 78,8%.

Par rapport au PTIP 2010-2012, le montant des investissements programmés sur la période triennale 2011-2013 du sous secteur a connu une progression substantielle de 13 milliards 356 millions de FCFA, soit 9,1% en valeur relative, qui s'explique principalement par l'augmentation des appuis financiers des partenaires dans les programmes en cours (Programme Elargi de vaccination, Programme de lutte contre la mortalité maternelle et infanto juvénile, programmes de lutte contre les maladies, Programme de Renforcement de la Nutrition).

Pour l'atteinte des objectifs assignés au secteur de la santé les projets et programmes planifiés sont les suivants :

- le programme de lutte contre la mortalité maternelle, infantile et néonatale;
- le Programme Renforcement de la Nutrition (2007 -2011) qui va se poursuivre du fait de son rôle dans la lutte contre la mortalité maternelle et celle des enfants de 0 à 5 ans d'ici 2011. Il va continuer à mettre en œuvre la stratégie de Cash Transferts (transferts monétaires directs) aux familles ayant en charge des enfants vulnérables ;
- les programmes de lutte contre les maladies endémiques (le Paludisme, la Tuberculose et le SIDA) et le Programme Elargi de Vaccination ;
- le Programme d'Amélioration de la Santé dans la Région de Tambacounda/Japon, le Programme Santé II/BAD, ainsi que le nouveau programme d'appui au secteur de la santé dans les régions de Saint Louis et Matam et Louga/Luxembourg ;
- la construction d'un hôpital pour enfant à Diamniadio, ainsi que la poursuite des travaux de construction des centres de santé périphériques (Tivaouane, Cas Cas, Médina Gounass) ;
- la relance des travaux des hôpitaux de Fatick et Ziguinchor ainsi que la poursuite des travaux de construction de l'Hôpital Dallal Jamm ;
- le programme d'appui à la micro assurance santé qui devra s'attaquer aux questions liées à l'accessibilité financière des plus pauvres aux services de santé.

#### **4.5 SOUS SECTEUR EDUCATION – FORMATION**

Le Sénégal, à l'instar de la communauté internationale, s'est engagé à atteindre les OMD à l'horizon 2015.

Dans ce cadre, l'éducation et la formation constituent des déterminants importants de réduction des inégalités sociales et de lutte contre la pauvreté par le développement du capital humain et une des priorités de la politique économique et sociale du pays.

Le PDEF est le cadre d'opérationnalisation de cette orientation stratégique. Il vise entre autres l'universalisation de l'achèvement du cycle primaire, la résorption des disparités de genre, l'éradication de l'analphabétisme et l'orientation de la formation professionnelle vers le marché du travail. Ces objectifs ciblés sont en phase avec ceux cités dans le Plan d'Action de la 2ème décennie pour le développement de l'Education en Afrique (2005-2015) dans le cadre de l'Union Africaine.

De 2000 à 2009, le système Educatif a fait des progrès remarquables dans les domaines de l'accès, de la gestion et de la qualité des différents programmes de mise en œuvre de la stratégie sectorielle. Cette tendance se confirme en 2009 malgré certaines difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des programmes à savoir :

- l'insuffisance des infrastructures et des équipements et celle de la qualification des personnels enseignants, particulièrement dans les structures communautaires et privées ;
- les défis liés à l'achèvement au niveau de l'élémentaire qui sont : (i) l'importance des redoublements et des abandons ; (ii) la faiblesse de la qualification des maîtres ; (iii) la faiblesse du ratio manuels/élève; (iv) la précarité des conditions d'apprentissage (Abris provisoires, absence de point d'eau, de bloc d'hygiène, de mur de clôture et d'électricité) ;
- au niveau du cycle du Moyen Secondaire Général, les résultats enregistrés tant au niveau de l'accès que des performances scolaires sont limités entre autres par les facteurs relatifs à l'insuffisance des capacités d'accueil car la plupart des collèges et lycées de proximité sont sous abris provisoires ;
- dans le non formel, les difficultés sont liées à l'éradication de l'analphabétisme ;
- au niveau du Supérieur, l'accès du sous secteur est limité par la faiblesse des capacités d'accueil.

Aussi, sur la période 2011-2013, s'agira-t-il d'améliorer le pilotage et le rendement du système du Programme Décennal de l'Education et de la Formation pour atteindre les objectifs suivants :

- rendre universel l'achèvement du cycle élémentaire ;
- permettre à tous les élèves d'achever le cycle fondamental ;
- améliorer les capacités d'accueil dans toutes les composantes (primaire, secondaire et supérieur);
- réduire l'analphabétisme et assurer la promotion des langues nationales ;
- promouvoir l'expansion de la responsabilité des communautés dans le système éducatif particulièrement dans la gestion des écoles, le suivi de la qualité et la mobilisation des ressources ;
- promouvoir et améliorer la formation professionnelle vers le marché du travail ;
- éliminer les disparités entre groupes sociaux économiques, entre sexes, inter et intra régionales, entre milieux urbain et rural, à tous les niveaux d'enseignement ;
- prendre en compte les besoins des groupes vulnérables.

Pour atteindre ces objectifs, plusieurs actions seront menées notamment :

- pour l'accès, il s'agira de poursuivre la politique d'universalisation pour l'achèvement du cycle élémentaire et de recrutement des volontaires et des vacataires, de moderniser les daaras, de développer les écoles franco-arabe et des initiatives en matière d'éducation qualifiante des jeunes et des adultes, pour assurer une offre d'éducation et de formation à des publics défavorisés en vue d'une insertion socio-économique ;
- concernant la composante qualité, il s'agira principalement de poursuivre l'expérimentation de la généralisation du curriculum et de créer les conditions d'une éducation de qualité à l'Elémentaire ;
- pour la gestion et l'amélioration du pilotage du système, l'Etat va continuer à renforcer l'implication des collectivités locales dans la gestion du secteur, de

développer les cadres de performance pour toutes les structures, de poursuivre l'élaboration du nouvel organigramme et de renforcer la communication du programme.

Le coût du programme pour la période 2011-2013 est de 193 milliards 403 millions de FCFA représentant 20,4% des investissements programmés pour le secteur quaternaire sur la période considérée. Le financement est acquis, suite aux engagements de l'Etat et des partenaires au développement déjà enregistrés.

Le financement entièrement acquis est assuré par : (i) les ressources internes pour un montant de 105 milliards 176 millions de FCFA, soit 54,4 % de l'ensemble du financement du programme de l'éducation et de la formation et, (ii) les ressources extérieures pour un montant de 88 milliards 227 millions de FCFA, soit 45,6% constituées de subventions et de prêts concessionnels pour des montants respectifs de 73 milliards 977 millions de FCFA, soit 83,8 % et 14 milliards 250 millions de FCFA, soit 16,2 %.

Le montant des investissements programmés dans le PTIP 2011-2013 a connu une augmentation de 2 milliards 380 millions de FCFA, par rapport au PTIP précédant. Cette situation s'explique par l'augmentation des ressources extérieures, notamment, le Fast - Track (Fonds Catalytique géré par la Banque Mondiale) qui va allouer 34 milliards 837 millions de FCFA pour la construction de salles de classes.

Les principaux projets programmés pendant la période triennale 2011-2013 sont les suivants :

- programme de construction de la case des Tout-petits ;
- programme de construction de salles de classe dans l'élémentaire ;
- programme de construction et d'équipement d'Ecoles de Formation des Instituteurs (EFI) ;
- projet manuels scolaires ;
- programme de construction de salles de classe, d'infrastructures annexes et leur équipement dans le moyen ;
- projet de construction de nouveaux lycées et collèges de proximité ;
- projet de construction d'Inspections Académiques (IA) et d'Inspections Départementales de l'Enseignement Elémentaire (IDEN) ;
- projet de construction d'infrastructures et d'équipements dans les universités ;
- projet de construction et l'équipement d'infrastructures d'enseignement technique et de formation professionnelle ;
- projet pour le développement de l'alphabétisation qualifiante des adultes et de l'éducation alternative des adolescents;
- projet de construction de 4 « daaras » modernes.

#### **4.6 SOUS SECTEUR DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Au terme de la mise en œuvre du DSRP II et du démarrage du nouveau Document de Politique Economique et Sociale (DPES), la prise en charge de la demande sociale se pose toujours avec acuité, en dépit des efforts consentis par l'Etat. C'est pourquoi cette question occupe une place prépondérante dans les orientations stratégiques du DPES,

notamment dans son axe 4 : « amélioration des services sociaux de base pour un développement social ».

L'accès aux services socio-économiques de base demeure la principale préoccupation du sous secteur du développement social.

En outre, dans le cadre du suivi des groupes vulnérables, des progrès significatifs ont été enregistrés depuis 2007, 22 400 enfants sont retirés des pires formes de travail des enfants et 2 550 personnes handicapées ont été appareillées. En outre le Projet d'Appui aux Groupements Féminins a contribué à l'amélioration du statut de la femme avec la mise en place d'un important lot de matériel d'allègement des travaux de la femme.

Aussi, si les politiques mises en œuvre dans ce domaine ont beaucoup contribué à l'émancipation de certains sous groupes, notamment au niveau des groupements de promotion féminine (GPF), d'autres en revanche restent encore confrontés à la problématique de la pauvreté du fait de la conjugaison d'une part, de facteurs internes tels que le non accès des femmes et des jeunes à la propriété foncière et aux ressources, l'insertion socio économique des handicapés, des aînés, l'exploitation des enfants et d'autres part, de facteurs liés à la crise économique et financière mondiale.

Dans la lignée du DSRP II, le DPES prévoit de poursuivre les programmes mis en place dans le cadre du plan décennal du secteur du développement familial et social couvrant la période 2007 – 2016. Il s'agit :

- d'assurer la protection des groupes vulnérables à travers un système de transfert monétaire direct aux ménages ;
- de promouvoir l'égalité des chances pour tous dans les politiques, programmes et projets de développement ;
- de mettre en place un cadre institutionnel durable propice au développement d'initiatives communautaires.

Ainsi, pour atteindre ces objectifs, la protection de l'enfance en situation de vulnérabilité, l'amélioration de la situation économique et sociale de la femme, les programmes de promotion et de réinsertion sociale des groupes vulnérables restent les principaux chantiers pour la période 2011–2013.

Les investissements programmés dans le sous secteur s'élèvent à 31 milliards 485 millions de FCFA, soit 3,3% des investissements totaux du secteur quaternaire.

La programmation des investissements sur la période triennale 2011 – 2013 s'établit comme suit :

- 2011 : 10 milliard 587 millions de FCFA (33,6%)
- 2012 : 12 milliards 874 millions de FCFA (40,9%)
- 2013 : 8 milliards 024 millions de FCFA (25,5%)

Le financement est intégralement acquis et se répartit en financement intérieur à hauteur de 13 milliards 696 millions de FCFA, soit 43,5%, et en financement extérieur pour 17 milliards 789 millions de FCFA, soit 56,5%. Le financement extérieur se décompose en subventions accordées par les partenaires techniques et financiers pour

11 milliards 162 millions de FCFA, soit 62,7%, et en emprunts pour 6 milliards 627 millions de FCFA (37,3%).

Comparé au PTIP 2010-2012, les investissements programmés sur la période triennale 2011-2013 ont connu une légère hausse de 187 millions de FCFA, soit 0,6% en valeur relative qui s'explique essentiellement par l'introduction d'un nouveau projet « Appui au développement des relations avec les associations féminines africaines et étrangères », et l'augmentation des ressources du projet « Appui à la Stratégie Nationale Genre (SNEEG). Ces projets viennent s'ajouter aux principaux projets ci-après en cours d'exécution dans le sous secteur :

- Appui aux Groupements Féminins ;
- Lutte contre les Pires Formes de Travail / Enfants ;
- Projet Réhabilitation à Base Communautaire des handicapés ;
- Projet d'alphabétisation et d'apprentissage des métiers pour la lutte contre la
- Pauvreté ;
- Appui à la promotion des aînés
- Réhabilitation des villages de reclassement social

#### **4.7 SOUS SECTEUR DES EQUIPEMENTS ADMINISTRATIFS**

Le sous-secteur des équipements administratifs se caractérise par le fait que les investissements qui y sont programmés sont exclusivement financés sur ressources propres de l'Etat et portent en grande partie sur la construction, la réhabilitation et l'équipement du patrimoine bâti de l'Etat ainsi que l'équipement des collectivités locales.

Les investissements programmés sur la période triennale 2011-2013 s'élèvent à 233 milliards 892 millions de FCFA, soit 24,7 % des prévisions d'investissements du secteur quaternaire.

Ces investissements dont le financement est entièrement acquis se répartissent annuellement ainsi qu'il suit :

- 2011 : 86 milliards 691 millions de FCFA (37,1%) ;
- 2012 : 74 milliards 341 millions de FCFA (31,8%) ;
- 2013 : 72 milliards 860 millions de FCFA (31,1%).

Comparés au PTIP précédent, les investissements prévus durant la période triennale 2011-2013 ont connu une hausse de 15 milliards 995 millions de FCFA en valeur absolue et de 7,3% en valeur relative. Cette progression s'explique par l'augmentation des ressources allouées au projet de réhabilitation des équipements administratifs et au programme d'interventions d'urgence ainsi qu'au paiement des indemnités d'expropriation et de préemption et d'acquisition d'immeubles et de terrains.

Les principaux projets programmés dans le sous-secteur sont les suivants :

- Fonds d'Equipement des Collectivités Locales ;
- Equipement Défense Nationale ;
- Construction du siège de la Cour des Comptes ;
- Acquisition, Construction Postes diplomatiques et consulaires ;
- Projet de Gestion des Cartes d'Identité Numérisées ;



- Plan d'Equipement et de Modernisation de la Douane ;
- Informatisation DGID et DGCPT.

#### **4.8 SOUS SECTEUR ETUDES/RECHERCHE/QUATERNAIRE**

Ce sous secteur qui concerne principalement des études et enquêtes du secteur quaternaire absorbe des investissements d'un montant de 18 milliards 399 millions FCFA, soit 1,9 % des prévisions d'investissements du secteur quaternaire.

La répartition annuelle de la programmation de ces investissements se présente comme suit :

- 2011 : 5 milliards 150 millions de FCFA, soit 28% ;
- 2012 : 6 milliards 727 millions de FCFA, soit 36,6% ;
- 2013 : 6 milliards 522 millions de FCFA, soit 35,4%.

Le financement de ces investissements est intégralement acquis et est assuré par les ressources propres de l'Etat.

Comparativement au PTIP 2010/2012, le programme d'investissement du sous secteur sur la période triennale 2011-2013 connaît une baisse de 9 milliards 612 millions de FCFA en valeur absolue, soit 34,3% en valeur relative qui s'explique par la révision à la baisse de la programmation des projets suivants :

- recensement général de la population et de l'habitat qui passe de 15 milliards de FCFA au PTIP précédent à 9 milliards de FCFA au présent PTIP et ;
- appui à la mise en œuvre de l'administration de l'audit et du suivi-évaluation du programme MCA pour lequel le financement est directement reprogrammé dans les deux composantes dudit programme que sont le projet d'irrigation et de gestion des ressources en eau et le projet de réhabilitation des routes Richard Toll-Ndioum et Ziguinchor-Vélingara.

Les principaux projets programmés dans le sous-secteur sont :

- Programme Statistique de l'Agence Nationale des Statistiques et de la Démographie ;
- Cellule Appui au Millenium Challenge Account ;
- Recensement de la population et de la démographie ;
- Etudes, Enquêtes et Promotion du secteur privé ;
- Etudes et Prospection de financement.

#### **4.9 SOUS SECTEUR APPUI INSTITUTIONNEL, RENFORCEMENT ET ASSISTANCE TECHNIQUE /QUATERNAIRE**

Ce sous secteur comprend essentiellement les investissements liés à l'appui institutionnel et au renforcement des capacités des services de l'administration en vue d'améliorer leurs conditions de travail et de promouvoir la culture de la gestion axée sur les résultats de développement et les politiques transversales et d'accompagnement qui sont respectivement les deuxièmes et cinquièmes axes stratégiques du Document de Politique Economique et Sociale (DPES).



En outre, ce sous-secteur enregistre les prévisions de dépenses d'impôts et de taxes sur les marchés publics financés sur ressources extérieures ainsi que de participations financières de l'Etat aux organisations sous-régionales, régionales et internationales.

Les investissements programmés dans le sous-secteur sur la période triennale 2011-2013 sont d'un montant de 70 milliards 353 millions de FCFA, soit 7,4 % de l'ensemble du programme d'investissement du secteur quaternaire. Ces investissements sont en partie orientés sur des projets qui contribuent au renforcement des capacités de gestion de l'administration, à la promotion de la gouvernance, de la participation citoyenne et de la coopération décentralisée.

La répartition annuelle de ces investissements est la suivante :

- 2011 : 14 milliards 604 millions de FCFA, soit 20,8%;
- 2012 : 28 milliards 171 millions de FCFA, soit 40% ;
- 2013 : 27 milliards 578 millions de FCFA, soit 39,2%.

Le financement de ces investissements est presque totalement acquis pour un montant de 69 milliards 903 millions de FCFA, soit 99,4%. Le reste, d'un montant de 450 millions de FCFA est en négociation, soit 0,6%.

Les investissements du sous-secteur sont assurés sur ressources extérieures constituées de subventions pour un montant de 11 milliards 241 millions de FCFA, soit 16% et sur ressources internes de l'Etat pour un montant de 59 milliards 112 millions de FCFA, soit 84%.

Par rapport au PTIP précédent, les ressources programmées sur la période triennale 2011-2013 ont connu une hausse de 12 milliards 623 millions de FCFA en valeur absolue et de 21,9% en valeur relative due essentiellement à la révision à la hausse de la programmation des projets « Impôts et taxes sur marchés », Projet de Prévention Maîtrise de Catastrophe Programme Art Goal et au démarrage de plusieurs nouveaux projets d'appui institutionnel tels que :

- Projet de promotion et d'Appui à la Coopération Internationale ;
- Projet d'appui à la cellule de l'intégration ;
- Projet d'appui au comité de suivi des appuis budgétaires ;
- Projet d'Appui à la Stratégie de Croissance Accélérée/Appui aux Clusters locaux

Ces nouveaux projets viennent compléter les principaux projets ci-après en cours d'exécution dans le sous-secteur :

- Programme National de Bonne Gouvernance ;
- Programme de Coordination des Réformes Financières et Budgétaires ;
- Projet de Prévention Maîtrise de Catastrophe ;
- Programme Art Goal ;
- Fonds d'Appui à l'Investissement des Sénégalais de l'Extérieur.

**REPARTITION DES INVESTISSEMENTS  
PAR SECTEUR**

PTIP 2011-2013

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>PRIMAIRE</b>							
TOTAL PROJETS	1 543 361	664 941	160 421	214 607	209 208	584 236	294 184
En Négociation	60 659	0	100	5 500	7 125	12 725	47 934
Déjà Acquis	1 383 029	664 941	160 321	197 107	183 883	541 311	176 777
A Rechercher	99 673	0	0	12 000	18 200	30 200	69 473
<b>SECONDAIRE</b>							
TOTAL PROJETS	556 090	165 077	70 195	123 824	106 770	300 789	90 224
En Négociation	175 501	0	7 375	48 375	50 375	106 125	69 376
Déjà Acquis	380 589	165 077	62 820	75 449	56 395	194 664	20 848
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
<b>TERTIAIRE</b>							
TOTAL PROJETS	1 798 008	548 050	268 032	561 676	282 352	1 112 060	137 898
En Négociation	400	0	400	0	0	400	0
Déjà Acquis	1 791 108	548 050	267 632	561 676	282 352	1 111 660	131 398
A Rechercher	6 500	0	0	0	0	0	6 500
<b>QUATERNAIRE</b>							
TOTAL PROJETS	2 753 994	1 604 352	298 739	336 966	310 195	945 900	203 742
En Négociation	2 600	0	50	150	250	450	2 150
Déjà Acquis	2 746 132	1 604 352	298 689	334 816	306 683	940 188	201 592
A Rechercher	5 262	0	0	2 000	3 262	5 262	0
<b>HORS SECTEUR</b>							
TOTAL PROJETS	68 640	0	21 340	22 600	24 700	68 640	0
En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis	68 640	0	21 340	22 600	24 700	68 640	0
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL PROGRAMMATION 2011</b>							
TOTAL PROJETS	6 720 093	2 982 420	818 727	1 259 673	933 225	3 011 625	726 048
En Négociation	239 160	0	7 925	54 025	57 750	119 700	119 460
Déjà Acquis	6 369 498	2 982 420	810 802	1 191 648	854 013	2 856 463	530 615
A Rechercher	111 435	0	0	14 000	21 462	35 462	75 973

**REPARTITION DES INVESTISSEMENTS  
PAR SOUS SECTEUR**

PTIP 2011-2013

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES							
PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)							
	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>PRIMAIRE</b>							
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 12	51 449	16 356	6 553	9 060	10 073	25 686	9 407
Elevage							
En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis	51 449	16 356	6 553	9 060	10 073	25 686	9 407
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 11	683 814	314 264	70 856	91 574	89 888	252 318	117 232
Agriculture							
En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis	683 814	314 264	70 856	91 574	89 888	252 318	117 232
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 13	171 136	73 880	22 536	24 493	25 713	72 742	24 514
Eaux et Forêts							
En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis	156 351	73 880	22 536	20 993	19 713	63 242	19 229
A Rechercher	14 785	0	0	3 500	6 000	9 500	5 285
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 14	94 262	20 210	8 786	16 669	19 320	44 775	29 277
Pêche							
En Négociation	10 659	0	100	3 000	3 125	6 225	4 434
Déjà Acquis	74 973	20 210	8 686	13 669	14 995	37 350	17 413
A Rechercher	8 630	0	0	0	1 200	1 200	7 430
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 15	272 358	103 329	25 584	42 189	41 523	109 296	59 733
Hydraulique rurale et agricole							
En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis	196 100	103 329	25 584	33 689	30 523	89 796	2 975
A Rechercher	76 258	0	0	8 500	11 000	19 500	56 758
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 18	1 517	735	185	300	297	782	0
Etudes et Recherches/primaire							
En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis	1 517	735	185	300	297	782	0
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 19	268 825	136 167	25 921	30 322	22 394	78 637	54 021
Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/primaire							
En Négociation	50 000	0	0	2 500	4 000	6 500	43 500
Déjà Acquis	218 825	136 167	25 921	27 822	18 394	72 137	10 521
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROJETS	1 543 361	664 941	160 421	214 607	209 208	584 236	294 184
En Négociation	60 659	0	100	5 500	7 125	12 725	47 934
Déjà Acquis	1 383 029	664 941	160 321	197 107	183 883	541 311	176 777
A Rechercher	99 673	0	0	12 000	18 200	30 200	69 473

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES							
PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)							
	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>SECONDAIRE</b>							
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 21	22 288	18 821	1 023	1 222	1 222	3 467	0
Mines							
En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis	22 288	18 821	1 023	1 222	1 222	3 467	0
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 22	9 640	4 152	1 953	2 371	1 164	5 488	0
Industrie							
En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis	9 640	4 152	1 953	2 371	1 164	5 488	0
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 23	9 179	2 019	895	1 245	1 245	3 385	3 775
Artisanat							
En Négociation	1 500	0	375	375	375	1 125	375
Déjà Acquis	7 679	2 019	520	870	870	2 260	3 400
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 24	393 948	80 114	49 458	99 777	91 598	240 833	73 001
Energie							
En Négociation	174 001	0	7 000	48 000	50 000	105 000	69 001
Déjà Acquis	219 947	80 114	42 458	51 777	41 598	135 833	4 000
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 28	5 742	5 276	166	150	150	466	0
Etudes et Recherches/secondaire							
En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis	5 742	5 276	166	150	150	466	0
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 29	115 293	54 695	16 700	19 059	11 391	47 150	13 448
Appui institutionnel, renforcement et assistance technique secondaire							
En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis	115 293	54 695	16 700	19 059	11 391	47 150	13 448
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROJETS	556 090	165 077	70 195	123 824	106 770	300 789	90 224
En Négociation	175 501	0	7 375	48 375	50 375	106 125	69 376
Déjà Acquis	380 589	165 077	62 820	75 449	56 395	194 664	20 848
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES							
PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)							
	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>TERTIAIRE</b>							
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 32	4 947	2 069	480	384	365	1 229	1 649
Tourisme							
En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis	4 947	2 069	480	384	365	1 229	1 649
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 31	16 437	4 031	2 185	3 265	2 350	7 800	4 606
Commerce							
En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis	16 437	4 031	2 185	3 265	2 350	7 800	4 606
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 33	1 699 594	507 398	251 873	544 416	272 527	1 068 816	123 380
Transports routiers							
En Négociation	400	0	400	0	0	400	0
Déjà Acquis	1 692 694	507 398	251 473	544 416	272 527	1 068 416	116 880
A Rechercher	6 500	0	0	0	0	0	6 500
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 39	2 275	500	482	568	375	1 425	350
Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/tertiaire							
En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis	2 275	500	482	568	375	1 425	350
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 38	9 527	2 863	351	405	425	1 181	5 483
Etudes et Recherches/tertiaire							
En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis	9 527	2 863	351	405	425	1 181	5 483
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 37	24 000	6 800	5 610	6 680	2 480	14 770	2 430
Poste, Télécommunication et Information							
En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis	24 000	6 800	5 610	6 680	2 480	14 770	2 430
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 36	13 123	9 585	2 050	1 308	180	3 538	0
Transports aériens							
En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis	13 123	9 585	2 050	1 308	180	3 538	0
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 35	16 167	4 916	3 951	4 000	3 300	11 251	0
Transports maritimes							
En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis	16 167	4 916	3 951	4 000	3 300	11 251	0
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 34	11 938	9 888	1 050	650	350	2 050	0
Transports ferroviaires							
En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis	11 938	9 888	1 050	650	350	2 050	0
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0



(En Millions de FCFA)

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES							
PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)							
	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE

TERTIAIRE							
TOTAL PROJETS	1 798 008	548 050	268 032	561 676	282 352	1 112 060	137 898
En Négociation	400	0	400	0	0	400	0
Déjà Acquis	1 791 108	548 050	267 632	561 676	282 352	1 111 660	131 398
A Rechercher	6 500	0	0	0	0	0	6 500

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES							
PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)							
	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>							
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 41	284 939	187 807	19 696	37 088	40 348	97 132	0
Hydraulique Urbaine et Assainissement							
En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis	279 677	187 807	19 696	35 088	37 086	91 870	0
A Rechercher	5 262	0	0	2 000	3 262	5 262	0
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 42	64 286	36 859	9 413	7 506	7 312	24 231	3 196
Culture, Jeunesse et Sport							
En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis	64 286	36 859	9 413	7 506	7 312	24 231	3 196
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 43	299 173	174 917	41 334	38 268	37 144	116 746	7 510
Habitat et Urbanisme							
En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis	299 173	174 917	41 334	38 268	37 144	116 746	7 510
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 49	359 029	271 080	14 604	28 171	27 578	70 353	17 596
Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/quaternaire							
En Négociation	2 600	0	50	150	250	450	2 150
Déjà Acquis	356 429	271 080	14 554	28 021	27 328	69 903	15 446
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 48	41 226	22 652	5 150	6 727	6 522	18 399	175
Etudes et Recherche/quaternaire							
En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis	41 226	22 652	5 150	6 727	6 522	18 399	175
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 47	820 645	530 922	86 691	74 341	72 860	233 892	55 831
Equipements Administratifs							
En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis	820 645	530 922	86 691	74 341	72 860	233 892	55 831
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 46	71 663	33 773	10 587	12 874	8 024	31 485	6 405
Développement social							
En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis	71 663	33 773	10 587	12 874	8 024	31 485	6 405
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 45	438 385	172 425	66 894	73 006	53 503	193 403	72 557
Education et Formation							
En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis	438 385	172 425	66 894	73 006	53 503	193 403	72 557
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 44	374 649	173 917	44 371	58 985	56 904	160 260	40 472
Santé et Nutrition							
En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis	374 649	173 917	44 371	58 985	56 904	160 260	40 472
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0

(En Millions de FCFA)

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES							
PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)							
	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE

**QUATERNAIRE**

TOTAL PROJETS	2 753 995	1 604 352	298 740	336 966	310 195	945 901	203 742
En Négociation	2 600	0	50	150	250	450	2 150
Déjà Acquis	2 746 133	1 604 352	298 690	334 816	306 683	940 189	201 592
A Rechercher	5 262	0	0	2 000	3 262	5 262	0

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES							
PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)							
	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>HORS SECTEUR</b>							
TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 99	68 640	0	21 340	22 600	24 700	68 640	0
Hors sous secteur PTIP							
En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis	68 640	0	21 340	22 600	24 700	68 640	0
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROJETS	68 640	0	21 340	22 600	24 700	68 640	0
En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis	68 640	0	21 340	22 600	24 700	68 640	0
A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROGRAMME 2011	6 720 094	2 982 420	818 728	1 259 673	933 225	3 011 626	726 048
En Négociation	239 160	0	7 925	54 025	57 750	119 700	119 460
Déjà Acquis	6 369 499	2 982 420	810 803	1 191 648	854 013	2 856 464	530 615
A Rechercher	111 435	0	0	14 000	21 462	35 462	75 973

**REPARTITION DES INVESTISSEMENTS  
PAR PROJET**

PTIP 2011-2013

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>PRIMAIRE</b>											
<b>Agriculture</b>											
81197001990 11001	2	7	1	BCI-ETAT	13 803	11 000	803	1 000	1 000	2 803	0
				TOTAL FINANCEMENT	13 803	11 000	803	1 000	1 000	2 803	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	13 803	11 000	803	1 000	1 000	2 803	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROGRAMME EQUIPEMENT MONDE RURAL	13 803	11 000	803	1 000	1 000	2 803	0
81592001109 11002	2	1	0	BAD/FAD	3 610	3 610	0	0	0	0	0
	2	7	2	ETAT(Impôts et Taxes)	574	574	0	0	0	0	0
	2	7	2	ETAT(Budget Fonct.)	541	481	60	0	0	60	0
	2	7	2	BCI-ETAT	112	79	33	0	0	33	0
	2	9	2	Bénéficiaires	263	263	0	0	0	0	0
				TOTAL FINANCEMENT	5 100	5 007	93	0	0	93	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	5 100	5 007	93	0	0	93	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				APPUI DEVELOPPEMENT RURAL ANAMBE	5 100	5 007	93	0	0	93	0
81299001990 11006	2	7	1	BCI-ETAT	59 072	44 072	5 000	5 000	5 000	15 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	59 072	44 072	5 000	5 000	5 000	15 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	59 072	44 072	5 000	5 000	5 000	15 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROGRAMME AGRICOLE/VOLET SEMENCES ARACHIDE	59 072	44 072	5 000	5 000	5 000	15 000	0
81299055001 11010	2	7	1	BCI-ETAT	50 000	24 956	5 679	5 000	5 000	15 679	9 365
				TOTAL FINANCEMENT	50 000	24 956	5 679	5 000	5 000	15 679	9 365
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	50 000	24 956	5 679	5 000	5 000	15 679	9 365
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROGRAMME AGRICOLE/VOLET PROGRAMME SPECIAUX	50 000	24 956	5 679	5 000	5 000	15 679	9 365
81595041001 11011	2	7	1	BCI-ETAT	6 304	5 654	650	0	0	650	0
				TOTAL FINANCEMENT	6 304	5 654	650	0	0	650	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	6 304	5 654	650	0	0	650	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				MODERNISATION ET INTENSIF AGRICOLE (PMIA) CONSOLIDAT*	6 304	5 654	650	0	0	650	0
81299056001 11012	2	7	1	BCI-ETAT	78 874	49 944	5 000	5 000	5 000	15 000	13 930
				TOTAL FINANCEMENT	78 874	49 944	5 000	5 000	5 000	15 000	13 930
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	78 874	49 944	5 000	5 000	5 000	15 000	13 930
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROGRAMME AGRICOLE/VOLET ENGRAIS	78 874	49 944	5 000	5 000	5 000	15 000	13 930

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>PRIMAIRE</b>											
<b>Agriculture</b>											
81592051001 11014	2	1	0	Espagne	6 600	1 311	2 800	2 489	0	5 289	0
	2	7	2	BCI-ETAT	4 728	2 728	900	1 100	0	2 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	11 328	4 039	3 700	3 589	0	7 289	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	11 328	4 039	3 700	3 589	0	7 289	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PLAN RETOUR VERS L'AGRICULTURE (REVA)	11 328	4 039	3 700	3 589	0	7 289	0
81099080001 11016	2	7	1	BCI-ETAT	508	158	50	150	150	350	0
				TOTAL FINANCEMENT	508	158	50	150	150	350	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	508	158	50	150	150	350	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET SECOND RECENSEMENT AGRICULTURE	508	158	50	150	150	350	0
81298104001 11018	2	7	1	BCI-ETAT	4 050	1 400	417	500	500	1 417	1 233
				TOTAL FINANCEMENT	4 050	1 400	417	500	500	1 417	1 233
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	4 050	1 400	417	500	500	1 417	1 233
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROGRAMME RECONSTITUTION CAPITAL SEMENCIER	4 050	1 400	417	500	500	1 417	1 233
81196461001 11019	2	1	0	BADEA	3 250	75	1 250	1 250	675	3 175	0
	2	7	2	BCI-ETAT	750	100	250	400	0	650	0
				TOTAL FINANCEMENT	4 000	175	1 500	1 650	675	3 825	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	4 000	175	1 500	1 650	675	3 825	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROGRAMME AMENAGEMENT DE NDIAWAR	4 000	175	1 500	1 650	675	3 825	0
81196462999 11020	2	1	0	BANQUE MONDIALE	5 000	2 000	2 000	1 000	0	3 000	0
	2	7	2	BCI-ETAT	12 500	6 700	1 300	2 000	2 500	5 800	0
				TOTAL FINANCEMENT	17 500	8 700	3 300	3 000	2 500	8 800	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	17 500	8 700	3 300	3 000	2 500	8 800	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROGRAMME NATIONAL D'AUTOSUFFISANCE EN RIZ (REFECTION AMENAGEMENTS HYDRO AGRICOLES)	17 500	8 700	3 300	3 000	2 500	8 800	0
81292062001 11021	2	7	1	BCI-ETAT	2 500	1 500	250	250	250	750	250
				TOTAL FINANCEMENT	2 500	1 500	250	250	250	750	250
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 500	1 500	250	250	250	750	250
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROGRAMME FERTILITE DES SOLS	2 500	1 500	250	250	250	750	250



## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>PRIMAIRE</b>											
<b>Agriculture</b>											
81292063999 11022	2	1	0	Fonds OPEP	3 864	0	650	800	1 000	2 450	1 414
	2	1	0	FIDA	6 656	0	800	1 000	1 000	2 800	3 856
	2	7	2	ETAT(Impôts et Taxes)	1 400	0	312	312	350	974	426
	2	7	2	BCI-ETAT	1 100	100	170	200	200	570	430
	2	9	2	Bénéficiaires	731	0	190	190	190	570	161
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>13 751</b>	<b>100</b>	<b>2 122</b>	<b>2 502</b>	<b>2 740</b>	<b>7 364</b>	<b>6 287</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>13 751</b>	<b>100</b>	<b>2 122</b>	<b>2 502</b>	<b>2 740</b>	<b>7 364</b>	<b>6 287</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
				<b>PROJET APPUI AUX FILIERES AGRICOLES (PAFA)</b>	<b>13 751</b>	<b>100</b>	<b>2 122</b>	<b>2 502</b>	<b>2 740</b>	<b>7 364</b>	<b>6 287</b>
80294083001 11026	2	7	1	BCI-ETAT	3 336	956	250	300	300	850	1 530
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>3 336</b>	<b>956</b>	<b>250</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>850</b>	<b>1 530</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>3 336</b>	<b>956</b>	<b>250</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>850</b>	<b>1 530</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
			<b>PROGRAMME NATIONAL D'APPUI A LA SECURITE ALIMENTAIRE</b>	<b>3 336</b>	<b>956</b>	<b>250</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>850</b>	<b>1 530</b>	
81498145001 11033	2	7	1	BCI-ETAT	1 500	500	500	500	0	1 000	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>1 500</b>	<b>500</b>	<b>500</b>	<b>500</b>	<b>0</b>	<b>1 000</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>1 500</b>	<b>500</b>	<b>500</b>	<b>500</b>	<b>0</b>	<b>1 000</b>	<b>0</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
			<b>PROJET PROMOTION DES BIOPESTICIDES</b>	<b>1 500</b>	<b>500</b>	<b>500</b>	<b>500</b>	<b>0</b>	<b>1 000</b>	<b>0</b>	
81498146001 11034	2	7	1	BCI-ETAT	1 500	500	500	500	0	1 000	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>1 500</b>	<b>500</b>	<b>500</b>	<b>500</b>	<b>0</b>	<b>1 000</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>1 500</b>	<b>500</b>	<b>500</b>	<b>500</b>	<b>0</b>	<b>1 000</b>	<b>0</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
			<b>PROJET DE PROMOTION DES BIOFERTILISANTS</b>	<b>1 500</b>	<b>500</b>	<b>500</b>	<b>500</b>	<b>0</b>	<b>1 000</b>	<b>0</b>	
81196593042 11035	2	1	0	BADEA	5 000	0	600	1 200	1 200	3 000	2 000
	2	7	2	BCI-ETAT	1 200	0	100	250	350	700	500
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>6 200</b>	<b>0</b>	<b>700</b>	<b>1 450</b>	<b>1 550</b>	<b>3 700</b>	<b>2 500</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>6 200</b>	<b>0</b>	<b>700</b>	<b>1 450</b>	<b>1 550</b>	<b>3 700</b>	<b>2 500</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
			<b>PROJET AMENAGEMENT VALLEE LAMPSAR RIVE DROITE</b>	<b>6 200</b>	<b>0</b>	<b>700</b>	<b>1 450</b>	<b>1 550</b>	<b>3 700</b>	<b>2 500</b>	
81196596990 11036	2	0	0	ETATS UNIS (Millenium Challenge Account)	84 800	0	5 916	18 312	24 000	48 228	36 572
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>84 800</b>	<b>0</b>	<b>5 916</b>	<b>18 312</b>	<b>24 000</b>	<b>48 228</b>	<b>36 572</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>84 800</b>	<b>0</b>	<b>5 916</b>	<b>18 312</b>	<b>24 000</b>	<b>48 228</b>	<b>36 572</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
			<b>PROJET D'IRRIGATION ET DES GESTION DES RESSOURCES EN EAU</b>	<b>84 800</b>	<b>0</b>	<b>5 916</b>	<b>18 312</b>	<b>24 000</b>	<b>48 228</b>	<b>36 572</b>	

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>PRIMAIRE</b>											
<b>Agriculture</b>											
81097227001 11037	2	7	1	BCI-ETAT	1 800	0	600	600	600	1 800	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 800	0	600	600	600	1 800	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 800	0	600	600	600	1 800	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				EQUIPEMENT ET REFECTION SERVICES DEPARTEMENTAUX AGRICULTURE	1 800	0	600	600	600	1 800	0
81996623001 11038	2	7	1	BCI-ETAT	1 500	0	500	500	500	1 500	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 500	0	500	500	500	1 500	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 500	0	500	500	500	1 500	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				REALISATION UNITES DE STOCKAGE DES PRODUITS AGRICOLES	1 500	0	500	500	500	1 500	0
811966250413 11039	2	0	0	Agence Francaise de Developpement	6 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	3 000
	2	0	0	Union Européenne/FED	2 325	0	200	250	450	900	1 425
	2	1	0	BOAD	8 500	0	500	750	1 500	2 750	5 750
	2	7	2	BCI-ETAT	450	0	200	250	0	450	0
	2	9	2	Bénéficiaires	4 000	0	0	0	1 500	1 500	2 500
				TOTAL FINANCEMENT	21 275	0	1 900	2 250	4 450	8 600	12 675
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	21 275	0	1 900	2 250	4 450	8 600	12 675
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROMOTION DE LA RIZICULTURE DANS LE DELTA	21 275	0	1 900	2 250	4 450	8 600	12 675
81294096001 11041	2	7	1	BCI-ETAT	500	0	50	100	150	300	200
				TOTAL FINANCEMENT	500	0	50	100	150	300	200
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	500	0	50	100	150	300	200
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				FONDS NATIONAL DE RECHERCHE AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE	500	0	50	100	150	300	200
81293228001 11042	2	7	1	BCI-ETAT	600	0	150	200	250	600	0
				TOTAL FINANCEMENT	600	0	150	200	250	600	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	600	0	150	200	250	600	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				REFORCEMENT CAPACITE ISRA POUR LA VULGARISATION DES RESULTATS DE LA RECHERCHE	600	0	150	200	250	600	0
81294097001 11043	2	1	0	BANQUE MONDIALE	7 837	2 737	2 100	2 000	1 000	5 100	0
				TOTAL FINANCEMENT	7 837	2 737	2 100	2 000	1 000	5 100	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	7 837	2 737	2 100	2 000	1 000	5 100	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				AMELIORATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE/WAPP	7 837	2 737	2 100	2 000	1 000	5 100	0

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>PRIMAIRE</b>											
<b>Agriculture</b>											
81393229001 11044	2	0	0	BANQUE MONDIALE	2 400	780	773	700	147	1 620	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 400	780	773	700	147	1 620	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 400	780	773	700	147	1 620	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET DE GESTION DURABLE DES TERRES	2 400	780	773	700	147	1 620	0	0
81296626001 11045	2	0	0	USAID	10 700	1 125	2 500	3 000	2 000	7 500	2 075
				TOTAL FINANCEMENT	10 700	1 125	2 500	3 000	2 000	7 500	2 075
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	10 700	1 125	2 500	3 000	2 000	7 500	2 075
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME DE CROISSANCE ECONOMIQUE /USAID AMELIORER L'ENVIRONNEMENT DE LA PRODUCTION	10 700	1 125	2 500	3 000	2 000	7 500	2 075	0
81298164001 11046	2	0	0	USAID	113 157	42 550	1 500	23 536	23 536	48 572	22 035
				TOTAL FINANCEMENT	113 157	42 550	1 500	23 536	23 536	48 572	22 035
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	113 157	42 550	1 500	23 536	23 536	48 572	22 035
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME CROISSANCE ECONOMIQUE : AMELIORER LA PRODUCTIVITE AGRICOLE	113 157	42 550	1 500	23 536	23 536	48 572	22 035	0
81298165001 11047	2	0	0	Union Européenne/FED	2 361	312	1 500	549	0	2 049	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 361	312	1 500	549	0	2 049	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 361	312	1 500	549	0	2 049	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME DE FACILITE ALIMENTAIRE:APPUI A LA PRODUCTION ET A LA MULTIPLICATION DE SEMENCES CERTIFIEES	2 361	312	1 500	549	0	2 049	0	0
81998169001 11048	2	7	1	BCI-ETAT	384	0	384	0	0	384	0
				TOTAL FINANCEMENT	384	0	384	0	0	384	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	384	0	384	0	0	384	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			SUBVENTION PRIX PRODUCTEUR ARACHIDE CAMPAGNE DE COMMERCIALISATION 2009/2010	384	0	384	0	0	384	0	0
81592004119 11072	2	1	0	FIDA	6 959	5 917	640	402	0	1 042	0
	2	1	0	BOAD	13 475	8 622	2 000	1 500	1 353	4 853	0
	2	7	2	BCI-ETAT	6 436	4 294	742	700	700	2 142	0
	2	7	2	ETAT(Impôts et Taxes)	4 062	2 833	939	290	0	1 229	0
	2	9	2	Bénéficiaires	291	291	0	0	0	0	0
				TOTAL FINANCEMENT	31 223	21 957	4 321	2 892	2 053	9 266	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	31 223	21 957	4 321	2 892	2 053	9 266	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET DEVELOPPEMENT AGRILMATAM(PRODAMI)	31 223	21 957	4 321	2 892	2 053	9 266	0

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>PRIMAIRE</b>											
<b>Agriculture</b>											
81196008051 11870	2	1	0	Fonds Koweïtien	5 250	4 250	1 000	0	0	1 000	0
	2	1	0	BADEA	2 660	2 160	500	0	0	500	0
	2	1	0	Fonds Saoudien	4 900	4 400	500	0	0	500	0
	2	7	2	BCI-ETAT	2 407	2 407	0	0	0	0	0
	2	7	2	ETAT(Budget Fonct.)	1 601	1 601	0	0	0	0	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>16 818</b>	<b>14 818</b>	<b>2 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 000</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>16 818</b>	<b>14 818</b>	<b>2 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 000</b>	<b>0</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
				AMENAGEMENT HYDRO-AGRICOLE ZONE BAKEL	16 818	14 818	2 000	0	0	2 000	0
81499024000 11878	2	1	0	BANQUE MONDIALE	5 300	4 722	578	0	0	578	0
	2	7	2	ETAT(Impôts et Taxes)	1 165	1 165	0	0	0	0	0
	2	7	2	BCI-ETAT	364	320	44	0	0	44	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>6 829</b>	<b>6 207</b>	<b>622</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>622</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>6 829</b>	<b>6 207</b>	<b>622</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>622</b>	<b>0</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			PROJET DE LUTTE D'URGENCE CONTRE LE CRIQUET	6 829	6 207	622	0	0	622	0	
81192034990 11879	2	1	0	BAD/FAD	15 700	5 820	2 500	3 000	3 000	8 500	1 380
	2	7	2	BCI-ETAT	2 849	1 553	377	432	487	1 296	0
	2	9	2	Bénéficiaires	1 500	750	250	250	250	750	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>20 049</b>	<b>8 123</b>	<b>3 127</b>	<b>3 682</b>	<b>3 737</b>	<b>10 546</b>	<b>1 380</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>20 049</b>	<b>8 123</b>	<b>3 127</b>	<b>3 682</b>	<b>3 737</b>	<b>10 546</b>	<b>1 380</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			APPUI DEVELOPPEMENT RURAL EN CASAMANCE	20 049	8 123	3 127	3 682	3 737	10 546	1 380	
81298046000 11880	2	7	1	BCI-ETAT	1 288	638	188	262	200	650	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>1 288</b>	<b>638</b>	<b>188</b>	<b>262</b>	<b>200</b>	<b>650</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>1 288</b>	<b>638</b>	<b>188</b>	<b>262</b>	<b>200</b>	<b>650</b>	<b>0</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			PROJET DEVELOPPEMENT FILIERE MICRO-JARDINS	1 288	638	188	262	200	650	0	
81392046000 11884	2	1	0	BANQUE MONDIALE	11 300	10 500	800	0	0	800	0
	2	1	0	FIDA	3 648	3 148	500	0	0	500	0
	2	7	2	BCI-ETAT	5 561	5 457	104	0	0	104	0
	2	7	2	ETAT(Impôts et Taxes)	1 889	1 589	300	0	0	300	0
	2	9	2	Bénéficiaires	475	370	105	0	0	105	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>22 873</b>	<b>21 064</b>	<b>1 809</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 809</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>22 873</b>	<b>21 064</b>	<b>1 809</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 809</b>	<b>0</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
				SERVICES AGRIC. ORG PROD PH II (PSAOP II)	22 873	21 064	1 809	0	0	1 809	0

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>PRIMAIRE</b>											
<b>Agriculture</b>											
	2	1	0	BANQUE MONDIALE	25 000	17 530	7 470	0	0	7 470	0
	2	1	0	BAD/FAD	13 000	0	600	2 600	2 600	5 800	7 200
	2	7	2	BCI-ETAT	3 344	3 012	332	0	0	332	0
	2	7	2	ETAT(Impôts et Taxes)	16 750	14 750	2 000	0	0	2 000	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>58 094</b>	<b>35 292</b>	<b>10 402</b>	<b>2 600</b>	<b>2 600</b>	<b>15 602</b>	<b>7 200</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>58 094</b>	<b>35 292</b>	<b>10 402</b>	<b>2 600</b>	<b>2 600</b>	<b>15 602</b>	<b>7 200</b>
815970980000				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
11886				PROG NATIONAL DEVPT LOCAL (PNDL)	58 094	35 292	10 402	2 600	2 600	15 602	7 200
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 11</b>					<b>683 814</b>	<b>314 264</b>	<b>70 856</b>	<b>91 574</b>	<b>89 888</b>	<b>252 318</b>	<b>117 232</b>
<b>Agriculture</b>											
				<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
				<b>Déjà Acquis</b>	<b>683 814</b>	<b>314 264</b>	<b>70 856</b>	<b>91 574</b>	<b>89 888</b>	<b>252 318</b>	<b>117 232</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Elevage</b>											
	2	7	1	BCI-ETAT	5 419	2 954	615	650	750	2 015	450
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>5 419</b>	<b>2 954</b>	<b>615</b>	<b>650</b>	<b>750</b>	<b>2 015</b>	<b>450</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>5 419</b>	<b>2 954</b>	<b>615</b>	<b>650</b>	<b>750</b>	<b>2 015</b>	<b>450</b>
83492009990				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
12003				PROGRAMME AGRICOLE/VOLET ELEVAGE	5 419	2 954	615	650	750	2 015	450
	2	7	1	BCI-ETAT	2 750	1 850	300	350	250	900	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>2 750</b>	<b>1 850</b>	<b>300</b>	<b>350</b>	<b>250</b>	<b>900</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>2 750</b>	<b>1 850</b>	<b>300</b>	<b>350</b>	<b>250</b>	<b>900</b>	<b>0</b>
83997122001				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
12006				EQUIPEMENT DU MONDE RURAL /VOLET ELEVAGE	2 750	1 850	300	350	250	900	0
	2	1	0	BADEA	3 100	35	200	500	750	1 450	1 615
	2	1	0	BID	5 040	45	350	1 500	1 750	3 600	1 395
	2	7	2	BCI-ETAT	1 210	85	100	350	450	900	225
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>9 350</b>	<b>165</b>	<b>650</b>	<b>2 350</b>	<b>2 950</b>	<b>5 950</b>	<b>3 235</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>9 350</b>	<b>165</b>	<b>650</b>	<b>2 350</b>	<b>2 950</b>	<b>5 950</b>	<b>3 235</b>
83998077990				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
12014				PROJET DEVELOPPEMENT ELEVAGE SENEGAL ORIENTAL ET CASAMANCE	9 350	165	650	2 350	2 950	5 950	3 235
	2	7	1	BCI-ETAT	3 727	1 749	218	500	700	1 418	560
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>3 727</b>	<b>1 749</b>	<b>218</b>	<b>500</b>	<b>700</b>	<b>1 418</b>	<b>560</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>3 727</b>	<b>1 749</b>	<b>218</b>	<b>500</b>	<b>700</b>	<b>1 418</b>	<b>560</b>
83995044001				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
12016				FONDS D'APPUI A LA STABULATION	3 727	1 749	218	500	700	1 418	560

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>PRIMAIRE</b>											
<b>Elevage</b>											
83498101001 12018	2	7	1	BCI-ETAT	13 000	4 000	1 750	2 000	2 000	5 750	3 250
				TOTAL FINANCEMENT	13 000	4 000	1 750	2 000	2 000	5 750	3 250
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	13 000	4 000	1 750	2 000	2 000	5 750	3 250
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME NATIONAL D'INSEMINATION ARTIFICIELLE	13 000	4 000	1 750	2 000	2 000	5 750	3 250	
83296627089 12020	2	7	1	BCI-ETAT	46	0	46	0	0	46	0
				TOTAL FINANCEMENT	46	0	46	0	0	46	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	46	0	46	0	0	46	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			ACHEVEMENT INFRASTRUCTURES D'ELEVAGE DANS LE CADRE DU PAPEL	46	0	46	0	0	46	0	
83093230001 12021	2	7	1	BCI-ETAT	1 500	0	200	500	500	1 200	300
				TOTAL FINANCEMENT	1 500	0	200	500	500	1 200	300
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 500	0	200	500	500	1 200	300
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			APPUI INSTITUTIONNEL SERVICES DECONCENTRES DE L'ELEVAGE	1 500	0	200	500	500	1 200	300	
83998001111 12045	2	7	1	BCI-ETAT	1 383	1 058	150	175	0	325	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 383	1 058	150	175	0	325	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 383	1 058	150	175	0	325	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME DEVELOPPEMENT.EQUIN	1 383	1 058	150	175	0	325	0	
83498047000 12058	2	7	1	BCI-ETAT	3 800	1 727	170	300	500	970	1 103
				TOTAL FINANCEMENT	3 800	1 727	170	300	500	970	1 103
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	3 800	1 727	170	300	500	970	1 103
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET CREATION CENTRE IMPULSION ET MODERNE ELEVAGE	3 800	1 727	170	300	500	970	1 103	
83499043000 12065	2	7	1	BCI-ETAT	5 000	1 445	846	1 000	1 200	3 046	509
				TOTAL FINANCEMENT	5 000	1 445	846	1 000	1 200	3 046	509
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	5 000	1 445	846	1 000	1 200	3 046	509
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA PROTECTION ZOOSANITAIRE	5 000	1 445	846	1 000	1 200	3 046	509	

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>PRIMAIRE</b>											
<b>Elevage</b>											
	2	0	0	FEM	1 447	285	700	262	200	1 162	0
	2	0	0	AUTs Subventions	139	30	40	35	34	109	0
	2	1	0	BAD/FAD	3 324	900	774	800	850	2 424	0
	2	7	2	BCI-ETAT	564	193	94	138	139	371	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>5 474</b>	<b>1 408</b>	<b>1 608</b>	<b>1 235</b>	<b>1 223</b>	<b>4 066</b>	<b>0</b>
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	5 474	1 408	1 608	1 235	1 223	4 066	0
83998056990				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
12069				GESTION DURABLE DU BETAAIL RUMINANT ENDEMIQUE	5 474	1 408	1 608	1 235	1 223	4 066	0
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 12</b>					<b>51 449</b>	<b>16 356</b>	<b>6 553</b>	<b>9 060</b>	<b>10 073</b>	<b>25 686</b>	<b>9 407</b>
<b>Elevage</b>											
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	51 449	16 356	6 553	9 060	10 073	25 686	9 407
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
<b>Eaux et Forêts</b>											
	2	7	1	BCI-ETAT	4 550	2 451	255	300	300	855	1 244
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>4 550</b>	<b>2 451</b>	<b>255</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>855</b>	<b>1 244</b>
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	4 550	2 451	255	300	300	855	1 244
82099006990				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
13001				CAMPAGNE NATIONALE DE REBOISEMENT	4 550	2 451	255	300	300	855	1 244
	2	0	0	ITALIE	3 404	2 954	250	100	100	450	0
	2	7	2	BCI-ETAT	166	104	26	36	0	62	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>3 570</b>	<b>3 058</b>	<b>276</b>	<b>136</b>	<b>100</b>	<b>512</b>	<b>0</b>
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	3 570	3 058	276	136	100	512	0
73095002990				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
13002				FONDS ITALIE CILSS LUTTE/DESERTIFICATION	3 570	3 058	276	136	100	512	0
	2	0	0	USAID	13 735	9 550	889	1 407	1 889	4 185	0
	2	7	2	ETAT(Budget Fonct.)	785	785	0	0	0	0	0
	2	7	2	BCI-ETAT	345	116	45	84	100	229	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>14 865</b>	<b>10 451</b>	<b>934</b>	<b>1 491</b>	<b>1 989</b>	<b>4 414</b>	<b>0</b>
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	14 865	10 451	934	1 491	1 989	4 414	0
82192012053				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
13005				PROGRAMME AGRICULTURE / GESTION RESSOURCES NATURELLES	14 865	10 451	934	1 491	1 989	4 414	0
	2	7	1	BCI-ETAT	2 690	1 910	110	130	150	390	390
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>2 690</b>	<b>1 910</b>	<b>110</b>	<b>130</b>	<b>150</b>	<b>390</b>	<b>390</b>
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 690	1 910	110	130	150	390	390
82198002990				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
13009				VILLAGES FRUITIERS FORESTIERS	2 690	1 910	110	130	150	390	390



## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE	
<b>PRIMAIRE</b>												
<b>Eaux et Forêts</b>												
82093003011 13010	2	0	0	Suisse	270	270	0	0	0	0	0	
	2	7	1	ETAT(Budget Fonct.)	279	279	0	0	0	0	0	
	2	7	1	BCI-ETAT	825	436	89	150	150	389	0	
	TOTAL FINANCEMENT				1 374	985	89	150	150	389	0	
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				1 374	985	89	150	150	389	0
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0	
	EDUC.ENV REHAB PARC FORESTIER ZOOLOGIQUE HANN				1 374	985	89	150	150	389	0	
	<hr/>											
	73299007049 13015	2	7	1	BCI-ETAT	6 058	5 429	629	0	0	629	0
TOTAL FINANCEMENT				6 058	5 429	629	0	0	629	0		
1		En Négociation				0	0	0	0	0	0	0
2		Déjà Acquis				6 058	5 429	629	0	0	629	0
A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0		
LUTTE CONTRE LES PLANTES AQUATIQUES DANS LE DELTA				6 058	5 429	629	0	0	629	0		
<hr/>												
82993110001 13016	2	7	1	BCI-ETAT	970	380	100	100	100	300	290	
	TOTAL FINANCEMENT				970	380	100	100	100	300	290	
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				970	380	100	100	100	300	290
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0	
APPUI AUX COL LOC EN GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT				970	380	100	100	100	300	290		
<hr/>												
73293004043 13017	2	0	0	BAD/FAT	621	371	150	55	45	250	0	
	2	1	0	BAD/FAD	2 991	1 201	400	450	350	1 200	590	
	2	7	2	ETAT(Nature)	550	550	0	0	0	0	0	
	2	7	2	BCI-ETAT	975	350	75	75	75	225	400	
	TOTAL FINANCEMENT				5 137	2 472	625	580	470	1 675	990	
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				5 137	2 472	625	580	470	1 675	990
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0	
	GESTION INTEGREE PLANTES AQUATIQUES ENVAHISSANTES				5 137	2 472	625	580	470	1 675	990	
	<hr/>											
82299061999 13019	2	7	1	BCI-ETAT	1 035	180	35	65	75	175	680	
	TOTAL FINANCEMENT				1 035	180	35	65	75	175	680	
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				1 035	180	35	65	75	175	680
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0	
PROGRAMME NATIONAL DE PROTECTION ET DE SURVEILLANCE DE LA GRANDE CÔTE				1 035	180	35	65	75	175	680		
<hr/>												
82199064059 13021	2	0	0	FEM	17 176	10 109	4 500	1 500	1 000	7 000	67	
	2	7	2	BCI-ETAT	424	114	20	30	50	100	210	
	TOTAL FINANCEMENT				17 600	10 223	4 520	1 530	1 050	7 100	277	
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				17 600	10 223	4 520	1 530	1 050	7 100	277
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0	
PROJET D'AMENAGEMENT DU MASSIF DU FOUTA DJALLON				17 600	10 223	4 520	1 530	1 050	7 100	277		

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>PRIMAIRE</b>											
<b>Eaux et Forêts</b>											
82299066000 13023	2	0	0	JAPON	2 500	2 500	0	0	0	0	0
	2	7	1	BCI-ETAT	2 630	865	180	200	250	630	1 135
				TOTAL FINANCEMENT	5 130	3 365	180	200	250	630	1 135
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	5 130	3 365	180	200	250	630	1 135
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET DE RENFORCEMENT DU DISPOSITIF DE LUTTE CONTRE LES FEUX DE BROUSSE (PROLFB)	5 130	3 365	180	200	250	630	1 135
820963820230 13024	2	7	1	BCI-ETAT	300	110	45	55	50	150	40
				TOTAL FINANCEMENT	300	110	45	55	50	150	40
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	300	110	45	55	50	150	40
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				REHABILITATION DU CENTRE DE FORMATION DE DJIBELOR	300	110	45	55	50	150	40
82299067001 13026	2	7	1	BCI-ETAT	130	40	10	10	10	30	60
				TOTAL FINANCEMENT	130	40	10	10	10	30	60
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	130	40	10	10	10	30	60
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROGRAMME NATIONAL DE SEMENCES FORESTIERES	130	40	10	10	10	30	60
82193124990 13027	2	7	1	BCI-ETAT	552	78	102	110	150	362	112
				TOTAL FINANCEMENT	552	78	102	110	150	362	112
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	552	78	102	110	150	362	112
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				APPUI A L'ELABORATION DE PLANS D'AMENAGEMENT ET GESTION DE 4 AIRES MARINES PROTEGEES	552	78	102	110	150	362	112
82199068059 13028	2	7	1	BCI-ETAT	1 237	474	187	200	150	537	226
				TOTAL FINANCEMENT	1 237	474	187	200	150	537	226
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 237	474	187	200	150	537	226
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				APPUI LA GESTION DU PARC NATIONAL DE NIOKOLOKOBA	1 237	474	187	200	150	537	226
82093125001 13029	2	7	1	BCI-ETAT	901	180	111	120	130	361	360
				TOTAL FINANCEMENT	901	180	111	120	130	361	360
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	901	180	111	120	130	361	360
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				APPUI AUX DIREC. REGIONALES DE L'ENVIRONNEMNT	901	180	111	120	130	361	360
82999070001 13031	2	7	1	BCI-ETAT	142	45	27	35	35	97	0
				TOTAL FINANCEMENT	142	45	27	35	35	97	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	142	45	27	35	35	97	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				ECOFERME MARINE	142	45	27	35	35	97	0

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>PRIMAIRE</b>											
<b>Eaux et Forêts</b>											
82993126019 13032	2	7	1	BCI-ETAT	658	212	76	100	100	276	170
				TOTAL FINANCEMENT	658	212	76	100	100	276	170
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	658	212	76	100	100	276	170
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET GESTION QUALITE AIR MILIEU URBAIN	658	212	76	100	100	276	170
82292067001 13061	2	7	1	BCI-ETAT	599	216	133	150	100	383	0
				TOTAL FINANCEMENT	599	216	133	150	100	383	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	599	216	133	150	100	383	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROGRAMME NATIONAL DE GESTION DES ZONES HUMIDES DU SENEGAL	599	216	133	150	100	383	0
82198136001 13062	2	0	0	PNUD	750	0	250	250	250	750	0
	2	0	0	FEM	1 500	0	500	500	500	1 500	0
	2	7	2	BCI-ETAT	1 509	379	300	300	300	900	230
				TOTAL FINANCEMENT	3 759	379	1 050	1 050	1 050	3 150	230
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	3 759	379	1 050	1 050	1 050	3 150	230
			A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
			PROGRAMME ECO-VILLAGES	3 759	379	1 050	1 050	1 050	3 150	230	
82298142001 13068	2	0	0	PNUD	2 753	550	253	800	900	1 953	250
	2	7	2	BCI-ETAT	350	50	50	50	50	150	150
				TOTAL FINANCEMENT	3 103	600	303	850	950	2 103	400
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	3 103	600	303	850	950	2 103	400
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET D'AMELIORATION DE VALORISATION DES SERVICES ECOSYSTEMES FORESTIERS (PASEF)	3 103	600	303	850	950	2 103	400	
82199101001 13070	2	7	1	BCI-ETAT	1 041	50	91	100	100	291	700
				TOTAL FINANCEMENT	1 041	50	91	100	100	291	700
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 041	50	91	100	100	291	700
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				APPUI A LA MISE EN OEUVRE DES PLANS D'ACTION ENVIRONNEMENTAUX ET REGIONAUX (PAER)	1 041	50	91	100	100	291	700
80393204001 13071	2	7	1	BCI-ETAT	700	0	200	250	250	700	0
				TOTAL FINANCEMENT	700	0	200	250	250	700	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	700	0	200	250	250	700	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITE DU MEPN	700	0	200	250	250	700	0

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>PRIMAIRE</b>											
<b>Eaux et Forêts</b>											
82193206109 13072	2	0	0	ACDI	3 800	0	600	1 400	1 800	3 800	0
	2	7	2	BCI-ETAT	750	0	50	50	50	150	600
				TOTAL FINANCEMENT	4 550	0	650	1 450	1 850	3 950	600
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	4 550	0	650	1 450	1 850	3 950	600
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROGRAMME APPUI DEVELOPPEMENT EN CASAMANCE	4 550	0	650	1 450	1 850	3 950	600
82193208001 13073	2	7	1	BCI-ETAT	500	0	73	100	100	273	227
				TOTAL FINANCEMENT	500	0	73	100	100	273	227
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	500	0	73	100	100	273	227
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROGRAMME APPUI A L'AUTORITE DE LA BIOSECURITE	500	0	73	100	100	273	227
82093210011 13075	2	7	1	BCI-ETAT	45	0	15	15	15	45	0
				TOTAL FINANCEMENT	45	0	15	15	15	45	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	45	0	15	15	15	45	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROGRAMME D'APPUI AU CONACILSS	45	0	15	15	15	45	0
82294095011 13076	2	0	0	PNUD	245	0	78	77	90	245	0
	2	7	2	BCI-ETAT	75	0	15	25	35	75	0
				TOTAL FINANCEMENT	320	0	93	102	125	320	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	320	0	93	102	125	320	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET ACCC ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE	320	0	93	102	125	320	0
82197207001 13077	2	7	1	BCI-ETAT	750	0	40	40	40	120	630
				TOTAL FINANCEMENT	750	0	40	40	40	120	630
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	750	0	40	40	40	120	630
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET GESTION DES DIOXINES ET DU MERCURE	750	0	40	40	40	120	630
82193215019 13078	2	0	0	CDEAO	500	0	500	0	0	500	0
				TOTAL FINANCEMENT	500	0	500	0	0	500	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	500	0	500	0	0	500	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				OBSERVATOIRE REGIONAL DU LITTORAL OUEST AFRICAIN	500	0	500	0	0	500	0

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE	
<b>PRIMAIRE</b>												
<b>Eaux et Forêts</b>												
82293217000 13079	2	0	0	Union Européenne/FED	2 624	0	1 500	870	254	2 624	0	
	<b>TOTAL FINANCEMENT</b>				<b>2 624</b>	<b>0</b>	<b>1 500</b>	<b>870</b>	<b>254</b>	<b>2 624</b>	<b>0</b>	
	1	<b>En Négociation</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
	2	<b>Déjà Acquis</b>				<b>2 624</b>	<b>0</b>	<b>1 500</b>	<b>870</b>	<b>254</b>	<b>2 624</b>	<b>0</b>
	<b>A Rechercher</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
	GESTION INTEGREE DES ZONES CÔTIERES ETUDE APPROFONDIE ACTIONS PRATIQUES DE LUTTE/ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE				<b>2 624</b>	<b>0</b>	<b>1 500</b>	<b>870</b>	<b>254</b>	<b>2 624</b>	<b>0</b>	
73298168001 13080	2	1	0	BANQUE MONDIALE	7 500	0	1 000	2 880	2 620	6 500	1 000	
	2	7	2	BCI-ETAT	500	0	80	100	100	280	220	
	<b>TOTAL FINANCEMENT</b>				<b>8 000</b>	<b>0</b>	<b>1 080</b>	<b>2 980</b>	<b>2 720</b>	<b>6 780</b>	<b>1 220</b>	
	1	<b>En Négociation</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
	2	<b>Déjà Acquis</b>				<b>8 000</b>	<b>0</b>	<b>1 080</b>	<b>2 980</b>	<b>2 720</b>	<b>6 780</b>	<b>1 220</b>
	<b>A Rechercher</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
PROJET DE GESTION DURABLE ET PARTICIPATIVE DES ENERGIES TRADITIONNELLES ET DE SUBSTITUTION II				<b>8 000</b>	<b>0</b>	<b>1 080</b>	<b>2 980</b>	<b>2 720</b>	<b>6 780</b>	<b>1 220</b>		
73299012990 13101	2	0	0	PNUD	1 130	526	230	174	200	604	0	
	2	0	0	FEM	2 850	1 581	500	400	369	1 269	0	
	2	7	2	BCI-ETAT	570	210	70	70	70	210	150	
	<b>TOTAL FINANCEMENT</b>				<b>4 550</b>	<b>2 317</b>	<b>800</b>	<b>644</b>	<b>639</b>	<b>2 083</b>	<b>150</b>	
	1	<b>En Négociation</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
	2	<b>Déjà Acquis</b>				<b>4 550</b>	<b>2 317</b>	<b>800</b>	<b>644</b>	<b>639</b>	<b>2 083</b>	<b>150</b>
<b>A Rechercher</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		
GESTION INTEGREE DES ECOSYSTEMES				<b>4 550</b>	<b>2 317</b>	<b>800</b>	<b>644</b>	<b>639</b>	<b>2 083</b>	<b>150</b>		
73299013990 13102	2	0	0	FEM	6 500	3 376	1 300	1 324	500	3 124	0	
	2	1	0	BANQUE MONDIALE	15 500	6 690	3 500	2 000	2 300	7 800	1 010	
	2	7	2	ETAT(Nature)	2 000	1 641	250	109	0	359	0	
	2	7	2	BCI-ETAT	1 070	408	70	70	70	210	452	
	<b>TOTAL FINANCEMENT</b>				<b>25 070</b>	<b>12 115</b>	<b>5 120</b>	<b>3 503</b>	<b>2 870</b>	<b>11 493</b>	<b>1 462</b>	
	1	<b>En Négociation</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
2	<b>Déjà Acquis</b>				<b>25 070</b>	<b>12 115</b>	<b>5 120</b>	<b>3 503</b>	<b>2 870</b>	<b>11 493</b>	<b>1 462</b>	
<b>A Rechercher</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		
GESTION INTEGREE RESSOURCES MARINES ET COTIERES				<b>25 070</b>	<b>12 115</b>	<b>5 120</b>	<b>3 503</b>	<b>2 870</b>	<b>11 493</b>	<b>1 462</b>		
82192047990 13152	2	0	0	FEM	5 428	3 854	280	300	994	1 574	0	
	2	0	0	PNUD	662	302	50	70	100	220	140	
	2	7	2	ETAT(Budget Fonct.)	333	333	0	0	0	0	0	
	2	7	2	BCI-ETAT	692	325	62	62	62	186	181	
	<b>TOTAL FINANCEMENT</b>				<b>7 115</b>	<b>4 814</b>	<b>392</b>	<b>432</b>	<b>1 156</b>	<b>1 980</b>	<b>321</b>	
	1	<b>En Négociation</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
2	<b>Déjà Acquis</b>				<b>7 115</b>	<b>4 814</b>	<b>392</b>	<b>432</b>	<b>1 156</b>	<b>1 980</b>	<b>321</b>	
<b>A Rechercher</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		
PROJET DE GESTION ET DE RESTAURATION DES TERRES DEGRADEES DU BASSIN ARACHIDIER (PROGERT)				<b>7 115</b>	<b>4 814</b>	<b>392</b>	<b>432</b>	<b>1 156</b>	<b>1 980</b>	<b>321</b>		

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>PRIMAIRE</b>											
<b>Eaux et Forêts</b>											
82196266000 13153	2	7	1	BCI-ETAT	1 039	377	60	65	70	195	467
				TOTAL FINANCEMENT	1 039	377	60	65	70	195	467
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 039	377	60	65	70	195	467
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROG DE REHABILITATION DES FORETS CLASSEES	1 039	377	60	65	70	195	467	
82196309990 13156	2	7	1	BCI-ETAT	3 634	1 890	126	150	200	476	1 268
				TOTAL FINANCEMENT	3 634	1 890	126	150	200	476	1 268
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	3 634	1 890	126	150	200	476	1 268
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME DE CONSOLIDATION DES ZONES COTIERES FRAGILES	3 634	1 890	126	150	200	476	1 268	
82196310011 13157	2	7	1	BCI-ETAT	4 819	3 219	425	1 175	0	1 600	0
				TOTAL FINANCEMENT	4 819	3 219	425	1 175	0	1 600	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	4 819	3 219	425	1 175	0	1 600	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROG DEPOLLUTION ET REHABILITATION LITTORAL DE LA BAIE DE HANN	4 819	3 219	425	1 175	0	1 600	0	
82199047000 13158	2	7	1	BCI-ETAT	5 383	1 700	550	600	800	1 950	1 733
				TOTAL FINANCEMENT	5 383	1 700	550	600	800	1 950	1 733
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	5 383	1 700	550	600	800	1 950	1 733
				A Rechercher	12 835	0	0	3 500	6 000	9 500	3 335
			PROGRAMME GRANDE MURAILLE VERTE	18 218	1 700	550	4 100	6 800	11 450	5 068	
820930770000 13162	2	7	1	BCI-ETAT	3 966	1 740	399	400	400	1 199	1 027
				TOTAL FINANCEMENT	3 966	1 740	399	400	400	1 199	1 027
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	3 966	1 740	399	400	400	1 199	1 027
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME D'APPUI A LA PLANIFICATION STRATEGIQUE ET OPERATIONNELLE DU MEPN	3 966	1 740	399	400	400	1 199	1 027	
82093080000 13167	2	7	1	BCI-ETAT	1 298	460	100	120	130	350	488
				TOTAL FINANCEMENT	1 298	460	100	120	130	350	488
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 298	460	100	120	130	350	488
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROG APPUI A LA CELLULE ETUDE ET DE FORMAT. ENV	1 298	460	100	120	130	350	488	
82097103000 13170	2	7	1	BCI-ETAT	3 212	972	270	270	270	810	1 430
				TOTAL FINANCEMENT	3 212	972	270	270	270	810	1 430
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	3 212	972	270	270	270	810	1 430
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME SUIVI ENVIRONNEMENTAL (CENTRE DE SUIVI ECOLOGIQUE)	3 212	972	270	270	270	810	1 430	

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>PRIMAIRE</b>											
<b>Eaux et Forêts</b>											
	2	7	1	BCI-ETAT	645	185	65	65	65	195	265
				TOTAL FINANCEMENT	645	185	65	65	65	195	265
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	645	185	65	65	65	195	265
82093086072				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
13175				PROJET D' APPUI AU FONCTIONNEMENT DU CENTRE FORET	645	185	65	65	65	195	265
	2	7	1	BCI-ETAT	2 230	802	190	300	300	790	638
				TOTAL FINANCEMENT	2 230	802	190	300	300	790	638
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 230	802	190	300	300	790	638
82093088000				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
13177				PROGRAMME APPUI AU DEVELOPPEMENT FORESTIER	2 230	802	190	300	300	790	638
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 13</b>					<b>169 186</b>	<b>73 879</b>	<b>22 536</b>	<b>24 493</b>	<b>25 713</b>	<b>72 742</b>	<b>22 565</b>
<b>Eaux et Forêts</b>											
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	156 351	73 879	22 536	20 993	19 713	63 242	19 230
				A Rechercher	12 835	0	0	3 500	6 000	9 500	3 335
<b>Pêche</b>											
	2	0	0	Union Européenne/FED	3 936	1 312	200	500	500	1 200	1 424
				TOTAL FINANCEMENT	3 936	1 312	200	500	500	1 200	1 424
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	3 936	1 312	200	500	500	1 200	1 424
83593098000				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
14003				STABEX VOLET PECHE	3 936	1 312	200	500	500	1 200	1 424
	2	7	1	BCI-ETAT	300	214	36	50	0	86	0
				TOTAL FINANCEMENT	300	214	36	50	0	86	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	300	214	36	50	0	86	0
83593099000				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
14006				PROJET DE PROMOTION DES EXPORTATIONS DES PRODUITS DE LA PECHE DIRECTION DES INDUSTRIES DE LA PECHE (DITP)	300	214	36	50	0	86	0
	2	7	1	BCI-ETAT	5 251	4 351	300	300	300	900	0
				TOTAL FINANCEMENT	5 251	4 351	300	300	300	900	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	5 251	4 351	300	300	300	900	0
83596328000				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
14007				PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'AQUACULTURE	5 251	4 351	300	300	300	900	0



## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>PRIMAIRE</b>											
<b>Pêche</b>											
8359310000 14008	2	0	0	Suisse	240	140	100	0	0	100	0
	2	0	0	BANQUE MONDIALE	260	260	0	0	0	0	0
	2	0	0	Union Européenne/FED	200	200	0	0	0	0	0
	2	0	0	Espagne	280	280	0	0	0	0	0
	2	7	2	BCI-ETAT	240	187	53	0	0	53	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>1 220</b>	<b>1 067</b>	<b>153</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>153</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>1 220</b>	<b>1 067</b>	<b>153</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>153</b>	<b>0</b>	
			<b>A Rechercher</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	
			PROGRAMME D'IMMATRICULATION DES PIROGUES	1 223	1 067	153	0	0	153	3	
83593127001 14009	2	7	1	BCI-ETAT	5 000	400	50	500	500	1 050	3 550
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>5 000</b>	<b>400</b>	<b>50</b>	<b>500</b>	<b>500</b>	<b>1 050</b>	<b>3 550</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>5 000</b>	<b>400</b>	<b>50</b>	<b>500</b>	<b>500</b>	<b>1 050</b>	<b>3 550</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
			FONDS DE REDEPLOIEMENT PECHE INDUSTRIELLE	5 000	400	50	500	500	1 050	3 550	
83599074001 14010	2	7	1	BCI-ETAT	1 500	485	50	100	100	250	765
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>1 500</b>	<b>485</b>	<b>50</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>250</b>	<b>765</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>1 500</b>	<b>485</b>	<b>50</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>250</b>	<b>765</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
			AIRES MARINES PROTEGEES	1 500	485	50	100	100	250	765	
83599075000 14011	2	7	1	BCI-ETAT	600	235	35	100	100	235	130
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>600</b>	<b>235</b>	<b>35</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>235</b>	<b>130</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>600</b>	<b>235</b>	<b>35</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>235</b>	<b>130</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
			IMMERSION DE RECIFS ARTIFICIELS	600	235	35	100	100	235	130	
80398122001 14012	2	7	1	BCI-ETAT	245	139	50	56	0	106	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>245</b>	<b>139</b>	<b>50</b>	<b>56</b>	<b>0</b>	<b>106</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>245</b>	<b>139</b>	<b>50</b>	<b>56</b>	<b>0</b>	<b>106</b>	<b>0</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
			RENFORT DU SYSTEME D'INFOR.ET D'ANALYSE DE L'OBSERVATOIRE ECONOMIQUE DES PECHEES AU SENEGAL	245	139	50	56	0	106	0	
83593194999 14014	2	1	0	BANQUE MONDIALE	7 500	100	1 000	1 000	1 000	3 000	4 400
	2	7	2	BCI-ETAT	700	370	55	90	90	235	95
	2	7	2	ETAT(Nature)	300	60	60	60	60	180	60
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>8 500</b>	<b>530</b>	<b>1 115</b>	<b>1 150</b>	<b>1 150</b>	<b>3 415</b>	<b>4 555</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>8 500</b>	<b>530</b>	<b>1 115</b>	<b>1 150</b>	<b>1 150</b>	<b>3 415</b>	<b>4 555</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
			PROGRAMME REGIONAL D'APPUI A LA PECHE ARTISANALE EN AFRIQUE OCCIDENTAL (PRAO)	8 500	530	1 115	1 150	1 150	3 415	4 555	

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>PRIMAIRE</b>											
<b>Pêche</b>											
83596508023 14015	2	7	1	BCI-ETAT	739	0	0	370	369	739	0
				TOTAL FINANCEMENT	739	0	0	370	369	739	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	739	0	0	370	369	739	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET DE REHABILITATION DES PORTS INTERIEURS (KAOLACK, ZIGUINCHOR)	739	0	0	370	369	739	0
83698147001 14016	2	7	1	BCI-ETAT	500	100	100	100	100	300	100
				TOTAL FINANCEMENT	500	100	100	100	100	300	100
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	500	100	100	100	100	300	100
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE LA PISCICULTURE	500	100	100	100	100	300	100
83593212001 14017	2	0	0	FEM	2 700	0	500	500	500	1 500	1 200
	2	1	0	BANQUE MONDIALE	1 575	0	500	500	575	1 575	0
	2	7	1	BCI-ETAT	54	0	18	18	18	54	0
				TOTAL FINANCEMENT	4 329	0	1 018	1 018	1 093	3 129	1 200
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	4 329	0	1 018	1 018	1 093	3 129	1 200
			A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
			PROJET DE GESTION DURABLE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES (GDRH)	4 329	0	1 018	1 018	1 093	3 129	1 200	
83599111000 14019	2	7	1	BCI-ETAT	200	0	30	100	70	200	0
				TOTAL FINANCEMENT	200	0	30	100	70	200	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	200	0	30	100	70	200	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET DE DEVELOPPEMENT D'ALGOCULTURE	200	0	30	100	70	200	0
83598167000 14020	1	1	0	BAD/FAD	6 534	0	100	1 500	2 000	3 600	2 934
	2	7	2	BCI-ETAT	1 150	0	0	200	300	500	650
				TOTAL FINANCEMENT	7 684	0	100	1 700	2 300	4 100	3 584
	1			En Négociation	6 534	0	100	1 500	2 000	3 600	2 934
	2			Déjà Acquis	1 150	0	0	200	300	500	650
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME DE DEVELOP DE LA PISCICULTURE (STRATEGIE DE CROISSANCE ACCELEREE)	7 684	0	100	1 700	2 300	4 100	3 584	
83596137023 14059	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	0	0	0	0	0	0	0
				A Rechercher	3 630	0	0	0	500	500	3 130
				COMPLEXE DE PECHE A ZIGUINCHOR	3 630	0	0	0	500	500	3 130

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>PRIMAIRE</b>											
<b>Pêche</b>											
83594003999 14107	2	7	1	BCI-ETAT	2 312	1 912	59	200	141	400	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 312	1 912	59	200	141	400	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 312	1 912	59	200	141	400	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			SUIVI DE LA RESSOURCE HALIEUTIQUE	2 312	1 912	59	200	141	400	400	0
83596012072 14111	1	0	0	JAPON	4 125	0	0	1 500	1 125	2 625	1 500
				TOTAL FINANCEMENT	4 125	0	0	1 500	1 125	2 625	1 500
	1			En Négociation	4 125	0	0	1 500	1 125	2 625	1 500
	2			Déjà Acquis	0	0	0	0	0	0	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			MARCHE AU POISSON THIES	4 125	0	0	1 500	1 125	2 625	2 625	1 500
83593007999 14119	2	7	1	BCI-ETAT	500	205	40	100	55	195	100
				TOTAL FINANCEMENT	500	205	40	100	55	195	100
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	500	205	40	100	55	195	100
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			APPUI ECOLE NATIONALE DE FORMATION MARITIME	500	205	40	100	55	195	195	100
83597010990 14133	2	7	1	BCI-ETAT	4 000	2 200	492	500	500	1 492	308
				TOTAL FINANCEMENT	4 000	2 200	492	500	500	1 492	308
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	4 000	2 200	492	500	500	1 492	308
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			AIRES DE TRANSFORMATION	4 000	2 200	492	500	500	1 492	1 492	308
83596138990 14134	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	0	0	0	0	0	0	0
				A Rechercher	3 000	0	0	0	500	500	2 500
				DÉSENCL. DES SITES DE PRODUCTION DE PÊCHE	3 000	0	0	0	500	500	2 500
					3 000	0	0	0	500	500	2 500
83596021999 14137	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	0	0	0	0	0	0	0
				A Rechercher	2 000	0	0	0	200	200	1 800
				CONSTRUCTION DE SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX DE PECHE	2 000	0	0	0	200	200	1 800
					2 000	0	0	0	200	200	1 800
83596256092 14146	2	7	1	BCI-ETAT	3 000	1 087	314	400	400	1 114	799
				TOTAL FINANCEMENT	3 000	1 087	314	400	400	1 114	799
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	3 000	1 087	314	400	400	1 114	799
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME D'APPUI INSTITUTIONNEL AU MINISTERE DE L'ECONOMIE MARITIME	3 000	1 087	314	400	400	1 114	1 114	799

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>PRIMAIRE</b>											
<b>Pêche</b>											
83597101999 14159	2	1	0	INDE	15 409	2 000	3 000	5 000	5 409	13 409	0
	2	1	0	Espagne	7 282	0	1 500	2 500	3 282	7 282	0
	2	7	2	BCI-ETAT	1 500	1 180	69	125	126	320	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>24 191</b>	<b>3 180</b>	<b>4 569</b>	<b>7 625</b>	<b>8 817</b>	<b>21 011</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>24 191</b>	<b>3 180</b>	<b>4 569</b>	<b>7 625</b>	<b>8 817</b>	<b>21 011</b>	<b>0</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			PROGRAMME CHAINE DE FROID PHASE II	24 191	3 180	4 569	7 625	8 817	21 011	0	
83596318119 14161	2	7	1	BCI-ETAT	7 500	2 793	75	300	500	875	3 832
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>7 500</b>	<b>2 793</b>	<b>75</b>	<b>300</b>	<b>500</b>	<b>875</b>	<b>3 832</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>7 500</b>	<b>2 793</b>	<b>75</b>	<b>300</b>	<b>500</b>	<b>875</b>	<b>3 832</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
				PROGRAMME DEVELOPPEMENT PECHE CONTINENTALE	7 500	2 793	75	300	500	875	3 832
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 14</b>					<b>94 265</b>	<b>20 210</b>	<b>8 786</b>	<b>16 669</b>	<b>19 320</b>	<b>44 775</b>	<b>29 280</b>
<b>Pêche</b>											
				<b>En Négociation</b>	<b>10 659</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>3 000</b>	<b>3 125</b>	<b>6 225</b>	<b>4 434</b>
				<b>Déjà Acquis</b>	<b>74 973</b>	<b>20 210</b>	<b>8 686</b>	<b>13 669</b>	<b>14 995</b>	<b>37 350</b>	<b>17 413</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>8 633</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 200</b>	<b>1 200</b>	<b>7 433</b>
<b>Hydraulique rurale et agricole</b>											
72297014990 15001	2	7	1	BCI-ETAT	11 332	7 432	1 181	1 350	1 369	3 900	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>11 332</b>	<b>7 432</b>	<b>1 181</b>	<b>1 350</b>	<b>1 369</b>	<b>3 900</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>11 332</b>	<b>7 432</b>	<b>1 181</b>	<b>1 350</b>	<b>1 369</b>	<b>3 900</b>	<b>0</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
				DOTATION DU BUDGET INVESTISSEMENT AU FONDS NATIONAL DE L'HYDRAULIQUE (FNH)	11 332	7 432	1 181	1 350	1 369	3 900	0
81196023050 15002	2	1	0	BANQUE MONDIALE	19 275	800	1 500	6 000	8 000	15 500	2 975
	2	7	2	BCI-ETAT	1 100	800	150	150	0	300	0
	2	9	2	Bénéficiaires	1 278	1 000	278	0	0	278	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>21 653</b>	<b>2 600</b>	<b>1 928</b>	<b>6 150</b>	<b>8 000</b>	<b>16 078</b>	<b>2 975</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>21 653</b>	<b>2 600</b>	<b>1 928</b>	<b>6 150</b>	<b>8 000</b>	<b>16 078</b>	<b>2 975</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			PROJET PETITE IRRIGATION LOCALE: PHASE COMPLEMENTAIRE	21 653	2 600	1 928	6 150	8 000	16 078	2 975	
72292050990 15003	2	1	0	BANQUE MONDIALE	16 569	8 284	2 000	2 000	4 285	8 285	0
	2	7	2	BCI-ETAT	3 116	1 236	880	500	500	1 880	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>19 685</b>	<b>9 520</b>	<b>2 880</b>	<b>2 500</b>	<b>4 785</b>	<b>10 165</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>19 685</b>	<b>9 520</b>	<b>2 880</b>	<b>2 500</b>	<b>4 785</b>	<b>10 165</b>	<b>0</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
				OMVS-GEST° INTEGRE RESSCES EN EAU ET DEV. USAGES MULTIPLES DU BASSIN DU FLEUVE SENEGAL	19 685	9 520	2 880	2 500	4 785	10 165	0

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>PRIMAIRE</b>											
<b>Hydraulique rurale et agricole</b>											
72296362990 15007	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	0	0	0	0	0	0	0
				A Rechercher	8 908	0	0	2 500	3 500	6 000	2 908
				PEPAM-DANS LES REGIONS DE THIES,KOLDA ET ZIGUINCHOR	8 908	0	0	2 500	3 500	6 000	2 908
72296367001 15012	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	0	0	0	0	0	0	0
				A Rechercher	67 350	0	0	6 000	7 500	13 500	53 850
				PEPAM-RURAL (DANS TOUTES LES REGIONS SAUF DAKAR)	67 350	0	0	6 000	7 500	13 500	53 850
72296424999 15021	2	0	0	Belgique	7 500	2 754	1 000	2 746	1 000	4 746	0
	2	7	2	BCI-ETAT	800	0	180	320	300	800	0
				TOTAL FINANCEMENT	8 300	2 754	1 180	3 066	1 300	5 546	0
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	8 300	2 754	1 180	3 066	1 300	5 546	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PEPAM_SOUS PROGRAMME BASSIN ARACHIDIER (BELGIQUE: régions de Fatik, Diourbel et Kaolack)	8 300	2 754	1 180	3 066	1 300	5 546	0
72296426999 15022	2	0	0	LUXEMBOURG	9 850	3 940	1 500	3 000	1 410	5 910	0
				TOTAL FINANCEMENT	9 850	3 940	1 500	3 000	1 410	5 910	0
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	9 850	3 940	1 500	3 000	1 410	5 910	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PEPAM_SOUS PROGRAMME LUXEMBOURG REGIONS THIES ET LOUGA	9 850	3 940	1 500	3 000	1 410	5 910	0
722964300312 15023	2	1	0	BID	4 970	4 113	857	0	0	857	0
	2	7	2	BCI-ETAT	1 286	1 158	128	0	0	128	0
				TOTAL FINANCEMENT	6 256	5 271	985	0	0	985	0
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	6 256	5 271	985	0	0	985	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE TOUBA	6 256	5 271	985	0	0	985	0
72393166001 15025	2	7	1	BCI-ETAT	1 924	74	275	725	850	1 850	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 924	74	275	725	850	1 850	0
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	1 924	74	275	725	850	1 850	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				APPUI PROGRAMME DE L'OFFICE DU LAC DE GUIERS	1 924	74	275	725	850	1 850	0
72296506001 15026	2	1	0	BIDC CEDEAO	6 157	1 157	1 500	3 000	500	5 000	0
	2	7	2	BCI-ETAT	759	120	305	334	0	639	0
				TOTAL FINANCEMENT	6 916	1 277	1 805	3 334	500	5 639	0
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	6 916	1 277	1 805	3 334	500	5 639	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET D'ACQUISITION DE MATERIEL D'EXHAURE, D'ATELIERS DE FORAGES ET DE CAMIONS GRUE	6 916	1 277	1 805	3 334	500	5 639	0

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>PRIMAIRE</b>											
<b>Hydraulique rurale et agricole</b>											
72297201999 15030	2	1	0	BAD/FAD	21 000	1 000	4 000	8 000	8 000	20 000	0
	2	7	2	BCI-ETAT	3 500	250	885	1 200	1 165	3 250	0
				TOTAL FINANCEMENT	24 500	1 250	4 885	9 200	9 165	23 250	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	24 500	1 250	4 885	9 200	9 165	23 250	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PEPAM_SOUS PROGRAMME BAD PHASE II	24 500	1 250	4 885	9 200	9 165	23 250	0
72297202001 15031	2	7	1	BCI-ETAT	1 521	373	360	354	434	1 148	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 521	373	360	354	434	1 148	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 521	373	360	354	434	1 148	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				APPUI AMELIORATION AEP CEREMONIES RELIGIEUSES	1 521	373	360	354	434	1 148	0
72296029990 15086	2	7	1	BCI-ETAT	7 345	6 106	239	500	500	1 239	0
				TOTAL FINANCEMENT	7 345	6 106	239	500	500	1 239	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	7 345	6 106	239	500	500	1 239	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				RENOUVELLEMENT ANCIENS FORAGES	7 345	6 106	239	500	500	1 239	0
72296031040 15088	2	1	0	BID	5 900	4 918	982	0	0	982	0
	2	7	2	BCI-ETAT	2 212	1 987	225	0	0	225	0
				TOTAL FINANCEMENT	8 112	6 905	1 207	0	0	1 207	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	8 112	6 905	1 207	0	0	1 207	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				AEP GOROM LAMPAR	8 112	6 905	1 207	0	0	1 207	0
72296032090 15089	2	1	0	Fonds Saoudien	4 950	4 150	800	0	0	800	0
	2	1	0	BADEA	4 400	2 620	780	1 000	0	1 780	0
	2	1	0	BID	5 900	4 900	1 000	0	0	1 000	0
	2	7	2	BCI-ETAT	5 543	3 412	2 131	0	0	2 131	0
				TOTAL FINANCEMENT	20 793	15 082	4 711	1 000	0	5 711	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	20 793	15 082	4 711	1 000	0	5 711	0
			A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
			AEP N'DIOSMONE PALMARIN	20 793	15 082	4 711	1 000	0	5 711	0	
81196034990 15512	2	0	0	CHINE	6 378	6 378	0	0	0	0	0
	2	7	1	BCI-ETAT	13 296	10 226	770	1 300	1 000	3 070	0
				TOTAL FINANCEMENT	19 674	16 604	770	1 300	1 000	3 070	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	19 674	16 604	770	1 300	1 000	3 070	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROG.REAL.BASSINS DE RETENTION	19 674	16 604	770	1 300	1 000	3 070	0

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>PRIMAIRE</b>											
<b>Hydraulique rurale et agricole</b>											
72297085990 15520	2	7	1	BCI-ETAT	1 238	338	200	350	350	900	0
	TOTAL FINANCEMENT				1 238	338	200	350	350	900	0
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				1 238	338	200	350	350	900
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	
PEPAM-FOURNITURE ET POSE DE 150 COMPTEURS DE PRODUCTION ET DE 1500 COMPTEURS DE DE DISTRIBUTION				1 238	338	200	350	350	900	0	
72297086990 15521	2	7	1	BCI-ETAT	1 300	430	150	360	360	870	0
	TOTAL FINANCEMENT				1 300	430	150	360	360	870	0
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				1 300	430	150	360	360	870
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	
PEPAM-REALISATION DE 4000 BRANCHEMENTS PARTICULIERS				1 300	430	150	360	360	870	0	
72296269990 15522	2	7	1	BCI-ETAT	2 400	1 200	200	500	500	1 200	0
	TOTAL FINANCEMENT				2 400	1 200	200	500	500	1 200	0
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				2 400	1 200	200	500	500	1 200
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	
PEPAM-REALISATION DE 12 FORAGES MULTIVILLAGES				2 400	1 200	200	500	500	1 200	0	
72296270990 15523	2	1	0	BAD/FAD	19 197	18 197	1 000	0	0	1 000	0
	2	7	2	BCI-ETAT	3 426	3 298	128	0	0	128	0
	2	9	2	Bénéficiaires	678	678	0	0	0	0	0
	TOTAL FINANCEMENT				23 301	22 173	1 128	0	0	1 128	0
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				23 301	22 173	1 128	0	0	1 128
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	
PEPAM- AEPA BAD EN MILIEU RURAL, LOUGA-KOLDA-ZIGUINCHOR: PHASE II				23 301	22 173	1 128	0	0	1 128	0	
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 15</b>					<b>272 358</b>	<b>103 329</b>	<b>25 584</b>	<b>42 189</b>	<b>41 523</b>	<b>109 296</b>	<b>59 733</b>
<b>Hydraulique rurale et agricole</b>											
En Négociation				0	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis				196 100	103 329	25 584	33 689	30 523	89 796	2 975	
A Rechercher				76 258	0	0	8 500	11 000	19 500	56 758	
<b>Etudes et Recherches/primaire</b>											
72394063001 18006	2	7	1	BCI-ETAT	450	100	75	150	125	350	0
	TOTAL FINANCEMENT				450	100	75	150	125	350	0
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				450	100	75	150	125	350
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	
DIRECTION GENERALE DE LA PRODUCTION DES RESSOURCES EN EAU (DGPPE) -FONDS D'ETUDES				450	100	75	150	125	350	0	
83594011999 18150	2	7	1	BCI-ETAT	1 067	635	110	150	172	432	0
	TOTAL FINANCEMENT				1 067	635	110	150	172	432	0
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				1 067	635	110	150	172	432
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	
FONDS D'ETUDES DU MINISTERE DE L'ECONOMIE MARITIME				1 067	635	110	150	172	432	0	



## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>PRIMAIRE</b>											
<b>Etudes et Recherches/primaire</b>											
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 18</b>					<b>1 517</b>	<b>735</b>	<b>185</b>	<b>300</b>	<b>297</b>	<b>782</b>	<b>0</b>
<b>Etudes et Recherches/primaire</b>											
En Négociation					0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis					1 517	735	185	300	297	782	0
A Rechercher					0	0	0	0	0	0	0
<b>Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/primaire</b>											
	2	0	0	ALLEMAGNE	12 471	3 956	1 500	3 000	3 000	7 500	1 015
	2	0	0	RFA/GTZ	10 346	7 398	750	750	900	2 400	548
	2	7	2	BCI-ETAT	2 235	1 035	200	200	200	600	600
<b>TOTAL FINANCEMENT</b>					<b>25 052</b>	<b>12 389</b>	<b>2 450</b>	<b>3 950</b>	<b>4 100</b>	<b>10 500</b>	<b>2 163</b>
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	25 052	12 389	2 450	3 950	4 100	10 500	2 163
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
81592016990				PROJET DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE PAIX CASAMANCE (PROCAS)	25 052	12 389	2 450	3 950	4 100	10 500	2 163
19001											
	2	7	3	BCI-ETAT	10 764	7 100	3 664	0	0	3 664	0
<b>TOTAL FINANCEMENT</b>					<b>10 764</b>	<b>7 100</b>	<b>3 664</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 664</b>	<b>0</b>
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	10 764	7 100	3 664	0	0	3 664	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
81193104990				NEUVIEME LETTRE DE MISSION SAED	10 764	7 100	3 664	0	0	3 664	0
19004											
	2	7	1	BCI-ETAT	600	268	50	100	100	250	82
<b>TOTAL FINANCEMENT</b>					<b>600</b>	<b>268</b>	<b>50</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>250</b>	<b>82</b>
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	600	268	50	100	100	250	82
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
81093106001				PROJET SUIVI-EVALUATION CDSMT MINISTERE DE L'AGRICULTURE	600	268	50	100	100	250	82
19007											
	2	7	1	BCI-ETAT	10 847	5 436	2 511	1 950	950	5 411	0
<b>TOTAL FINANCEMENT</b>					<b>10 847</b>	<b>5 436</b>	<b>2 511</b>	<b>1 950</b>	<b>950</b>	<b>5 411</b>	<b>0</b>
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	10 847	5 436	2 511	1 950	950	5 411	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
81292018111				PROGRAMME APPULACTEURS.COTON	10 847	5 436	2 511	1 950	950	5 411	0
19009											
	2	0	0	ITALIE	2 173	2 173	0	0	0	0	0
	2	7	2	BCI-ETAT	135	110	25	0	0	25	0
	2	9	2	Bénéficiaires	250	250	0	0	0	0	0
<b>TOTAL FINANCEMENT</b>					<b>2 558</b>	<b>2 533</b>	<b>25</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>25</b>	<b>0</b>
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 558	2 533	25	0	0	25	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
81592019102				FONDS LOCAL DEVELOPPEMENT DE SEDHIOU	2 558	2 533	25	0	0	25	0
19012											

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE	
<b>PRIMAIRE</b>												
<b>Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/primaire</b>												
81093115001 19013	2	7	1	BCI-ETAT	1 005	605	150	170	80	400	0	
	TOTAL FINANCEMENT				1 005	605	150	170	80	400	0	
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				1 005	605	150	170	80	400	0
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0	0
PROJET APPUI STATISTIQUES AGRICOLES				1 005	605	150	170	80	400	400	0	
83593145000 19015	2	7	1	BCI-ETAT	900	479	80	120	120	320	101	
	TOTAL FINANCEMENT				900	479	80	120	120	320	101	
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				900	479	80	120	120	320	101
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0	0
RENFORCEMENT CAPACITES TECHNIQUES MINISTERE DE L'ECONOMIE MARITIME(MEM)				900	479	80	120	120	320	320	101	
11199079999 19016	2	7	1	BCI-ETAT	2 700	1 200	500	500	500	1 500	0	
	TOTAL FINANCEMENT				2 700	1 200	500	500	500	1 500	0	
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				2 700	1 200	500	500	500	1 500	0
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0	0
PROGRAMME D'APPUI A LA RELANCE SOCIO ECONOMIQUE EN CASAMANCE				2 700	1 200	500	500	500	1 500	1 500	0	
81999083001 19021	2	7	1	BCI-ETAT	1 320	620	310	390	0	700	0	
	TOTAL FINANCEMENT				1 320	620	310	390	0	700	0	
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				1 320	620	310	390	0	700	0
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0	0
PROTECTION SOCIALE AGRO-SYLVO-PASTORALE				1 320	620	310	390	0	700	700	0	
81492065001 19022	2	7	1	BCI-ETAT	750	450	150	150	0	300	0	
	TOTAL FINANCEMENT				750	450	150	150	0	300	0	
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				750	450	150	150	0	300	0
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0	0
PROJET SUIVI ECOTOXICOLOGIQUE				750	450	150	150	0	300	300	0	
81993200001 19026	2	7	1	BCI-ETAT	1 500	50	350	400	400	1 150	300	
	TOTAL FINANCEMENT				1 500	50	350	400	400	1 150	300	
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				1 500	50	350	400	400	1 150	300
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0	0
APPUI PROCESSUS DE SYNDICALISATION DES PRODUCTEURS				1 500	50	350	400	400	1 150	1 150	300	
81093236001 19027	1	1	0	BANQUE MONDIALE	50 000	0	0	2 500	4 000	6 500	43 500	
	TOTAL FINANCEMENT				50 000	0	0	2 500	4 000	6 500	43 500	
	1	En Négociation				50 000	0	0	2 500	4 000	6 500	43 500
	2	Déjà Acquis				0	0	0	0	0	0	0
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0	0
PROJET D'APPUI AU FINANCEMENT DES FILIERES AGRO-INDUSTRIELLES				50 000	0	0	2 500	4 000	6 500	6 500	43 500	

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>PRIMAIRE</b>											
<b>Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/primaire</b>											
81499014999 19034	2	7	1	BCI-ETAT	20 800	17 608	700	700	700	2 100	1 092
				TOTAL FINANCEMENT	20 800	17 608	700	700	700	2 100	1 092
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	20 800	17 608	700	700	700	2 100	1 092
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME AGRICOLE VOLET PROTECTION CULTURE	20 800	17 608	700	700	700	2 100	1 092	
81595003999 19070	2	7	1	BCI-ETAT	47 200	34 700	1 500	3 000	3 000	7 500	5 000
				TOTAL FINANCEMENT	47 200	34 700	1 500	3 000	3 000	7 500	5 000
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	47 200	34 700	1 500	3 000	3 000	7 500	5 000
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			DOTATION BCI FONDS GARANT PROJET AGRICOLE	47 200	34 700	1 500	3 000	3 000	7 500	5 000	
81595004999 19071	2	7	1	BCI-ETAT	23 200	19 200	0	2 000	2 000	4 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	23 200	19 200	0	2 000	2 000	4 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	23 200	19 200	0	2 000	2 000	4 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			DOTATION BCI FONDS CALAMIT.PROJET.AGRICOLE	23 200	19 200	0	2 000	2 000	4 000	0	
81595005999 19072	2	7	1	BCI-ETAT	11 100	7 600	500	1 000	1 000	2 500	1 000
				TOTAL FINANCEMENT	11 100	7 600	500	1 000	1 000	2 500	1 000
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	11 100	7 600	500	1 000	1 000	2 500	1 000
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			DOTATION BCI FDS BONIF.PROJET.AGRICOLE	11 100	7 600	500	1 000	1 000	2 500	1 000	
81998045000 19502	2	7	1	BCI-ETAT	1 900	700	200	200	200	600	600
				TOTAL FINANCEMENT	1 900	700	200	200	200	600	600
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 900	700	200	200	200	600	600
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET ASSURANCE AGRICOLE	1 900	700	200	200	200	600	600	
81995027000 19503	2	7	1	BCI-ETAT	3 500	2 250	250	450	550	1 250	0
				TOTAL FINANCEMENT	3 500	2 250	250	450	550	1 250	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	3 500	2 250	250	450	550	1 250	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			FONDS NATIONAL DEVELOPPEMENT AGRO-SYLVO-PASTORAL	3 500	2 250	250	450	550	1 250	0	

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE	
<b>PRIMAIRE</b>												
<b>Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/primaire</b>												
81592035990 19504	2	0	0	ACDI	8 387	4 100	1 700	1 500	1 087	4 287	0	
	2	0	0	Agence Francaise de Developpement	300	240	60	0	0	60	0	
	2	1	0	BANQUE MONDIALE	17 500	8 000	4 000	5 500	0	9 500	0	
	2	7	2	ETAT(Impôts et Taxes)	5 700	4 000	1 000	700	0	1 700	0	
	2	7	2	BCI-ETAT	2 009	1 249	216	250	294	760	0	
	2	9	2	Bénéficiaires	7 100	0	3 000	2 100	2 000	7 100	0	
					<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>40 996</b>	<b>17 589</b>	<b>9 976</b>	<b>10 050</b>	<b>3 381</b>	<b>23 407</b>	<b>0</b>
					<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
					<b>Déjà Acquis</b>	<b>40 996</b>	<b>17 589</b>	<b>9 976</b>	<b>10 050</b>	<b>3 381</b>	<b>23 407</b>	<b>0</b>
					<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
				PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES MARCHES AGRICOLES	40 996	17 589	9 976	10 050	3 381	23 407	0	
81592036990 19505	2	1	0	FIDA	6 536	3 771	1 099	1 099	567	2 765	0	
	2	1	0	BOAD	1 500	300	500	300	400	1 200	0	
	2	7	2	BCI-ETAT	525	192	50	50	50	150	183	
	2	7	2	ETAT(Impôts et Taxes)	860	311	106	443	0	549	0	
	2	9	2	Bénéficiaires	724	228	100	100	296	496	0	
					<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>10 145</b>	<b>4 802</b>	<b>1 855</b>	<b>1 992</b>	<b>1 313</b>	<b>5 160</b>	<b>183</b>
					<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
					<b>Déjà Acquis</b>	<b>10 145</b>	<b>4 802</b>	<b>1 855</b>	<b>1 992</b>	<b>1 313</b>	<b>5 160</b>	<b>183</b>
					<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
					ENTREPREUNARIAT RURAL, PH II(PROMERID)	10 145	4 802	1 855	1 992	1 313	5 160	183
81196276109 19513	2	7	3	BCI-ETAT	1 988	588	700	700	0	1 400	0	
					<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>1 988</b>	<b>588</b>	<b>700</b>	<b>700</b>	<b>0</b>	<b>1 400</b>	<b>0</b>
					<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
					<b>Déjà Acquis</b>	<b>1 988</b>	<b>588</b>	<b>700</b>	<b>700</b>	<b>0</b>	<b>1 400</b>	<b>0</b>
					<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
				CINQUIEME LETTRE DE MISSION SODAGRI	1 988	588	700	700	0	1 400	0	
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 19</b>					<b>268 825</b>	<b>136 167</b>	<b>25 921</b>	<b>30 322</b>	<b>22 394</b>	<b>78 637</b>	<b>54 021</b>	
<b>Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/primaire</b>												
				<b>En Négociation</b>	<b>50 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 500</b>	<b>4 000</b>	<b>6 500</b>	<b>43 500</b>	
				<b>Déjà Acquis</b>	<b>218 825</b>	<b>136 167</b>	<b>25 921</b>	<b>27 822</b>	<b>18 394</b>	<b>72 137</b>	<b>10 521</b>	
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>TOTAL PROJETS</b>					<b>1 541 414</b>	<b>664 940</b>	<b>160 421</b>	<b>214 607</b>	<b>209 208</b>	<b>584 236</b>	<b>292 238</b>	
				<b>En Négociation</b>	<b>60 659</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>5 500</b>	<b>7 125</b>	<b>12 725</b>	<b>47 934</b>	
				<b>Déjà Acquis</b>	<b>1 383 029</b>	<b>664 940</b>	<b>160 321</b>	<b>197 107</b>	<b>183 883</b>	<b>541 311</b>	<b>176 778</b>	
				<b>A Rechercher</b>	<b>97 726</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>12 000</b>	<b>18 200</b>	<b>30 200</b>	<b>67 526</b>	
<b>SECONDAIRE</b>												
<b>Mines</b>												
84294013999 21001	2	7	1	BCI-ETAT	10 361	8 407	654	650	650	1 954	0	
					<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>10 361</b>	<b>8 407</b>	<b>654</b>	<b>650</b>	<b>650</b>	<b>1 954</b>	<b>0</b>
					<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
					<b>Déjà Acquis</b>	<b>10 361</b>	<b>8 407</b>	<b>654</b>	<b>650</b>	<b>650</b>	<b>1 954</b>	<b>0</b>
					<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
				ETUDE PROSPECTION PROMOTION GEOL/MIN	10 361	8 407	654	650	650	1 954	0	

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>SECONDAIRE</b>											
<b>Mines</b>											
84193112001 21003	2	0	0	Union Européenne/FED	9 840	9 840	0	0	0	0	0
	2	7	1	BCI-ETAT	383	167	72	72	72	216	0
				TOTAL FINANCEMENT	10 223	10 007	72	72	72	216	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	10 223	10 007	72	72	72	216	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME D' APPUI AU SECTEUR MINIER	10 223	10 007	72	72	72	216	0	
84199099001 21009	2	7	1	BCI-ETAT	1 704	407	297	500	500	1 297	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 704	407	297	500	500	1 297	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 704	407	297	500	500	1 297	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET D'IMPLANTATION D'UN SYSTEME DE CONTROLE AUTOMATIQUE DES PRODUCTIONS DE CARRIERES DE GRANULATS DE ROCHES DURES	1 704	407	297	500	500	1 297	0
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 21</b>					<b>22 288</b>	<b>18 821</b>	<b>1 023</b>	<b>1 222</b>	<b>1 222</b>	<b>3 467</b>	<b>0</b>
<b>Mines</b>											
			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0	0
			Déjà Acquis	22 288	18 821	1 023	1 222	1 222	3 467	0	0
			A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Industrie</b>											
84393121011 22002	2	7	1	BCI-ETAT	162	69	25	34	34	93	0
				TOTAL FINANCEMENT	162	69	25	34	34	93	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	162	69	25	34	34	93	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				APPUI BOURSE NATIONALE DE SOUS TRAITANCE	162	69	25	34	34	93	0
84398079001 22004	2	7	1	BCI-ETAT	935	405	100	200	230	530	0
				TOTAL FINANCEMENT	935	405	100	200	230	530	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	935	405	100	200	230	530	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROGRAMME D'ACQUISITION ET DE DIFFUSION TECHNOLOGIQUES	935	405	100	200	230	530	0
61498099001 22005	2	7	1	BCI-ETAT	600	100	100	200	200	500	0
				TOTAL FINANCEMENT	600	100	100	200	200	500	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	600	100	100	200	200	500	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PLAN STRATEGIQUE POUR LA FORTIFICATION DES ALIMENTS EN MICRONUTRIMENTS AU SENEGAL	600	100	100	200	200	500	0
87198130001 22007	2	7	1	BCI-ETAT	606	306	100	200	0	300	0
				TOTAL FINANCEMENT	606	306	100	200	0	300	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	606	306	100	200	0	300	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET DE RECENSEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	606	306	100	200	0	300	0

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE	
<b>SECONDAIRE</b>												
<b>Industrie</b>												
84399100001 22009	2	7	1	BCI-ETAT	926	213	113	300	300	713	0	
				TOTAL FINANCEMENT	926	213	113	300	300	713	0	
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0	
	2			Déjà Acquis	926	213	113	300	300	713	0	
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
				PROJET D'APPUI A LA VALORISATION INDUSTRIELLE DES PRODUITS AGRICOLES	926	213	113	300	300	713	0	
80398160001 22010	2	7	1	BCI-ETAT	500	0	100	200	200	500	0	
				TOTAL FINANCEMENT	500	0	100	200	200	500	0	
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0	
	2			Déjà Acquis	500	0	100	200	200	500	0	
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
				PROJET D'APPUI A L'INDUSTRIE DE TRANSFORMATION AGROALIMENTAIRE	500	0	100	200	200	500	0	
80398161001 22011	2	7	1	BCI-ETAT	500	0	100	200	200	500	0	
				TOTAL FINANCEMENT	500	0	100	200	200	500	0	
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0	
	2			Déjà Acquis	500	0	100	200	200	500	0	
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
				PROJET DE PROMOTION DES FILIERES AGROALIMENTAIRES TRADITIONNELLES ET EMERGENTES	500	0	100	200	200	500	0	
84099026990 22834	2	0	0	PNUD	2 974	1 399	909	666	0	1 575	0	
	2	7	2	BCI-ETAT	1 911	1 311	300	300	0	600	0	
	2	9	2	Bénéficiaires	526	349	106	71	0	177	0	
				TOTAL FINANCEMENT	5 411	3 059	1 315	1 037	0	2 352	0	
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0	
	2			Déjà Acquis	5 411	3 059	1 315	1 037	0	2 352	0	
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
				PLATES -FORMES MULTIFONCTIONNELLES	5 411	3 059	1 315	1 037	0	2 352	0	
	<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 22</b>					<b>9 640</b>	<b>4 152</b>	<b>1 953</b>	<b>2 371</b>	<b>1 164</b>	<b>5 488</b>	<b>0</b>
	<b>Industrie</b>											
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0	
				Déjà Acquis	9 640	4 152	1 953	2 371	1 164	5 488	0	
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
<b>Artisanat</b>												
84498068000 23001	2	7	1	BCI-ETAT	391	211	60	60	60	180	0	
				TOTAL FINANCEMENT	391	211	60	60	60	180	0	
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0	
	2			Déjà Acquis	391	211	60	60	60	180	0	
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
				PROJET APPUI VALORISATION TISSAGE ARTISANAL	391	211	60	60	60	180	0	
84495047001 23002	2	7	1	BCI-ETAT	5 000	400	200	500	500	1 200	3 400	
				TOTAL FINANCEMENT	5 000	400	200	500	500	1 200	3 400	
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0	
	2			Déjà Acquis	5 000	400	200	500	500	1 200	3 400	
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
				FONDS D'APPUI A L'ARTISANAT	5 000	400	200	500	500	1 200	3 400	

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>SECONDAIRE</b>											
<b>Artisanat</b>											
84498157001	1	0	0	JAPON	1 500	0	375	375	375	1 125	375
23003				TOTAL FINANCEMENT	1 500	0	375	375	375	1 125	375
	1			En Négociation	1 500	0	375	375	375	1 125	375
	2			Déjà Acquis	0	0	0	0	0	0	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROGRAMME UN VILLAGE UN PRODUIT	1 500	0	375	375	375	1 125	375
84498172001	2	7	1	BCI-ETAT	250	0	50	100	100	250	0
23004				TOTAL FINANCEMENT	250	0	50	100	100	250	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	250	0	50	100	100	250	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROGRAMME D'APPUI A L'ARTISANAT SENEGALAIS ACCES SUR LA LABELISATION DES PRODUITS ARTISANAUX	250	0	50	100	100	250	0
44993015999	2	7	1	BCI-ETAT	1 045	835	70	70	70	210	0
23010				TOTAL FINANCEMENT	1 045	835	70	70	70	210	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 045	835	70	70	70	210	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET AMELIORATION QUALIFICATION DES ARTISANS	1 045	835	70	70	70	210	0
44093016999	2	7	1	BCI-ETAT	490	310	60	60	60	180	0
23020				TOTAL FINANCEMENT	490	310	60	60	60	180	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	490	310	60	60	60	180	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				FORMATION ARTISAN PAR ALTERNANCE	490	310	60	60	60	180	0
84498022990	2	7	1	BCI-ETAT	503	263	80	80	80	240	0
23835				TOTAL FINANCEMENT	503	263	80	80	80	240	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	503	263	80	80	80	240	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROMOTION DES PRODUITS ARTISANAUX	503	263	80	80	80	240	0
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 23</b>					<b>9 179</b>	<b>2 019</b>	<b>895</b>	<b>1 245</b>	<b>1 245</b>	<b>3 385</b>	<b>3 775</b>
<b>Artisanat</b>											
				En Négociation	1 500	0	375	375	375	1 125	375
				Déjà Acquis	7 679	2 019	520	870	870	2 260	3 400
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
<b>Energie</b>											
74494056001	2	7	1	BCI-ETAT	1 550	800	150	300	300	750	0
24002				TOTAL FINANCEMENT	1 550	800	150	300	300	750	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 550	800	150	300	300	750	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET ELABORATION DES PLANS LOCAUX ELECT. RURALE	1 550	800	150	300	300	750	0



## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE	
<b>SECONDAIRE</b>												
<b>Energie</b>												
74496384001 24004	2	1	0	BEI	7 200	1 869	3 000	2 331	0	5 331	0	
	2	1	0	BANQUE MONDIALE	33 750	1 177	8 000	10 000	10 573	28 573	4 000	
					<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>40 950</b>	<b>3 046</b>	<b>11 000</b>	<b>12 331</b>	<b>10 573</b>	<b>33 904</b>	<b>4 000</b>
	1				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2				Déjà Acquis	40 950	3 046	11 000	12 331	10 573	33 904	4 000
					A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE FELOU	40 950	3 046	11 000	12 331	10 573	33 904	4 000	
80991006001 24007	2	7	1	BCI-ETAT	1 400	200	200	500	500	1 200	0	
					<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>1 400</b>	<b>200</b>	<b>200</b>	<b>500</b>	<b>500</b>	<b>1 200</b>	<b>0</b>
	1				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2				Déjà Acquis	1 400	200	200	500	500	1 200	0
					A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
					FONDS D'IMPULSION DES ENERGIES RENOUVELABLES	1 400	200	200	500	500	1 200	0
80999078011 24008	1	1	0	Agence Chinoise de Coop. Internatio.	36 000	0	1 000	10 000	10 000	21 000	15 000	
					<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>36 000</b>	<b>0</b>	<b>1 000</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	<b>21 000</b>	<b>15 000</b>
	1				En Négociation	36 000	0	1 000	10 000	10 000	21 000	15 000
	2				Déjà Acquis	0	0	0	0	0	0	0
					A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
					PROJET EXTENSION RESEAU ELECTRIQUE BOUCLE 98 KW DE DAKAR	36 000	0	1 000	10 000	10 000	21 000	15 000
74394014999 24009	2	7	1	BCI-ETAT	7 000	6 250	250	250	250	750	0	
					<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>7 000</b>	<b>6 250</b>	<b>250</b>	<b>250</b>	<b>250</b>	<b>750</b>	<b>0</b>
	1				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2				Déjà Acquis	7 000	6 250	250	250	250	750	0
					A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
					PROSPECTION PROMOTION PETROLE	7 000	6 250	250	250	250	750	0
74497177000 24010	1	0	0	ALLEMAGNE	5 904	0	0	2 000	2 000	4 000	1 904	
	1	1	0	BAD/FAD	24 595	0	0	5 000	5 000	10 000	14 595	
	1	1	0	BANQUE MONDIALE	15 840	0	0	4 000	4 000	8 000	7 840	
	1	1	0	BIDC CEDEAO	5 270	0	0	1 000	1 000	2 000	3 270	
	1	1	0	Agence Francaise de Developpement	7 092	0	0	2 000	3 000	5 000	2 092	
	1	1	0	BEI	12 960	0	0	2 000	3 000	5 000	7 960	
	2	7	2	BCI-ETAT	126	0	26	50	50	126	0	
					<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>71 787</b>	<b>0</b>	<b>26</b>	<b>16 050</b>	<b>18 050</b>	<b>34 126</b>	<b>37 661</b>
	1				En Négociation	71 661	0	0	16 000	18 000	34 000	37 661
	2				Déjà Acquis	126	0	26	50	50	126	0
					A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET ENERGIE OMVG (BARRAGE DE KELETA ET SAMBA GALOU)	71 787	0	26	16 050	18 050	34 126	37 661	
74999098001 24011	2	7	1	BCI-ETAT	21 446	16 338	1 108	2 000	2 000	5 108	0	
					<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>21 446</b>	<b>16 338</b>	<b>1 108</b>	<b>2 000</b>	<b>2 000</b>	<b>5 108</b>	<b>0</b>
	1				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2				Déjà Acquis	21 446	16 338	1 108	2 000	2 000	5 108	0
					A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
					PROGRAMME D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DE L'ASER	21 446	16 338	1 108	2 000	2 000	5 108	0

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>SECONDAIRE</b>											
<b>Energie</b>											
74694091001 24012	2	7	1	BCI-ETAT	1 300	250	250	400	400	1 050	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 300	250	250	400	400	1 050	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 300	250	250	400	400	1 050	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROGRAMME D'AIDE A L'ECONOMIE ET A LA MAITRISE DE L'ENERGIE	1 300	250	250	400	400	1 050	0
74993191001 24013	2	7	1	BCI-ETAT	435	150	85	100	100	285	0
				TOTAL FINANCEMENT	435	150	85	100	100	285	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	435	150	85	100	100	285	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET D'APPUI AU COMITE NATIONAL DES HYDROCARBURES (CNH)	435	150	85	100	100	285	0
80999107990 24015	2	0	0	PAYS BAS	4 700	1 500	1 068	1 066	1 066	3 200	0
	2	7	2	BCI-ETAT	425	60	70	150	145	365	0
	2	9	2	Bénéficiaires	3 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	8 125	1 560	2 138	2 216	2 211	6 565	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	8 125	1 560	2 138	2 216	2 211	6 565	0
			A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
			PROGRAMME NATIONAL BIOGAZ	8 125	1 560	2 138	2 216	2 211	6 565	0	
81298149001 24016	2	7	1	BCI-ETAT	1 300	100	200	500	500	1 200	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 300	100	200	500	500	1 200	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 300	100	200	500	500	1 200	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				FONDS D'IMPULSION DES BIOCARBURANTS	1 300	100	200	500	500	1 200	0
74599114011 24017	2	7	1	BCI-ETAT	100	0	100	0	0	100	0
				TOTAL FINANCEMENT	100	0	100	0	0	100	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	100	0	100	0	0	100	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET DE RACCORDEMENT DU GRAND THEATRE AU RESEAU ELECTRIQUE	100	0	100	0	0	100	0
74597222990 24018	2	7	1	BCI-ETAT	12	0	12	0	0	12	0
				TOTAL FINANCEMENT	12	0	12	0	0	12	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	12	0	12	0	0	12	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET DE MISE EN VALEUR ET DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES (OMVG)	12	0	12	0	0	12	0

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>SECONDAIRE</b>											
<b>Energie</b>											
	2	7	1	BCI-ETAT	4	0	4	0	0	4	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	4	0	4	0	0	4	0
74497223990				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
24019				ETUDE DU PONT SUR LE FLEUVE GAMBIE (CONTRIBUTION ETAT DU SENEGAL)	4	0	4	0	0	4	0
	1	1	0	BOAD	25 000	0	3 000	7 000	7 000	17 000	8 000
	2	7	2	BCI-ETAT	269	0	269	0	0	269	0
				TOTAL FINANCEMENT	25 269	0	3 269	7 000	7 000	17 269	8 000
	1			En Négociation	25 000	0	3 000	7 000	7 000	17 000	8 000
	2			Déjà Acquis	269	0	269	0	0	269	0
74497224011				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
24020				PROJET DE CONSTRUCTION DE LA BOUCLE 225 KV DE SENELEC PHASE I	25 269	0	3 269	7 000	7 000	17 269	8 000
	2	7	1	BCI-ETAT	9 000	0	1 063	4 000	3 937	9 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	9 000	0	1 063	4 000	3 937	9 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	9 000	0	1 063	4 000	3 937	9 000	0
74997225001				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
24021				PROGRAMME D' ELECTRIFICATION RURALE/ CONVENTION DE MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE ENTRE LE MINISTERE DE L'ENERGIE ET LA SENELEC	9 000	0	1 063	4 000	3 937	9 000	0
	2	1	0	INDE	13 750	0	2 000	5 500	6 250	13 750	0
				TOTAL FINANCEMENT	13 750	0	2 000	5 500	6 250	13 750	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	13 750	0	2 000	5 500	6 250	13 750	0
74497233001				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
24022				PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE (PHASE II)	13 750	0	2 000	5 500	6 250	13 750	0
	1	1	0	BID	15 000	0	1 000	7 000	7 000	15 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	15 000	0	1 000	7 000	7 000	15 000	0
	1			En Négociation	15 000	0	1 000	7 000	7 000	15 000	0
	2			Déjà Acquis	0	0	0	0	0	0	0
74497234001				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
24023				PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE DE 421 VILLAGES (PHASE I)	15 000	0	1 000	7 000	7 000	15 000	0
	2	7	1	BCI-ETAT	30 032	16 416	3 616	5 000	5 000	13 616	0
				TOTAL FINANCEMENT	30 032	16 416	3 616	5 000	5 000	13 616	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	30 032	16 416	3 616	5 000	5 000	13 616	0
74293018999				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
24080				DIFFERENTIEL TRANSPORT PRODUITS PETROLIERS	30 032	16 416	3 616	5 000	5 000	13 616	0

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>SECONDAIRE</b>											
<b>Energie</b>											
74093019990 24081	2	0	0	ALLEMAGNE	5 436	2 324	1 112	1 000	1 000	3 112	0
	2	0	0	JAPON	317	317	0	0	0	0	0
	2	0	0	Union Européenne/FED	2 436	0	1 400	1 036	0	2 436	0
	2	0	0	Agence Francaise de Developpement	5 248	1 600	2 000	1 648	0	3 648	0
	2	0	0	PNUD	221	221	0	0	0	0	0
	2	1	0	BAD/FAT	7 692	165	2 000	3 000	2 527	7 527	0
	2	1	0	BANQUE MONDIALE	14 950	5 058	3 946	5 946	0	9 892	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>36 300</b>	<b>9 685</b>	<b>10 458</b>	<b>12 630</b>	<b>3 527</b>	<b>26 615</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>36 300</b>	<b>9 685</b>	<b>10 458</b>	<b>12 630</b>	<b>3 527</b>	<b>26 615</b>	<b>0</b>
			<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
			PROJET DIFFUSION SERVICES ELECTRIQUES MILIEU RURAL	36 300	9 685	10 458	12 630	3 527	26 615	0	
74297059000 24089	1	1	0	Agence Chinoise de Coop. Internatio.	26 340	0	2 000	8 000	8 000	18 000	8 340
	2	7	2	BCI-ETAT	38 000	23 000	3 000	6 000	6 000	15 000	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>64 340</b>	<b>23 000</b>	<b>5 000</b>	<b>14 000</b>	<b>14 000</b>	<b>33 000</b>	<b>8 340</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>26 340</b>	<b>0</b>	<b>2 000</b>	<b>8 000</b>	<b>8 000</b>	<b>18 000</b>	<b>8 340</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>38 000</b>	<b>23 000</b>	<b>3 000</b>	<b>6 000</b>	<b>6 000</b>	<b>15 000</b>	<b>0</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			PROGRAMME D'URGENCE ELECTRIFICATION RURALE	64 340	23 000	5 000	14 000	14 000	33 000	8 340	
74496296000 24090	2	1	0	BANQUE MONDIALE	8 700	2 213	6 487	0	0	6 487	0
	2	7	2	BCI-ETAT	147	106	41	0	0	41	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>8 847</b>	<b>2 319</b>	<b>6 528</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6 528</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>8 847</b>	<b>2 319</b>	<b>6 528</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6 528</b>	<b>0</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			PROJET D'AMELIORATION DU SECT.ELECTRICITE	8 847	2 319	6 528	0	0	6 528	0	
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 24</b>					<b>393 947</b>	<b>80 114</b>	<b>49 457</b>	<b>99 777</b>	<b>91 598</b>	<b>240 832</b>	<b>73 001</b>
<b>Energie</b>											
			<b>En Négociation</b>	<b>174 001</b>	<b>0</b>	<b>7 000</b>	<b>48 000</b>	<b>50 000</b>	<b>105 000</b>	<b>69 001</b>	<b>0</b>
			<b>Déjà Acquis</b>	<b>219 946</b>	<b>80 114</b>	<b>42 457</b>	<b>51 777</b>	<b>41 598</b>	<b>135 832</b>	<b>4 000</b>	<b>0</b>
			<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Etudes et Recherches/secondaire</b>											
63099053000 28002	2	7	1	BCI-ETAT	297	157	40	50	50	140	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>297</b>	<b>157</b>	<b>40</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>140</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>297</b>	<b>157</b>	<b>40</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>140</b>	<b>0</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			PROJET SIDA EN MILIEU PROFESSIONNEL	297	157	40	50	50	140	0	
34294061001 28003	2	7	1	BCI-ETAT	356	95	61	100	100	261	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>356</b>	<b>95</b>	<b>61</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>261</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>356</b>	<b>95</b>	<b>61</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>261</b>	<b>0</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			ENQUETE SUR L'EMPLOI SALARIE	356	95	61	100	100	261	0	

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>SECONDAIRE</b>											
<b>Etudes et Recherches/secondaire</b>											
	2	7	1	BCI-ETAT	5 089	5 024	65	0	0	65	0
				TOTAL FINANCEMENT	5 089	5 024	65	0	0	65	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	5 089	5 024	65	0	0	65	0
53295007999				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
28066				FONDS NAT ACTIONS EMPLOI	5 089	5 024	65	0	0	65	0
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 28</b>					<b>5 742</b>	<b>5 276</b>	<b>166</b>	<b>150</b>	<b>150</b>	<b>466</b>	<b>0</b>
<b>Etudes et Recherches/secondaire</b>											
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	5 742	5 276	166	150	150	466	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
<b>Appui institutionnel, renforcement et assistance technique secondaire</b>											
	2	0	0	Belgique	100	100	0	0	0	0	0
	2	7	2	BCI-ETAT	116	57	20	21	18	59	0
				TOTAL FINANCEMENT	216	157	20	21	18	59	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	216	157	20	21	18	59	0
87198063001				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
29004				PROJET DE CENTRE DE RESSOURCES ET DE DOCUMENTATION EN MICROFINANCE	216	157	20	21	18	59	0
	2	7	1	BCI-ETAT	600	307	90	100	103	293	0
				TOTAL FINANCEMENT	600	307	90	100	103	293	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	600	307	90	100	103	293	0
87198065001				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
29005				CELLULE ENTREPRISES EN DIFFICULTE	600	307	90	100	103	293	0
	2	7	1	BCI-ETAT	227	133	24	35	35	94	0
				TOTAL FINANCEMENT	227	133	24	35	35	94	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	227	133	24	35	35	94	0
70098066990				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
29006				MISE EN PLACE CENTRES D'INITIATIVE POUR EMPLOI LOCAL	227	133	24	35	35	94	0
	2	0	0	USAID	9 850	2 250	1 100	2 500	3 000	6 600	1 000
				TOTAL FINANCEMENT	9 850	2 250	1 100	2 500	3 000	6 600	1 000
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	9 850	2 250	1 100	2 500	3 000	6 600	1 000
80998070001				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
29007				PROGRAMME CROISSANCE ECONOMIQUE (USAID) ( ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES)	9 850	2 250	1 100	2 500	3 000	6 600	1 000
	2	7	1	BCI-ETAT	2 600	1 400	400	400	400	1 200	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 600	1 400	400	400	400	1 200	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 600	1 400	400	400	400	1 200	0
11198102001				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
29013				FONDS D'APPUI A LA STRATEGIE DE CROISSANCE ACCELEREE	2 600	1 400	400	400	400	1 200	0

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE	
<b>SECONDAIRE</b>												
<b>Appui institutionnel, renforcement et assistance technique secondaire</b>												
87195048001 29017	2	0	0	ITALIE	1 659	902	300	457	0	757	0	
	2	7	2	BCI-ETAT	178	81	25	72	0	97	0	
	TOTAL FINANCEMENT				1 837	983	325	529	0	854	0	
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				1 837	983	325	529	0	854	0
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0	0
PLATEFORME D'APPUI AU SECTEUR PRIVE (PLASEPRI-VOLET MICROFINANCE)				1 837	983	325	529	0	854	0	0	
87993181001 29018	2	7	1	BCI-ETAT	150	58	75	17	0	92	0	
	TOTAL FINANCEMENT				150	58	75	17	0	92	0	
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				150	58	75	17	0	92	0
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0	
	CONFECTION ET MISE A JOUR DE LA BASE DE DONNEES DE LA FEMME ENTREPRENEURE				150	58	75	17	0	92	0	
87195049001 29019	2	1	0	ITALIE	13 100	7 418	3 000	2 682	0	5 682	0	
	TOTAL FINANCEMENT				13 100	7 418	3 000	2 682	0	5 682	0	
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				13 100	7 418	3 000	2 682	0	5 682	0
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0	
	PLATEFORME D'APPUI AU SECTEUR PRIVE (PLASER): VOLET PME				13 100	7 418	3 000	2 682	0	5 682	0	
82192021990 29020	2	0	0	RFA/GTZ	2 424	1 703	721	0	0	721	0	
	2	7	2	BCI-ETAT	291	216	25	25	25	75	0	
	TOTAL FINANCEMENT				2 715	1 919	746	25	25	796	0	
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				2 715	1 919	746	25	25	796	0
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0	
PROGRAMME D'ELECTRIFICATION RURALE POUR L'APPROVISIONNEMENT EN COMESTIBLES DOMESTIQUES (PERACOD)II				2 715	1 919	746	25	25	796	0		
87995050001 29022	2	0	0	Belgique	3 930	1 664	800	1 466	0	2 266	0	
	TOTAL FINANCEMENT				3 930	1 664	800	1 466	0	2 266	0	
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				3 930	1 664	800	1 466	0	2 266	0
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0	
	APPUI AU PLAN D'ACTION DE LA LPS MICROFINANCE (PAMIF 1 et 2)				3 930	1 664	800	1 466	0	2 266	0	
33393020999 29023	2	1	0	BID	539	539	0	0	0	0	0	
	2	7	2	BCI-ETAT	351	302	9	20	20	49	0	
	TOTAL FINANCEMENT				890	841	9	20	20	49	0	
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				890	841	9	20	20	49	0
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0	
INSERTION DIPLOMES ARABISANTS				890	841	9	20	20	49	0		

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>SECONDAIRE</b>											
<b>Appui institutionnel, renforcement et assistance technique secondaire</b>											
87995051001 29024	2	0	0	ACDI	2 600	799	500	1 301	0	1 801	0
	2	0	0	FENU	1 250	628	200	422	0	622	0
	2	0	0	PNUD	1 000	368	250	382	0	632	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>4 850</b>	<b>1 795</b>	<b>950</b>	<b>2 105</b>	<b>0</b>	<b>3 055</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>4 850</b>	<b>1 795</b>	<b>950</b>	<b>2 105</b>	<b>0</b>	<b>3 055</b>	<b>0</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			PROGRAMME D'APPUI A LA LETTRE DE POLITIQUE SECTORIELLE MF	4 850	1 795	950	2 105	0	3 055	0	
84093186001 29026	2	0	0	Agence Francaise de Developpement	6 000	1 200	1 200	1 200	1 200	3 600	1 200
	2	7	2	BCI-ETAT	4 500	250	250	2 000	2 000	4 250	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>10 500</b>	<b>1 450</b>	<b>1 450</b>	<b>3 200</b>	<b>3 200</b>	<b>7 850</b>	<b>1 200</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>10 500</b>	<b>1 450</b>	<b>1 450</b>	<b>3 200</b>	<b>3 200</b>	<b>7 850</b>	<b>1 200</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
				FONDS D'APPUI A LA MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES	10 500	1 450	1 450	3 200	3 200	7 850	1 200
87198006999 29028	2	1	0	BANQUE MONDIALE	27 600	24 000	3 600	0	0	3 600	0
	2	7	2	BCI-ETAT	672	572	100	0	0	100	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>28 272</b>	<b>24 572</b>	<b>3 700</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 700</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>28 272</b>	<b>24 572</b>	<b>3 700</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 700</b>	<b>0</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
				PROJET DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS PRIVES	28 272	24 572	3 700	0	0	3 700	0
87198141001 29035	2	0	0	RFA/GTZ	4 220	1 441	1 400	1 379	0	2 779	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>4 220</b>	<b>1 441</b>	<b>1 400</b>	<b>1 379</b>	<b>0</b>	<b>2 779</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>4 220</b>	<b>1 441</b>	<b>1 400</b>	<b>1 379</b>	<b>0</b>	<b>2 779</b>	<b>0</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
				PROGRAMME D'APPUI A LA COMPETITIVITE ET LA CROISSANCE DES PME ET A LA PERFORMANCE DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE (PACC)	4 220	1 441	1 400	1 379	0	2 779	0
87998155001 29037	2	0	0	ALLEMAGNE	6 000	0	300	2 000	2 000	4 300	1 700
	2	7	2	BCI-ETAT	964	0	235	250	250	735	229
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>6 964</b>	<b>0</b>	<b>535</b>	<b>2 250</b>	<b>2 250</b>	<b>5 035</b>	<b>1 929</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>6 964</b>	<b>0</b>	<b>535</b>	<b>2 250</b>	<b>2 250</b>	<b>5 035</b>	<b>1 929</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
				PROJET MOBILE BANKING MUTUALISE	6 964	0	535	2 250	2 250	5 035	1 929
87995052001 29038	2	7	1	BCI-ETAT	5 000	0	235	300	300	835	4 165
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>5 000</b>	<b>0</b>	<b>235</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>835</b>	<b>4 165</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>5 000</b>	<b>0</b>	<b>235</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>835</b>	<b>4 165</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
				FONDS NATIONAL DE CREDIT POUR LES FEMMES	5 000	0	235	300	300	835	4 165



## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>SECONDAIRE</b>											
<b>Appui institutionnel, renforcement et assistance technique secondaire</b>											
32093227011 29039	2	7	1	BCI-ETAT	142	0	42	50	50	142	0
				TOTAL FINANCEMENT	142	0	42	50	50	142	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	142	0	42	50	50	142	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET D'APPUI A LA COORDINATION ET A LA MISE EN ŒUVRE DU CDSMT DU MINISTERE EN CHARGE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DES PME	142	0	42	50	50	142	0	
32093232011 29040	2	7	1	BCI-ETAT	150	0	50	50	50	150	0
				TOTAL FINANCEMENT	150	0	50	50	50	150	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	150	0	50	50	50	150	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			APPUI A LA CELLULE DE PLANIFICATION ET D'EVALUATION DES PROJETS ET PROGRAMMES DU MINISTERE DE L'ENERGIE POUR LA COORDINATION ET LE SUIVI DU CDSM	150	0	50	50	50	150	0	
700972360111 29041	2	7	1	BCI-ETAT	148	0	48	50	50	148	0
				TOTAL FINANCEMENT	148	0	48	50	50	148	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	148	0	48	50	50	148	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET D'EQUIPEMENT ET DE REHABILITATION DU MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE L'EMPLOI	148	0	48	50	50	148	0	
33997068990 29804	2	7	1	BCI-ETAT	275	133	42	50	50	142	0
				TOTAL FINANCEMENT	275	133	42	50	50	142	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	275	133	42	50	50	142	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			REHABILITATION, EQUIPEMENT ET RENFORCEMENT CELLULE D'APPUI A LA PROMOTION DE L'EMPLOI	275	133	42	50	50	142	0	
70098067990 29805	2	7	1	BCI-ETAT	364	205	29	60	70	159	0
				TOTAL FINANCEMENT	364	205	29	60	70	159	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	364	205	29	60	70	159	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			OBSERVATOIRE NATIONAL EMPLOI ET QUALIFICATIONS	364	205	29	60	70	159	0	
63996205069 29818	2	7	1	BCI-ETAT	525	265	60	100	100	260	0
				TOTAL FINANCEMENT	525	265	60	100	100	260	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	525	265	60	100	100	260	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET CREATION CENTRE MEDICO SOCIAL DE KAOLACK	525	265	60	100	100	260	0	
33393061000 29819	2	7	1	BCI-ETAT	492	282	70	70	70	210	0
				TOTAL FINANCEMENT	492	282	70	70	70	210	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	492	282	70	70	70	210	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			RENFORCEMENT CAPACITE SERVICE MAIN D'ŒUVRE	492	282	70	70	70	210	0	

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>SECONDAIRE</b>											
<b>Appui institutionnel, renforcement et assistance technique secondaire</b>											
87198030001 29821	2	7	1	BCI-ETAT	1 950	1 050	300	300	300	900	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 950	1 050	300	300	300	900	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 950	1 050	300	300	300	900	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				BUREAU DE MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES	1 950	1 050	300	300	300	900	0
87195031000 29825	2	0	0	CHINE	700	700	0	0	0	0	0
	2	7	1	BCI-ETAT	3 610	1 206	50	150	150	350	2 054
				TOTAL FINANCEMENT	4 310	1 906	50	150	150	350	2 054
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	4 310	1 906	50	150	150	350	2 054
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			FONDS D'IMPULSION A LA MICROFINANCE	4 310	1 906	50	150	150	350	2 054	
87195011999 29830	2	7	1	BCI-ETAT	10 000	4 100	1 000	1 000	1 000	3 000	2 900
				TOTAL FINANCEMENT	10 000	4 100	1 000	1 000	1 000	3 000	2 900
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	10 000	4 100	1 000	1 000	1 000	3 000	2 900
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				FONDS NATIONAL DE PROMOTION DE L'ENTREPRENARIAT FEMININ	10 000	4 100	1 000	1 000	1 000	3 000	2 900
87993068000 29834	2	7	1	BCI-ETAT	1 016	366	150	150	150	450	200
				TOTAL FINANCEMENT	1 016	366	150	150	150	450	200
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 016	366	150	150	150	450	200
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				APPUI A LA DIRECTION DE LA REGLEMENTATION DES SERVICES FINANCIERS DECENTRALISES	1 016	366	150	150	150	450	200
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 29</b>					<b>115 293</b>	<b>54 695</b>	<b>16 700</b>	<b>19 059</b>	<b>11 391</b>	<b>47 150</b>	<b>13 448</b>
<b>Appui institutionnel, renforcement et assistance technique secondaire</b>											
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	115 293	54 695	16 700	19 059	11 391	47 150	13 448
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL PROJETS</b>					<b>556 089</b>	<b>165 077</b>	<b>70 194</b>	<b>123 824</b>	<b>106 770</b>	<b>300 788</b>	<b>90 224</b>
				En Négociation	175 501	0	7 375	48 375	50 375	106 125	69 376
				Déjà Acquis	380 588	165 077	62 819	75 449	56 395	194 663	20 848
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
<b>TERTIAIRE</b>											
<b>Commerce</b>											
85197019990 31001	2	7	1	BCI-ETAT	1 482	902	180	200	200	580	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 482	902	180	200	200	580	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 482	902	180	200	200	580	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET D'EDIFICATION D'INFRASTRUCTURES DE STOCKAGE	1 482	902	180	200	200	580	0

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE	
<b>TERTIAIRE</b>												
<b>Commerce</b>												
85298071001 31004	2	7	1	BCI-ETAT	880	400	80	200	200	480	0	
	TOTAL FINANCEMENT				880	400	80	200	200	480	0	
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				880	400	80	200	200	480	0
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0	0
FONDS DE PROMOTION DES EXPORTATIONS				880	400	80	200	200	480	0	0	
70097125001 31005	2	7	1	BCI-ETAT	5 060	554	300	300	300	900	3 606	
	TOTAL FINANCEMENT				5 060	554	300	300	300	900	3 606	
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				5 060	554	300	300	300	900	3 606
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0	0
PROGRAMME D'EQUIPEMENT DES SERVICES DU MINISTERE DU COMMERCE				5 060	554	300	300	300	900	3 606	0	
85998080001 31006	2	0	0	Union Européenne/FED	2 330	500	915	915	0	1 830	0	
	TOTAL FINANCEMENT				2 330	500	915	915	0	1 830	0	
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				2 330	500	915	915	0	1 830	0
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0	0
PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES COMMERCIALES II				2 330	500	915	915	0	1 830	0	0	
85198081001 31007	2	7	1	BCI-ETAT	6 100	1 600	500	1 500	1 500	3 500	1 000	
	TOTAL FINANCEMENT				6 100	1 600	500	1 500	1 500	3 500	1 000	
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				6 100	1 600	500	1 500	1 500	3 500	1 000
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0	0
PROJET IMPLANTATION MAGASINS DE REFERENCE				6 100	1 600	500	1 500	1 500	3 500	1 000	0	
85998148001 31010	2	7	1	BCI-ETAT	145	75	70	0	0	70	0	
	TOTAL FINANCEMENT				145	75	70	0	0	70	0	
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				145	75	70	0	0	70	0
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0	0
PROJET DE CREATION D'UNE RADIO DES AFFAIRES				145	75	70	0	0	70	0	0	
80998162990 31013	2	0	0	Financement des Privés Extérieurs	300	0	100	100	100	300	0	
	2	7	2	BCI-ETAT	140	0	40	50	50	140	0	
	TOTAL FINANCEMENT				440	0	140	150	150	440	0	
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				440	0	140	150	150	440	0
A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0	0	
PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE POMME DE TERRE EN AFRIQUE DE L OUEST				440	0	140	150	150	440	0	0	
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 31</b>					<b>16 437</b>	<b>4 031</b>	<b>2 185</b>	<b>3 265</b>	<b>2 350</b>	<b>7 800</b>	<b>4 606</b>	
<b>Commerce</b>												
En Négociation				0	0	0	0	0	0	0	0	
Déjà Acquis				16 437	4 031	2 185	3 265	2 350	7 800	4 606		
A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0	0	
<b>Tourisme</b>												

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>TERTIAIRE</b>											
<b>Tourisme</b>											
86198105000 32004	2	7	1	BCI-ETAT	165	87	26	26	26	78	0
				TOTAL FINANCEMENT	165	87	26	26	26	78	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	165	87	26	26	26	78	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CERTIFICATION DES ETABLISSEMENTS D'HEBERGEMENT TOURISTIQUES ET NORMALIS- ET QUALITE DANS LES ETABL- D'HEBER- TOURIST-	165	87	26	26	26	78	0	
86198106000 32005	2	7	1	BCI-ETAT	300	128	26	26	26	78	94
				TOTAL FINANCEMENT	300	128	26	26	26	78	94
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	300	128	26	26	26	78	94
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			ASSAINISSEMENT DU SECTEUR TOURISTIQUE	300	128	26	26	26	78	94	
86198107000 32006	2	7	1	BCI-ETAT	277	149	30	49	30	109	19
				TOTAL FINANCEMENT	277	149	30	49	30	109	19
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	277	149	30	49	30	109	19
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			COORDINATION DU CDSMT DU MINISTERE DU TOURISME	277	149	30	49	30	109	19	
86198108000 32007	2	0	0	Union Européenne/FED	255	255	0	0	0	0	0
	2	7	2	BCI-ETAT	500	239	75	75	75	225	36
				TOTAL FINANCEMENT	755	494	75	75	75	225	36
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	755	494	75	75	75	225	36
			A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
			DEVELOPPEMENT DU TOURISME COMMUNAUTAIRE DANS LES REGIONS DE SAINT LOUIS KOLDA ET TAMBACOUNDA	755	494	75	75	75	225	36	
86198132000 32009	2	7	1	BCI-ETAT	200	90	50	30	30	110	0
				TOTAL FINANCEMENT	200	90	50	30	30	110	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	200	90	50	30	30	110	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE LA POLICE TOURISTIQUE	200	90	50	30	30	110	0	
86198133000 32010	2	7	1	BCI-ETAT	150	56	28	28	28	84	10
				TOTAL FINANCEMENT	150	56	28	28	28	84	10
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	150	56	28	28	28	84	10
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME MULTISECTORIEL DE LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA AU SENEGAL	150	56	28	28	28	84	10	
86198053000 32049	2	7	1	BCI-ETAT	600	315	145	50	50	245	40
				TOTAL FINANCEMENT	600	315	145	50	50	245	40
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	600	315	145	50	50	245	40
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			SYSTEME DE SUIVI D'INFORMATION MARKETING TOURISME EX PROJ. MISE EN PLACE SYST. DE SUIVI D'INFORM. TOURISTIQUES	600	315	145	50	50	245	40	

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>TERTIAIRE</b>											
<b>Tourisme</b>											
	2	7	1	BCI-ETAT	2 500	750	100	100	100	300	1 450
				TOTAL FINANCEMENT	2 500	750	100	100	100	300	1 450
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 500	750	100	100	100	300	1 450
86198054000				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
32050				PROJET DE PROMOTION TOURISTIQUE	2 500	750	100	100	100	300	1 450
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 32</b>					<b>4 947</b>	<b>2 069</b>	<b>480</b>	<b>384</b>	<b>365</b>	<b>1 229</b>	<b>1 649</b>
<b>Tourisme</b>											
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	4 947	2 069	480	384	365	1 229	1 649
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
<b>Transports routiers</b>											
	2	1	0	BAD/FAD	33 162	9 014	2 949	14 543	6 656	24 148	0
	2	1	0	Agence Francaise de Developpement	40 000	16 399	2 500	17 500	3 601	23 601	0
	2	1	0	BANQUE MONDIALE	52 500	15 500	2 500	20 000	14 500	37 000	0
	2	7	2	BCI-ETAT	200 000	138 400	42 300	18 000	1 300	61 600	0
	2	9	2	EIFFAGE SENEGAL	58 288	9 476	8 079	29 641	11 092	48 812	0
				TOTAL FINANCEMENT	383 950	188 789	58 328	99 684	37 149	195 161	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	383 950	188 789	58 328	99 684	37 149	195 161	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
75196040011				PROJET AUTOROUTE A PEAGE DAKAR-DIAMNIADIO	383 950	188 789	58 328	99 684	37 149	195 161	0
33001											
	2	7	1	BCI-ETAT	3 850	2 750	500	600	0	1 100	0
				TOTAL FINANCEMENT	3 850	2 750	500	600	0	1 100	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	3 850	2 750	500	600	0	1 100	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
75196044011				GARE DES BAUX MARAÎCHERS	3 850	2 750	500	600	0	1 100	0
33007											
	2	7	1	BCI-ETAT	7 688	6 188	1 000	500	0	1 500	0
				TOTAL FINANCEMENT	7 688	6 188	1 000	500	0	1 500	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	7 688	6 188	1 000	500	0	1 500	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
75196047990				ROUTE FATICK-BAMBÉY-MEKHE	7 688	6 188	1 000	500	0	1 500	0
33010											
	2	7	1	BCI-ETAT	9 000	2 500	2 000	4 500	0	6 500	0
				TOTAL FINANCEMENT	9 000	2 500	2 000	4 500	0	6 500	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	9 000	2 500	2 000	4 500	0	6 500	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
75196321042				CONSTRUCTION DES PONTS DE FANAYE ET GEÛLE	9 000	2 500	2 000	4 500	0	6 500	0
33014											

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>TERTIAIRE</b>											
<b>Transports routiers</b>											
75196054103 33023	2	1	0	Fonds Koweïtien	5 120	500	1 000	2 500	1 120	4 620	0
	2	1	0	BOAD	3 469	500	1 000	1 469	500	2 969	0
	2	1	0	Fonds Saoudien	5 120	500	1 000	2 500	1 120	4 620	0
	2	1	0	BAD/FAD	33 632	3 500	1 000	4 642	2 500	8 142	21 990
	2	7	2	BCI-ETAT	10 580	2 400	2 250	2 000	1 700	5 950	2 230
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>57 921</b>	<b>7 400</b>	<b>6 250</b>	<b>13 111</b>	<b>6 940</b>	<b>26 301</b>	<b>24 220</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>57 921</b>	<b>7 400</b>	<b>6 250</b>	<b>13 111</b>	<b>6 940</b>	<b>26 301</b>	<b>24 220</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
				CONSTRUCTION DE LA ROUTE MEDINA GOUNAS-FRT GUINEE	57 921	7 400	6 250	13 111	6 940	26 301	24 220
75095042019 33026	2	7	1	BCI-ETAT	3 741	1 741	400	1 000	600	2 000	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>3 741</b>	<b>1 741</b>	<b>400</b>	<b>1 000</b>	<b>600</b>	<b>2 000</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>3 741</b>	<b>1 741</b>	<b>400</b>	<b>1 000</b>	<b>600</b>	<b>2 000</b>	
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
			PRIME A LA CASSE (PAMU)	3 741	1 741	400	1 000	600	2 000	0	
75196056052 33030	2	1	0	BID	5 700	5 700	0	0	0	0	0
	2	1	0	JAPON	5 000	5 000	0	0	0	0	0
	2	1	0	BOAD	5 000	5 000	0	0	0	0	0
	2	7	2	BCI-ETAT	5 510	4 180	1 330	0	0	1 330	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>21 210</b>	<b>19 880</b>	<b>1 330</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 330</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>21 210</b>	<b>19 880</b>	<b>1 330</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 330</b>	
			<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		
			SARAYA-FRT MALI-KEDOUGOU-SARAYA	21 210	19 880	1 330	0	0	1 330	0	
75296436011 33036	2	7	1	BCI-ETAT	250	150	100	0	0	100	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>250</b>	<b>150</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>250</b>	<b>150</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
			FEUX DE SIGNALISATION CYRROS MALICK SY	250	150	100	0	0	100	0	
75294071011 33038	1	0	0	REPUBLIQUE TCHECOSLOVAQUIE	400	0	400	0	0	400	0
	2	7	2	BCI-ETAT	425	100	325	0	0	325	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>825</b>	<b>100</b>	<b>725</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>725</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>400</b>	<b>0</b>	<b>400</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>400</b>	
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>425</b>	<b>100</b>	<b>325</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>325</b>	
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
			PROJET TRAMWAY	825	100	725	0	0	725	0	

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>TERTIAIRE</b>											
<b>Transports routiers</b>											
75196058990 33039	2	0	0	Union Européenne/FED	3 120	3 120	0	0	0	0	0
	2	1	0	BANQUE MONDIALE	24 637	24 637	0	0	0	0	0
	2	7	2	BCI-ETAT	174 190	105 190	22 500	23 000	23 500	69 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	201 947	132 947	22 500	23 000	23 500	69 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	201 947	132 947	22 500	23 000	23 500	69 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			ENTRETIEN ROUTIER	201 947	132 947	22 500	23 000	23 500	69 000	0	
75196442031 33040	2	7	1	BCI-ETAT	100 000	47 800	10 000	20 000	20 000	50 000	2 200
				TOTAL FINANCEMENT	100 000	47 800	10 000	20 000	20 000	50 000	2 200
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	100 000	47 800	10 000	20 000	20 000	50 000	2 200
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME SPECIAL TOUBA	100 000	47 800	10 000	20 000	20 000	50 000	2 200	
75196445013 33044	2	7	1	BCI-ETAT	30 000	3 000	7 000	20 000	0	27 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	30 000	3 000	7 000	20 000	0	27 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	30 000	3 000	7 000	20 000	0	27 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CONNECTIVITE DE L'AUTOROUTE A PEAGE LIAISON RNI-AUTOROUTE	30 000	3 000	7 000	20 000	0	27 000	0	
75196447112 33049	2	1	0	BIDC CEDEAO	5 500	0	1 500	4 000	0	5 500	0
	2	7	2	BCI-ETAT	3 776	0	1 000	2 776	0	3 776	0
				TOTAL FINANCEMENT	9 276	0	2 500	6 776	0	9 276	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	9 276	0	2 500	6 776	0	9 276	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			LINGUERE-MATAM : CONSTRUCTION 3 PONTS DE MATAM SUR 10 KM	9 276	0	2 500	6 776	0	9 276	0	
75196448103 33050	2	7	1	BCI-ETAT	3 816	3 244	572	0	0	572	0
				TOTAL FINANCEMENT	3 816	3 244	572	0	0	572	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	3 816	3 244	572	0	0	572	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PONT DE GOULOUMBOU	3 816	3 244	572	0	0	572	0	
75196497071 33054	2	7	1	BCI-ETAT	2 000	1 500	500	0	0	500	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 000	1 500	500	0	0	500	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 000	1 500	500	0	0	500	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			VOIE DE CONTOURNEMENT DE POPENGUINE	2 000	1 500	500	0	0	500	0	



## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>TERTIAIRE</b>											
<b>Transports routiers</b>											
75196548000 33056	2	7	1	BCI-ETAT	7 250	2 000	250	2 500	2 500	5 250	0
				TOTAL FINANCEMENT	7 250	2 000	250	2 500	2 500	5 250	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	7 250	2 000	250	2 500	2 500	5 250	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				REHABILITATION ET CONSTRUCTION DE PONTS	7 250	2 000	250	2 500	2 500	5 250	0
75196498011 33060	2	1	0	Fonds Koweïtien	9 815	5 173	2 000	2 642	0	4 642	0
	2	7	2	BCI-ETAT	6 977	600	2 000	4 377	0	6 377	0
				TOTAL FINANCEMENT	16 792	5 773	4 000	7 019	0	11 019	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	16 792	5 773	4 000	7 019	0	11 019	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			TRAVAUX ROUTE AEROPORT - MAMELLES	16 792	5 773	4 000	7 019	0	11 019	0	
75196519000 33061	2	7	1	BCI-ETAT	224 000	5 000	90 890	100 000	28 110	219 000	0
	2	9	2	PRIVE	94 000	0	0	50 000	44 000	94 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	318 000	5 000	90 890	150 000	72 110	313 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	318 000	5 000	90 890	150 000	72 110	313 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROLONGEMENT AUTOROUTE A PEAGE AIBD-MBOUR-THIES	318 000	5 000	90 890	150 000	72 110	313 000	0	
75196520069 33063	2	7	1	BCI-ETAT	8 800	800	1 000	3 500	3 500	8 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	8 800	800	1 000	3 500	3 500	8 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	8 800	800	1 000	3 500	3 500	8 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET DE REHABILITATION DE LA ROUTE FATICK KAOLACK	8 800	800	1 000	3 500	3 500	8 000	0
75196066049 33068	2	0	0	Union Européenne/FED	36 732	18 366	2 000	10 891	5 475	18 366	0
				TOTAL FINANCEMENT	36 732	18 366	2 000	10 891	5 475	18 366	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	36 732	18 366	2 000	10 891	5 475	18 366	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				REHABILITATION ROUTE SAINT LOUIS-ROSSO-RICHARD TOLL	36 732	18 366	2 000	10 891	5 475	18 366	0
75196528000 33075	2	0	0	Union Européenne/FED	22 192	14 794	2 000	5 398	0	7 398	0
				TOTAL FINANCEMENT	22 192	14 794	2 000	5 398	0	7 398	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	22 192	14 794	2 000	5 398	0	7 398	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				VOIRIE URBAINE PROGRAMME URBAIN A HAUTE INTENSITE DE MAIN D'OEUVRE (PHASE I - Dakar et Ziguinchor)	22 192	14 794	2 000	5 398	0	7 398	0

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>TERTIAIRE</b>											
<b>Transports routiers</b>											
75196534019 33080	2	1	0	BANQUE MONDIALE	19 775	0	2 000	10 000	7 775	19 775	0
	2	7	2	BCI-ETAT	2 000	0	500	1 500	0	2 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	21 775	0	2 500	11 500	7 775	21 775	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	21 775	0	2 500	11 500	7 775	21 775	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET D'APPUI AU TRANSPORT ET A LA MOBILITE URBAIN (PATMUR) VOLET ROUTE DES NIAYES (RUFISQUE-BAYAKH-NOTTO-MBORO-FASS BOYE-LOMPOUL-CFN2 - ETC	21 775	0	2 500	11 500	7 775	21 775	0	
70096561011 33083	2	7	1	BCI-ETAT	1 550	500	325	375	350	1 050	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 550	500	325	375	350	1 050	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 550	500	325	375	350	1 050	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				APPUI CONSEIL EXECUTIF DES TRANSPORTS URBAINS DE DAKAR (CETUD)	1 550	500	325	375	350	1 050	0
75196581001 33088	2	7	1	BCI-ETAT	691	0	500	191	0	691	0
				TOTAL FINANCEMENT	691	0	500	191	0	691	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	691	0	500	191	0	691	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				ETUDES ET PISTES DE DESENCLAVEMENT	691	0	500	191	0	691	0
75196587011 33089	2	1	0	Fonds Saoudien	16 400	7 171	2 000	7 229	0	9 229	0
	2	7	2	BCI-ETAT	8 604	500	2 000	6 104	0	8 104	0
				TOTAL FINANCEMENT	25 004	7 671	4 000	13 333	0	17 333	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	25 004	7 671	4 000	13 333	0	17 333	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			ROUTE DE OUKAM ABASS NDAO MAMELLES	25 004	7 671	4 000	13 333	0	17 333	0	
75299103019 33090	2	1	0	BANQUE MONDIALE	4 000	0	500	2 500	1 000	4 000	0
	2	7	2	BCI-ETAT	400	100	100	100	100	300	0
				TOTAL FINANCEMENT	4 400	100	600	2 600	1 100	4 300	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	4 400	100	600	2 600	1 100	4 300	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET D'APPUI AU TRANSPORT ET A LA MOBILITE URBAIN (PATMUR) VOLET TRANSPORTS URBAINS	4 400	100	600	2 600	1 100	4 300	0	
75196598990 33093	2	0	0	ETATS UNIS (Millennium Challenge Account)	155 809	0	4 308	68 862	46 830	120 000	35 809
				TOTAL FINANCEMENT	155 809	0	4 308	68 862	46 830	120 000	35 809
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	155 809	0	4 308	68 862	46 830	120 000	35 809
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET DE REHABILITATION DES ROUTES (Richard Toll - Ndoum / Ziguinchor - Vélingara)	155 809	0	4 308	68 862	46 830	120 000	35 809

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>TERTIAIRE</b>											
<b>Transports routiers</b>											
75296619019 33096	2	7	2	BCI-ETAT	1 685	0	350	585	750	1 685	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 685	0	350	585	750	1 685	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 685	0	350	585	750	1 685	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				REHABILITATION DES DEPÔTS DE DDD A THIAROYE ET OUAKAM	1 685	0	350	585	750	1 685	0
75196071990 33097	2	1	0	BID	5 789	0	1 000	4 789	0	5 789	0
	2	1	0	Fonds Koweïtien	8 438	0	1 500	6 938	0	8 438	0
	2	7	2	BCI-ETAT	7 500	0	1 000	6 500	0	7 500	0
				TOTAL FINANCEMENT	21 727	0	3 500	18 227	0	21 727	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	21 727	0	3 500	18 227	0	21 727	0
			A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
			ROUTE LINGUERE-MATAM (CONSTRUCTION BOULAL- OUROSSOGUI SUR 96KM)	21 727	0	3 500	18 227	0	21 727	0	
75296620011 33100	2	7	1	BCI-ETAT	700	0	200	250	250	700	0
				TOTAL FINANCEMENT	700	0	200	250	250	700	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	700	0	200	250	250	700	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				CONSTRUCTION DE LA GARE FERROVIAIRE CYRNOS-DAKAR	700	0	200	250	250	700	0
75099116011 33102	2	7	1	BCI-ETAT	800	0	200	400	200	800	0
				TOTAL FINANCEMENT	800	0	200	400	200	800	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	800	0	200	400	200	800	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				CONSTRUCTION DE LOCAUX DE LA DTT ET DE GUICHET UNIQUE D'ACCUEIL	800	0	200	400	200	800	0
75193223001 33104	2	7	1	BCI-ETAT	300	0	75	125	100	300	0
				TOTAL FINANCEMENT	300	0	75	125	100	300	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	300	0	75	125	100	300	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				APPUI DIRECTION DES TRANSPORTS TERRESTRES (CAMPAGNE DE SENSIBILISATION AU CONTRÔLE TECHNIQUE)	300	0	75	125	100	300	0
751991170730 33105	2	7	1	BCI-ETAT	100 000	0	10 000	20 000	20 000	50 000	50 000
				TOTAL FINANCEMENT	100 000	0	10 000	20 000	20 000	50 000	50 000
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	100 000	0	10 000	20 000	20 000	50 000	50 000
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROGRAMME SPECIAL TIVAOUANE	100 000	0	10 000	20 000	20 000	50 000	50 000

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>TERTIAIRE</b>											
<b>Transports routiers</b>											
75196628079 33106	2	1	0	BOAD	7 000	0	500	3 500	3 000	7 000	0
	2	7	2	BCI-ETAT	3 624	0	500	1 500	1 624	3 624	0
				TOTAL FINANCEMENT	10 624	0	1 000	5 000	4 624	10 624	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	10 624	0	1 000	5 000	4 624	10 624	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET D'AMAMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE KHOMBOLE-TOUBA TOUL-TIVAOUANE	10 624	0	1 000	5 000	4 624	10 624	0
75196629059 33107	2	1	0	BOAD	8 000	0	1 000	4 000	3 000	8 000	0
	2	7	2	BCI-ETAT	1 017	0	750	267	0	1 017	0
				TOTAL FINANCEMENT	9 017	0	1 750	4 267	3 000	9 017	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	9 017	0	1 750	4 267	3 000	9 017	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				REHABILITATION DE LA ROUTE TAMBACOUNDA- MAKO-KEDOUYOU	9 017	0	1 750	4 267	3 000	9 017	0
75199119019 33108	2	7	1	BCI-ETAT	20 250	0	250	10 000	10 000	20 250	0
				TOTAL FINANCEMENT	20 250	0	250	10 000	10 000	20 250	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	20 250	0	250	10 000	10 000	20 250	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CONNECTIVITE A LA BANLIEUE (ROUTES)	20 250	0	250	10 000	10 000	20 250	0	
75196635001 33109	2	0	0	Union Européenne/FED	6 560	0	1 000	3 186	2 374	6 560	0
				TOTAL FINANCEMENT	6 560	0	1 000	3 186	2 374	6 560	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	6 560	0	1 000	3 186	2 374	6 560	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME URBAIN A HAUTE INTENSITE DE MAIN D'OEUVRE (PUHIMO PHASE 2) DAKAR - THIAROYE - RUFISQUE ET BARGNY	6 560	0	1 000	3 186	2 374	6 560	0	
75196073043 33510	2	0	0	Agence Francaise de Developpement	8 000	7 500	500	0	0	500	0
	2	7	2	BCI-ETAT	8 000	5 000	3 000	0	0	3 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	16 000	12 500	3 500	0	0	3 500	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	16 000	12 500	3 500	0	0	3 500	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				REPARATION PONT FAIDHERBE	16 000	12 500	3 500	0	0	3 500	0
75194925029 33521	2	1	0	BADEA	5 700	1 000	1 000	3 700	0	4 700	0
	2	7	2	BCI-ETAT	2 000	0	500	1 500	0	2 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	7 700	1 000	1 500	5 200	0	6 700	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	7 700	1 000	1 500	5 200	0	6 700	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				BOUCLE DU BLOUFF : THIONCK ESSL-BALINGOR (20km)	7 700	1 000	1 500	5 200	0	6 700	0

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE	
<b>TERTIAIRE</b>												
<b>Transports routiers</b>												
75196165023 33536	2	7	1	BCI-ETAT	13 741	5 305	1 000	7 436	0	8 436	0	
				TOTAL FINANCEMENT	13 741	5 305	1 000	7 436	0	8 436	0	
				En Négociation	0	0	0	0	0	0		
				Déjà Acquis	13 741	5 305	1 000	7 436	0	8 436	0	
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0		
				PONT EMILE BADIANE A ZGUINCHOR	13 741	5 305	1 000	7 436	0	8 436	0	
75196163011 33553	2	7	1	BCI-ETAT	71	0	71	0	0	71	0	
				TOTAL FINANCEMENT	71	0	71	0	0	71	0	
				En Négociation	0	0	0	0	0	0		
				Déjà Acquis	71	0	71	0	0	71	0	
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0		
				AMENAGEMENT DE CARREFOURS DANS LE CADRE DE PROGR- D'AMELIORATION DE LA MOBILITE URBAINE (PAMU) LOT D2	71	0	71	0	0	71	0	
75195038000 33562	2	7	1	BCI-ETAT	4 300	3 100	400	400	400	1 200	0	
				TOTAL FINANCEMENT	4 300	3 100	400	400	400	1 200	0	
				En Négociation	0	0	0	0	0	0		
				Déjà Acquis	4 300	3 100	400	400	400	1 200	0	
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0		
				FONDS DE DEVELOPPEMENT DES TRANSPORTS URBAINS (FDTU)	4 300	3 100	400	400	400	1 200	0	
75196161012 33569	2	7	1	BCI-ETAT	25 150	12 500	1 000	4 000	3 000	8 000	4 650	
				TOTAL FINANCEMENT	25 150	12 500	1 000	4 000	3 000	8 000	4 650	
				En Négociation	0	0	0	0	0	0		
				Déjà Acquis	25 150	12 500	1 000	4 000	3 000	8 000	4 650	
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0		
				ASSAINISSEMENT ET REHABILITATION DE LA RNI ENTRE 7UP ET FASS MBAO	25 150	12 500	1 000	4 000	3 000	8 000	4 650	
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 33</b>					<b>1 693 094</b>	<b>507 398</b>	<b>251 874</b>	<b>544 416</b>	<b>272 527</b>	<b>1 068 817</b>	<b>116 879</b>	
<b>Transports routiers</b>												
				En Négociation	400	0	400	0	0	400	0	
				Déjà Acquis	1 692 694	507 398	251 474	544 416	272 527	1 068 417	116 879	
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
<b>Transports ferroviaires</b>												
75397124900 34005	2	7	1	BCI-ETAT	3 550	1 800	850	600	300	1 750	0	
				TOTAL FINANCEMENT	3 550	1 800	850	600	300	1 750	0	
				En Négociation	0	0	0	0	0	0		
				Déjà Acquis	3 550	1 800	850	600	300	1 750	0	
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0		
				INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES DU PAMU	3 550	1 800	850	600	300	1 750	0	
75397157001 34006	2	7	2	BIDC CEDEAO	7 500	7 500	0	0	0	0	0	
				BCI-ETAT	565	515	50	0	0	50	0	
					TOTAL FINANCEMENT	8 065	8 015	50	0	0	50	0
					En Négociation	0	0	0	0	0	0	
					Déjà Acquis	8 065	8 015	50	0	0	50	
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0		
				ACQUISITIONS DE RAMES REVERSIBLES	8 065	8 015	50	0	0	50	0	

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>TERTIAIRE</b>											
<b>Transports ferroviaires</b>											
	2	7	1	BCI-ETAT	323	73	150	50	50	250	0
				TOTAL FINANCEMENT	323	73	150	50	50	250	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	323	73	150	50	50	250	0
75393198001				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
34007				PROJET GESTION DU CORRIDOR FERROVIAIRE DAKAR BAMAKO : ETUDE INSTITUTIONNELLE	323	73	150	50	50	250	0
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 34</b>					<b>11 938</b>	<b>9 888</b>	<b>1 050</b>	<b>650</b>	<b>350</b>	<b>2 050</b>	<b>0</b>
<b>Transports ferroviaires</b>											
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	11 938	9 888	1 050	650	350	2 050	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
<b>Transports maritimes</b>											
	2	7	1	BCI-ETAT	6 300	0	0	3 000	3 300	6 300	0
				TOTAL FINANCEMENT	6 300	0	0	3 000	3 300	6 300	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	6 300	0	0	3 000	3 300	6 300	0
83597212061				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
35013				REHABILITATION PORT SEC DE KAOLACK	6 300	0	0	3 000	3 300	6 300	0
	2	7	1	BCI-ETAT	1 067	0	1 067	0	0	1 067	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 067	0	1 067	0	0	1 067	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 067	0	1 067	0	0	1 067	0
83596614061				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
35014				REHABILITATION PORT DE ZIGUINCHOR	1 067	0	1 067	0	0	1 067	0
	2	7	1	BCI-ETAT	1 000	0	0	1 000	0	1 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 000	0	0	1 000	0	1 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 000	0	0	1 000	0	1 000	0
835966150610				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
35015				DRAGAGE DU PORT DE KAOLACK	1 000	0	0	1 000	0	1 000	0
	2	7	1	BCI-ETAT	7 800	4 916	2 884	0	0	2 884	0
				TOTAL FINANCEMENT	7 800	4 916	2 884	0	0	2 884	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	7 800	4 916	2 884	0	0	2 884	0
75596306023				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
35052				OUVRAGE D'ACCOSTAGE ET GARE MARITIME KARABANE	7 800	4 916	2 884	0	0	2 884	0
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 35</b>					<b>16 167</b>	<b>4 916</b>	<b>3 951</b>	<b>4 000</b>	<b>3 300</b>	<b>11 251</b>	<b>0</b>
<b>Transports maritimes</b>											
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	16 167	4 916	3 951	4 000	3 300	11 251	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
<b>Transports aériens</b>											

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>TERTIAIRE</b>											
<b>Transports aériens</b>											
70096401072 36002	2	7	1	BCI-ETAT	9 500	8 500	1 000	0	0	1 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	9 500	8 500	1 000	0	0	1 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	9 500	8 500	1 000	0	0	1 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			AIBD INVESTISSEMENT AEROPORTUAIRE	9 500	8 500	1 000	0	0	0	1 000	0
75497179011 36005	2	7	1	BCI-ETAT	680	200	150	150	180	480	0
				TOTAL FINANCEMENT	680	200	150	150	180	480	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	680	200	150	150	180	480	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET D'ACQUISITION D'EQUIPEMENTS ET MOBILIER DE BUREAU POUR L'ANAMS	680	200	150	150	180	480	0	
75499106001 36006	2	1	0	BANQUE MONDIALE	2 943	885	900	1 158	0	2 058	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 943	885	900	1 158	0	2 058	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 943	885	900	1 158	0	2 058	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET REGIONAL DE SECURITE ET DE SURETE DU TRANSPORT AERIEN EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE	2 943	885	900	1 158	0	2 058	0	
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 36</b>					<b>13 123</b>	<b>9 585</b>	<b>2 050</b>	<b>1 308</b>	<b>180</b>	<b>3 538</b>	<b>0</b>
<b>Transports aériens</b>											
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	13 123	9 585	2 050	1 308	180	3 538	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
<b>Poste, Télécommunication et Information</b>											
54997091000 37011	2	7	1	BCI-ETAT	2 000	600	200	200	200	600	800
				TOTAL FINANCEMENT	2 000	600	200	200	200	600	800
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 000	600	200	200	200	600	800
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			REDEVANCE EUTELSAT	2 000	600	200	200	200	600	800	
549963590111 37013	2	7	1	BCI-ETAT	6 000	3 000	1 000	2 000	0	3 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	6 000	3 000	1 000	2 000	0	3 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	6 000	3 000	1 000	2 000	0	3 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CONSTRUCTION MAISON DE LA PRESSE	6 000	3 000	1 000	2 000	0	3 000	0	
54093169001 37015	2	7	1	BCI-ETAT	2 400	1 200	400	400	400	1 200	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 400	1 200	400	400	400	1 200	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 400	1 200	400	400	400	1 200	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			REDEVANCE INTELSAT	2 400	1 200	400	400	400	1 200	0	



## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>TERTIAIRE</b>											
<b>Poste, Télécommunication et Information</b>											
54093189001 37017	2	7	1	BCI-ETAT	9 000	2 000	3 000	3 000	1 000	7 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	9 000	2 000	3 000	3 000	1 000	7 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	9 000	2 000	3 000	3 000	1 000	7 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			APPUI RADIO DIFFUSION TELEVISION SENEGALAISE (RTS)	9 000	2 000	3 000	3 000	1 000	7 000	0	
54298151001 37018	2	7	1	BCI-ETAT	1 000	0	100	100	100	300	700
				TOTAL FINANCEMENT	1 000	0	100	100	100	300	700
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 000	0	100	100	100	300	700
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET DE TRANSITION DE LA RTS VERS LE NUMERIQUE	1 000	0	100	100	100	300	700	
54397213011 37019	2	7	1	BCI-ETAT	400	0	200	200	0	400	0
				TOTAL FINANCEMENT	400	0	200	200	0	400	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	400	0	200	200	0	400	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET DE MODERNISATION DES ARCHIVES DU MINISTERE DE LA COMMUNICATION	400	0	200	200	0	400	0	
54998152001 37020	2	7	1	BCI-ETAT	150	0	30	30	30	90	60
				TOTAL FINANCEMENT	150	0	30	30	30	90	60
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	150	0	30	30	30	90	60
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET DE SUIVI DU SERVICE UNIVERSEL DES TELECOMMUNICATIONS	150	0	30	30	30	90	60	
54197214011 37021	2	7	1	BCI-ETAT	500	0	100	100	100	300	200
				TOTAL FINANCEMENT	500	0	100	100	100	300	200
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	500	0	100	100	100	300	200
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET D'INSTALLATION, DE CONFIGURATION ET DE DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'EXPLOITATION DE L'APS	500	0	100	100	100	300	200	
54998153001 37022	2	7	1	BCI-ETAT	250	0	50	50	50	150	100
				TOTAL FINANCEMENT	250	0	50	50	50	150	100
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	250	0	50	50	50	150	100
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET PANAFRICAIN DES SERVICES EN LIGNE	250	0	50	50	50	150	100	
50497215001 37023	2	7	1	BCI-ETAT	800	0	180	200	200	580	220
				TOTAL FINANCEMENT	800	0	180	200	200	580	220
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	800	0	180	200	200	580	220
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET DE GENERALISATION DES CENTRES MULTIMEDIA COMMUNAUTAIRES	800	0	180	200	200	580	220	

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>TERTIAIRE</b>											
<b>Poste, Télécommunication et Information</b>											
50498154001 37024	2	7	1	BCI-ETAT	500	0	50	100	100	250	250
				TOTAL FINANCEMENT	500	0	50	100	100	250	250
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	500	0	50	100	100	250	250
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME SPECIAL DE FORMATION DES JEUNES DANS LES METIERS DES TIC	500	0	50	100	100	250	250	
54193226001 37025	2	7	1	BCI-ETAT	1 000	0	300	300	300	900	100
				TOTAL FINANCEMENT	1 000	0	300	300	300	900	100
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 000	0	300	300	300	900	100
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			APPUI AU QUOTIDIEN NATIONAL "LE SOLEIL"	1 000	0	300	300	300	900	100	
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 37</b>					<b>24 000</b>	<b>6 800</b>	<b>5 610</b>	<b>6 680</b>	<b>2 480</b>	<b>14 770</b>	<b>2 430</b>
<b>Poste, Télécommunication et Information</b>											
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	24 000	6 800	5 610	6 680	2 480	14 770	2 430
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
<b>Etudes et Recherches/tertiaire</b>											
45294015999 38006	2	7	1	BCI-ETAT	2 751	1 283	201	250	250	701	767
				TOTAL FINANCEMENT	2 751	1 283	201	250	250	701	767
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 751	1 283	201	250	250	701	767
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CREATION CENTRES RECHERCHE ET D'ESSAIS	2 751	1 283	201	250	250	701	767	
45394076001 38007	2	7	1	BCI-ETAT	3 500	100	80	80	100	260	3 140
				TOTAL FINANCEMENT	3 500	100	80	80	100	260	3 140
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	3 500	100	80	80	100	260	3 140
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CENTRE AFRICAINE DE RECHERCHE ET D'APPLICATION (CARA)	3 500	100	80	80	100	260	3 140	
45494090001 38010	2	7	1	BCI-ETAT	416	30	25	25	25	75	311
				TOTAL FINANCEMENT	416	30	25	25	25	75	311
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	416	30	25	25	25	75	311
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT DU PALMIER A HUILE	416	30	25	25	25	75	311	
45494030000 38037	2	7	1	BCI-ETAT	2 860	1 450	45	50	50	145	1 265
				TOTAL FINANCEMENT	2 860	1 450	45	50	50	145	1 265
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 860	1 450	45	50	50	145	1 265
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET DE PARC TECHNOLOGIQUE	2 860	1 450	45	50	50	145	1 265	

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>TERTIAIRE</b>											
<b>Etudes et Recherches/tertiaire</b>											
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 38</b>					9 527	2 863	351	405	425	1 181	5 483
<b>Etudes et Recherches/tertiaire</b>											
En Négociation					0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis					9 527	2 863	351	405	425	1 181	5 483
A Rechercher					0	0	0	0	0	0	0
<b>Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/tertiaire</b>											
75293148011 39005	2	7	1	BCI-ETAT	145	70	25	25	25	75	0
				TOTAL FINANCEMENT	145	70	25	25	25	75	0
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	145	70	25	25	25	75	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
SUIVI EVALUATION CDSMT DU MINISTERE COOPERATION INTERNATIONALE, INFRASTRUCTURES, TRANSPORTS AERIENS ET ENERGIE					145	70	25	25	25	75	0
75293149011 39006	2	7	1	BCI-ETAT	150	75	25	25	25	75	0
				TOTAL FINANCEMENT	150	75	25	25	25	75	0
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	150	75	25	25	25	75	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
PROJET INFORMATISATION DIRECTION DES TRANSPORTS TERRESTRES					150	75	25	25	25	75	0
75294093001 39009	2	7	1	BCI-ETAT	135	75	20	20	20	60	0
				TOTAL FINANCEMENT	135	75	20	20	20	60	0
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	135	75	20	20	20	60	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
PLANIFICATION STRATEGIQUE ET OPERATIONNELLE DU MINISTERE DES TRANSPORTS TERRESTRES					135	75	20	20	20	60	0
70099104001 39010	2	7	1	BCI-ETAT	170	30	55	55	30	140	0
				TOTAL FINANCEMENT	170	30	55	55	30	140	0
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	170	30	55	55	30	140	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
COORDINATION ET SUIVI CDSMT DU MINISTERE TRANSPORTS TERRESTRES, TRANSPORTS FERROVIAIRES ET AMENAGEMENT TERRITOIRE					170	30	55	55	30	140	0
75193224001 39011	2	7	1	BCI-ETAT	75	0	25	25	25	75	0
				TOTAL FINANCEMENT	75	0	25	25	25	75	0
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	75	0	25	25	25	75	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
APPUI DIRECTION DES TRANSPORTS TERRESTRES (CAMPAGNE DE SENSIBILISATION CONTRE LE VIH/SIDA)					75	0	25	25	25	75	0
75293225001 39012	2	7	1	BCI-ETAT	90	0	30	30	30	90	0
				TOTAL FINANCEMENT	90	0	30	30	30	90	0
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	90	0	30	30	30	90	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
APPUI AU COMITE NATIONAL DE FACILITATION DES TRANSPORTS					90	0	30	30	30	90	0

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>TERTIAIRE</b>											
<b>Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/tertiaire</b>											
70993231001 39013	2	7	1	BCI-ETAT	300	0	132	168	0	300	0
	TOTAL FINANCEMENT				300	0	132	168	0	300	0
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				300	0	132	168	0	300
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	
PROJET MODERNISATION ET RENFORCEMENT CAPACITES DU MICATTI				300	0	132	168	0	300	0	
32093220001 39014	2	7	1	BCI-ETAT	210	0	70	70	70	210	0
	TOTAL FINANCEMENT				210	0	70	70	70	210	0
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				210	0	70	70	70	210
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	
PROJET D'APPUI A L'UNITE DE COORDINATION DES PROJETS ET PROGRAMMES DU MINISTERE DU COMMERCE				210	0	70	70	70	210	0	
72396001999 39037	2	7	1	BCI-ETAT	1 000	250	100	150	150	400	350
	TOTAL FINANCEMENT				1 000	250	100	150	150	400	350
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				1 000	250	100	150	150	400
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	
PROGRAMME PLUIES PROVOQUEES "BAAWAN"				1 000	250	100	150	150	400	350	
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 39</b>					<b>2 275</b>	<b>500</b>	<b>482</b>	<b>568</b>	<b>375</b>	<b>1 425</b>	<b>350</b>
<b>Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/tertiaire</b>											
En Négociation				0	0	0	0	0	0	0	
Déjà Acquis				2 275	500	482	568	375	1 425	350	
A Rechercher				0	0	0	0	0	0		
<b>TOTAL PROJETS</b>					<b>1 791 508</b>	<b>548 050</b>	<b>268 033</b>	<b>561 676</b>	<b>282 352</b>	<b>1 112 061</b>	<b>131 397</b>
En Négociation				400	0	400	0	0	400	0	
Déjà Acquis				1 791 108	548 050	267 633	561 676	282 352	1 111 661	131 397	
A Rechercher				0	0	0	0	0	0		
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Hydraulique Urbaine et Assainissement</b>											
73396334001 41001	2	7	1	BCI-ETAT	1 380	730	200	200	250	650	0
	TOTAL FINANCEMENT				1 380	730	200	200	250	650	0
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				1 380	730	200	200	250	650
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	
PROJET D'ASSAINISSEMENT DES VILLES RELIGIEUSES				1 380	730	200	200	250	650	0	
73396333043 41003	2	0	0	Belgique	1 640	1 640	0	0	0	0	0
	2	7	2	BCI-ETAT	1 156	1 086	70	0	0	70	0
	TOTAL FINANCEMENT				2 796	2 726	70	0	0	70	0
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				2 796	2 726	70	0	0	70
A Rechercher				0	0	0	0	0	0		
ASSAINISSEMENT DU QUARTIER DAROU DE SAINT LOUIS				2 796	2 726	70	0	0	70	0	

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Hydraulique Urbaine et Assainissement</b>											
73396375011 41006	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	0	0	0	0	0	0	0
				A Rechercher	5 262	0	0	2 000	3 262	5 262	0
				EXTENSION DE LA STATION D'EPURATION DE CAMBERENE	5 262	0	0	2 000	3 262	5 262	0
70196083990 41009	2	1	0	ALLEMAGNE	6 700	6 700	0	0	0	0	0
	2	1	0	Agence Francaise de Developpement	4 100	4 100	0	0	0	0	0
	2	1	0	BANQUE MONDIALE	91 240	91 240	0	0	0	0	0
	2	1	0	Fonds Nordique de Développement	13 112	13 112	0	0	0	0	0
	2	2	0	BEI	10 495	10 495	0	0	0	0	0
	2	3	0	BOAD	8 000	8 000	0	0	0	0	0
	2	4	0	Compagnie Bancaire Afrique de Ouest	3 500	3 500	0	0	0	0	0
	2	7	2	BCI-ETAT	2 271	2 251	20	0	0	20	0
	2	8	2	SONEES	1 919	1 919	0	0	0	0	0
	2	9	2	Bénéficiaires	5 493	5 493	0	0	0	0	0
				TOTAL FINANCEMENT	146 830	146 810	20	0	0	20	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	146 830	146 810	20	0	0	20	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJ.SECT.EAU LONG TERME(PLT)	146 830	146 810	20	0	0	20	0	
73396489011 41024	2	1	0	BEI	12 300	0	1 000	5 500	5 800	12 300	0
	2	1	0	Agence Francaise de Developpement	19 950	0	1 500	8 000	10 450	19 950	0
				TOTAL FINANCEMENT	32 250	0	2 500	13 500	16 250	32 250	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	32 250	0	2 500	13 500	16 250	32 250	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET DE DEPOLLUTION DE LA BAIE DE HANN	32 250	0	2 500	13 500	16 250	32 250	0	
73396494001 41025	2	7	1	BCI-ETAT	6 200	2 600	1 000	1 300	1 300	3 600	0
				TOTAL FINANCEMENT	6 200	2 600	1 000	1 300	1 300	3 600	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	6 200	2 600	1 000	1 300	1 300	3 600	0
			A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
			PROJET OPERATIONS HIVERNALES	6 200	2 600	1 000	1 300	1 300	3 600	0	
72196509001 41027	2	7	1	BCI-ETAT	1 486	1 318	168	0	0	168	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 486	1 318	168	0	0	168	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 486	1 318	168	0	0	168	0
			A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
			COMPENSATION REVERSEMENT DEPOTS GARANTIES USAGERS SDE A LA CDC	1 486	1 318	168	0	0	168	0	

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Hydraulique Urbaine et Assainissement</b>											
721965890112	2	7	1	BCI-ETAT	2 300	1 273	1 027	0	0	1 027	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 300	1 273	1 027	0	0	1 027	0
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	2 300	1 273	1 027	0	0	1 027	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
41029				TRAVAUX DE RENOVATION ET DE REHABILITATION DU COLLECTEUR HANN FANN	2 300	1 273	1 027	0	0	1 027	0
713965670131	2	7	1	BCI-ETAT	10 000	2 500	1 000	3 000	3 500	7 500	0
				TOTAL FINANCEMENT	10 000	2 500	1 000	3 000	3 500	7 500	0
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	10 000	2 500	1 000	3 000	3 500	7 500	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
41030				ASSAINISSEMENT DE RUFISQUE	10 000	2 500	1 000	3 000	3 500	7 500	0
721966000132	2	7	1	BCI-ETAT	2 500	400	2 100	0	0	2 100	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 500	400	2 100	0	0	2 100	0
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	2 500	400	2 100	0	0	2 100	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
41032				PROGRAMME CONNECTIVITE EAU POTABLE ZONE ECONOMIQUE SPECIALE INTEGREE	2 500	400	2 100	0	0	2 100	0
733966010132	2	7	1	BCI-ETAT	9 200	3 200	2 500	3 500	0	6 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	9 200	3 200	2 500	3 500	0	6 000	0
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	9 200	3 200	2 500	3 500	0	6 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
41033				PROGRAMME CONNECTIVITE ASSAINISSEMENT ZONE ECONOMIQUE SPECIALE INTEGREE	9 200	3 200	2 500	3 500	0	6 000	0
73396618999	2	7	2	Union Européenne/FED	13 500	0	1 000	6 000	6 500	13 500	0
				BCI-ETAT	415	0	415	0	0	415	0
				TOTAL FINANCEMENT	13 915	0	1 415	6 000	6 500	13 915	0
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	13 915	0	1 415	6 000	6 500	13 915	0
41036				PROJET ASSAINISSEMENT (VOLET EAUX USEES): MBOUR,TIVAOUANE, MBACKE, DIOURBEL ET RICHARD-TOLL	13 915	0	1 415	6 000	6 500	13 915	0
73397226019	2	7	2	BANQUE MONDIALE	2 300	0	2 300	0	0	2 300	0
				BCI-ETAT	100	0	100	0	0	100	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 400	0	2 400	0	0	2 400	0
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	2 400	0	2 400	0	0	2 400	0
41037				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	
				PROJET ASSAINISSEMENT AUTONOME DANS LA BANLIEU DE DAKAR (GPOBA)	2 400	0	2 400	0	0	2 400	0

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Hydraulique Urbaine et Assainissement</b>											
72196624001 41038	2	7	1	BCI-ETAT	1 050	0	50	500	500	1 050	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 050	0	50	500	500	1 050	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 050	0	50	500	500	1 050	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET DE RATIONALISATION DE LA CONSOMMATION D'EAU DE L'ADMINISTRATION	1 050	0	50	500	500	1 050	0
73396084990 41601	2	1	0	BADEA	3 714	3 714	0	0	0	0	0
	2	7	2	BCI-ETAT	757	507	250	0	0	250	0
				TOTAL FINANCEMENT	4 471	4 221	250	0	0	250	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	4 471	4 221	250	0	0	250	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			ASSAINISSEMENT SL, KK ,LG	4 471	4 221	250	0	0	250	0	
73396085011 41603	2	1	0	BADEA	2 064	1 664	400	0	0	400	0
	2	7	2	BCI-ETAT	366	326	40	0	0	40	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 430	1 990	440	0	0	440	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 430	1 990	440	0	0	440	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET EAUX USEES DE GRAND YOFF	2 430	1 990	440	0	0	440	0	
73396086032 41605	2	1	0	BADEA	8 800	4 057	1 250	882	2 611	4 743	0
	2	7	2	BCI-ETAT	3 049	1 940	134	450	525	1 109	0
				TOTAL FINANCEMENT	11 849	5 997	1 384	1 332	3 136	5 852	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	11 849	5 997	1 384	1 332	3 136	5 852	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET ASSAINISSEMENT DIOURBEL	11 849	5 997	1 384	1 332	3 136	5 852	0	
73396087012 41606	2	1	0	BADEA	6 600	5 892	708	0	0	708	0
	2	7	2	BCI-ETAT	2 670	2 450	220	0	0	220	0
				TOTAL FINANCEMENT	9 270	8 342	928	0	0	928	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	9 270	8 342	928	0	0	928	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET ASSAINISSEMENT PIKINE	9 270	8 342	928	0	0	928	0	
73396285990 41615	2	7	1	BCI-ETAT	2 690	1 000	490	600	600	1 690	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 690	1 000	490	600	600	1 690	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 690	1 000	490	600	600	1 690	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PEPAM-REALISATION 4500 OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT INDIV. ET DE 75 EDICULES PUBLIQUE EN MILIEU RURAL	2 690	1 000	490	600	600	1 690	0



## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Hydraulique Urbaine et Assainissement</b>											
73396286011 41616	2	7	1	BCI-ETAT	7 800	4 700	600	1 200	1 300	3 100	0
	TOTAL FINANCEMENT				7 800	4 700	600	1 200	1 300	3 100	0
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				7 800	4 700	600	1 200	1 300	3 100
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	
	PEPAM-REHABILITATION DE 30 KM D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES				7 800	4 700	600	1 200	1 300	3 100	0
73396287083 41619	2	1	0	BADEA	8 500	0	1 000	3 750	3 750	8 500	0
	2	7	2	BCI-ETAT	360	0	154	206	0	360	0
	TOTAL FINANCEMENT				8 860	0	1 154	3 956	3 750	8 860	0
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				8 860	0	1 154	3 956	3 750	8 860
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	
ASSAINISSEMENT DE LA VILLE DE LOUGA				8 860	0	1 154	3 956	3 750	8 860	0	
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 41</b>					<b>284 939</b>	<b>187 807</b>	<b>19 696</b>	<b>37 088</b>	<b>40 348</b>	<b>97 132</b>	<b>0</b>
<b>Hydraulique Urbaine et Assainissement</b>											
En Négociation				0	0	0	0	0	0	0	0
Déjà Acquis				279 677	187 807	19 696	35 088	37 086	91 870	0	
A Rechercher				5 262	0	0	2 000	3 262	5 262	0	
<b>Culture, Jeunesse et Sport</b>											
51593108001 42010	2	7	1	BCI-ETAT	2 500	1 500	300	350	350	1 000	0
	TOTAL FINANCEMENT				2 500	1 500	300	350	350	1 000	0
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				2 500	1 500	300	350	350	1 000
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	
	PRO D'APPUI A L'INDUS CINEMATOGRAPHIQUE				2 500	1 500	300	350	350	1 000	0
52196402001 42012	2	7	1	BCI-ETAT	417	117	100	100	100	300	0
	TOTAL FINANCEMENT				417	117	100	100	100	300	0
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				417	117	100	100	100	300
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	
	ETUDES ET SUIVI DU PROJET DE REHABILITATION DES STADES REGIONAUX AVEC LA COOPERATION CHINOISE				417	117	100	100	100	300	0
52296495001 42016	2	7	1	BCI-ETAT	7 000	800	500	2 600	3 100	6 200	0
	TOTAL FINANCEMENT				7 000	800	500	2 600	3 100	6 200	0
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				7 000	800	500	2 600	3 100	6 200
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	
	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'ARENE NATIONAL				7 000	800	500	2 600	3 100	6 200	0
53293190001 42021	2	0	0	BANQUE MONDIALE	200	70	70	60	0	130	0
	2	7	2	BCI-ETAT	192	112	50	30	0	80	0
	TOTAL FINANCEMENT				392	182	120	90	0	210	0
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				392	182	120	90	0	210
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	
PROJET RENFORCEMENT CAPACITE SUIVI/EVALUATION EN MATIERE D'EMPLOI DES JEUNES				392	182	120	90	0	210	0	

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Culture, Jeunesse et Sport</b>											
53298139019 42022	2	7	1	BCI-ETAT	1 050	150	300	300	300	900	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 050	150	300	300	300	900	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 050	150	300	300	300	900	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET D'APPUI A L'OFFICE POUR LA FORMATION ET L'EMPLOI DES JEUNES DE LA BANLIEUE	1 050	150	300	300	300	900	0	
51193201001 42023	2	0	0	Union Européenne/FED	1 350	600	750	0	0	750	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 350	600	750	0	0	750	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 350	600	750	0	0	750	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME CULTUREL 10 ème FED	1 350	600	750	0	0	750	0	
53293214000 42024	2	7	1	BCI-ETAT	125	0	25	50	50	125	0
				TOTAL FINANCEMENT	125	0	25	50	50	125	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	125	0	25	50	50	125	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET D'APPUI A L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI DES JEUNES (ANEJ)	125	0	25	50	50	125	0	
53193218001 42026	2	7	1	BCI-ETAT	125	0	25	50	50	125	0
				TOTAL FINANCEMENT	125	0	25	50	50	125	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	125	0	25	50	50	125	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET D'APPUI A L'UNITE DE COORDINATION DES ASC EMPLOI/JEUNES	125	0	25	50	50	125	0	
53093219001 42027	2	7	1	BCI-ETAT	225	0	75	75	75	225	0
				TOTAL FINANCEMENT	225	0	75	75	75	225	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	225	0	75	75	75	225	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MINISTERE DE LA JEUNESSE	225	0	75	75	75	225	0	
51096636011 42028	2	7	1	BCI-ETAT	2 150	0	2 150	0	0	2 150	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 150	0	2 150	0	0	2 150	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 150	0	2 150	0	0	2 150	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CONSTRUCTION D'EDIFICES CULTURELS	2 150	0	2 150	0	0	2 150	0	
51196094112 42107	2	7	1	BCI-ETAT	4 300	3 228	473	473	126	1 072	0
				TOTAL FINANCEMENT	4 300	3 228	473	473	126	1 072	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	4 300	3 228	473	473	126	1 072	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CONSTRUCTION COMPLEXES CULTURELS REGIONAUX	4 300	3 228	473	473	126	1 072	0	

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Culture, Jeunesse et Sport</b>											
53095009999 42506	2	0	0	PNUD	700	300	400	0	0	400	0
	2	0	0	Espagne	1 048	1 048	0	0	0	0	0
	2	7	2	BCI-ETAT	14 000	11 500	400	400	400	1 200	1 300
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>15 748</b>	<b>12 848</b>	<b>800</b>	<b>400</b>	<b>400</b>	<b>1 600</b>	<b>1 300</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>15 748</b>	<b>12 848</b>	<b>800</b>	<b>400</b>	<b>400</b>	<b>1 600</b>	<b>1 300</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
				FONDS DE PROMOTION JEUNES ET DES ASC	15 748	12 848	800	400	400	1 600	1 300
52197033990 42508	2	7	1	BCI-ETAT	1 143	843	100	100	100	300	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>1 143</b>	<b>843</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>300</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>1 143</b>	<b>843</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>300</b>	<b>0</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
				EQUIPEMENTS SPORTIFS	1 143	843	100	100	100	300	0
51497034990 42513	2	7	1	BCI-ETAT	1 750	1 306	100	125	125	350	94
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>1 750</b>	<b>1 306</b>	<b>100</b>	<b>125</b>	<b>125</b>	<b>350</b>	<b>94</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>1 750</b>	<b>1 306</b>	<b>100</b>	<b>125</b>	<b>125</b>	<b>350</b>	<b>94</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
				REHABILITATION ET EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUES ET CLAC	1 750	1 306	100	125	125	350	94
51396095990 42516	2	7	1	BCI-ETAT	1 700	1 239	100	175	186	461	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>1 700</b>	<b>1 239</b>	<b>100</b>	<b>175</b>	<b>186</b>	<b>461</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>1 700</b>	<b>1 239</b>	<b>100</b>	<b>175</b>	<b>186</b>	<b>461</b>	<b>0</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
				INVENTAIRE AMENAGEMENT ET RESTAURATION DU PATRIMOINE	1 700	1 239	100	175	186	461	0
53392022990 42518	2	7	1	BCI-ETAT	3 800	2 900	300	300	300	900	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>3 800</b>	<b>2 900</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>900</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>3 800</b>	<b>2 900</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>900</b>	<b>0</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
				VOLONTAIRES SERVICE CIVIQUE NATIONAL	3 800	2 900	300	300	300	900	0
53993026990 42522	2	0	0	FNUAP	3 000	263	398	400	400	1 198	1 539
	2	7	2	BCI-ETAT	350	97	50	50	50	150	103
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>3 350</b>	<b>360</b>	<b>448</b>	<b>450</b>	<b>450</b>	<b>1 348</b>	<b>1 642</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>3 350</b>	<b>360</b>	<b>448</b>	<b>450</b>	<b>450</b>	<b>1 348</b>	<b>1 642</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			SANTE REPRODUCTION JEUNES PHASE 3	3 350	360	448	450	450	1 348	1 642	

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Culture, Jeunesse et Sport</b>											
52196147990 42524	2	0	0	Agence Chinoise de Coop. Internatio.	6 500	5 500	1 000	0	0	1 000	0
	2	7	2	BCI-ETAT	7 961	4 061	1 400	1 400	1 100	3 900	0
				TOTAL FINANCEMENT	14 461	9 561	2 400	1 400	1 100	4 900	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	14 461	9 561	2 400	1 400	1 100	4 900	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CONSTRUCTION ET REHABILITATION INFRASTRUCTURES SPORTIVES	14 461	9 561	2 400	1 400	1 100	4 900	0	0
51197095000 42554	2	7	1	BCI-ETAT	1 700	805	327	268	300	895	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 700	805	327	268	300	895	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 700	805	327	268	300	895	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				EQUIPEMENT EN MATERIELS TECHNIQUES ET LOGISTIQUES POUR L'ACTION CULTURELLE DECENTRALISEE	1 700	805	327	268	300	895	0
513940400230 42555	2	7	1	BCI-ETAT	1 000	420	200	200	200	420	160
				TOTAL FINANCEMENT	1 000	420	200	200	200	420	160
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 000	420	200	200	200	420	160
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				ETUDE ET CONSTRUCTION DE MUSEE	1 000	420	200	200	200	420	160
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 42</b>					<b>64 286</b>	<b>36 859</b>	<b>9 413</b>	<b>7 506</b>	<b>7 312</b>	<b>24 231</b>	<b>3 196</b>
<b>Culture, Jeunesse et Sport</b>											
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	64 286	36 859	9 413	7 506	7 312	24 231	3 196
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
<b>Habitat et Urbanisme</b>											
71398013990 43001	2	7	1	BCI-ETAT	6 611	6 311	100	100	100	300	0
				TOTAL FINANCEMENT	6 611	6 311	100	100	100	300	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	6 611	6 311	100	100	100	300	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				URBANISME OPERATIONNEL	6 611	6 311	100	100	100	300	0
712950400111 43008	2	7	1	BCI-ETAT	19 500	16 500	1 500	1 500	0	3 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	19 500	16 500	1 500	1 500	0	3 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	19 500	16 500	1 500	1 500	0	3 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				ACQUISITION IMMEUBLES ET APPARTEMENTS DE LA SICAP PAR L'ETAT	19 500	16 500	1 500	1 500	0	3 000	0
71396329019 43010	2	7	1	BCI-ETAT	15 450	10 650	1 750	1 400	1 650	4 800	0
				TOTAL FINANCEMENT	15 450	10 650	1 750	1 400	1 650	4 800	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	15 450	10 650	1 750	1 400	1 650	4 800	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROGRAMME BANLIEUES ( CONST. CEDAF-POSTES DE SANTE-CASES DES TOUT PETITS)	15 450	10 650	1 750	1 400	1 650	4 800	0

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Habitat et Urbanisme</b>											
71396372001 43015	2	0	0	Agence Francaise de Developpement	9 900	4 209	1 222	1 500	2 969	5 691	0
	2	1	0	BANQUE MONDIALE	42 500	17 935	2 037	10 528	12 000	24 565	0
	2	7	2	BCI-ETAT	2 100	1 200	300	300	300	900	0
	2	7	2	ETAT(FECL)	23 800	13 600	3 400	3 400	3 400	10 200	0
	2	9	2	ETAT(Commune)	3 864	2 664	350	350	500	1 200	0
	2	9	2	Collectivités Locales	3 231	1 313	543	500	875	1 918	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>85 395</b>	<b>40 921</b>	<b>7 852</b>	<b>16 578</b>	<b>20 044</b>	<b>44 474</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>85 395</b>	<b>40 921</b>	<b>7 852</b>	<b>16 578</b>	<b>20 044</b>	<b>44 474</b>	<b>0</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			PROGRAMME RENFORCEMENT EQUIPEMENT COLLECTIVITES LOCALES (PRECOL)	85 395	40 921	7 852	16 578	20 044	44 474	0	
71396338001 43016	2	7	1	BCI-ETAT	5 000	2 785	150	150	150	450	1 765
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>5 000</b>	<b>2 785</b>	<b>150</b>	<b>150</b>	<b>150</b>	<b>450</b>	<b>1 765</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>5 000</b>	<b>2 785</b>	<b>150</b>	<b>150</b>	<b>150</b>	<b>450</b>	<b>1 765</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			PROGRAMME NATIONAL D'AMENAGEMENT DES ESPACES PUBLICS	5 000	2 785	150	150	150	450	1 765	
71394052990 43017	2	7	1	BCI-ETAT	2 000	1 500	150	250	100	500	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>2 000</b>	<b>1 500</b>	<b>150</b>	<b>250</b>	<b>100</b>	<b>500</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>2 000</b>	<b>1 500</b>	<b>150</b>	<b>250</b>	<b>100</b>	<b>500</b>	<b>0</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			PRO D'ELA DE PLANS DIREC PR LA GEST DES DECHETS SOL DANS LES REGIONS DE FATICK, LOUGA,ZIGUINCHOR, THIES, DJOURBEL, ET TAMBACOUNDA	2 000	1 500	150	250	100	500	0	
71197152011 43022	2	7	1	BCI-ETAT	300	150	50	50	50	150	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>300</b>	<b>150</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>150</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>300</b>	<b>150</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>150</b>	<b>0</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			EQUIPEMENT BRIGADES DE SURVEILLANCE ET DU CONTROLE DE L'OCCUPATION DU SOL (DESCOS)	300	150	50	50	50	150	0	
73498100001 43023	2	7	1	BCI-ETAT	900	450	100	125	125	350	100
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>900</b>	<b>450</b>	<b>100</b>	<b>125</b>	<b>125</b>	<b>350</b>	<b>100</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>900</b>	<b>450</b>	<b>100</b>	<b>125</b>	<b>125</b>	<b>350</b>	<b>100</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			PROJET DE DEVELOPPEMENT D'ECO QUARTIERS	900	450	100	125	125	350	100	
73999076001 43025	2	7	1	BCI-ETAT	1 500	505	100	150	150	400	595
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>1 500</b>	<b>505</b>	<b>100</b>	<b>150</b>	<b>150</b>	<b>400</b>	<b>595</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>1 500</b>	<b>505</b>	<b>100</b>	<b>150</b>	<b>150</b>	<b>400</b>	<b>595</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LES ENCOMBREMENTS	1 500	505	100	150	150	400	595	

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Habitat et Urbanisme</b>											
71396435999 43026	2	7	2	BCI-ETAT	400	200	200	0	0	200	0
				TOTAL FINANCEMENT	400	200	200	0	0	200	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	400	200	200	0	0	200	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				FONDS DE CONTREPARTIE PROJET DE DEVELOPPEMENT LOCAL ET DE DECENTRALISATION POUR PROMOTION DES COMMUNAUTES RURALES REGIONS FATICK ET KAOLACK (PI	400	200	200	0	0	200	0
36296437001 43028	2	0	0	FENU	960	720	240	0	0	240	0
	2	0	0	PNUD	888	504	384	0	0	384	0
	2	7	2	BCI-ETAT	757	529	228	0	0	228	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 605	1 753	852	0	0	852	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 605	1 753	852	0	0	852	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT LOCAL (PADEL/PNDL) EX PADMIR	2 605	1 753	852	0	0	852	0	
70196487001 43029	2	0	0	RFA/GTZ	4 400	2 850	1 000	550	0	1 550	0
	2	0	0	ALLEMAGNE	6 200	1 000	2 000	3 200	0	5 200	0
				TOTAL FINANCEMENT	10 600	3 850	3 000	3 750	0	6 750	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	10 600	3 850	3 000	3 750	0	6 750	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROGRAMME D'APPUI A LA DECENTRALISATION ET AU DEVELOPPEMENT LOCAL (PRODEL)	10 600	3 850	3 000	3 750	0	6 750	0
71194020999 43032	2	7	1	BCI-ETAT	4 398	4 098	100	100	100	300	0
				TOTAL FINANCEMENT	4 398	4 098	100	100	100	300	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	4 398	4 098	100	100	100	300	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				ETUDE GENERALE D'URBANISME	4 398	4 098	100	100	100	300	0
70096546001 43036	2	7	1	BCI-ETAT	10 000	4 000	2 000	2 000	2 000	6 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	10 000	4 000	2 000	2 000	2 000	6 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	10 000	4 000	2 000	2 000	2 000	6 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				FONDS SPECIAL DE GESTION DES INONDATIONS	10 000	4 000	2 000	2 000	2 000	6 000	0
71296591011 43040	2	7	1	BCI-ETAT	10 000	5 000	300	500	500	1 300	3 700
				TOTAL FINANCEMENT	10 000	5 000	300	500	500	1 300	3 700
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	10 000	5 000	300	500	500	1 300	3 700
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				ACQUISITION BATIMENTS PATRIMOINE BATI DE L'ETAT	10 000	5 000	300	500	500	1 300	3 700

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Habitat et Urbanisme</b>											
71396570001 43043	2	7	1	BCI-ETAT	9 500	5 000	1 150	1 000	1 000	3 150	1 350
				TOTAL FINANCEMENT	9 500	5 000	1 150	1 000	1 000	3 150	1 350
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	9 500	5 000	1 150	1 000	1 000	3 150	1 350
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CONSTRUCTION, REHABILITATION ET EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES SOCIALES	9 500	5 000	1 150	1 000	1 000	3 150	1 350	
71291008042 43046	2	7	1	BCI-ETAT	14 030	12 630	1 400	0	0	1 400	0
				TOTAL FINANCEMENT	14 030	12 630	1 400	0	0	1 400	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	14 030	12 630	1 400	0	0	1 400	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			ACQUISITION IMMEUBLE CONSULAIRE	14 030	12 630	1 400	0	0	1 400	0	
713965730730 43047	2	7	1	BCI-ETAT	800	200	200	200	200	600	0
				TOTAL FINANCEMENT	800	200	200	200	200	600	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	800	200	200	200	200	600	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			RESTRUCTURATION FONCIERE DE TIVAOUANE	800	200	200	200	200	600	0	
71098140001 43048	2	7	1	BCI-ETAT	90	20	15	20	35	70	0
				TOTAL FINANCEMENT	90	20	15	20	35	70	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	90	20	15	20	35	70	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROMOTION HABITAT COOPERATIF	90	20	15	20	35	70	0	
71393192001 43049	2	7	1	BCI-ETAT	700	200	150	175	175	500	0
				TOTAL FINANCEMENT	700	200	150	175	175	500	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	700	200	150	175	175	500	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET "UNE FAMILLE - UN TOIT"	700	200	150	175	175	500	0	
71093195011 43055	2	7	1	BCI-ETAT	200	100	15	20	65	100	0
				TOTAL FINANCEMENT	200	100	15	20	65	100	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	200	100	15	20	65	100	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET DE RENFORCEMENT DE CAPACITE CELLULE PLANIFICATION	200	100	15	20	65	100	0	
71396597101 43056	2	7	1	BCI-ETAT	9 000	4 000	850	2 000	2 150	5 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	9 000	4 000	850	2 000	2 150	5 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	9 000	4 000	850	2 000	2 150	5 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			ACHEVEMENT PROGRAMME INDEPENDANCE	9 000	4 000	850	2 000	2 150	5 000	0	



## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Habitat et Urbanisme</b>											
71093202001 43060	2	7	1	BCI-ETAT	300	200	100	0	0	100	0
				TOTAL FINANCEMENT	300	200	100	0	0	100	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	300	200	100	0	0	100	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL A LA DIRECTION GENERALE DE LA CONSTRUCTION	300	200	100	0	0	100	0	
66099112001 43062	2	7	1	BCI-ETAT	150	0	50	50	50	150	0
				TOTAL FINANCEMENT	150	0	50	50	50	150	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	150	0	50	50	50	150	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET POUR LA PREVENTION ET LA LUTTE CONTRE LES MALADIES HIVERNALES	150	0	50	50	50	150	0	
66998159001 43063	2	7	1	BCI-ETAT	150	0	50	50	50	150	0
				TOTAL FINANCEMENT	150	0	50	50	50	150	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	150	0	50	50	50	150	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET DE PROMOTION DE L'HYGIENE ET DE LA SALUBRITE DANS 20 DARAAS AU SENEGAL	150	0	50	50	50	150	0	
73499113060 43064	2	7	1	BCI-ETAT	1 300	0	300	500	500	1 300	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 300	0	300	500	500	1 300	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 300	0	300	500	500	1 300	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME DE NETTOIEMENT REGION DE KAOLACK	1 300	0	300	500	500	1 300	0	
851966210312 43065	2	7	1	BCI-ETAT	1 500	0	200	650	650	1 500	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 500	0	200	650	650	1 500	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 500	0	200	650	650	1 500	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			ACHEVEMENT MARCHE DE TOUBA	1 500	0	200	650	650	1 500	0	
71996630014 43068	2	7	1	BCI-ETAT	2 000	0	2 000	0	0	2 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 000	0	2 000	0	0	2 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 000	0	2 000	0	0	2 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PLAN JAXAAY(FOURNITURE PRODUITS PHYTOSANITAIRES)	2 000	0	2 000	0	0	2 000	0	
71997229019 43069	2	7	1	BCI-ETAT	500	0	500	0	0	500	0
				TOTAL FINANCEMENT	500	0	500	0	0	500	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	500	0	500	0	0	500	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PLAN JAXAAY (EQUIPEMENT DES ZONES INONDEES)	500	0	500	0	0	500	0	

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Habitat et Urbanisme</b>											
71096631001 43070	2	7	1	BCI-ETAT	1 500	0	1 500	0	0	1 500	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 500	0	1 500	0	0	1 500	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 500	0	1 500	0	0	1 500	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			TRAVAUX PREVENTION DES INONDATIONS	1 500	0	1 500	0	0	1 500	0	
71997230001 43071	2	7	1	BCI-ETAT	5 000	0	5 000	0	0	5 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	5 000	0	5 000	0	0	5 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	5 000	0	5 000	0	0	5 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			ACQUISITION DE MOTOPOMPES	5 000	0	5 000	0	0	5 000	0	
71096632011 43072	2	7	1	BCI-ETAT	1 500	0	1 000	500	0	1 500	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 500	0	1 000	500	0	1 500	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 500	0	1 000	500	0	1 500	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			ACQUISITION IMMEUBLE ACCUEIL FAMILLE HAITIENNE	1 500	0	1 000	500	0	1 500	0	
71096633072 43073	2	7	1	BCI-ETAT	500	0	350	150	0	500	0
				TOTAL FINANCEMENT	500	0	350	150	0	500	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	500	0	350	150	0	500	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DE VOIRIES DANS LA COMMUNE DE THIES	500	0	350	150	0	500	0	
71296634011 43074	2	7	1	BCI-ETAT	1 000	0	1 000	0	0	1 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 000	0	1 000	0	0	1 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 000	0	1 000	0	0	1 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			ACQUISITION IMMEUBLE EMILE ZOLA	1 000	0	1 000	0	0	1 000	0	
71097238001 43075	2	7	1	BCI-ETAT	5 000	0	5 000	0	0	5 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	5 000	0	5 000	0	0	5 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	5 000	0	5 000	0	0	5 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			ACQUISITION DE TENTES ET DE BACS A ORDURES	5 000	0	5 000	0	0	5 000	0	
71399017990 43121	2	7	1	BCI-ETAT	4 940	4 340	200	200	200	600	0
				TOTAL FINANCEMENT	4 940	4 340	200	200	200	600	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	4 940	4 340	200	200	200	600	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME DE PROMOTION DES ZONES D'AMENAGEMENT CONCERTÉES	4 940	4 340	200	200	200	600	0	

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Habitat et Urbanisme</b>											
71395010990 43123	2	7	1	BCI-ETAT	1 296	996	100	100	100	300	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 296	996	100	100	100	300	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 296	996	100	100	100	300	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			SUBVENTION FONDS DE RESTRUCTURATION ET REGULARISATION FONCIERE	1 296	996	100	100	100	300	0	0
71096300019 43254	2	7	1	BCI-ETAT	63 558	48 558	2 000	6 000	7 000	15 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	63 558	48 558	2 000	6 000	7 000	15 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	63 558	48 558	2 000	6 000	7 000	15 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PLAN "JAXAAY" (Construction logements sociaux)	63 558	48 558	2 000	6 000	7 000	15 000	0	0
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 43</b>					<b>299 173</b>	<b>174 917</b>	<b>41 334</b>	<b>38 268</b>	<b>37 144</b>	<b>116 746</b>	<b>7 510</b>
<b>Habitat et Urbanisme</b>											
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	299 173	174 917	41 334	38 268	37 144	116 746	7 510
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
<b>Santé et Nutrition</b>											
60992023999 44001	2	0	0	Fonds mondial	10 656	10 656	0	0	0	0	0
	2	0	0	ALLEMAGNE	3 938	3 149	789	0	0	789	0
	2	0	0	USAID	10 300	0	1 425	3 042	3 085	7 552	2 748
	2	0	0	Fonds mondial	58 000	0	1 310	15 231	20 421	36 962	21 038
	2	0	0	USAID	10 327	10 327	0	0	0	0	0
	2	0	0	PAM	64	64	0	0	0	0	0
	2	0	0	ONU-SIDA	257	257	0	0	0	0	0
	2	0	0	JAPON	696	696	0	0	0	0	0
	2	0	0	FNUAP	811	676	135	0	0	135	0
	2	0	0	ACDI	1 080	1 080	0	0	0	0	0
	2	1	0	BANQUE MONDIALE	20 325	20 325	0	0	0	0	0
	2	7	2	BCI-ETAT	8 325	3 475	675	675	675	2 025	2 825
				TOTAL FINANCEMENT	124 779	50 705	4 334	18 948	24 181	47 463	26 611
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	124 779	50 705	4 334	18 948	24 181	47 463	26 611
			A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
			PLAN STRATEGIQUE LUTTE SIDA	124 779	50 705	4 334	18 948	24 181	47 463	26 611	
614971170111 44009	2	7	1	BCI-ETAT	2 450	650	740	1 060	0	1 800	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 450	650	740	1 060	0	1 800	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 450	650	740	1 060	0	1 800	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			REHABILITATION EQUIPEMENT MATERNITE LE DANTEC	2 450	650	740	1 060	0	1 800	0	

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Santé et Nutrition</b>											
63196350073 44013	2	7	1	BCI-ETAT	1 050	575	475	0	0	475	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 050	575	475	0	0	475	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 050	575	475	0	0	475	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			REHABILITATION ET EQUIPEMENT CENTRE DE SANTE TIVAOUANE	1 050	575	475	0	0	475	0	
60096396011 44029	2	7	1	BCI-ETAT	500	90	100	100	210	410	0
				TOTAL FINANCEMENT	500	90	100	100	210	410	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	500	90	100	100	210	410	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			REFECTION ET MODERNISATION CENTRE TALIBOU DABO	500	90	100	100	210	410	0	
64296425999 44038	2	0	0	LUXEMBOURG	7 860	4 574	1 510	1 776	0	3 286	0
	2	7	2	BCI-ETAT	1 750	898	270	366	216	852	0
				TOTAL FINANCEMENT	9 610	5 472	1 780	2 142	216	4 138	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	9 610	5 472	1 780	2 142	216	4 138	0
			A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
			PROGRAMME SANTE LUXEMBOURG	9 610	5 472	1 780	2 142	216	4 138	0	
61096431011 44044	2	7	1	BCI-ETAT	150	90	60	0	0	60	0
				TOTAL FINANCEMENT	150	90	60	0	0	60	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	150	90	60	0	0	60	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			REHABILITATION ET EQUIPEMENT DIR DES EQUIPEMENTS MEDICAUX	150	90	60	0	0	60	0	
65093143001 44049	2	0	0	Belgique	2 620	1 092	698	620	210	1 528	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 620	1 092	698	620	210	1 528	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 620	1 092	698	620	210	1 528	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET D'APPUI A LA MICRO ASSURANCE SANTE	2 620	1 092	698	620	210	1 528	0	
61498114001 44050	2	0	0	USAID	31 057	12 964	2 112	3 878	4 439	10 429	7 664
	2	0	0	FNUAP	5 000	2 808	630	725	837	2 192	0
	2	0	0	JAPON	1 097	693	220	184	0	404	0
	2	0	0	OMS	400	336	64	0	0	64	0
	2	7	2	BCI-ETAT	2 717	1 281	501	466	469	1 436	0
			TOTAL FINANCEMENT	40 271	18 082	3 527	5 253	5 745	14 525	7 664	
1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0	
2			Déjà Acquis	40 271	18 082	3 527	5 253	5 745	14 525	7 664	
			A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
			PROGRAMME SANTE MATERNELLE,INFANTILE/SR	40 271	18 082	3 527	5 253	5 745	14 525	7 664	

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Santé et Nutrition</b>											
61997180001 44052	2	7	1	BCI-ETAT	4 250	1 200	700	700	700	2 100	950
				TOTAL FINANCEMENT	4 250	1 200	700	700	700	2 100	950
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	4 250	1 200	700	700	700	2 100	950
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				AUTONOMISATION DES HOPITAUX EN OXYGENE	4 250	1 200	700	700	700	2 100	950
60093185001 44055	2	7	1	BCI-ETAT	900	550	350	0	0	350	0
				TOTAL FINANCEMENT	900	550	350	0	0	350	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	900	550	350	0	0	350	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				ACQUISITION SCANNER HOPITAL PRINCIPAL	900	550	350	0	0	350	0
62297190001 44058	2	7	1	BCI-ETAT	1 200	300	600	300	0	900	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 200	300	600	300	0	900	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 200	300	600	300	0	900	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				ACQUISITIONS DE SCANNERS POUR TOUBA ET TAMBA	1 200	300	600	300	0	900	0
61096575059 44062	2	0	0	JAPON	8 000	1 100	1 654	2 100	3 146	6 900	0
	2	7	2	BCI-ETAT	3 000	500	800	800	900	2 500	0
				TOTAL FINANCEMENT	11 000	1 600	2 454	2 900	4 046	9 400	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	11 000	1 600	2 454	2 900	4 046	9 400	0
			A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
				PROJET SANTE A TAMBA ET KEDOUGOU/JAPON	11 000	1 600	2 454	2 900	4 046	9 400	0
624965880123 44063	2	0	0	Agence Chinoise de Coop. Internatio.	10 000	1 000	2 000	3 000	4 000	9 000	0
	2	7	2	BCI-ETAT	550	250	300	0	0	300	0
				TOTAL FINANCEMENT	10 550	1 250	2 300	3 000	4 000	9 300	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	10 550	1 250	2 300	3 000	4 000	9 300	0
			A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
				HOPITAL PR ENFANT DE DIAMNIADIO	10 550	1 250	2 300	3 000	4 000	9 300	0
642966160822 44064	2	7	1	BCI-ETAT	100	0	100	0	0	100	0
				TOTAL FINANCEMENT	100	0	100	0	0	100	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	100	0	100	0	0	100	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				CONSTRUCTION PS DE MBACKE KADIOR	100	0	100	0	0	100	0

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Santé et Nutrition</b>											
62297216990 44065	2	7	1	BCI-ETAT	600	0	150	150	300	600	0
				TOTAL FINANCEMENT	600	0	150	150	300	600	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	600	0	150	150	300	600	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			ACQUISITION D'ECHOGRAPHES	600	0	150	150	300	600	0	0
62297217001 44066	2	7	1	BCI-ETAT	1 200	0	200	200	300	700	500
				TOTAL FINANCEMENT	1 200	0	200	200	300	700	500
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 200	0	200	200	300	700	500
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			ACQUISITION DE MAMMOGRAPHES	1 200	0	200	200	300	700	500	0
63497218001 44067	2	7	1	BCI-ETAT	360	0	120	120	120	360	0
				TOTAL FINANCEMENT	360	0	120	120	120	360	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	360	0	120	120	120	360	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			ACQUISITION GRPE ELECTROGENES PR NVELLES STRUCTURES	360	0	120	120	120	360	0	0
64993033990 44081	2	0	0	FDS CONTREPAR ESPAGNOL	1 100	526	574	0	0	574	0
	2	0	0	MICRONUTRIMENT INITIATIVE	297	0	241	56	0	297	0
	2	0	0	ALLIANCE GLOBALE POUR LA NUTRITION	937	0	210	223	263	696	241
	2	0	0	UNICEF	564	103	32	35	46	113	348
	2	0	0	PAM	1 400	1 400	0	0	0	0	0
	2	1	0	BANQUE MONDIALE	16 500	7 934	1 543	3 457	3 566	8 566	0
	2	7	2	BCI-ETAT	9 376	4 688	1 172	1 172	1 172	3 516	1 172
				TOTAL FINANCEMENT	30 174	14 651	3 772	4 943	5 047	13 762	1 761
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	30 174	14 651	3 772	4 943	5 047	13 762	1 761
			A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
			PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA NUTRITION	30 174	14 651	3 772	4 943	5 047	13 762	1 761	0
62593913999 44084	2	7	1	BCI-ETAT	5 260	2 141	515	515	515	1 545	1 574
				TOTAL FINANCEMENT	5 260	2 141	515	515	515	1 545	1 574
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	5 260	2 141	515	515	515	1 545	1 574
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			APPUI AU PROGRAMME SIDA	5 260	2 141	515	515	515	1 545	1 574	0
62296146023 44085	2	7	1	BCI-ETAT	8 900	2 500	1 000	3 900	1 500	6 400	0
				TOTAL FINANCEMENT	8 900	2 500	1 000	3 900	1 500	6 400	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	8 900	2 500	1 000	3 900	1 500	6 400	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			COMPLEMENT HOPITAL FATICK ET ZIGUINCHOR	8 900	2 500	1 000	3 900	1 500	6 400	0	0

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Santé et Nutrition</b>											
63196207103 44116	2	7	1	BCI-ETAT	1 360	395	300	665	0	965	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 360	395	300	665	0	965	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 360	395	300	665	0	965	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				CONSTRUCTION CENTRE SANTE / MEDINA GOUNASS	1 360	395	300	665	0	965	0
631962100421 44120	2	7	1	BCI-ETAT	2 334	1 959	375	0	0	375	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 334	1 959	375	0	0	375	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 334	1 959	375	0	0	375	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				CONSTR CENTRE SANTE DE CAS CAS	2 334	1 959	375	0	0	375	0
64997076000 44126	2	0	0	OMS	5 000	1 148	163	1 230	1 755	3 148	704
	2	0	0	FONDS GAVI	5 000	600	572	1 650	1 820	4 042	358
	2	0	0	UNICEF	792	562	230	0	0	230	0
	2	7	2	BCI-ETAT	2 000	960	500	290	250	1 040	0
				TOTAL FINANCEMENT	12 792	3 270	1 465	3 170	3 825	8 460	1 062
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	12 792	3 270	1 465	3 170	3 825	8 460	1 062
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET D'APPUI AU PROGRAMME ELARGI DE VACCINATION	12 792	3 270	1 465	3 170	3 825	8 460	1 062
60093029999 44131	2	0	0	OMS	425	355	70	0	0	70	0
	2	7	2	BCI-ETAT	3 809	2 234	525	525	525	1 575	0
				TOTAL FINANCEMENT	4 234	2 589	595	525	525	1 645	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	4 234	2 589	595	525	525	1 645	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			APPUI A LA MISE EN OEUVRE DU PLAN NATIONAL DE DEVELOPPEMENT SANITAIRE	4 234	2 589	595	525	525	1 645	0	
64998017990 44134	2	1	0	BAD/FAD	8 530	6 505	2 025	0	0	2 025	0
	2	7	2	BCI-ETAT	6 979	5 847	1 132	0	0	1 132	0
				TOTAL FINANCEMENT	15 509	12 352	3 157	0	0	3 157	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	15 509	12 352	3 157	0	0	3 157	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET SANTE II/BAD	15 509	12 352	3 157	0	0	3 157	0	
64296221059 44136	2	1	0	BID	5 839	2 994	1 825	1 020	0	2 845	0
	2	7	2	BCI-ETAT	2 986	2 699	287	0	0	287	0
				TOTAL FINANCEMENT	8 825	5 693	2 112	1 020	0	3 132	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	8 825	5 693	2 112	1 020	0	3 132	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET D'APPUI A LA REGION DE TAMBA/BID	8 825	5 693	2 112	1 020	0	3 132	0	



## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE	
<b>QUATERNAIRE</b>												
<b>Santé et Nutrition</b>												
613980360000 44138	2	0	0	Fonds mondial	22 948	20 679	2 269	0	0	2 269	0	
	2	0	0	USAID	13 855	7 488	1 823	2 441	2 103	6 367	0	
	2	0	0	OMS	398	398	0	0	0	0	0	
	2	7	2	BCI-ETAT	2 700	800	350	600	600	1 550	350	
					<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>39 901</b>	<b>29 365</b>	<b>4 442</b>	<b>3 041</b>	<b>2 703</b>	<b>10 186</b>	<b>350</b>
	1				<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2				<b>Déjà Acquis</b>	<b>39 901</b>	<b>29 365</b>	<b>4 442</b>	<b>3 041</b>	<b>2 703</b>	<b>10 186</b>	<b>350</b>
					<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
					<b>PROGRAMME PALUDISME ET AUTRES ENDEMIES</b>	<b>39 901</b>	<b>29 365</b>	<b>4 442</b>	<b>3 041</b>	<b>2 703</b>	<b>10 186</b>	<b>350</b>
	62196222014 44139	2	1	0	ARABIE SAOUDITE	12 000	6 072	2 800	1 479	1 649	5 928	0
2		1	0	BID	5 070	2 732	1 300	1 038	0	2 338	0	
2		1	0	BADEA	3 500	1 643	900	585	372	1 857	0	
2		1	0	Fonds OPEP	5 200	2 714	1 500	986	0	2 486	0	
2		7	2	BCI-ETAT	6 000	3 066	1 050	1 144	740	2 934	0	
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>31 770</b>	<b>16 227</b>	<b>7 550</b>	<b>5 232</b>	<b>2 761</b>	<b>15 543</b>	<b>0</b>	
1					<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
2					<b>Déjà Acquis</b>	<b>31 770</b>	<b>16 227</b>	<b>7 550</b>	<b>5 232</b>	<b>2 761</b>	<b>15 543</b>	<b>0</b>
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
				<b>CONSTRUCTION HOPITAL DALLAL JAMM</b>	<b>31 770</b>	<b>16 227</b>	<b>7 550</b>	<b>5 232</b>	<b>2 761</b>	<b>15 543</b>	<b>0</b>	
63997082990 44155	2	7	1	BCI-ETAT	2 000	1 119	400	481	0	881	0	
					<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>2 000</b>	<b>1 119</b>	<b>400</b>	<b>481</b>	<b>0</b>	<b>881</b>	<b>0</b>
	1				<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2				<b>Déjà Acquis</b>	<b>2 000</b>	<b>1 119</b>	<b>400</b>	<b>481</b>	<b>0</b>	<b>881</b>	<b>0</b>
					<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
				<b>RENFORCEMENT DES MOYENS D'EVACUATION (VEGETES, AMBUL)</b>	<b>2 000</b>	<b>1 119</b>	<b>400</b>	<b>481</b>	<b>0</b>	<b>881</b>	<b>0</b>	
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 44</b>					<b>374 649</b>	<b>173 917</b>	<b>44 371</b>	<b>58 985</b>	<b>56 904</b>	<b>160 260</b>	<b>40 472</b>	
<b>Santé et Nutrition</b>												
				<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
				<b>Déjà Acquis</b>	<b>374 649</b>	<b>173 917</b>	<b>44 371</b>	<b>58 985</b>	<b>56 904</b>	<b>160 260</b>	<b>40 472</b>	
				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Education et Formation</b>												
46198088001 45004	2	7	1	BCI-ETAT	5 546	891	378	843	927	2 148	2 507	
					<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>5 546</b>	<b>891</b>	<b>378</b>	<b>843</b>	<b>927</b>	<b>2 148</b>	<b>2 507</b>
	1				<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2				<b>Déjà Acquis</b>	<b>5 546</b>	<b>891</b>	<b>378</b>	<b>843</b>	<b>927</b>	<b>2 148</b>	<b>2 507</b>
					<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
				<b>PROJET POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ALPHABETISATION QUALIFIANTE DES ADULTES ET DE L'EDUCATION ALTERNATIVE DES ADOLESCENTS-PDEF</b>	<b>5 546</b>	<b>891</b>	<b>378</b>	<b>843</b>	<b>927</b>	<b>2 148</b>	<b>2 507</b>	
46198093011 45009	2	7	1	BCI-ETAT	1 000	414	78	150	150	378	208	
					<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>1 000</b>	<b>414</b>	<b>78</b>	<b>150</b>	<b>150</b>	<b>378</b>	<b>208</b>
	1				<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2				<b>Déjà Acquis</b>	<b>1 000</b>	<b>414</b>	<b>78</b>	<b>150</b>	<b>150</b>	<b>378</b>	<b>208</b>
					<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
				<b>CENTRE NATIONAL DES RESSOURCES EDUCATIONNELLES (CNRE) - PDEF</b>	<b>1 000</b>	<b>414</b>	<b>78</b>	<b>150</b>	<b>150</b>	<b>378</b>	<b>208</b>	

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Education et Formation</b>											
46198094011 45010	2	7	1	BCI-ETAT	75	30	10	10	10	30	15
				TOTAL FINANCEMENT	75	30	10	10	10	30	15
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	75	30	10	10	10	30	15
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				ACADEMIE DES LANGUES-PDEF	75	30	10	10	10	30	15
41296403001 45012	2	7	1	BCI-ETAT	72 642	19 544	5 464	8 000	8 000	21 464	31 634
				TOTAL FINANCEMENT	72 642	19 544	5 464	8 000	8 000	21 464	31 634
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	72 642	19 544	5 464	8 000	8 000	21 464	31 634
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET DE CONSTRUCTION DE SALLES DE CLASSE PAR L'ETAT-PDEF	72 642	19 544	5 464	8 000	8 000	21 464	31 634
41292061001 45013	2	1	0	BANQUE MONDIALE	27 871	14 821	4 350	4 350	4 350	13 050	0
	2	7	2	BCI-ETAT	2 121	916	364	400	441	1 205	0
				TOTAL FINANCEMENT	29 992	15 737	4 714	4 750	4 791	14 255	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	29 992	15 737	4 714	4 750	4 791	14 255	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET EDUCATION DE QUALITE POUR TOUS II (PEQT) (IDA)-PDEF	29 992	15 737	4 714	4 750	4 791	14 255	0	
41997139001 45014	2	7	1	BCI-ETAT	25 000	12 742	2 419	3 500	3 850	9 769	2 489
				TOTAL FINANCEMENT	25 000	12 742	2 419	3 500	3 850	9 769	2 489
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	25 000	12 742	2 419	3 500	3 850	9 769	2 489
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET MANUELS SCOLAIRES-PDEF	25 000	12 742	2 419	3 500	3 850	9 769	2 489
41296405001 45015	2	7	1	BCI-ETAT	23 086	11 950	1 996	3 296	3 625	8 917	2 219
				TOTAL FINANCEMENT	23 086	11 950	1 996	3 296	3 625	8 917	2 219
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	23 086	11 950	1 996	3 296	3 625	8 917	2 219
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				CONSTRUCTION SALLES DE CLASSE COLLECTIVITES LOCALES-PDEF	23 086	11 950	1 996	3 296	3 625	8 917	2 219
41996407001 45017	2	1	0	BAD/FAD	7 050	5 850	1 200	0	0	1 200	0
	2	7	2	BCI-ETAT	2 784	2 168	616	0	0	616	0
				TOTAL FINANCEMENT	9 834	8 018	1 816	0	0	1 816	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	9 834	8 018	1 816	0	0	1 816	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET EDUCATION IV-PDEF	9 834	8 018	1 816	0	0	1 816	0	

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Education et Formation</b>											
41996408001 45018	2	1	0	BID	3 404	3 404	0	0	0	0	0
	2	7	2	BCI-ETAT	2 177	1 912	265	0	0	265	0
				TOTAL FINANCEMENT	5 581	5 316	265	0	0	265	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	5 581	5 316	265	0	0	265	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET EDUCATION BID-PDEF	5 581	5 316	265	0	0	265	0	
41297141001 45024	2	7	1	BCI-ETAT	2 500	1 146	300	330	364	994	360
				TOTAL FINANCEMENT	2 500	1 146	300	330	364	994	360
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 500	1 146	300	330	364	994	360
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET DE RESORPTION DU DEFICIT EN MOBILIERS SCOLAIRES-PDEF	2 500	1 146	300	330	364	994	360
42196412001 45025	2	7	1	BCI-ETAT	12 050	6 450	539	1 604	1 764	3 907	1 693
				TOTAL FINANCEMENT	12 050	6 450	539	1 604	1 764	3 907	1 693
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	12 050	6 450	539	1 604	1 764	3 907	1 693
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DE 200 SALLES DE CLASSE CEM-PDEF	12 050	6 450	539	1 604	1 764	3 907	1 693
42296413001 45026	2	7	1	BCI-ETAT	28 050	10 850	627	900	1 000	2 527	14 673
				TOTAL FINANCEMENT	28 050	10 850	627	900	1 000	2 527	14 673
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	28 050	10 850	627	900	1 000	2 527	14 673
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DE 6 LYCEES DEPARTEMENTAUX-PDEF	28 050	10 850	627	900	1 000	2 527	14 673
42196414001 45027	2	0	0	USAID	46 054	10 472	11 844	11 869	11 869	35 582	0
	2	7	2	BCI-ETAT	16 068	7 725	2 960	2 960	2 423	8 343	0
				TOTAL FINANCEMENT	62 122	18 197	14 804	14 829	14 292	43 925	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	62 122	18 197	14 804	14 829	14 292	43 925	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET CONSTRUCTION COLLEGES DE PROXIMITES (MATCHING USAID)-PDEF	62 122	18 197	14 804	14 829	14 292	43 925	0	
41996416001 45029	2	7	1	BCI-ETAT	4 200	1 335	800	400	500	1 700	1 165
				TOTAL FINANCEMENT	4 200	1 335	800	400	500	1 700	1 165
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	4 200	1 335	800	400	500	1 700	1 165
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET DE CONSTRUCTION DE 4 DAARAS MODERNES-PDEF	4 200	1 335	800	400	500	1 700	1 165

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Education et Formation</b>											
41293140001 45030	2	0	0	FNUAP	300	300	0	0	0	0	0
	2	7	2	BCI-ETAT	280	210	34	36	0	70	0
				TOTAL FINANCEMENT	580	510	34	36	0	70	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	580	510	34	36	0	70	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET EDUCATION A LA VIE FAMILIALE/ENSEIGNEMENT MOYEN PRATIQUE	580	510	34	36	0	70	0	
43994062011 45031	2	7	1	BCI-ETAT	570	93	15	15	15	45	432
				TOTAL FINANCEMENT	570	93	15	15	15	45	432
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	570	93	15	15	15	45	432
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				CENTRE D'UNIVERSITE VIRTUELLE AFRICAINE (UVA) DE L'UCAD-PDEF	570	93	15	15	15	45	432
43196417043 45032	2	7	1	BCI-ETAT	2 000	1 000	500	500	0	1 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 000	1 000	500	500	0	1 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 000	1 000	500	500	0	1 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET DE CONSTRUCTION DE 2 AMPHITHEATRES DE 1000 PLACES CHACUN A L'UGB-PDEF	2 000	1 000	500	500	0	1 000	0
43196418011 45033	2	7	1	BCI-ETAT	2 960	2 000	460	500	0	960	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 960	2 000	460	500	0	960	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 960	2 000	460	500	0	960	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET DE CONSTRUCTION DE L'AMPHITHEATRE FACULTE DES LETTRES UCAD-PDEF	2 960	2 000	460	500	0	960	0
43196419011 45034	2	7	1	BCI-ETAT	2 575	2 275	300	0	0	300	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 575	2 275	300	0	0	300	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 575	2 275	300	0	0	300	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET EXTENSION LOCAUX PEDAGOGIQUES FASEG-PDEF	2 575	2 275	300	0	0	300	0
43196420011 45035	2	7	1	BCI-ETAT	2 560	900	300	300	1 060	1 660	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 560	900	300	300	1 060	1 660	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 560	900	300	300	1 060	1 660	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET DE CONSTRUCTION DE L'AMPHITHEATRE DE 800 PLACES + SALLES TP ET ANNEXE FAC MEDECINE-PDEF	2 560	900	300	300	1 060	1 660	0
42297156000 45040	2	7	1	BCI-ETAT	8 275	500	300	400	500	1 200	6 575
				TOTAL FINANCEMENT	8 275	500	300	400	500	1 200	6 575
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	8 275	500	300	400	500	1 200	6 575
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET EQUIPEMENT EN MATERIELS DE SCIENCES PHYSIQUES ,CHIMIE ET SVT-PDEF	8 275	500	300	400	500	1 200	6 575

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Education et Formation</b>											
42296440032 45041	2	7	1	BCI-ETAT	2 921	555	600	984	782	2 366	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 921	555	600	984	782	2 366	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 921	555	600	984	782	2 366	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET CONSTRUCTION D'UN COLLEGE NATIONAL DE JEUNES FILLES-PDEF	2 921	555	600	984	782	2 366	0	
43196456043 45043	2	7	1	BCI-ETAT	350	150	100	100	0	200	0
				TOTAL FINANCEMENT	350	150	100	100	0	200	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	350	150	100	100	0	200	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET ACHEVEMENT DE L'EXTENSION DE LA BIBLIOTHEQUE DE UGB-PDEF	350	150	100	100	0	200	0	
45496458011 45045	2	7	1	BCI-ETAT	245	45	80	60	60	200	0
				TOTAL FINANCEMENT	245	45	80	60	60	200	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	245	45	80	60	60	200	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET MISE EN PLACE DU RESEAU SECONDAIRE AVEC UN SITE PAR REGION POUR LE CED-PDEF	245	45	80	60	60	200	0	
44998109001 45046	2	7	1	BCI-ETAT	1 500	565	225	250	275	750	185
				TOTAL FINANCEMENT	1 500	565	225	250	275	750	185
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 500	565	225	250	275	750	185
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME FORMATION DES PERSONNELS-PDEF	1 500	565	225	250	275	750	185	
44296465092 45048	2	7	1	BCI-ETAT	1 844	1 543	301	0	0	301	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 844	1 543	301	0	0	301	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 844	1 543	301	0	0	301	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT LYCEE TECHNIQUE DE FATICK-PDEF	1 844	1 543	301	0	0	301	0	
44296466101 45049	2	7	1	BCI-ETAT	1 450	1 119	331	0	0	331	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 450	1 119	331	0	0	331	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 450	1 119	331	0	0	331	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET CONSTRUCTION LYCEE TECHNIQUE DE KOLDA-PDEF	1 450	1 119	331	0	0	331	0	
44196467072 45050	2	7	1	BCI-ETAT	500	138	0	110	152	262	100
				TOTAL FINANCEMENT	500	138	0	110	152	262	100
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	500	138	0	110	152	262	100
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET TRAVAUX D'EXTENSION DU LYCEE D'ETFP DE THIES-PDEF	500	138	0	110	152	262	100	

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Education et Formation</b>											
44297160001 45051	2	7	1	BCI-ETAT	2 000	96	70	77	85	232	1 672
				TOTAL FINANCEMENT	2 000	96	70	77	85	232	1 672
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 000	96	70	77	85	232	1 672
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET EQUIPEMENT EN MATERIELS INDUSTRIELS-PDEF	2 000	96	70	77	85	232	1 672	
44097161001 45053	2	7	1	BCI-ETAT	799	169	300	330	0	630	0
				TOTAL FINANCEMENT	799	169	300	330	0	630	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	799	169	300	330	0	630	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET EQUIPEMENT DE LA DAGE-PDEF	799	169	300	330	0	630	0	
44296470032 45054	2	7	1	BCI-ETAT	1 000	350	39	261	350	650	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 000	350	39	261	350	650	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 000	350	39	261	350	650	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET DE REHABILITATION LYCEE TECHNIQUE CHEICH AHMADOU BAMBA-PDEF	1 000	350	39	261	350	650	0	
44196471011 45055	2	7	1	BCI-ETAT	524	167	50	50	85	185	172
				TOTAL FINANCEMENT	524	167	50	50	85	185	172
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	524	167	50	50	85	185	172
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET IMPLANTATION D'UNE FILIERE GEOMATIQUE AU CEDT GIS-PDEF	524	167	50	50	85	185	172	
44196472102 45056	2	7	1	BCI-ETAT	285	39	24	72	150	246	0
				TOTAL FINANCEMENT	285	39	24	72	150	246	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	285	39	24	72	150	246	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET TRANSFORMATION CETF DE SEDHIOU EN CRETF-PDEF	285	39	24	72	150	246	0	
44994072011 45057	2	7	1	BCI-ETAT	220	125	95	0	0	95	0
				TOTAL FINANCEMENT	220	125	95	0	0	95	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	220	125	95	0	0	95	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET ETUDES ET ASSISTANCES EXECUTION DES PROJETS ETPP-PDEF	220	125	95	0	0	95	0	
44993154011 45058	2	7	1	BCI-ETAT	2 750	1 320	330	350	350	1 030	400
				TOTAL FINANCEMENT	2 750	1 320	330	350	350	1 030	400
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 750	1 320	330	350	350	1 030	400
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET APPUI AU FONDEF-PDEF	2 750	1 320	330	350	350	1 030	400	

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Education et Formation</b>											
44196473990 45059	2	7	1	BCI-ETAT	315	60	40	44	48	132	123
				TOTAL FINANCEMENT	315	60	40	44	48	132	123
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	315	60	40	44	48	132	123
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET TRANSFORMATION CETFS DE KEDOUGOU ET KAFFRINE EN CRETF-PDEF	315	60	40	44	48	132	123	
44196474990 45060	2	7	1	BCI-ETAT	4 250	1 400	325	468	514	1 307	1 543
				TOTAL FINANCEMENT	4 250	1 400	325	468	514	1 307	1 543
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	4 250	1 400	325	468	514	1 307	1 543
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET CONSTRUCTION CETF DE-PDEF	4 250	1 400	325	468	514	1 307	1 543	
44196475990 45061	2	7	1	BCI-ETAT	250	50	25	28	30	83	117
				TOTAL FINANCEMENT	250	50	25	28	30	83	117
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	250	50	25	28	30	83	117
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET DE REHABILITATION DES CETF-PDEF	250	50	25	28	30	83	117	
44196476990 45062	2	7	1	BCI-ETAT	182	99	25	28	30	83	0
				TOTAL FINANCEMENT	182	99	25	28	30	83	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	182	99	25	28	30	83	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET REHABILITATION DES FOYERS DE BARGNY ET NGUEKHOH-PDEF	182	99	25	28	30	83	0	
44993155011 45064	2	7	1	BCI-ETAT	375	235	140	0	0	140	0
				TOTAL FINANCEMENT	375	235	140	0	0	140	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	375	235	140	0	0	140	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET DE MISE EN PLACE DE LA REFORME-PDEF	375	235	140	0	0	140	0	
44196478062 45065	2	7	1	BCI-ETAT	50	0	13	14	23	50	0
				TOTAL FINANCEMENT	50	0	13	14	23	50	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	50	0	13	14	23	50	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET EQUIPEMENT DU CNFETFP DE KAFFRINE-PDEF	50	0	13	14	23	50	0	
44197163990 45066	2	7	1	BCI-ETAT	419	55	110	121	133	364	0
				TOTAL FINANCEMENT	419	55	110	121	133	364	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	419	55	110	121	133	364	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET EQUIPEMENT DES CRETF DE TAMBA ET ZIGUINCHOR-PDEF	419	55	110	121	133	364	0	



## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Education et Formation</b>											
44197164990 45067	2	7	1	BCI-ETAT	416	0	90	127	199	416	0
				TOTAL FINANCEMENT	416	0	90	127	199	416	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	416	0	90	127	199	416	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET EQUIPEMENT DES CETF DE TIVAOUANE ET PIKINE-PDEF	416	0	90	127	199	416	0	0
441964790210 45068	2	7	1	BCI-ETAT	500	50	50	55	61	166	284
				TOTAL FINANCEMENT	500	50	50	55	61	166	284
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	500	50	50	55	61	166	284
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET DE REHABILITATION DU CENTRE NATIONAL DE GUERINA-PDEF	500	50	50	55	61	166	284	0
44293156001 45069	2	0	0	Belgique	3 227	1 514	700	500	513	1 713	0
				TOTAL FINANCEMENT	3 227	1 514	700	500	513	1 713	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	3 227	1 514	700	500	513	1 713	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET D'APPUI A LA FORMATION PROFESSIONNELLE FEMININE (FORPROFEM) - PDEF	3 227	1 514	700	500	513	1 713	0	0
44298110001 45070	2	0	0	LUXEMBOURG	9 750	5 554	2 389	1 807	0	4 196	0
				TOTAL FINANCEMENT	9 750	5 554	2 389	1 807	0	4 196	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	9 750	5 554	2 389	1 807	0	4 196	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET D'ETFP ET D'INSERION PROFESSIONNELLE /SEN 924 2007/2011-PDEF	9 750	5 554	2 389	1 807	0	4 196	0	0
44298112001 45072	2	0	0	Agence Francaise de Developpement	14 130	5 952	3 180	3 498	1 500	8 178	0
	2	7	2	BCI-ETAT	2 609	624	544	686	755	1 985	0
				TOTAL FINANCEMENT	16 739	6 576	3 724	4 184	2 255	10 163	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	16 739	6 576	3 724	4 184	2 255	10 163	0
			A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
			PROJET DE RENFORCEMENT DE LA QUALIFICATION DES RESSOURCES HUMAINES PAR LA FORMATION PROFESSIONNELLE (PQRH)(CENTRES SECTORIELS)-PDEF	16 739	6 576	3 724	4 184	2 255	10 163	0	0
42396492001 45082	2	7	1	BCI-ETAT	6 000	4 500	300	750	250	1 300	200
				TOTAL FINANCEMENT	6 000	4 500	300	750	250	1 300	200
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	6 000	4 500	300	750	250	1 300	200
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CONSTRUCTION DE LYCEE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE TAMBACOUNDA ET DIORBEL	6 000	4 500	300	750	250	1 300	200	0

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Education et Formation</b>											
42192066000 45087	2	0	0	JAPON	594	594	0	0	0	0	0
	2	7	2	BCI-ETAT	634	263	112	123	136	371	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 228	857	112	123	136	371	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 228	857	112	123	136	371	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET RENFORCEMENT ENSEIGNEMENT DES SCIENCES, MATHS ET TECHNOLOGIE	1 228	857	112	123	136	371	0
43196511072 45090	2	7	1	BCI-ETAT	852	592	260	0	0	260	0
				TOTAL FINANCEMENT	852	592	260	0	0	260	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	852	592	260	0	0	260	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT D'UNE CUISINE RESTAURANT UPT	852	592	260	0	0	260	0
43196512023 45091	2	7	1	BCI-ETAT	1 103	518	475	110	0	585	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 103	518	475	110	0	585	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 103	518	475	110	0	585	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET DE CONSTRUCTION DE 2 BATIMENTS POUR HEBERGEMENT UNIV. ZIGUINCHOR	1 103	518	475	110	0	585	0
43196513011 45092	2	7	1	BCI-ETAT	1 533	574	200	759	0	959	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 533	574	200	759	0	959	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 533	574	200	759	0	959	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DE 4 BATIMENTS POUR HEBERGEMENT UCAD	1 533	574	200	759	0	959	0
43196514011 45093	2	7	1	BCI-ETAT	1 525	630	200	695	0	895	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 525	630	200	695	0	895	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 525	630	200	695	0	895	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DE 2 CUISINES RESTAURANT UCAD	1 525	630	200	695	0	895	0
43196515043 45094	2	7	1	BCI-ETAT	1 155	318	400	437	0	837	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 155	318	400	437	0	837	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 155	318	400	437	0	837	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET DE CONSTRUCTION DE 3 BATIMENTS POUR HEBERGEMENT UGB	1 155	318	400	437	0	837	0
43196516033 45095	2	7	1	BCI-ETAT	1 087	687	400	0	0	400	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 087	687	400	0	0	400	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 087	687	400	0	0	400	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE UNITE DE FORMATION CUR DE BAMBEY	1 087	687	400	0	0	400	0

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Education et Formation</b>											
43196517033 45096	2	7	1	BCI-ETAT	711	511	200	0	0	200	0
				TOTAL FINANCEMENT	711	511	200	0	0	200	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	711	511	200	0	0	200	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET DE CONSTRUCTION DE 2 BATIMENTS POUR HEBERGEMENT ET D'UN FOYER AU CUR DE BAMBEY	711	511	200	0	0	200	0	
43196518072 45098	2	7	1	BCI-ETAT	555	251	304	0	0	304	0
				TOTAL FINANCEMENT	555	251	304	0	0	304	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	555	251	304	0	0	304	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET DE CONSTRUCTION DE 2 BATIMENTS POUR HEBERGEMENT UPT	555	251	304	0	0	304	0	
44296535010 45099	2	7	1	BCI-ETAT	632	350	60	100	122	282	0
				TOTAL FINANCEMENT	632	350	60	100	122	282	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	632	350	60	100	122	282	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET DE REHABILITATION CNQP DE DAKAR	632	350	60	100	122	282	0	
44296536011 45100	2	7	1	BCI-ETAT	250	115	35	39	61	135	0
				TOTAL FINANCEMENT	250	115	35	39	61	135	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	250	115	35	39	61	135	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET COMMERCIALE DE DELAFOSSE	250	115	35	39	61	135	0	
44296537011 45101	2	7	1	BCI-ETAT	675	50	100	250	275	625	0
				TOTAL FINANCEMENT	675	50	100	250	275	625	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	675	50	100	250	275	625	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET ECOLE NATIONALE DE FORMATION EN ECONOMIE FAMILIALE ET SOCIALE PHASE II	675	50	100	250	275	625	0	
44296538000 45102	2	7	1	BCI-ETAT	1 500	30	100	500	550	1 150	320
				TOTAL FINANCEMENT	1 500	30	100	500	550	1 150	320
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 500	30	100	500	550	1 150	320
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET EQUIPEMENT DES CENTRES ETPP	1 500	30	100	500	550	1 150	320	
40096540000 45104	2	7	1	BCI-ETAT	1 565	681	135	300	449	884	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 565	681	135	300	449	884	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 565	681	135	300	449	884	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET DE CONSTRUCTION DE 3 CENTRES DE MAINTENANCE	1 565	681	135	300	449	884	0	

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Education et Formation</b>											
44296541010 45105	2	7	1	BCI-ETAT	261	196	65	0	0	65	0
				TOTAL FINANCEMENT	261	196	65	0	0	65	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	261	196	65	0	0	65	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			ETUDE POUR LA MISE EN PLACE D'UN FONDS ETPF	261	196	65	0	0	65	0	
41296542000 45106	2	0	0	BANQUE MONDIALE	34 837	11 447	11 645	11 745	0	23 390	0
				TOTAL FINANCEMENT	34 837	11 447	11 645	11 745	0	23 390	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	34 837	11 447	11 645	11 745	0	23 390	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET DE CONSTRUCTION DE SALLES DE CLASSE FAST TRACK	34 837	11 447	11 645	11 745	0	23 390	0	
41293183000 45107	2	0	0	ITALIE	1 837	919	918	0	0	918	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 837	919	918	0	0	918	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 837	919	918	0	0	918	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET D'APPUI A L'EDUCATION DES FILLES	1 837	919	918	0	0	918	0	
80997172001 45111	2	7	1	BCI-ETAT	1 930	1 030	300	300	300	900	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 930	1 030	300	300	300	900	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 930	1 030	300	300	300	900	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			ACHAT MANUELS CASE DES TOUTS PETITS	1 930	1 030	300	300	300	900	0	
44296582011 45112	2	0	0	Agence Francaise de Developpement	3 000	3 000	0	0	0	0	0
	2	7	2	BCI-ETAT	1 264	298	278	328	360	966	0
				TOTAL FINANCEMENT	4 264	3 298	278	328	360	966	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	4 264	3 298	278	328	360	966	0
			A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
			PROJET PRISE EN CHARGE COHORTE 2/USCP (CONTREPARTIE)	4 264	3 298	278	328	360	966	0	
44296583011 45113	2	7	1	BCI-ETAT	2 000	100	100	110	121	331	1 569
				TOTAL FINANCEMENT	2 000	100	100	110	121	331	1 569
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 000	100	100	110	121	331	1 569
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET DE REHABILITATION DU LYCEE TECH SEYDINA LIMAMOULAYE	2 000	100	100	110	121	331	1 569	
44296584011 45114	2	7	1	BCI-ETAT	740	150	170	200	220	590	0
				TOTAL FINANCEMENT	740	150	170	200	220	590	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	740	150	170	200	220	590	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET CONSTRUCTION D'ATELIER ET EQUIP CFPT/SENEGAL JAPON	740	150	170	200	220	590	0	

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Education et Formation</b>											
41296606001 45123	2	7	1	BCI-ETAT	500	0	80	88	90	258	242
				TOTAL FINANCEMENT	500	0	80	88	90	258	242
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	500	0	80	88	90	258	242
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET CONSTRUCTION IDEN BOUNKILLING, GOUDOMP.MEDINA YORO FOULA	500	0	80	88	90	258	242	
41997209032 45124	2	7	1	BCI-ETAT	308	0	70	80	158	308	0
				TOTAL FINANCEMENT	308	0	70	80	158	308	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	308	0	70	80	158	308	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			EQUIPEMENT EFI DIORBEL	308	0	70	80	158	308	0	
41096607131 45125	2	7	1	BCI-ETAT	397	0	120	132	145	397	0
				TOTAL FINANCEMENT	397	0	120	132	145	397	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	397	0	120	132	145	397	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CONSTRUCTION INSPECTION D'ACADEMIE SEDHIOU	397	0	120	132	145	397	0	
41098150001 45126	2	7	1	BCI-ETAT	150	0	34	37	79	150	0
				TOTAL FINANCEMENT	150	0	34	37	79	150	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	150	0	34	37	79	150	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CONTREPARTIE PROJET AMELIORATION DE L'ENV SCOL ( PAES)	150	0	34	37	79	150	0	
40097210001 45127	2	7	1	BCI-ETAT	1 000	0	188	221	244	653	347
				TOTAL FINANCEMENT	1 000	0	188	221	244	653	347
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 000	0	188	221	244	653	347
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			RESORPTION DE DEFICIT EN MOBILIER DE BUREAU DIREC. ET NOUVEAUX SERVICES	1 000	0	188	221	244	653	347	
43196608061 45128	2	7	1	BCI-ETAT	2 000	0	500	750	750	2 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 000	0	500	750	750	2 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 000	0	500	750	750	2 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CONSTRUCTION UNIVERSITE DE KAOLACK	2 000	0	500	750	750	2 000	0	
43196609071 45129	2	7	1	BCI-ETAT	1 300	0	655	130	130	915	385
				TOTAL FINANCEMENT	1 300	0	655	130	130	915	385
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 300	0	655	130	130	915	385
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CONSTRUCTION DE L'INSTITUT AFRICAIN DES SCIENCES ET MATHEMATIQUES	1 300	0	655	130	130	915	385	

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Education et Formation</b>											
43196610023 45130	2	7	1	BCI-ETAT	1 500	0	250	500	750	1 500	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 500	0	250	500	750	1 500	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 500	0	250	500	750	1 500	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CONSTRUCTION LOCAUX PEDAGOGIQUES UNIV ZIG	1 500	0	250	500	750	1 500	0	
110962650000 45139	2	7	1	BCI-ETAT	3 510	2 750	300	300	160	760	0
				TOTAL FINANCEMENT	3 510	2 750	300	300	160	760	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	3 510	2 750	300	300	160	760	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CONSTRUCTION, EQUIPEMENT CASES TOUT-PETITS	3 510	2 750	300	300	160	760	0	
43196611072 45141	2	7	1	BCI-ETAT	1 200	0	225	400	400	1 025	175
				TOTAL FINANCEMENT	1 200	0	225	400	400	1 025	175
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 200	0	225	400	400	1 025	175
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET UFR SCIENCES ECO UPT	1 200	0	225	400	400	1 025	175	
43196612072 45142	2	7	1	BCI-ETAT	900	0	150	300	450	900	0
				TOTAL FINANCEMENT	900	0	150	300	450	900	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	900	0	150	300	450	900	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET REHABILITATION INFRAS UNIVERSITAIRES FAC DROIT UPT	900	0	150	300	450	900	0	
43196613001 45143	2	7	1	BCI-ETAT	3 596	0	1 000	2 596	0	3 596	0
				TOTAL FINANCEMENT	3 596	0	1 000	2 596	0	3 596	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	3 596	0	1 000	2 596	0	3 596	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CONSTRUCTION DE LA CITE DES ENSEIGNANTS	3 596	0	1 000	2 596	0	3 596	0	
44097211000 45144	2	7	1	BCI-ETAT	549	0	166	183	200	549	0
				TOTAL FINANCEMENT	549	0	166	183	200	549	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	549	0	166	183	200	549	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			APPUI PROGRAMMES AGENCE NATIONALE DE LA MAISON DE L'OUTIL	549	0	166	183	200	549	0	
44093211000 45145	2	7	1	BCI-ETAT	280	0	80	100	100	280	0
				TOTAL FINANCEMENT	280	0	80	100	100	280	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	280	0	80	100	100	280	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			APPUI A LA DIRECTION DES EXAMENS ET CONCOURS POUR L'ORG DES EXAMS PROFESSIONNELS	280	0	80	100	100	280	0	

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Education et Formation</b>											
	2	7	1	BCI-ETAT	896	0	24	60	60	144	752
				TOTAL FINANCEMENT	896	0	24	60	60	144	752
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	896	0	24	60	60	144	752
460981560000				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
45146				PROJET DE DEVELOPPEMENT DES LANGUES NATIONALES	896	0	24	60	60	144	752
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 45</b>					<b>438 385</b>	<b>172 426</b>	<b>66 894</b>	<b>73 006</b>	<b>53 503</b>	<b>193 403</b>	<b>72 556</b>
<b>Education et Formation</b>											
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	438 385	172 426	66 894	73 006	53 503	193 403	72 556
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
<b>Développement social</b>											
	2	7	1	BCI-ETAT	150	120	30	0	0	30	0
				TOTAL FINANCEMENT	150	120	30	0	0	30	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	150	120	30	0	0	30	0
60093120001				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
46005				APPUI DISPOSITIF SUIVI-EVA DES PROG DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE	150	120	30	0	0	30	0
	2	0	0	PNUD	6 000	2 300	1 750	1 950	0	3 700	0
	2	7	2	BCI-ETAT	305	205	50	50	0	100	0
				TOTAL FINANCEMENT	6 305	2 505	1 800	2 000	0	3 800	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	6 305	2 505	1 800	2 000	0	3 800	0
65992026990				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
46008				APPUI LUTTE CONTRE LA PAUVRETE/PHASE II	6 305	2 505	1 800	2 000	0	3 800	0
	2	7	1	BCI-ETAT	1 000	535	142	142	181	465	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 000	535	142	142	181	465	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 000	535	142	142	181	465	0
65196360999				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
46009				REHABILITATION VILLAGE RECLASSEMENT SOCIAL	1 000	535	142	142	181	465	0
	2	7	1	BCI-ETAT	652	428	108	108	0	216	8
				TOTAL FINANCEMENT	652	428	108	108	0	216	8
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	652	428	108	108	0	216	8
60998074001				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
46011				APPUI A LA PROMOTION DES AINES	652	428	108	108	0	216	8



## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Développement social</b>											
	2	0	0	PNUD	1 218	531	229	229	229	687	0
	2	0	0	Belgique	164	164	0	0	0	0	0
	2	0	0	USAID	225	225	0	0	0	0	0
	2	0	0	Union Européenne/FED	365	365	0	0	0	0	0
	2	0	0	Corée du Sud	25	25	0	0	0	0	0
	2	0	0	FRANCE	158	158	0	0	0	0	0
	2	0	0	Suède	200	200	0	0	0	0	0
	2	0	0	Espagne	18	18	0	0	0	0	0
	2	0	0	ACDI	188	188	0	0	0	0	0
	2	0	0	ITALIE	260	27	233	0	0	233	0
	2	0	0	Union Européenne/FED	2 035	328	1 105	602	0	1 707	0
	2	7	2	BCI-ETAT	1 050	450	150	150	150	450	150
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>5 906</b>	<b>2 679</b>	<b>1 717</b>	<b>981</b>	<b>379</b>	<b>3 077</b>	<b>150</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>5 906</b>	<b>2 679</b>	<b>1 717</b>	<b>981</b>	<b>379</b>	<b>3 077</b>	<b>150</b>
20199082029				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
46012				PROJET D'ASSISTANCE A LA LUTTE ANTI MINES EN CASAMANCE	5 906	2 679	1 717	981	379	3 077	150
	2	7	1	BCI-ETAT	697	257	150	150	140	440	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>697</b>	<b>257</b>	<b>150</b>	<b>150</b>	<b>140</b>	<b>440</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>697</b>	<b>257</b>	<b>150</b>	<b>150</b>	<b>140</b>	<b>440</b>	<b>0</b>
65398115001				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
46013				APPUI A LA STRATEGIE NAT GENRE (SNEEG)	697	257	150	150	140	440	0
	2	0	0	FNUAP	393	238	20	40	40	100	55
	2	7	2	BCI-ETAT	211	121	45	45	0	90	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>604</b>	<b>359</b>	<b>65</b>	<b>85</b>	<b>40</b>	<b>190</b>	<b>55</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>604</b>	<b>359</b>	<b>65</b>	<b>85</b>	<b>40</b>	<b>190</b>	<b>55</b>
65398116990				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
46014				PROJET GENRE /PROG POP/FNUAP	604	359	65	85	40	190	55
	2	7	1	BCI-ETAT	2 000	1 200	200	200	200	600	200
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>2 000</b>	<b>1 200</b>	<b>200</b>	<b>200</b>	<b>200</b>	<b>600</b>	<b>200</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>2 000</b>	<b>1 200</b>	<b>200</b>	<b>200</b>	<b>200</b>	<b>600</b>	<b>200</b>
65198117001				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
46015				CELLULE D'APPUI A LA PROTECTION DE L'ENFANCE (ex PARER)	2 000	1 200	200	200	200	600	200
	2	0	0	FRANCE	5 500	1 500	1 000	2 000	1 000	4 000	0
	2	7	1	BCI-ETAT	584	289	90	105	100	295	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>6 084</b>	<b>1 789</b>	<b>1 090</b>	<b>2 105</b>	<b>1 100</b>	<b>4 295</b>	<b>0</b>
	1			<b>En Négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2			<b>Déjà Acquis</b>	<b>6 084</b>	<b>1 789</b>	<b>1 090</b>	<b>2 105</b>	<b>1 100</b>	<b>4 295</b>	<b>0</b>
65293182001				<b>A Rechercher</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
46018				PROGRAMME D'APPUI AUX INITIATIVES DE SOLIDARITE POUR LE DEVELOPPEMENT (PAISD)	6 084	1 789	1 090	2 105	1 100	4 295	0

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Développement social</b>											
65398143999 46020	2	1	0	BID	7 377	750	1 350	2 588	2 689	6 627	0
	2	7	2	BCI-ETAT	1 500	397	430	470	203	1 103	0
				TOTAL FINANCEMENT	8 877	1 147	1 780	3 058	2 892	7 730	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	8 877	1 147	1 780	3 058	2 892	7 730	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET D'ALPHA ET APPRENTISSAGE/ LUTTE CTRE LA PAUVRETE (PALAM)	8 877	1 147	1 780	3 058	2 892	7 730	0	
65198144001 46021	2	7	1	BCI-ETAT	7 000	354	354	750	750	1 854	4 792
				TOTAL FINANCEMENT	7 000	354	354	750	750	1 854	4 792
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	7 000	354	354	750	750	1 854	4 792
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				INITIATIVE PR LA PROTECTION SOCIALE	7 000	354	354	750	750	1 854	4 792
65398158001 46022	2	7	1	BCI-ETAT	450	0	205	245	0	450	0
				TOTAL FINANCEMENT	450	0	205	245	0	450	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	450	0	205	245	0	450	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				APPUI AU DEVELOPPEMENT DES RELATIONS AVEC LES ASSOCIATIONS AFRICAINES ET ETRANGERES	450	0	205	245	0	450	0
60198170001 46023	2	0	0	UNIFEM	700	200	250	250	0	500	0
				TOTAL FINANCEMENT	700	200	250	250	0	500	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	700	200	250	250	0	500	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET GOUVERNANCE LOCALE ET EQUITE DE GENRE (GELD)	700	200	250	250	0	500	0
65398018990 46110	2	7	1	BCI-ETAT	7 980	7 080	400	500	0	900	0
				TOTAL FINANCEMENT	7 980	7 080	400	500	0	900	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	7 980	7 080	400	500	0	900	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				APPUI GROUPEMENTS FEMININS	7 980	7 080	400	500	0	900	0
65295015999 46143	2	7	1	BCI-ETAT	8 000	4 500	300	1 000	1 000	2 300	1 200
				TOTAL FINANCEMENT	8 000	4 500	300	1 000	1 000	2 300	1 200
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	8 000	4 500	300	1 000	1 000	2 300	1 200
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				DOTATION AU FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE	8 000	4 500	300	1 000	1 000	2 300	1 200

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Développement social</b>											
65298014990 46148	2	0	0	FNUAP	108	88	20	0	0	20	0
	2	7	2	BCI-ETAT	854	723	131	0	0	131	0
				TOTAL FINANCEMENT	962	811	151	0	0	151	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	962	811	151	0	0	151	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			AMENAGEMENT CADRE DE VIE DANS LES DAARAS	962	811	151	0	0	151	0	
65198037990 46155	2	0	0	UNICEF	398	398	0	0	0	0	0
	2	0	0	ITALIE	1 085	870	215	0	0	215	0
	2	7	2	BCI-ETAT	1 813	1 483	330	0	0	330	0
				TOTAL FINANCEMENT	3 296	2 751	545	0	0	545	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	3 296	2 751	545	0	0	545	0
			A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
			LUTTE CONTRE LES PIRES FORMES DE TRAV/ ENFANTS	3 296	2 751	545	0	0	545	0	
65298039990 46158	2	7	1	BCI-ETAT	2 500	1 558	300	300	342	942	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 500	1 558	300	300	342	942	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 500	1 558	300	300	342	942	0
			A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
			PROJET READAPTATION A BASE COMMUNAUTAIRE HANDICAPES	2 500	1 558	300	300	342	942	0	
65299022990 46159	2	7	1	BCI-ETAT	8 500	5 500	1 000	1 000	1 000	3 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	8 500	5 500	1 000	1 000	1 000	3 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	8 500	5 500	1 000	1 000	1 000	3 000	0
			A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
			RECONSTITUTION STOCK DE SECURITE ALIMENTAIRE	8 500	5 500	1 000	1 000	1 000	3 000	0	
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 46</b>					<b>71 663</b>	<b>33 773</b>	<b>10 587</b>	<b>12 874</b>	<b>8 024</b>	<b>31 485</b>	<b>6 405</b>
<b>Développement social</b>											
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	71 663	33 773	10 587	12 874	8 024	31 485	6 405
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
<b>Equipements Administratifs</b>											
36096323001 47007	2	7	1	BCI-ETAT	3 561	1 241	240	240	240	720	1 600
				TOTAL FINANCEMENT	3 561	1 241	240	240	240	720	1 600
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	3 561	1 241	240	240	240	720	1 600
			A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
			CONSTRUCT, REHAB, EQUIPEMENT CADL	3 561	1 241	240	240	240	720	1 600	

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Equipements Administratifs</b>											
20497108001 47008	2	7	1	BCI-ETAT	14 200	9 700	1 173	1 500	1 500	4 173	327
				TOTAL FINANCEMENT	14 200	9 700	1 173	1 500	1 500	4 173	327
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	14 200	9 700	1 173	1 500	1 500	4 173	327
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			EQUIPEMENT GENDARMERIE NATIONALE	14 200	9 700	1 173	1 500	1 500	4 173	327	
30197069011 47014	2	7	1	BCI-ETAT	267	147	40	40	40	120	0
				TOTAL FINANCEMENT	267	147	40	40	40	120	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	267	147	40	40	40	120	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			EQUIPEMENT DCI/DGF	267	147	40	40	40	120	0	
70096339001 47016	2	7	1	BCI-ETAT	21 917	14 917	5 000	1 000	1 000	7 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	21 917	14 917	5 000	1 000	1 000	7 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	21 917	14 917	5 000	1 000	1 000	7 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			REHABILITATION EQUIPEMENT ADMINISTRATIFS	21 917	14 917	5 000	1 000	1 000	7 000	0	
70096340001 47017	2	7	1	BCI-ETAT	35 000	16 000	5 000	7 000	7 000	19 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	35 000	16 000	5 000	7 000	7 000	19 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	35 000	16 000	5 000	7 000	7 000	19 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			INTERVENTIONS D'URGENCE	35 000	16 000	5 000	7 000	7 000	19 000	0	
10096383001 47018	2	7	1	BCI-ETAT	2 000	1 650	350	0	0	350	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 000	1 650	350	0	0	350	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 000	1 650	350	0	0	350	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET DE CONSTRUCTION NOUVEL HOTEL DES DEPUTES	2 000	1 650	350	0	0	350	0	
11195001011 47022	2	7	1	BCI-ETAT	2 500	1 650	183	300	367	850	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 500	1 650	183	300	367	850	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 500	1 650	183	300	367	850	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			AMENAGEMENT, EQUIPEMENT, RENOVATION, BUILDIND ADMINISTRATIF	2 500	1 650	183	300	367	850	0	
11096105999 47023	2	7	1	BCI-ETAT	2 712	2 332	80	150	150	380	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 712	2 332	80	150	150	380	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 712	2 332	80	150	150	380	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			REHABILITATION PALAIS NATIONAUX	2 712	2 332	80	150	150	380	0	

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Equipements Administratifs</b>											
11197040999 47024	2	7	1	BCI-ETAT	2 412	2 012	100	100	200	400	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 412	2 012	100	100	200	400	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 412	2 012	100	100	200	400	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			AMENAGEMENT EQUIPEMENT ARCHIVES NATIONALES	2 412	2 012	100	100	200	400	0	
32297167011 47030	2	7	1	BCI-ETAT	375	75	100	100	100	300	0
				TOTAL FINANCEMENT	375	75	100	100	100	300	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	375	75	100	100	100	300	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT COF	375	75	100	100	100	300	0	
32096485001 47032	2	7	1	BCI-ETAT	2 988	1 788	400	400	400	1 200	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 988	1 788	400	400	400	1 200	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 988	1 788	400	400	400	1 200	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			REHABILITATION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT SERVICES DGF	2 988	1 788	400	400	400	1 200	0	
30093167011 47034	2	7	1	BCI-ETAT	1 515	715	250	250	300	800	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 515	715	250	250	300	800	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 515	715	250	250	300	800	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CELLULE DE SUIVI DES PROJETS	1 515	715	250	250	300	800	0	
71096545001 47040	2	7	1	BCI-ETAT	3 700	1 700	600	600	800	2 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	3 700	1 700	600	600	800	2 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	3 700	1 700	600	600	800	2 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT POSTES COMPTABLES DGCP	3 700	1 700	600	600	800	2 000	0	
20096106999 47041	2	7	1	BCI-ETAT	11 250	7 750	290	500	500	1 290	2 210
				TOTAL FINANCEMENT	11 250	7 750	290	500	500	1 290	2 210
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	11 250	7 750	290	500	500	1 290	2 210
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			REHABILITATION PATRIMOINE IMMOB. FCES ARMEE	11 250	7 750	290	500	500	1 290	2 210	
80997183001 47042	2	7	1	BCI-ETAT	2 500	1 000	500	500	500	1 500	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 500	1 000	500	500	500	1 500	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 500	1 000	500	500	500	1 500	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			REDEVANCE MICROSOFT	2 500	1 000	500	500	500	1 500	0	

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Equipements Administratifs</b>											
36095012999 47044	2	0	0	Union Européenne/FED	2 800	2 800	0	0	0	0	0
	2	7	1	BCI-ETAT	158 832	115 532	12 500	12 500	12 500	37 500	2 800
				TOTAL FINANCEMENT	158 632	118 332	12 500	12 500	12 500	37 500	2 800
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	158 632	118 332	12 500	12 500	12 500	37 500	2 800
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			F.E.C.L/EQUIPEMENT COLL.LOCALES	158 632	118 332	12 500	12 500	12 500	37 500	2 800	
36193052999 47050	2	7	1	BCI-ETAT	1 625	1 100	197	165	163	525	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 625	1 100	197	165	163	525	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 625	1 100	197	165	163	525	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				OUTILS DE LA PLANIFICATION	1 625	1 100	197	165	163	525	0
70097192001 47051	2	7	1	BCI-ETAT	100	20	0	20	20	40	40
				TOTAL FINANCEMENT	100	20	0	20	20	40	40
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	100	20	0	20	20	40	40
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				EQUIPEMENT CHANCELLERIE MINISTERE DE LA JUSTICE	100	20	0	20	20	40	40
20097193001 47052	2	7	1	BCI-ETAT	2 000	576	1 065	200	159	1 424	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 000	576	1 065	200	159	1 424	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 000	576	1 065	200	159	1 424	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				EQUIPEMENT SERVICES CENTRAUX MINISTERE FORCES ARMEES	2 000	576	1 065	200	159	1 424	0
20097194001 47053	2	7	1	BCI-ETAT	1 500	500	100	500	400	1 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 500	500	100	500	400	1 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 500	500	100	500	400	1 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				DELOCALISATION D'UNITES MILITAIRES	1 500	500	100	500	400	1 000	0
70097195001 47054	2	7	1	BCI-ETAT	9 071	6 000	3 071	0	0	3 071	0
				TOTAL FINANCEMENT	9 071	6 000	3 071	0	0	3 071	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	9 071	6 000	3 071	0	0	3 071	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROGRAMME PLUIES PROVOQUEES (ACQUISITION AVIONS KING AIR)	9 071	6 000	3 071	0	0	3 071	0
21097197001 47055	2	7	1	BCI-ETAT	12 723	3 193	3 530	3 000	3 000	9 530	0
				TOTAL FINANCEMENT	12 723	3 193	3 530	3 000	3 000	9 530	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	12 723	3 193	3 530	3 000	3 000	9 530	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET DE GESTION DES CARTES D'IDENTITES NUMERISEES	12 723	3 193	3 530	3 000	3 000	9 530	0

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Equipements Administratifs</b>											
70097041999 47057	2	7	1	BCI-ETAT	25 037	19 037	2 500	2 500	1 000	6 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	25 037	19 037	2 500	2 500	1 000	6 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	25 037	19 037	2 500	2 500	1 000	6 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PLAN EQUIPEMENT ET MODERNISATION DGD	25 037	19 037	2 500	2 500	1 000	6 000	0	
12196576001 47059	2	7	1	BCI-ETAT	994	844	150	0	0	150	0
				TOTAL FINANCEMENT	994	844	150	0	0	150	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	994	844	150	0	0	150	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			AMENAGEMENT LOCAUX COUR SUPREME	994	844	150	0	0	150	0	
70096108011 47060	2	7	1	BCI-ETAT	12 953	10 353	700	700	700	2 100	500
				TOTAL FINANCEMENT	12 953	10 353	700	700	700	2 100	500
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	12 953	10 353	700	700	700	2 100	500
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			AMENAGEMENT -EQUIPEMENT MINISTERE ECONOMIE ET DES FINANCES	12 953	10 353	700	700	700	2 100	500	
14191010071 47063	2	7	1	BCI-ETAT	500	0	500	0	0	500	0
				TOTAL FINANCEMENT	500	0	500	0	0	500	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	500	0	500	0	0	500	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			ACQUISITION IMMEUBLE AMBASSADE SENEGAL A ABIDJAN	500	0	500	0	0	500	0	
20097219001 47064	2	7	1	BCI-ETAT	500	0	200	200	100	500	0
				TOTAL FINANCEMENT	500	0	200	200	100	500	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	500	0	200	200	100	500	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			EQUIPEMENTS SPECIAUX STCR/DDSE (Direction de la Documentation et de la Sécurité Extérieure du Centre de Transmission et de Coordinat <sup>o</sup> des Renseignem <sup>t</sup> )	500	0	200	200	100	500	0	
20097220001 47065	2	7	1	BCI-ETAT	1 000	0	500	500	0	1 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 000	0	500	500	0	1 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 000	0	500	500	0	1 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CONSTRUCTION SIEGE MINISTERE FORCES ARMEES	1 000	0	500	500	0	1 000	0	
20297221001 47066	2	7	1	BCI-ETAT	982	0	982	0	0	982	0
				TOTAL FINANCEMENT	982	0	982	0	0	982	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	982	0	982	0	0	982	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET SYSTEME SURVEILLANCE AERIENNE	982	0	982	0	0	982	0	



## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Equipements Administratifs</b>											
11099110001 47067	2	7	1	BCI-ETAT	375	0	125	125	125	375	0
				TOTAL FINANCEMENT	375	0	125	125	125	375	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	375	0	125	125	125	375	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			SERVICE INFORMATIQUE PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	375	0	125	125	125	375	0	
36097228001 47068	2	7	1	BCI-ETAT	500	0	200	300	0	500	0
				TOTAL FINANCEMENT	500	0	200	300	0	500	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	500	0	200	300	0	500	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			ACQUISITION EQUIPEMENTS ET MOBILIERS ANAT	500	0	200	300	0	500	0	
13197231001 47069	2	7	1	BCI-ETAT	180	0	60	60	60	180	0
				TOTAL FINANCEMENT	180	0	60	60	60	180	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	180	0	60	60	60	180	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			EQUIPEMENT DU SERVICE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	180	0	60	60	60	180	0	
13197232001 47070	2	7	1	BCI-ETAT	95	0	95	0	0	95	0
				TOTAL FINANCEMENT	95	0	95	0	0	95	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	95	0	95	0	0	95	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME DE DOCUMENTATION ET ARCHIVES DES INSTITUTIONS	95	0	95	0	0	95	0	
20097042999 47078	2	7	1	BCI-ETAT	130 152	96 927	14 423	5 000	5 000	24 423	8 802
				TOTAL FINANCEMENT	130 152	96 927	14 423	5 000	5 000	24 423	8 802
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	130 152	96 927	14 423	5 000	5 000	24 423	8 802
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			EQUIPEMENT DEFENSE NATIONALE	130 152	96 927	14 423	5 000	5 000	24 423	8 802	
70095016999 47087	2	7	1	BCI-ETAT	48 287	27 287	2 000	9 500	9 500	21 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	48 287	27 287	2 000	9 500	9 500	21 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	48 287	27 287	2 000	9 500	9 500	21 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			INDEMNITES EXPROPRIET PREEMPTION	48 287	27 287	2 000	9 500	9 500	21 000	0	
21296109999 47101	2	7	1	BCI-ETAT	8 050	5 550	414	500	500	1 414	1 086
				TOTAL FINANCEMENT	8 050	5 550	414	500	500	1 414	1 086
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	8 050	5 550	414	500	500	1 414	1 086
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CONSTRUCTION REHABILITATION CASERNES SAPEURS	8 050	5 550	414	500	500	1 414	1 086	

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Equipements Administratifs</b>											
21297043999 47102	2	7	1	BCI-ETAT	24 860	6 114	436	500	500	1 436	17 310
				TOTAL FINANCEMENT	24 860	6 114	436	500	500	1 436	17 310
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	24 860	6 114	436	500	500	1 436	17 310
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				EQUIPEMENT CASERNES SAPEURS POMPIERS	24 860	6 114	436	500	500	1 436	17 310
70093034999 47105	2	0	0	Agence Francaise de Developpement	534	534	0	0	0	0	0
	2	1	0	BAD/FAT	1 252	1 252	0	0	0	0	0
	2	7	2	BCI-ETAT	4 875	4 075	800	0	0	800	0
				TOTAL FINANCEMENT	6 661	5 861	800	0	0	800	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	6 661	5 861	800	0	0	800	0
			A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
			APPUI DOCUMENT DE POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALES/UNITE DE COORDINATION ET DE SUIVI DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE	6 661	5 861	800	0	0	800	0	
70096111990 47172	2	7	1	BCI-ETAT	3 393	1 075	0	200	200	400	1 918
				TOTAL FINANCEMENT	3 393	1 075	0	200	200	400	1 918
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	3 393	1 075	0	200	200	400	1 918
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				CONSTRUCTION ET REHABILITATION EQUIPEMENT STRUCTURE EDUC.SUR.	3 393	1 075	0	200	200	400	1 918
70997045990 47187	2	7	1	BCI-ETAT	4 956	3 507	200	200	200	600	849
				TOTAL FINANCEMENT	4 956	3 507	200	200	200	600	849
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	4 956	3 507	200	200	200	600	849
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				EQUIPEMENT JURIDICTIONS	4 956	3 507	200	200	200	600	849
12397046011 47190	2	7	1	BCI-ETAT	2 075	1 700	125	125	125	375	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 075	1 700	125	125	125	375	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 075	1 700	125	125	125	375	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				AMENAGEMENT EQUIPEMENT DE LA COUR DES COMPTES	2 075	1 700	125	125	125	375	0
11093035999 47195	2	7	1	BCI-ETAT	19 450	16 150	1 100	1 100	1 100	3 300	0
				TOTAL FINANCEMENT	19 450	16 150	1 100	1 100	1 100	3 300	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	19 450	16 150	1 100	1 100	1 100	3 300	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				INFORMATISATION DE L'ETAT	19 450	16 150	1 100	1 100	1 100	3 300	0

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Equipements Administratifs</b>											
11196113999 47197	2	7	1	BCI-ETAT	1 689	1 489	80	60	60	200	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 689	1 489	80	60	60	200	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 689	1 489	80	60	60	200	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			REHABILITATION EQUIPEMENT IMPRIMERIE NATIONALE	1 689	1 489	80	60	60	200	0	0
21196114999 47199	2	7	1	BCI-ETAT	9 000	3 950	400	700	700	1 800	3 250
				TOTAL FINANCEMENT	9 000	3 950	400	700	700	1 800	3 250
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	9 000	3 950	400	700	700	1 800	3 250
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CONSTRUCTION REHABILITATION SURETE NATIONALE	9 000	3 950	400	700	700	1 800	3 250	0
21197047999 47201	2	7	1	BCI-ETAT	4 500	2 500	272	400	400	1 072	928
				TOTAL FINANCEMENT	4 500	2 500	272	400	400	1 072	928
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	4 500	2 500	272	400	400	1 072	928
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			EQUIPEMENT SURETE NATIONALE	4 500	2 500	272	400	400	1 072	928	0
20496115990 47202	2	7	1	BCI-ETAT	12 000	7 625	400	1 000	1 000	2 400	1 975
				TOTAL FINANCEMENT	12 000	7 625	400	1 000	1 000	2 400	1 975
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	12 000	7 625	400	1 000	1 000	2 400	1 975
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			REHABILITATION CONSTRUCTION CASERNES GENDARMERIE	12 000	7 625	400	1 000	1 000	2 400	1 975	0
14296116900 47205	2	7	1	BCI-ETAT	10 993	6 493	1 000	1 750	1 000	3 750	750
				TOTAL FINANCEMENT	10 993	6 493	1 000	1 750	1 000	3 750	750
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	10 993	6 493	1 000	1 750	1 000	3 750	750
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			REHABILITATION EQUIPEMENT POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	10 993	6 493	1 000	1 750	1 000	3 750	750	0
14291001900 47206	2	7	1	BCI-ETAT	47 828	35 828	2 874	3 000	3 000	8 874	3 126
				TOTAL FINANCEMENT	47 828	35 828	2 874	3 000	3 000	8 874	3 126
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	47 828	35 828	2 874	3 000	3 000	8 874	3 126
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			ACQUISITION CONSTRUCTION POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	47 828	35 828	2 874	3 000	3 000	8 874	3 126	0
70097049011 47210	2	7	1	BCI-ETAT	3 425	1 735	690	500	500	1 690	0
				TOTAL FINANCEMENT	3 425	1 735	690	500	500	1 690	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	3 425	1 735	690	500	500	1 690	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			AMENAG.EQUIP. DTAI	3 425	1 735	690	500	500	1 690	0	0

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Equipements Administratifs</b>											
21196117999 47211	2	7	1	BCI-ETAT	15 000	7 631	550	2 000	2 000	4 550	2 819
				TOTAL FINANCEMENT	15 000	7 631	550	2 000	2 000	4 550	2 819
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	15 000	7 631	550	2 000	2 000	4 550	2 819
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CONSTRUCTION REHABILITATION ADMINISTRATION TERRITORIALE	15 000	7 631	550	2 000	2 000	4 550	2 819	
70096119990 47221	2	7	1	BCI-ETAT	2 845	1 525	187	200	200	587	733
				TOTAL FINANCEMENT	2 845	1 525	187	200	200	587	733
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 845	1 525	187	200	200	587	733
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT ETS PENITENTIAIRE	2 845	1 525	187	200	200	587	733	
70096120990 47223	2	7	1	BCI-ETAT	5 000	2 267	688	500	500	1 688	1 045
				TOTAL FINANCEMENT	5 000	2 267	688	500	500	1 688	1 045
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	5 000	2 267	688	500	500	1 688	1 045
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CONSTRUCTION DE JURIDICTIONS	5 000	2 267	688	500	500	1 688	1 045	
70997051999 47224	2	7	1	BCI-ETAT	2 134	1 192	100	100	100	300	642
				TOTAL FINANCEMENT	2 134	1 192	100	100	100	300	642
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 134	1 192	100	100	100	300	642
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			EQUIPEMENT CENTRE NATIONAL ETAT-CIVIL (CNEC)	2 134	1 192	100	100	100	300	642	
11093054999 47226	2	7	1	BCI-ETAT	9 457	6 800	1 157	500	500	2 157	500
				TOTAL FINANCEMENT	9 457	6 800	1 157	500	500	2 157	500
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	9 457	6 800	1 157	500	500	2 157	500
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			APPUI A PRIX GRANDS TRAVAUX	9 457	6 800	1 157	500	500	2 157	500	
70097053011 47230	2	7	1	BCI-ETAT	6 114	4 114	650	650	700	2 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	6 114	4 114	650	650	700	2 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	6 114	4 114	650	650	700	2 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			INFORMATISATION DGCPT	6 114	4 114	650	650	700	2 000	0	
70096121011 47231	2	7	1	BCI-ETAT	1 540	1 000	240	150	150	540	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 540	1 000	240	150	150	540	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 540	1 000	240	150	150	540	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			REHABILITATION ET EQUIPEMENT DMTA	1 540	1 000	240	150	150	540	0	

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Equipements Administratifs</b>											
70097054990 47232	2	7	1	BCI-ETAT	8 210	5 271	939	1 000	1 000	2 939	0
				TOTAL FINANCEMENT	8 210	5 271	939	1 000	1 000	2 939	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	8 210	5 271	939	1 000	1 000	2 939	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CONSTRUCTION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT SERVICES FISCAUX	8 210	5 271	939	1 000	1 000	2 939	0	0
70096122990 47235	2	7	1	BCI-ETAT	2 177	1 305	200	336	336	872	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 177	1 305	200	336	336	872	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 177	1 305	200	336	336	872	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CONSTRUCTION REHABILITATION INSPECTION DU TRAVAIL ET RENFORCEMENT MOYENS DE COMMUNICATION	2 177	1 305	200	336	336	872	0	0
70096123999 47236	2	7	1	BCI-ETAT	920	560	120	120	120	360	0
				TOTAL FINANCEMENT	920	560	120	120	120	360	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	920	560	120	120	120	360	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			REHABILITATION EQUIPEMENT FICHIER FONCTION PUBLIQUE	920	560	120	120	120	360	0	0
70097055011 47249	2	7	1	BCI-ETAT	214	114	100	0	0	100	0
				TOTAL FINANCEMENT	214	114	100	0	0	100	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	214	114	100	0	0	100	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			EQUIPEMENT AGENT JUDICIAIRE DE L'ETAT	214	114	100	0	0	100	0	0
70096139999 47250	2	7	1	BCI-ETAT	5 200	3 200	2 000	0	0	2 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	5 200	3 200	2 000	0	0	2 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	5 200	3 200	2 000	0	0	2 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CONSTRUCTION SIEGE AGENCE NATIONALE DES STATISTIQUES ET DE LA DEMOGRAPHIE(ANSD)	5 200	3 200	2 000	0	0	2 000	0	0
70099020999 47315	2	7	1	BCI-ETAT	39 400	21 900	7 500	5 000	5 000	17 500	0
				TOTAL FINANCEMENT	39 400	21 900	7 500	5 000	5 000	17 500	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	39 400	21 900	7 500	5 000	5 000	17 500	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			ACQUISITION IMMEUBLES ET TERRAINS	39 400	21 900	7 500	5 000	5 000	17 500	0	0
30193060999 47709	2	7	1	BCI-ETAT	6 780	4 530	550	500	500	1 550	700
				TOTAL FINANCEMENT	6 780	4 530	550	500	500	1 550	700
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	6 780	4 530	550	500	500	1 550	700
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			INFORMATISATION DGF (SIGFIP)	6 780	4 530	550	500	500	1 550	700	0

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Equipements Administratifs</b>											
11097064011 47712	2	7	1	BCI-ETAT	970	450	320	100	100	520	0
				TOTAL FINANCEMENT	970	450	320	100	100	520	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	970	450	320	100	100	520	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			EQUIPEMENT SECURITE GENERALE PRESIDENCE	970	450	320	100	100	520	0	
11097065011 47713	2	7	1	BCI-ETAT	600	500	100	0	0	100	0
				TOTAL FINANCEMENT	600	500	100	0	0	100	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	600	500	100	0	0	100	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			EQUIPEMENT CABINET PR	600	500	100	0	0	100	0	
70096151013 47714	2	7	1	BCI-ETAT	1 184	644	140	200	200	540	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 184	644	140	200	200	540	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 184	644	140	200	200	540	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			REHABILITATION,CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT CNFA RUFISQUE	1 184	644	140	200	200	540	0	
70096182011 47715	2	7	1	BCI-ETAT	21 311	12 311	3 080	2 000	2 000	7 080	1 920
				TOTAL FINANCEMENT	21 311	12 311	3 080	2 000	2 000	7 080	1 920
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	21 311	12 311	3 080	2 000	2 000	7 080	1 920
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			INFORMATISATION DGID (SIGTAS)	21 311	12 311	3 080	2 000	2 000	7 080	1 920	
12096240071 47888	2	7	1	BCI-ETAT	1 275	1 000	75	100	100	275	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 275	1 000	75	100	100	275	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 275	1 000	75	100	100	275	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CONSTRUCTION CENTRE DE NIANING	1 275	1 000	75	100	100	275	0	
32097079011 47889	2	7	1	BCI-ETAT	400	250	50	50	50	150	0
				TOTAL FINANCEMENT	400	250	50	50	50	150	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	400	250	50	50	50	150	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DB	400	250	50	50	50	150	0	
44196267011 47890	2	7	1	BCI-ETAT	2 670	2 050	200	250	170	620	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 670	2 050	200	250	170	620	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 670	2 050	200	250	170	620	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			EXTENSION ET AMENAGEMENT ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION(ENA)	2 670	2 050	200	250	170	620	0	

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Equipements Administratifs</b>											
12396280011 47895	2	7	1	BCI-ETAT	9 325	3 000	1 000	2 000	3 325	6 325	0
				TOTAL FINANCEMENT	9 325	3 000	1 000	2 000	3 325	6 325	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	9 325	3 000	1 000	2 000	3 325	6 325	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CONSTRUCTION SIEGE COUR DES COMPTES	9 325	3 000	1 000	2 000	3 325	6 325	0	0
100962810000 47897	2	7	1	BCI-ETAT	3 000	2 000	400	250	350	1 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	3 000	2 000	400	250	350	1 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	3 000	2 000	400	250	350	1 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			AMENAGEMENT ET EXTENTION ASSEMBLEE NATIONALE	3 000	2 000	400	250	350	1 000	0	0
33097097011 47900	2	7	1	BCI-ETAT	1 935	885	350	350	350	1 050	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 935	885	350	350	350	1 050	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 935	885	350	350	350	1 050	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DIRECTION DE LA SOLDE, DES PENSIONS ET DE LA RENTE VIAGERE(DSPRV)	1 935	885	350	350	350	1 050	0	0
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 47</b>					<b>820 645</b>	<b>530 922</b>	<b>86 691</b>	<b>74 341</b>	<b>72 860</b>	<b>233 892</b>	<b>55 831</b>
<b>Equipements Administratifs</b>											
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	820 644	530 922	86 691	74 341	72 860	233 892	55 830
				A Rechercher	1	0	0	0	0	0	1
<b>Etudes et Recherche/quaternaire</b>											
34294050001 48003	2	7	1	BCI-ETAT	2 873	1 373	500	500	500	1 500	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 873	1 373	500	500	500	1 500	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 873	1 373	500	500	500	1 500	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME STATISTIQUE AGENCE NATIONALE DES STATISTIQUES ET DE LA DEMOGRAPHIE(ANSD)	2 873	1 373	500	500	500	1 500	0	0
70094074001 48005	2	7	1	BCI-ETAT	770	365	135	135	135	405	0
				TOTAL FINANCEMENT	770	365	135	135	135	405	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	770	365	135	135	135	405	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR PARAPUBLIC	770	365	135	135	135	405	0	0
77994082001 48007	2	7	1	BCI-ETAT	595	95	100	200	200	500	0
				TOTAL FINANCEMENT	595	95	100	200	200	500	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	595	95	100	200	200	500	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			RECENSEMENT DES SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR	595	95	100	200	200	500	0	0



## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Etudes et Recherche/quaternaire</b>											
87094086001 48008	2	7	1	BCI-ETAT	796	298	163	165	170	498	0
				TOTAL FINANCEMENT	796	298	163	165	170	498	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	796	298	163	165	170	498	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			ETUDE, ENQUETES ET PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	796	298	163	165	170	498	0	
80398127001 48009	2	7	2	BCI-ETAT	3 550	1 550	700	700	600	2 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	3 550	1 550	700	700	600	2 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	3 550	1 550	700	700	600	2 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			CELLULE D'APPUI AU MILLENIUM CHALLENGE ACCOUNT	3 550	1 550	700	700	600	2 000	0	
34294088001 48010	2	7	1	BCI-ETAT	16 000	7 000	2 000	3 500	3 500	9 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	16 000	7 000	2 000	3 500	3 500	9 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	16 000	7 000	2 000	3 500	3 500	9 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION ET DE LA DEMOGRAPHIE 2010	16 000	7 000	2 000	3 500	3 500	9 000	0	
35994023999 48012	2	7	1	BCI-ETAT	3 015	2 674	147	147	47	341	0
				TOTAL FINANCEMENT	3 015	2 674	147	147	47	341	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	3 015	2 674	147	147	47	341	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			ETUDES ECONOMIQUES	3 015	2 674	147	147	47	341	0	
30194092001 48013	2	7	1	BCI-ETAT	250	40	70	70	70	210	0
				TOTAL FINANCEMENT	250	40	70	70	70	210	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	250	40	70	70	70	210	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			MISE EN PLACE COMITE NATIONAL DETTE PUBLIQUE	250	40	70	70	70	210	0	
70093199011 48015	2	7	1	BCI-ETAT	385	85	100	100	100	300	0
				TOTAL FINANCEMENT	385	85	100	100	100	300	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	385	85	100	100	100	300	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET DE SOUTIEN AUX SERVICES DE L'ORDONNATEUR NATIONAL DU FED	385	85	100	100	100	300	0	
70093037011 48055	2	7	1	BCI-ETAT	6 557	4 757	600	600	600	1 800	0
				TOTAL FINANCEMENT	6 557	4 757	600	600	600	1 800	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	6 557	4 757	600	600	600	1 800	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			ETUDES & PROSPECTION FINANCEMENT	6 557	4 757	600	600	600	1 800	0	

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Etudes et Recherche/quaternaire</b>											
70093038011 48091	2	7	1	BCI-ETAT	3 436	2 576	290	290	280	860	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	3 436	2 576	290	290	280	860	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROGRAMME INVESTISSEMENTS PUBLICS	3 436	2 576	290	290	280	860	0
70093039999 48099	2	7	1	BCI-ETAT	1 580	920	220	220	220	660	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 580	920	220	220	220	660	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 580	920	220	220	220	660	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			RENFORCEMENT CAPACITE EXECUTION PROJETS	1 580	920	220	220	220	660	0	
70094021011 48100	2	7	1	BCI-ETAT	1 419	919	125	100	100	325	175
				TOTAL FINANCEMENT	1 419	919	125	100	100	325	175
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 419	919	125	100	100	325	175
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			ETUDE PROSPECTIVE	1 419	919	125	100	100	325	175	
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 48</b>					<b>41 226</b>	<b>22 652</b>	<b>5 150</b>	<b>6 727</b>	<b>6 522</b>	<b>18 399</b>	<b>175</b>
<b>Etudes et Recherche/quaternaire</b>											
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	41 226	22 652	5 150	6 727	6 522	18 399	175
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
<b>Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/quaternaire</b>											
70093040011 49003	2	7	1	BCI-ETAT	449	305	144	0	0	144	0
				TOTAL FINANCEMENT	449	305	144	0	0	144	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	449	305	144	0	0	144	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			APPUI DIRECTION DE LA MONNAIE ET DU CREDIT	449	305	144	0	0	144	0	
11093090001 49004	2	7	1	BCI-ETAT	1 836	610	250	250	250	750	476
				TOTAL FINANCEMENT	1 836	610	250	250	250	750	476
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 836	610	250	250	250	750	476
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET SENECLIC	1 836	610	250	250	250	750	476	
21993092001 49005	2	7	1	BCI-ETAT	2 000	850	150	450	550	1 150	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 000	850	150	450	550	1 150	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 000	850	150	450	550	1 150	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME D'APPUI A LA HAUTE AUTORITE COORDINATION SECURITE EN MER	2 000	850	150	450	550	1 150	0	

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/quaternaire</b>											
70998059001 49006	2	7	1	BCI-ETAT	701	551	50	50	50	150	0
				TOTAL FINANCEMENT	701	551	50	50	50	150	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	701	551	50	50	50	150	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROMOTION DES SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR	701	551	50	50	50	150	0	
70093041999 49008	2	7	1	BCI-ETAT	1 181	1 007	174	0	0	174	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 181	1 007	174	0	0	174	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 181	1 007	174	0	0	174	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			APPUI CENTRE DE POLITIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT (CEPOD)	1 181	1 007	174	0	0	174	0	
70093042011 49009	2	7	1	BCI-ETAT	4 119	3 347	160	150	150	460	312
				TOTAL FINANCEMENT	4 119	3 347	160	150	150	460	312
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	4 119	3 347	160	150	150	460	312
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			APPUI SYSTEME NATIONAL ET PLANIFICATION (SNP)	4 119	3 347	160	150	150	460	312	
70095013999 49010	2	7	1	BCI-ETAT	107 109	97 109	1 000	4 000	5 000	10 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	107 109	97 109	1 000	4 000	5 000	10 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	107 109	97 109	1 000	4 000	5 000	10 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PARTICIPATIONS FINANCIERES	107 109	97 109	1 000	4 000	5 000	10 000	0	
70095017999 49011	2	7	1	BCI-ETAT	151 844	127 844	4 000	10 000	10 000	24 000	0
				TOTAL FINANCEMENT	151 844	127 844	4 000	10 000	10 000	24 000	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	151 844	127 844	4 000	10 000	10 000	24 000	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			IMPOTS ET TAXES SUR MARCHES	151 844	127 844	4 000	10 000	10 000	24 000	0	
14093094001 49012	2	0	0	PNUD	240	84	78	78	0	156	0
	2	7	2	BCI-ETAT	169	117	26	26	0	52	0
				TOTAL FINANCEMENT	409	201	104	104	0	208	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	409	201	104	104	0	208	0
			A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
			PROJET TOKTEN	409	201	104	104	0	208	0	
70093096001 49013	2	7	1	BCI-ETAT	964	664	150	150	0	300	0
				TOTAL FINANCEMENT	964	664	150	150	0	300	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	964	664	150	150	0	300	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			RENFORCEMENT CAPACITES MINISTERES TECHNIQUES	964	664	150	150	0	300	0	

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/quaternaire</b>											
32993101011 49015	2	7	1	BCI-ETAT	2 300	1 100	400	400	400	1 200	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 300	1 100	400	400	400	1 200	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 300	1 100	400	400	400	1 200	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				CELLULE D'APPUI PROJETS ET PROGRAMMES	2 300	1 100	400	400	400	1 200	0
36198082001 49016	2	0	0	PNUD	2 700	400	1 150	1 150	0	2 300	0
	2	7	2	BCI-ETAT	410	210	100	100	0	200	0
				TOTAL FINANCEMENT	3 110	610	1 250	1 250	0	2 500	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	3 110	610	1 250	1 250	0	2 500	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET PROMOTION DE LA COOPERATION DECENTRALISEE	3 110	610	1 250	1 250	0	2 500	0	
36993110001 49017	2	0	0	PNUD	2 500	2 082	418	0	0	418	0
	2	7	2	BCI-ETAT	178	108	34	18	18	70	0
				TOTAL FINANCEMENT	2 678	2 190	452	18	18	488	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 678	2 190	452	18	18	488	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			APPUI A LA COORDINATION ET A LA PROMOTION DU VOLONTARIAT: CONTREPARTIE PNUD/PROGRAMME VOLONTAIRE DES NATION UNIES	2 678	2 190	452	18	18	488	0	
36297135001 49023	2	7	1	BCI-ETAT	1 200	800	100	200	100	400	0
				TOTAL FINANCEMENT	1 200	800	100	200	100	400	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	1 200	800	100	200	100	400	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROJET D'APPUI AUX COLLEC LOCALES POUR LA COLLECTE DES ORDURES	1 200	800	100	200	100	400	0
32193162011 49026	2	7	1	BCI-ETAT	463	238	125	50	50	225	0
				TOTAL FINANCEMENT	463	238	125	50	50	225	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	463	238	125	50	50	225	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				APPUI A LA DIRECTION CENTRALE DES MARCHES PUBLICS	463	238	125	50	50	225	0
34993172001 49033	2	7	1	BCI-ETAT	180	90	30	30	30	90	0
				TOTAL FINANCEMENT	180	90	30	30	30	90	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	180	90	30	30	30	90	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PLANIFICATION A DOUBLE NIVEAUX : APPUI TRANSFERT COMPETENCES	180	90	30	30	30	90	0

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/quaternaire</b>											
30993184011 49036	2	7	1	BCI-ETAT	116	41	25	25	25	75	0
				TOTAL FINANCEMENT	116	41	25	25	25	75	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	116	41	25	25	25	75	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			APPUI A L'INSPECTION GENERALE DES FINANCES	116	41	25	25	25	75	0	
70093187001 49037	2	7	1	BCI-ETAT	3 100	1 300	600	600	600	1 800	0
				TOTAL FINANCEMENT	3 100	1 300	600	600	600	1 800	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	3 100	1 300	600	600	600	1 800	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			APPUI SUIVI PROJETS ET PROGRAMMES	3 100	1 300	600	600	600	1 800	0	
70998138001 49038	2	7	1	BCI-ETAT	2 300	500	300	500	500	1 300	500
				TOTAL FINANCEMENT	2 300	500	300	500	500	1 300	500
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	2 300	500	300	500	500	1 300	500
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			FONDS D'APPUI A L'INVESTISSEMENT DES SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR	2 300	500	300	500	500	1 300	500	
70093070011 49039	2	7	1	BCI-ETAT	425	50	100	90	90	280	95
				TOTAL FINANCEMENT	425	50	100	90	90	280	95
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	425	50	100	90	90	280	95
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			RENFORCEMENT CAPACITES DES ATTACHES PARLEMENTAIRES	425	50	100	90	90	280	95	
36093196001 49040	2	7	1	BCI-ETAT	423	123	100	100	100	300	0
				TOTAL FINANCEMENT	423	123	100	100	100	300	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	423	123	100	100	100	300	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES SERVICES DU MINISTERE CHARGE DE LA DECENTRALISATION	423	123	100	100	100	300	0	
70093197001 49041	2	0	0	PNUD	4 750	583	1 084	1 583	1 500	4 167	0
	2	7	2	BCI-ETAT	900	300	200	200	200	600	0
				TOTAL FINANCEMENT	5 650	883	1 284	1 783	1 700	4 767	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	5 650	883	1 284	1 783	1 700	4 767	0
			A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
			PROGRAMME ART GOAL	5 650	883	1 284	1 783	1 700	4 767	0	
30099102001 49042	2	7	1	BCI-ETAT	430	80	150	100	100	350	0
				TOTAL FINANCEMENT	430	80	150	100	100	350	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	430	80	150	100	100	350	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			MISE EN PLACE PLATEFORME DE GESTION DES FINANCEMENTS EXTERIEURS	430	80	150	100	100	350	0	

## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/quaternaire</b>											
20099109001 49043	2	7	1	BCI-ETAT	283	88	65	65	65	195	0
				TOTAL FINANCEMENT	283	88	65	65	65	195	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	283	88	65	65	65	195	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME D'APPUI A LA COMMISSION NATIONALE DE GESTION DES FRONTIERES	283	88	65	65	65	195	0	
70098166000 49044	2	1	1	BCI-ETAT	250	0	120	130	0	250	0
				TOTAL FINANCEMENT	250	0	120	130	0	250	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	250	0	120	130	0	250	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET DE PROMOTION ET D'APPUI A LA COOPERATION INTERNATIONALE	250	0	120	130	0	250	0	
30193222001 49045	2	7	1	BCI-ETAT	225	0	63	75	87	225	0
				TOTAL FINANCEMENT	225	0	63	75	87	225	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	225	0	63	75	87	225	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			APPUI A LA CELLULE SUIVI DE L'INTEGRATION DU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	225	0	63	75	87	225	0	
13193233001 49046	2	7	1	BCI-ETAT	135	0	45	45	45	135	0
				TOTAL FINANCEMENT	135	0	45	45	45	135	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	135	0	45	45	45	135	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME D'APPUI AUX JOURNEES DES INSTITUTIONS	135	0	45	45	45	135	0	
13199121001 49047	2	7	1	BCI-ETAT	75	0	25	25	25	75	0
				TOTAL FINANCEMENT	75	0	25	25	25	75	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	75	0	25	25	25	75	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			RENFORCEMENT DE CAPACITES DES AGENTS DU MINISTERE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	75	0	25	25	25	75	0	
70993234001 49048	2	7	1	BCI-ETAT	260	0	60	100	100	260	0
				TOTAL FINANCEMENT	260	0	60	100	100	260	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	260	0	60	100	100	260	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROJET D'APPUI AU COMITE DE SUIVI DES APPUIS BUDGETAIRES	260	0	60	100	100	260	0	
11198171001 49049	1	0	0	Agence Francaise de Developpement	2 600	0	50	150	250	450	2 150
	2	7	2	BCI-ETAT	200	0	50	40	40	130	70
				TOTAL FINANCEMENT	2 800	0	100	190	290	580	2 220
	1			En Négociation	2 600	0	50	150	250	450	2 150
	2			Déjà Acquis	200	0	50	40	40	130	70
			A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0	
			APPUI STRATEGIE DE CROISSANCE: PROGRAMME APPUI AUX CLUSTERS LOCAUX	2 800	0	100	190	290	580	2 220	

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/quaternaire</b>											
21093235001 49050	2	7	1	BCI-ETAT	850	0	850	0	0	850	0
				TOTAL FINANCEMENT	850	0	850	0	0	850	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	850	0	850	0	0	850	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROGRAMME DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE INTERIEURE	850	0	850	0	0	850	0
21297057999 49102	2	7	1	BCI-ETAT	15 000	4 375	113	2 000	2 000	4 113	6 512
				TOTAL FINANCEMENT	15 000	4 375	113	2 000	2 000	4 113	6 512
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	15 000	4 375	113	2 000	2 000	4 113	6 512
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PREVENTION/MAITRISE CATASTROPHE	15 000	4 375	113	2 000	2 000	4 113	6 512
70093043999 49106	2	0	0	FNUAP	2 005	2 005	0	0	0	0	0
	2	7	2	BCI-ETAT	1 880	1 380	175	175	150	500	0
				TOTAL FINANCEMENT	3 885	3 385	175	175	150	500	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	3 885	3 385	175	175	150	500	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME D'APPUI UNFPA/PAIP	3 885	3 385	175	175	150	500	0	
70093044011 49113	2	7	1	BCI-ETAT	877	489	138	125	125	388	0
				TOTAL FINANCEMENT	877	489	138	125	125	388	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	877	489	138	125	125	388	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				PROGRAMME DE COORDINATION REFORMES FINANCIERES BUDGETAIRES	877	489	138	125	125	388	0
70093047999 49510	2	7	1	BCI-ETAT	461	351	60	50	0	110	0
				TOTAL FINANCEMENT	461	351	60	50	0	110	0
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	461	351	60	50	0	110	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
				COMMODITY AID II	461	351	60	50	0	110	0
11093048999 49550	2	0	0	Union Européenne/FED	22 950	12 500	1 000	1 250	1 500	3 750	6 700
	2	7	2	BCI-ETAT	2 557	1 823	353	200	181	734	0
				TOTAL FINANCEMENT	25 507	14 323	1 353	1 450	1 681	4 484	6 700
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	25 507	14 323	1 353	1 450	1 681	4 484	6 700
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
			PROGRAMME NATIONAL DE BONNE GOUVERNANCE	25 507	14 323	1 353	1 450	1 681	4 484	6 700	



## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>QUATERNAIRE</b>											
<b>Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/quaternaire</b>											
11097070011 49556	2	7	1	BCI-ETAT	339	299	40	0	0	40	0
	TOTAL FINANCEMENT				339	299	40	0	0	40	0
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				339	299	40	0	0	40
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0
	PROGRAMME D'APPUI AU COMITE REFUGIES, PERSONNES DEPLACEES				339	299	40	0	0	40	0
70093917011 49557	2	7	1	BCI-ETAT	616	423	69	75	49	193	0
	TOTAL FINANCEMENT				616	423	69	75	49	193	0
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				616	423	69	75	49	193
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0
	ELABORATION XI <sup>e</sup> PLAN				616	423	69	75	49	193	0
31293072000 49565	2	1	0	BAD/FAD	1 895	1 895	0	0	0	0	0
	2	7	1	BCI-ETAT	9 861	3 360	106	3 251	3 144	6 501	0
	TOTAL FINANCEMENT				11 756	5 255	106	3 251	3 144	6 501	0
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				11 756	5 255	106	3 251	3 144	6 501
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0
PROJET APPUI A MODERNISAT <sup>o</sup> CADASTRE				11 756	5 255	106	3 251	3 144	6 501	0	
30193073011 49566	2	7	1	BCI-ETAT	825	570	95	85	75	255	0
	TOTAL FINANCEMENT				825	570	95	85	75	255	0
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				825	570	95	85	75	255
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0
	APPUI A LA CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES DU SENEGAL (CENTIF)				825	570	95	85	75	255	0
30193076011 49568	2	0	0	Fondation Afri. Renf Capact	930	930	0	0	0	0	0
	2	7	2	BCI-ETAT	968	100	30	30	30	90	778
	TOTAL FINANCEMENT				1 898	1 030	30	30	30	90	778
	1	En Négociation				0	0	0	0	0	0
	2	Déjà Acquis				1 898	1 030	30	30	30	90
	A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0
PROJET RENFOR. RESPON. FINANCIERE				1 898	1 030	30	30	30	90	778	
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 49</b>					<b>359 029</b>	<b>271 081</b>	<b>14 605</b>	<b>28 171</b>	<b>27 579</b>	<b>70 355</b>	<b>17 593</b>
<b>Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/quaternaire</b>											
En Négociation				2 600	0	50	150	250	450	2 150	
Déjà Acquis				356 429	271 081	14 555	28 021	27 329	69 905	15 443	
A Rechercher				0	0	0	0	0	0	0	
<b>TOTAL PROJETS</b>					<b>2 753 995</b>	<b>1 604 354</b>	<b>298 741</b>	<b>336 966</b>	<b>310 196</b>	<b>945 903</b>	<b>203 738</b>
En Négociation				2 600	0	50	150	250	450	2 150	
Déjà Acquis				2 746 132	1 604 354	298 691	334 816	306 684	940 191	201 587	
A Rechercher				5 263	0	0	2 000	3 262	5 262	1	
<b>HORS SECTEUR</b>											
<b>Hors sous secteur PTIP</b>											

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS 2011/2013 - DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)

CODE PROJET	E F	N F	N E	LIBELLE	COUT TOTAL	AVANT 2011	PROGRA 2011	PROGRA 2012	PROGRA 2013	TOTAL PROGR	RESTE
<b>HORS SECTEUR</b>											
<b>Hors sous secteur PTIP</b>											
	2	7	1	BCI-ETAT	68 640	0	21 340	22 600	24 700	68 640	0
				<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>68 640</b>	<b>0</b>	<b>21 340</b>	<b>22 600</b>	<b>24 700</b>	<b>68 640</b>	<b>0</b>
	1			En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
	2			Déjà Acquis	68 640	0	21 340	22 600	24 700	68 640	0
91299122001				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
99001				RESERVE DE GESTION	68 640	0	21 340	22 600	24 700	68 640	0
<b>TOTAL PROJETS SOUS SECTEUR 99</b>					<b>68 640</b>	<b>0</b>	<b>21 340</b>	<b>22 600</b>	<b>24 700</b>	<b>68 640</b>	<b>0</b>
<b>Hors sous secteur PTIP</b>											
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	68 640	0	21 340	22 600	24 700	68 640	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL PROJETS</b>					<b>68 640</b>	<b>0</b>	<b>21 340</b>	<b>22 600</b>	<b>24 700</b>	<b>68 640</b>	<b>0</b>
				En Négociation	0	0	0	0	0	0	0
				Déjà Acquis	68 640	0	21 340	22 600	24 700	68 640	0
				A Rechercher	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL PROGRAMME 2011</b>					<b>6 711 646</b>	<b>2 982 421</b>	<b>818 729</b>	<b>1 259 673</b>	<b>933 226</b>	<b>3 011 628</b>	<b>717 597</b>
				En Négociation	239 160	0	7 925	54 025	57 750	119 700	119 460
				Déjà Acquis	6 369 497	2 982 421	810 804	1 191 648	854 014	2 856 466	530 610
				A Rechercher	102 989	0	0	14 000	21 462	35 462	67 527